

L'Entrepreneuriat Vert en Italie



Centre d'activités régionales pour la production propre (CAR/PP)
Plan d'action pour la Méditerranée



Centre d'Activités Régionales
pour la Production Propre



PNUE



STOCKHOLM
CONVENTION



GOBIERNO
DE ESPAÑA

MINISTERIO
DE AGRICULTURA, ALIMENTACION
Y MEDIOAMBIENTE



Generalitat de Catalunya
Departament de Territori
i Sostenibilitat

L'Entrepreneuriat Vert en Italie



Centre d'activités régionales pour la production propre (CAR/PP)
Plan d'action pour la Méditerranée



**Centre d'Activités Régionales
pour la Production Propre**



PNUE



**STOCKHOLM
CONVENTION**



**GOBIERNO
DE ESPAÑA**

**MINISTERIO
DE AGRICULTURA, ALIMENTACION
Y MEDIOAMBIENTE**



**Generalitat de Catalunya
Departament de Territori
i Sostenibilitat**

Remarque : Cette publication peut-être reproduite intégralement ou partiellement, à des fins éducatives et non-lucratives, sans consentement spécifique du Centre d'activités régionales pour la production propre (CAR/PP), à la stricte condition que l'origine des informations soit mentionnée. Le CAR/PP souhaite recevoir un exemplaire de toute publication pour laquelle ce matériel aurait servi de source.

L'exploitation des ces informations n'est pas autorisée à des fins commerciales ou de vente sans le consentement écrit du CAR/PP.

Si vous considérez qu'un point de l'étude peut faire l'objet d'une amélioration ou si vous détectez des imprécisions, nous vous remercions de bien vouloir nous en faire part.

Le Centre d'activités régionales pour la production propre (CAR/PP), dont le siège se trouve à Barcelone – Espagne, a été créé en 1996. Sa mission vise à promouvoir des mécanismes qui mènent à des modèles de consommation et de production durables ainsi qu'à une gestion rationnelle des produits chimiques dans les pays méditerranéens. Les activités du CAR/PP sont financées par le gouvernement espagnol une fois proposées et approuvées par les parties contractantes de la Convention de Barcelone et par la Commission bilatérale de suivi constituée par des représentants des gouvernements espagnol et catalan.

Italie, décembre 2011

Coordination : The Hub Sicilia aps
Meryem Chérif, Centre d'activités régionales pour la production propre

Soutien technique :
Alberto Masetti Zannini, Viviana Cannizzo, Stena Paternò del Toscano, Olivella Maria Rizza et Rosario Sapienza. Un merci spécial à Hub Milano, Hub Hub Rovereto Roms et pour le soutien à l'organisation et au suivi des groupes de discussion.

Cette publication peut également être téléchargée sur :
www.cprac.org

Si vous souhaitez solliciter des copies de l'étude ou pour tout renseignement supplémentaire, veuillez contactez le :
Centre d'activités régionales pour la production propre (CAR/PP)
Dr Roux, 80
08017 Barcelona (Espagne)
Tél. +34 93 553 87 90 – Fax +34 93 553 87 95
cleanpro@cprac.org

Acronymes et abréviations

AIAB	Association italienne de l'agriculture biologique
AITR	Association italienne pour le tourisme responsable
APSTI	Association des parcs scientifiques et technologiques d'Italie
CSC	Captage et stockage du carbone
FEI	Fonds européen d'investissement
EMAS	Système de management environnemental et d'audit
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCS	Fondation pour le climat et la durabilité
GD	Groupe de discussion
GAS	Groupe d'achat solidaire
PIB	Produit intérieur brut
EV	Entrepreneuriat vert (<i>Green Entrepreneurship</i>)
MPE	Marchés publics écologiques
TIC	Technologies de l'information et de la communication
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international

ISTAT	Institut italien de la statistique
ACV	Analyse du cycle de vie
LENR	Réactions nucléaires à basse énergie
LEED	<i>Leadership in Energy and Environmental Design</i>
NEET	<i>Not in Employment, Education and Training</i> (ni étudiant, ni employé, ni stagiaire)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
R&D	Recherche et développement
PDR	Plan de développement rural
PME	Petites et moyennes entreprises
PSR	Plan de développement régional
OMT	Organisation mondiale du tourisme

Sommaire

Acronymes et abréviations	5
Sommaire	8
RESUME	10
1. Cadre conceptuel	17
1.1 Méfiance à l'égard des modèles d'entreprise conventionnels	18
1.2 L'apparition d'un nouveau modèle d'entreprise	19
1.3 Économie civile et entrepreneuriat vert	19
2. L'écosystème entrepreneurial en ItalieL'écosystème entrepreneurial en Italie	21
2.1 État des lieux : évaluation quantitative du système de production évaluation quantitative	21
2.2 État des lieux : évaluation quantitative du marché du travail	23
2.3 Principaux acteurs et domaines d'activités	25
2.4 Cadre juridique	26
2.5 Fiscalité et accès au financement	27
2.6 Activités de recherche et de développement	28
2.7 L'éducation, l'innovation technologique et la décision d'entreprendre	30
3. L'écosystème de l'entrepreneuriat vert en Italie.....	32
3.1 Évaluation de l'écosystème entrepreneurial en Italie sous l'angle des perspectives vertes : opportunités d'investissement et d'emploi.....	32
3.2 Particularités ayant trait à l'entrepreneuriat vert.....	35
3.3 Législation relative à l'environnement en Italie : un aperçu	37
4. L'entrepreneuriat vert : perspectives sectorielles	40
4.1 Énergies renouvelables	42
4.2 Gestion des déchets.....	43
4.3 Agriculture durable et aliments issus du commerce équitable	45
4.4 Logement et matériaux associés.....	48
4.5 Textile et mode	50
4.6 Mobilité / Automobile	52
4.7 Consommation critique et comportement durable	53
4.8 Éco-tourisme	54
5. Nouvelles frontières : secteurs, technologies et concepts émergents	59
5.1 Symbiose industrielle.....	59
5.2 Nouvelles technologies et nouveaux produits.....	61

6. Perception de l'entrepreneuriat vert par les acteurs italiens.....	64
6.1 L'entrepreneuriat vert en tant que concept	64
6.2. L'entrepreneuriat vert en tant que modèle	65
6.3 L'entrepreneuriat vert en tant que phénomène	66
6.4 Goulets d'étranglement et contraintes.....	67
6.5 Un processus partant de la base.....	68
6.6 Perspectives écologiques.....	69
Conclusions.....	70
Analyse SWOT	70
Remarques conclusives	71
Recommandations.....	73
À propos des auteurs	74

ENCADRÉS

Encadré n°1 : Instituts de recherche et universités.....	29
Encadré n°2 : Incitations financières.....	39
Encadré n°3 : Tourisme responsable.....	56
Encadré n°4 : Financement éthique.....	57
Encadré n°5 : Autres sources de financement pour le secteur vert.....	58

ANNEXES

Annexe-1 Études de cas	75
Annexe-2 Rapport du groupe de discussion de Rome, Catania, Milan and Rovereto.....	99
Annexe-3 Cas de la sicile et bonnes pratiques	112
Annexe-4 Organismes de soutien et intermediaires	122
Annexe-5 Legislation relative a l'environnement.....	124
Annexe-6 Incitations et ressources financieres.....	127
Annexe-7 Bibliographie	131

RESUME

L'entrepreneuriat vert est un phénomène mondial, qui connaît une croissance régulière depuis dix ans et qui symbolise l'avènement d'une ère nouvelle sur le plan de la prise de conscience environnementale et sociale. L'entrepreneuriat vert est un phénomène mondial, qui connaît une croissance régulière depuis dix ans et qui symbolise l'avènement d'une ère nouvelle, marquée par une plus grande prise de conscience environnementale et sociale. Si nous voulons continuer à considérer le capitalisme comme le modèle de développement économique le plus probant, celui-ci doit dépasser le stade du compromis entre les retombées sociales et économiques. Si le capitalisme est appelé à persister en tant que modèle de développement économique le plus probant, celui-ci doit dépasser le stade du compromis entre les retombées sociales et les progrès économiques. Si nous voulons parvenir à la croissance mondiale sans qu'elle provoque de grandes catastrophes environnementales ni de rupture sociale, il nous faut un nouveau paradigme commercial et politique. Si nous voulons parvenir à une véritable croissance mondiale sans que celle-ci provoque de grandes catastrophes environnementales ni de rupture sociale, il nous faut élaborer un nouveau paradigme commercial et politique. La déclaration faite par les chefs d'État ou de gouvernement à la suite du sommet du G20 qui s'est tenu à Pittsburgh en 2009 – un an après le déclenchement de la crise qui secoue encore les marchés financiers internationaux et l'économie mondiale – a souligné l'importance « d'inaugurer une nouvelle ère pour une activité économique mondiale durable, basée sur la responsabilité ». La déclaration faite par les chefs d'État ou de gouvernement à la suite du sommet du G20 qui s'est tenu à Pittsburgh en 2009 – un an après le déclenchement de la crise qui secoue encore les marchés financiers internationaux et l'économie mondiale – a souligné l'importance « d'inaugurer une nouvelle ère pour une activité économique mondiale durable, basée sur la responsabilité ».

Il va de soi que le développement durable ne consiste pas seulement à adopter des comportements écologiques engagés. Il va de soi que le développement durable ne consiste pas seulement à adopter des comportements écologiques engagés. Ceci doit aller de pair avec un développement social à tous les stades de la production et de la consommation. Ceux-ci doivent aller de pair avec un développement social à tous les stades de la production et de la consommation. Le nouveau concept de « valeur partagée » est une solution récemment mise en lumière par des autorités en matière d'économie d'entreprise. Le nouveau concept de « valeur partagée » est une solution récemment mise en lumière par des spécialistes de l'économie d'entreprise. En un mot, la notion de « valeur partagée » suggère de créer de la valeur économique de manière à engendrer également de la valeur sociale. En un mot, la notion de « valeur partagée » suggère de créer de la valeur économique de manière à engendrer également de la valeur sociale. L'idée est d'accepter l'interdépendance des différents acteurs et d'élaborer une vision à plus long terme, en vue d'accroître la quantité de valeur créée. L'idée est d'accepter l'interdépendance des différents acteurs concernés et d'élaborer une vision à plus long terme, en vue d'accroître la quantité de valeur créée. Les changements climatiques, la pollution de grande ampleur et la prolifération des déchets, associés aux conséquences d'un modèle de croissance insatisfaisant du point de vue social, ont incité les producteurs, les consommateurs et les investisseurs poussés par la « valeur écologique » à adopter de nouvelles pratiques économiques et financières durables. Le changement climatique, la pollution de grande ampleur et la prolifération des déchets, associés aux conséquences d'un modèle de croissance insatisfaisant du point de vue social, ont incité les producteurs, les consommateurs et les investisseurs mus par la « valeur écologique » à adopter de nouvelles pratiques économiques et financières durables. En conséquence, nous devons commencer à maximiser la réciprocité plutôt que les intérêts individuels pour l'ensemble des activités économiques, dans lesquelles (et non pas après lesquelles ou en marge desquelles) des échanges sociaux se produisent : En conséquence, nous devons commencer à privilégier la réciprocité plutôt que les intérêts individuels dans l'ensemble des activités économiques dans lesquelles (et non pas après lesquelles ou en marge desquelles) des échanges sociaux se produisent : nous devons passer du point de vue restrictif de l'homo oeconomicus utilitariste au modèle plus durable de l'homo reciprocans nous devons

passer du point de vue restrictif de l'homo oeconomicus utilitariste au modèle plus durable de l'homo reciprocans.

L'écosystème entrepreneurial en Italie

Les principales caractéristiques de l'écosystème entrepreneurial italien, pris dans son ensemble, sont les suivantes :

- dimension réduite des unités de production
- nombre important de petites et moyennes entreprises familiales
- développement centré sur l'export
- spécialisation dans des secteurs de faible et moyenne technologie
- forte présence de l'État et prédominance du contrôle familial.

Dans les années 1970, alors que le système de production italien devait affronter la saturation du marché des produits standardisés, faire « petit » était la clé du succès. Face à la flexibilité et la souplesse des entreprises de petite taille, plusieurs grandes sociétés décidèrent d'externaliser la production de leurs biens intermédiaires. Cette tendance incita bon nombre de nouveaux entrepreneurs à mettre en œuvre des innovations graduelles dans leurs propres entreprises. Cependant, avec l'accélération du rythme de la mondialisation, la taille est devenue un facteur déterminant dans le succès des entreprises. Le système de production italien montre des signes de faiblesse depuis plusieurs décennies, principalement à cause de trois facteurs externes :

- La mondialisation, qui a exposé de nombreux secteurs industriels et de services à la pression de la concurrence internationale.
- L'intégration européenne et l'union monétaire, qui ont renforcé les effets de la mondialisation.
- La révolution des technologies de l'information et de la communication (TIC), qui a creusé un fossé de plus en plus profond entre les entreprises qui sont en mesure d'adopter rapidement ces technologies et les autres.

Tous ces éléments ont donné lieu à des effets cumulés sur le système de production italien, qui était autrefois particulièrement performant dans les secteurs traditionnels à faible technologie. Le résultat : une concentration de valeur ajoutée produite par un nombre plus réduit d'entreprises, l'aggravation de la crise des secteurs industriels traditionnels et le succès des sociétés qui ont été capables de diversifier leurs produits et leurs stratégies, en restant présentes sur les marchés mondiaux.

Dans le rapport de la Banque mondiale de 2008, l'Italie était classée 65^e sur 181 pays en matière de qualité et de portée de ses réglementations économiques. Les lacunes du système juridique sont par ailleurs évidentes en ce qui concerne le contrôle de l'application des lois. Les carences d'un système juridique donné se traduisent toujours par une réduction du nombre de nouvelles sociétés créées, et celles qui voient le jour sont généralement de taille réduite et affichent une nette préférence pour la banque plutôt que pour la dette publique. Les réformes fréquentes du système judiciaire italien menées à bien ces dernières années n'ont pas amélioré la situation.

L'une des principales faiblesses de l'économie italienne est son incapacité relative à générer des connaissances technologiques. Avec un taux de 1,14 % en 2006, l'effort de l'Italie en R&D (c'est-à-dire le taux de dépenses en R&D dans le PIB) est inférieur à la moyenne des principaux pays de l'OCDE, tandis que l'activité en matière de dépôt de brevets est depuis plusieurs décennies loin de correspondre au poids économique du pays. L'Italie a consacré 4,8 % de son PIB à l'éducation en 2008, soit 1,3 point de pourcentage de moins que la moyenne de l'OCDE (6,1 %), ce qui la situe à la 29^e place parmi les 34 pays de l'OCDE.

En 2010, deux ans après le début de la crise mondiale, le chômage touchait 8,3 % de la population active italienne et atteignait le taux alarmant de 28,6 % chez les jeunes hommes (15-29 ans). Dans ce contexte, comme nous le détaillons ci-après, la hausse des investissements et du taux d'emploi dans le

secteur « vert » sont des signes encourageants et en font l'une des issues les plus prometteuses face à la crise.

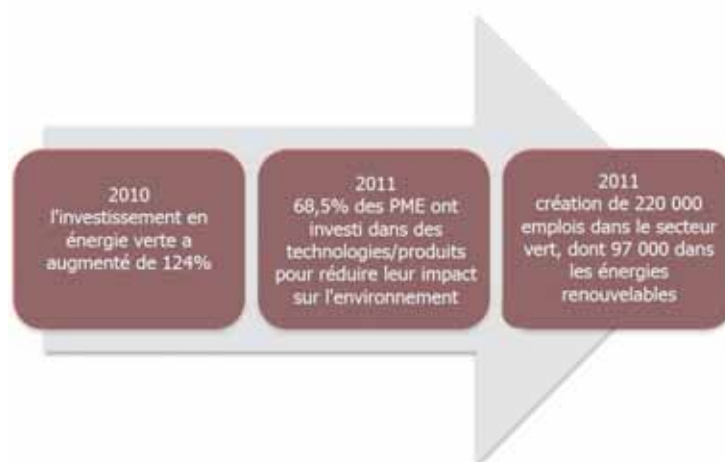
L'écosystème de l'entrepreneuriat « vert » en Italie

L'écosystème entrepreneurial « vert » en Italie grandit et s'affermi. Plusieurs secteurs économiques prometteurs constituent le fer de lance d'une conversion vers un modèle de production et de distribution durable sur le long terme, tandis que d'autres ouvrent de tout nouveaux champs d'application en réponse à un besoin croissant de produits et de services écologiques. Dans certains domaines, l'Italie se démarque en tant que leader sur la scène internationale ; c'est le cas dans le secteur de la production et de l'exportation d'aliments biologiques. Le pays recense par ailleurs plusieurs exemples encourageants de leadership et d'excellence sur le marché, notamment dans le secteur manufacturier. L'entrepreneuriat vert se situe désormais au cœur des ambitions de 30 % des entreprises italiennes touchées par la récession économique.

Si cette approche est en plein essor, ce n'est pas simplement parce qu'elle constitue une stratégie de lutte face aux problèmes économiques, mais aussi parce qu'elle répond à un regain d'intérêt pour l'environnement au niveau mondial et local. D'après des sondages récents, les Italiens montrent le même degré de préoccupation que la plupart des Européens vis-à-vis des répercussions du changement climatique sur la planète et sur l'économie. De plus en plus d'Italiens (45 %) aimeraient que les stratégies de développement économique soient conçues de sorte à garantir un avenir durable aux générations futures.

Le penchant actuel des consommateurs pour les produits naturels, associé à l'habitude fortement ancrée dans le pays d'accorder une grande attention à la qualité et à la variété de l'alimentation – au cœur de la culture italienne – ont hissé le pays aux premiers rangs européens et mondiaux en matière de production agricole biologique.

Le secteur vert s'étend également dans d'autres secteurs en Italie.

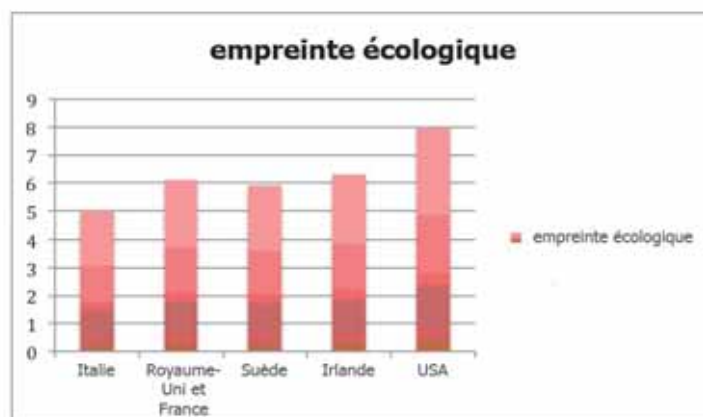


Rapport de Confindustria sur l'efficacité énergétique, 2011

D'après Confindustria, le secteur des énergies renouvelables créera à lui seul 1,6 million d'emplois et provoquera une hausse du PIB italien de 0,4 % par an entre 2011 et 2020.

Deux constats viennent néanmoins noircir ce tableau. D'une part, la quasi-totalité des analystes pensent que cette évolution partant de la base n'est que rarement soutenue par une approche et un cadre stratégiques au niveau de l'État. En fait, la plupart d'entre eux jugent que l'expansion du secteur vert s'est déroulée sans intervention publique (voire même en dépit de celle-ci). D'autre part, la faiblesse des mécanismes réglementaires et répressifs suscite inévitablement des comportements opportunistes de la part de certains agents économiques, qui tirent parti de la révolution verte en s'adonnant à la mascarade du « green-washing » (ou « éco-blanchiment »).

Malgré tout, l'Italie est dans l'ensemble en bonne position pour relever le défi de la transition vers l'économie verte, mais aussi pour devenir leader mondial dans de nombreux secteurs durables. Une mosaïque de nouvelles *start-up* écologiques et de sociétés éprouvées se convertissant aux pratiques durables sont à la tête de cette transformation, et ouvrent parfois des horizons inexplorés grâce à des innovations révolutionnaires. Par ailleurs, la latitude du pays et sa composition géographique lui valent de posséder des sources d'énergie renouvelables en abondance (soleil, eau, vent et géothermie en particulier), tandis que la société semble prête à adopter des modes de vie plus durables, qui donnent la priorité à la baisse de la consommation, aux produits et services locaux, et à une approche plus globale du développement économique en tant qu'élément d'une vision sociale et écologique à long terme.



Global Footprint Network (réseau mondial de l'empreinte écologique), 2011

Cela dit, il reste encore un long chemin à parcourir. Beaucoup de sociétés italiennes ont beau être très compétentes et innovantes, elles n'en demeurent pas moins incapables d'accéder aux marchés internationaux. Elles ont en effet des difficultés à commercialiser leurs produits/services écologiques à l'étranger, alors que ces derniers sont bien souvent de meilleure qualité que le reste. Les politiques environnementales requièrent une certaine stabilité et une approche stratégique à long terme. Tandis que des pays comme la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont fait des efforts concertés en vue de supprimer toute contradiction, complexité ou dissonance dans leurs cadres stratégiques environnementaux, l'Italie n'a pas agi en ce sens. Cela s'explique en partie par le fait que l'Italie a attendu 1991 pour mettre en place un cadre national de conservation précis, alors que la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne l'ont fait en 1960, 1972 et 1976 respectivement.

En Italie, l'évolution du secteur est entravée non seulement par une législation tardive, mais aussi par une dispersion extrême des normes au sein des différents domaines stratégiques, ce qui démontre le besoin urgent de réorganiser le système législatif tout entier. En fait, cette systématisation a d'ores et déjà commencé dans le secteur de la gestion des déchets et celui de la gestion de l'eau. En dépit de quelques succès exemplaires au niveau régional, l'efficacité de la politique environnementale en Italie est dans l'ensemble peu concluante, au vu de la diminution permanente des ressources écologiques

dans le pays et en comparaison avec les résultats obtenus dans d'autres pays européens présentant des niveaux de revenus analogues.

Perspectives sectorielles

Toutes les études, les statistiques et les sources consultées tendent à décrire l'économie verte comme une opportunité hors pair pour sortir du marasme économique actuel en Italie, qui est aggravé par la crise financière mondiale.

En Italie, la consommation d'énergie issue de sources renouvelables est passée de 6,9 % en 2000 à 10,7 % en 2009. L'électricité produite dans les régions du val d'Aoste et du Trentin-Haut-Adige provient presque exclusivement de sources renouvelables (93 %). Dans le domaine de la gestion des déchets, les résultats sont très hétérogènes, avec des régions atteignant les sommets de l'excellence, en particulier au nord, et des cas avérés de mauvaise gestion, particulièrement dans le sud. En moyenne, la gestion des déchets est trois fois moins bonne que dans le reste de l'Europe, même si l'Italie est le chef de file mondial du recyclage et de la réutilisation du papier.

Sur le plan de l'agriculture, avec 182 produits certifiés, l'Italie détient la première place en Europe en matière d'appellations d'origine contrôlée (DOP et IGP), devant la France et l'Espagne. Elle peut également se prévaloir de la première place dans le domaine de la production et de l'exportation de produits biologiques, suivie de la France et de l'Allemagne.

Le secteur de la construction a été récemment soutenu par une large gamme d'incitations visant à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments, sujettes à une diminution de la consommation de l'ordre de 50 % d'ici 2010 (par rapport aux limites fixées pour 2005). Globalement, il faut souligner que le secteur du logement et des matériaux associés a donné naissance à des projets intéressants sur le plan de la durabilité. Le secteur de la céramique, figurant parmi ceux les plus durement touchés par la récession, a été l'un des premiers à adopter une stratégie de diversification « verte ». Les tuiles en grande partie faites de matériaux recyclés et les tuiles solaires capables de transformer les rayons du soleil en énergie électrique constituent deux solutions créatives auxquelles le secteur a eu recours pour tenter de sortir de la crise.

L'Italie est le seul pays, avec l'Allemagne, à avoir mis en œuvre des technologies spécifiques pour la production d'articles de robinetterie sans plomb. Dans le secteur des meubles en bois, qui occupe la troisième place au niveau national en nombre de sociétés, les enjeux environnementaux deviennent un facteur concurrentiel de plus en plus important, et une valeur ajoutée immatérielle pour les produits italiens. L'innovation dans les processus de production et les matières premières industrielles, en particulier dans la construction et la certification d'origine du bois, connaît une croissance permanente en dépit de la crise.

Le défi du changement climatique a contraint certains secteurs traditionnels du « Made in Italy » à se repositionner sur le marché en s'orientant vers le respect de l'environnement :

- dans le secteur de la mécanique, bon nombre de PME se tournent vers les énergies renouvelables, y compris en matière de conception d'usine et de production énergétique ;
- dans le secteur automobile, l'Italie est avec la France le leader européen en matière de production de véhicules à faibles émissions de carbone, grâce à des technologies innovantes qui réduisent la consommation des voitures, à l'adoption du système « Start & Stop » et à l'apparition des huiles à faible viscosité ;
- le secteur de la construction navale est aujourd'hui axé sur l'amélioration du savoir-faire existant, afin de perfectionner notamment les propriétés des coques, des matériaux, des moteurs et des carburants utilisés. Le secteur travaille actuellement sur un projet destiné à recycler les coques hors d'usage ;

- dans le secteur chimique, la production à faible impact constitue une opportunité pour relancer l'industrie, et des recherches sont en cours pour mettre au point de nouveaux produits à partir de déchets agricoles, en synergie avec l'industrie agroalimentaire.

Les secteurs de la mode, du design et du textile adoptent progressivement une stratégie marketing plus responsable et investissent dans la recherche d'éco-matériaux et de systèmes moins polluants. L'industrie du tannage a banni l'utilisation de produits chimiques et d'additifs, tout en prônant un retour au cuir naturel qui remet au goût du jour d'anciennes méthodes de tannerie. Par ailleurs, le secteur textile, qui représentait autrefois une industrie majeure en Italie, se tourne à nouveau vers les fibres naturelles et s'étend parallèlement au marché des fibres biologiques. Depuis deux ans, plus de 300 entreprises ont entamé les démarches nécessaires pour obtenir la certification biologique.

Ces derniers temps, les Italiens ont pris des habitudes plus responsables, même si beaucoup affirment que c'est « l'esprit paysan » qui guide depuis toujours le comportement de la population, plus qu'ailleurs dans le monde, en incitant à l'épargne et à une faible consommation. Le fait est que depuis 10 ans, les Italiens accordent une attention grandissante à la consommation critique, souvent grâce à de vastes campagnes d'information menées contre de grandes sociétés non éthiques ou des banques irresponsables. Par exemple, *Fa' la cosa giusta* (« Fais ce qu'il faut faire »), a vu le jour en tant que guide global pour la consommation critique dans des villes comme Milan et Gênes ainsi qu'en Sicile. Il s'agit également d'un répertoire complet d'entreprises éthiques et durables. L'essor des instruments financiers éthiques et des tour-opérateurs qui prônent un tourisme responsable et durable peut également être considéré comme un autre indicateur de ce changement social généralisé. (*Voir aussi chapitre 4.7 Consommation critique et comportement durable*)

Conclusions

Le tableau suivant résume les principales conclusions du rapport sous forme d'analyse SWOT :

Forces	Faiblesses
<ol style="list-style-type: none"> 1. L'empreinte écologique de l'Italie est actuellement de 5.0, tandis que la moyenne pour les pays à revenu élevé est de 6.1 2. Les acteurs italiens possèdent généralement une approche holistique de l'EV, englobant l'environnement, la valeur partagée et l'innovation sociale 3. Le secteur de l'EV est l'un des seuls à afficher une tendance positive en Italie sur le plan de l'investissement, du marché, de l'emploi, des bénéfices et de la création de richesse 4. L'Italie est l'un des principaux producteurs mondiaux dans plusieurs branches de l'EV (par ex. : produits biologiques, énergie) 5. L'Italie est à l'origine d'innovations de pointe dans des branches spécifiques de l'EV (par ex. : textile, céramique) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. La politique environnementale de l'Italie manque de fermeté et de vision stratégique 2. Le système de réglementation n'est pas suffisamment harmonisé 3. Les lois en matière d'environnement ne sont pas toujours respectées et l'investissement en R&D est encore faible 4. L'EV est particulièrement fragmenté. Ses différents acteurs ne sont pas en mesure de s'unir pour construire à terme un système global 5. Les secteurs verts qui nécessitent le plus de capacités de gouvernance et de synergies entre le secteur public, le secteur privé et les collectivités locales sont particulièrement faibles (surtout la gestion des déchets, le transport et la mobilité)
Opportunités	Menaces
<ol style="list-style-type: none"> 1. La crise mondiale et nationale pourrait bien déclencher et accélérer la révolution verte 2. L'Italie affiche un potentiel certain pour le développement de l'EV (latitude et 	<ol style="list-style-type: none"> 1. La non harmonisation et l'application déficiente des lois, associées à une lourde bureaucratie, risquent d'entraver sérieusement la croissance de l'EV 2. La fragmentation et le manque de lien

<p>composition géographique, sources d'énergie renouvelables en abondance, culture et mode de vie...)</p> <p>3. Les sociétés italiennes et les PME font en général preuve d'une grande capacité d'adaptation et de résistance</p> <p>4. L'Italie recense une multitude de « héros de l'écologie » à petite échelle : des individus qui sont à la fois des consommateurs écologiques et des micro-entrepreneurs verts</p>	<p>entre les initiatives et les micro-secteurs existants risquent d'empêcher la création d'une masse critique de producteurs et de consommateurs capables de « faire passer au vert » l'ensemble du système italien</p> <p>3. La plupart des Italiens sont encore prisonniers d'habitudes non écologiques, en particulier dans certains domaines (la mobilité, le respect de la nature, le sens de la responsabilité civile)</p>
--	--

Notre analyse du secteur entrepreneurial vert divise le pays en trois catégories :

- Les **Précurseurs**, une catégorie composée de sociétés en mesure de conquérir les marchés mondiaux, dotées d'un niveau de recherche-développement et d'innovation élevé, et capables de porter haut la bannière du « Made in Italy » écologique au-delà des frontières actuelles ;
- Les **Suiveurs**, une catégorie qui comprend un grand nombre d'entreprises qui résistent à une métamorphose radicale du panorama en adoptant une approche plus écologique et, dans une moindre mesure, des entreprises qui se lancent sur la voie du vert pour des raisons plus opportunistes, ou simplement parce qu'elles sont sensibles à la manière dont se comportent les marchés ;
- Les **Pionniers de l'autonomie**, une troisième et dernière catégorie, comprenant des micro-entrepreneurs héroïques, autodidactes, visionnaires et passionnés. Ces derniers luttent au jour le jour contre un système qui ne leur est pas favorable. Leur vie toute entière tourne autour du concept de durabilité. Ils créent leurs microsociétés écologiques et avant-gardistes littéralement dans leur arrière-cour.

En conclusion, même si le présent rapport augure une croissance évidente de l'entrepreneuriat vert à l'avenir, il est impossible d'effectuer des prévisions fiables tant que le cadre politique et législatif italien n'est pas réellement apte ni enclin à soutenir l'entrepreneuriat vert dans le pays.

1. Cadre conceptuel

La déclaration faite par les chefs d'État ou de gouvernement à la suite du sommet du G20 qui s'est tenu à Pittsburgh en 2009 – un an après le déclenchement de la crise qui secoue encore les marchés financiers internationaux et l'économie mondiale – a souligné que « la crise économique prouve bien l'importance d'inaugurer une nouvelle ère pour une activité économique mondiale durable, basée sur la responsabilité »¹. L'entrepreneuriat vert est un phénomène mondial, en plein essor depuis dix ans et qui incarne cette nouvelle ère de sensibilisation environnementale et sociale.

Dans ce chapitre, nous ferons la distinction entre l'économie durable (également appelée écologique ou verte) et l'entrepreneuriat vert, puis nous montrerons que les points de vue traditionnels du capitalisme sont en phase de redéfinition. Nous étudierons l'entrepreneuriat vert sous cet angle et dans le contexte plus large du développement durable, qui vise à créer une valeur partagée à long terme. Nous porterons une attention particulière à la théorie de l'économie civile, un courant de pensée italien qui propose une autre vision de l'économie de marché, fondée sur le bien-être public, la réciprocité et la participation éthique. Tout comme d'autres courants, l'économie civile considère le modèle institutionnel de la société comme un facteur crucial pour le développement économique à long terme mais aussi à court terme. Dans cette optique, les sociétés prospèrent quand les citoyens possèdent des vertus civiques profondément enracinées et un avis arrêté sur ce qu'est l'intérêt public, grâce à un système d'information et d'éducation juste et omniprésent, qui forge leur caractère en vue de respecter cet intérêt public.

L'économie s'intéresse aux problèmes de l'environnement depuis les années 1920. Elle a donné lieu à une accumulation considérable de connaissances dans ce domaine et à plusieurs mesures stratégiques dans le monde entier. Autrefois, on considérait l'économie de l'environnement comme un domaine d'études secondaire, qui recourait en général (mais pas systématiquement) à des outils analytiques de l'économie dite traditionnelle. L'économie de l'environnement avait établi un dialogue avec d'autres disciplines qui étaient toutes intéressées par la répercussion de certaines questions d'ordre économique sur l'environnement. Toutefois, le mécontentement de plus en plus vif des citoyens vis-à-vis des sciences économiques, en raison de l'incapacité de ces dernières à effectuer des prévisions fiables et à ouvrir la voie à un développement social et économique solide a donné naissance à « l'économie verte », un concept très large qui englobe tous les domaines de l'économie et se réfère à la recherche du rapport entre l'environnement, l'économie et la société, en se concentrant sur la durabilité. Face à la mise en question du modèle économique prédominant, un nombre croissant d'approches hétérodoxes ont adopté le label « vert ». Contrairement à l'économie de l'environnement, l'économie verte actuelle peut être considérée comme un courant de pensée dissident, caractérisé par une approche multidisciplinaire, favorisant la circulation des idées sur le plan économique mais aussi dans d'autres domaines.

L'entrepreneuriat vert, quant à lui, relève de la théorie économique et commerciale, qui étudie les particularités des entrepreneurs ayant mis à jour de nouveaux marchés et modèles commerciaux au sein du secteur vert. En fait, le cadre économique traditionnel traite la question de l'environnement comme une sorte de contrainte imposée par le secteur public qui entrave la maximisation du profit des entreprises.

Après le travail précurseur de Quinn, publié dans le magazine Harvard Business Review en 1971², il est apparu de plus en plus évident que le secteur vert (à l'époque désigné sous le nom de « mouvement écologique ») est associé à un grand nombre de débouchés commerciaux potentiels. Depuis quelques années et dans la lignée des changements culturels qui placent le comportement durable au cœur des actions de tous les jours, un nombre croissant de petites et moyennes entreprises (PME) répondent à la demande des consommateurs en offrant des produits et services durables. Sans pour autant sous-estimer les efforts des agents économiques qui ont été à l'origine de la prise de conscience

1 Déclaration des dirigeants, Sommet de Pittsburgh, 24 et 25 septembre 2009 ; Annexe 1

2 Quinn, J.B. (1971). Next Big Industry: Environmental Improvement, in Harvard Business Review, Sept- Oct, 3, 3, pp. 120-131.

environnementale au sein de l'économie prédominante, il faut reconnaître qu'il a fallu attendre la crise financière pour que la société et les experts commencent à remettre en question la viabilité des approches économiques et environnementales traditionnelles.

1.1 Méfiance à l'égard des modèles d'entreprise conventionnels

Pourquoi l'approche traditionnelle est-elle imparfaite ? Le capitalisme considère traditionnellement les entreprises comme des agents économiques qui participent à la société en réalisant des bénéfices qui soutiennent l'emploi, les salaires, la consommation, l'investissement et les impôts. L'État finance les politiques publiques par le biais des impôts et veille à la redistribution des richesses et des revenus, ainsi qu'à l'accomplissement d'autres objectifs sociaux. Une entreprise performante génère encore plus d'avantages sociaux en cherchant à accroître son profit et à atteindre des objectifs sociaux qui vont au-delà de son champ d'activités. Il s'ensuit que les entrepreneurs et les actionnaires qui ne cherchent pas à obtenir des gains personnels violent « l'éthique » du marché, ce qui se traduit par une diminution du bien-être social. Une telle optique³ a conduit les sociétés à privilégier la création de valeur au sens strict et à donner la priorité aux performances financières à court terme.

En conséquence, les besoins sociaux mais aussi les exigences des consommateurs ont été bafoués, et les répercussions sur le long terme de décisions prises à court terme ont été ignorées. Par exemple, depuis des années, les sociétés ont pour habitude de délocaliser leurs activités dans des pays où la main d'œuvre est moins chère. Ce faisant, elles n'ont pas pris en compte la détresse qu'elles provoquent au sein de la société d'origine, où le taux d'emploi et les revenus ont chuté de façon dramatique. Le compromis entre les objectifs sociaux (égalité, justice, conservation de l'environnement) et l'efficacité économique a été repris par les politiques publiques, qui ont à leur tour tenté de trouver des solutions aux problèmes sociaux au détriment des entreprises. C'est à ce titre que les économistes libéraux ont affirmé sans ambages qu'une entreprise qui cherche à faire des profits accomplit en fait sa mission sociale.

Naturellement, l'idée voulant que les collectivités aisées sont nécessaires à la réussite des entreprises n'est pas étrangère à l'approche traditionnelle. La philanthropie est issue de cette idée et l'histoire de nombreuses fondations, œuvres de bienfaisance et autres institutions philanthropiques plaide en sa faveur. Ces dernières illustrent bien la célèbre dichotomie qui existe entre le moment de la création de la richesse et celui de la répartition de celle-ci, décrit par John Stuart Mill. Dans la logique de cette dichotomie, si l'on souhaite que la richesse soit distribuée au sein de la société, il faut d'abord permettre aux membres dominants de celle-ci d'accumuler cette richesse, sans trop se soucier des moyens employés à cette fin.

Mais les répercussions de la crise économique actuelle ont montré que ce modèle est erroné. Nous sommes témoins de l'effondrement des économies nationales, de l'échec des banques, de la hausse du chômage et des compressions budgétaires des gouvernements. Le maintien des programmes sociaux, environnementaux et d'assistance devient de plus en plus difficile. Les entreprises sont perçues comme des agents économiques qui grandissent aux dépens des salariés, des consommateurs, de l'environnement et des collectivités. Le capitalisme doit surpasser le stade du compromis entre les objectifs sociaux et la performance économique s'il veut survivre à l'assaut déclaré des politiciens, des activistes et des théoriciens. Il est nécessaire d'adopter un nouveau paradigme économique et politique pour que la croissance mondiale reprenne son élan.

3 Voir M. Friedman. The social responsibility of business is to increase its profit, New York Magazine, 13 septembre 1970.

1.2 L'apparition d'un nouveau modèle d'entreprise

Le nouveau concept de valeur partagée a récemment été mis en lumière par des auteurs faisant autorité en matière d'économie d'entreprise⁴. Il suggère que la valeur économique doit être générée de manière à créer en parallèle de la valeur sociale. Accepter ce concept, nouveau aux yeux des entreprises mais aussi des États et des ONG, revient à considérer le marché comme un lieu défini non seulement par les besoins économiques mais aussi par les besoins sociaux. Les chefs d'entreprise sont en fait déjà fort conscients des coûts internes que les faiblesses sociales supposent pour leurs sociétés, tels que les cours de remise à niveau destinés à combler les lacunes du système éducatif, le gaspillage des matières premières et d'énergie ou encore les conséquences d'un système judiciaire inefficace.

Lorsqu'on tente de définir la valeur partagée, on peut prétendre à tort qu'une redistribution de la valeur est engendrée par le système de production. En fait, l'idée est d'accroître la quantité de valeur créée en acceptant l'interdépendance des acteurs et en adoptant une vision à plus long terme. Il est dans l'intérêt des collectivités de pouvoir compter sur des entreprises performantes qui garantissent la création d'emplois, de richesse et d'opportunités mais il est également dans l'intérêt des entreprises de disposer de collectivités prospères, source d'une forte demande et d'un environnement favorable à l'expansion. À la lumière de cette vérité toute simple, on s'accorde de plus en plus à reconnaître que toutes les formes de profit ne sont pas identiques : le profit qui génère une valeur sociale en sus d'une valeur économique constitue une forme supérieure de capitalisme. En fait, il accélère le progrès de la société, tout en assurant aux entreprises une croissance plus forte et plus stable sur le long terme.

Pour cette raison, de plus en plus de multinationales appliquant un modèle d'affaires intransigeant, telles que Nestlé, Google, Unilever ou Wal-Mart, investissent des fonds dans des initiatives qui visent à créer de la valeur partagée. Par ailleurs, la frontière entre le lucratif et le non lucratif devient de plus en plus floue chez les entreprises en raison de nouveaux modèles hybrides. Les entreprises sociales et les entreprises vertes appartiennent à ce nouvel écosystème. Il s'ensuit que le développement durable découle non seulement d'un comportement écologique avéré mais aussi d'un développement social à tous les stades des activités de production, de consommation et d'épargne⁵. Les changements climatiques, la pollution à grande échelle et la mauvaise gestion des déchets, associés aux conséquences d'un modèle de croissance insatisfaisant du point de vue social, ont incité les producteurs, les consommateurs et les investisseurs poussés par la « valeur écologique » à adopter de nouvelles pratiques économiques et financières durables.

1.3 Économie civile et entrepreneuriat vert

Le présent rapport sur l'état actuel de l'entrepreneuriat vert en Italie montre que les nouveaux concepts de valeur partagée et d'économie verte sont compatibles avec la tradition italienne de l'économie civile. Cette dernière trouve son origine dans l'école de pensée napolitaine fondée par Antonio Genovesi (1713-1769)⁶, économiste politique et philosophe aristotélicien, contemporain d'Adam Smith. Ses travaux ont fait l'objet d'une attention particulière ces dernières décennies. Le concept actuel d'économie civile doit beaucoup à ses réflexions, ainsi qu'à la théorie des capacités d'Amartya Sen et

4 M. Porter et M.R. Kramer (2006). *Strategy and society: the link between competitive advantage and corporate social responsibility*, dans *Harvard Business Review*, décembre 2006 ; Porter, M. & Kramer, M.R. (2011). *The Big Idea: Creating Shared Value*, *Harvard Law Review* et Dees, J. G. (1998), *Enterprising Nonprofits*, *Harvard Law Review*, 76, 55-67.

5 Pour obtenir des références bibliographiques sur les théories de l'entrepreneuriat vert, voir l'étude approfondie contenue dans le rapport final du PNUE sur l'entrepreneuriat vert en Turquie.

6 Genovesi, A., *Lezioni di Commercio o sia di Economia Civile*, Società Tipografica dei Classici Italiani, Milano, 1824. Première édition, Napoli, 1765-67.

Genovesi, A., *Della Diceosina o sia della Filosofia del Giusto e dell'Onesto*, Marzorati, Milano 1973. Première édition, Napoli, 1766.

Genovesi, A., *Autobiografia e Lettere*, Feltrinelli, Milano, 1963.

Genovesi, A., *Scritti*, Feltrinelli, Milano, 1979.

aux études néo-aristotéliennes de Martha Nussbaum sur l'éthique et le bonheur⁷. Son approche repose sur l'idée que la vie civile et le « bien-vivre » ne s'excluent pas mutuellement. Le marché, soutenu par des lois judiciaires et par le commerce, est vu comme le lieu où le besoin humain de réciprocité peut être satisfait. Par conséquent, ce n'est pas l'intérêt individuel mais bien la réciprocité qu'il faut encourager par le biais d'activités économiques dans lesquelles (et non pas après lesquelles ou en marge desquelles) des échanges sociaux se produisent. Comme le prouve l'économie verte dans la pratique, l'activité économique est désormais un échange qui prend en considération les avantages pour toutes les parties concernées. Les individus sont motivés par la création de valeur et non pas simplement par leur intérêt personnel. Ils produisent et profitent de plusieurs formes de biens relationnels, tels que la confiance, la responsabilité, la solidarité et la reconnaissance.

Il est important de souligner que l'économie civile ne dénigre pas le marché en faveur de l'intervention de l'État. Elle suggère plutôt que ce marché adopte un rôle différent et que les signaux (c'est-à-dire les prix) ne soient pas négligés, étant donné que les choix économiques prennent également le prix et l'utilité en considération. L'hypothèse sous-tendant que les relations marchandes ne sont pas neutres du point de vue éthique est significative : il ne faut pas voir celles-ci comme le simple fait d'échanger deux biens de valeur égale, mais comme des rapports imprégnés des principes mêmes de responsabilité, de soutien mutuel et de prise en charge globale qui font du marché un lieu civil (ou incivil si ces principes sont absents).

Il est évident que ces caractéristiques dérivent d'un point de départ qui diffère de la perspective plus restrictive de l'*homo oeconomicus* utilitaire et du calcul coût/avantages pour l'optimisation des coûts d'utilité individuelle. Il existe une autre approche anthropologique, selon laquelle l'*homo reciprocans* nécessite une société où se produisent des échanges marchands et une spécialisation du travail afin de satisfaire ses besoins économiques et relationnels. Cette approche implique en outre que les choix économiques font partie de la gamme d'expériences sociales habituelles et n'ont pas lieu dans un vide éthique.

Pour en revenir à l'entrepreneuriat vert, si on examine ce secteur à la lumière de ce concept relativement récent d'économie civile (c.-à-d. une économie de marché où plusieurs sortes d'entreprises sont en quête d'efficacité parallèlement à d'autres objectifs basés sur des principes, tels que la durabilité environnementale et sociale), on se rend vite compte qu'un certain nombre de nouveaux types d'entreprises – des entreprises sociales aux organismes de microcrédit, en passant par les sociétés de commerce équitable et les entreprises écologiques – œuvrent d'ores et déjà dans la lignée d'un modèle qui associe les performances économiques et les résultats sociaux. Dans la transition que nous vivons actuellement pour surpasser un modèle axé sur la croissance, qui a montré ses limites, nous assistons à la transformation de nos économies, comme nous le décrirons dans les chapitres 3, 4, 5 et 6 du présent rapport.

L'économie civile procure un cadre économique et philosophique solide et reconnu à l'échelle mondiale, qui défend l'entrepreneuriat vert en tant que voie crédible vers un avenir meilleur.

7 Bruni L. (2006). *Civil Happiness*, Routledge, Londres.

Bruni L. (2008). *Reciprocity, Altruism and Civil Society*, Routledge, Londres.

Bruni L. & P. L. Porta (2003). "Pubblica Felicità" and "Economia Civile" in the Italian Enlightenment, dans *History of Political Economy*, Bruni L. & S. Zamagni (2004). *Economia Civile, Efficienza, Equità, Felicità Pubblica*. Il Mulino, Bologna.

Bruni L. & P. L. Porta (2005). *Happiness and Economics*, Oxford University Press.

Sacco P. L. & S. Zamagni (eds) (2001). *Complessità relazionale e comportamento economico. Materiali per un nuovo paradigma di razionalità*, Il Mulino, Bologna.

Sacco P. L. & S. Zamagni (2001). *Civil Economy, Cultural Evolution and Participatory Development: a Theoretical Enquiry*, dans G. Mwabu, C. Ugaz & G. White (eds) *Social Provision in Low Income Country*, Oxford University Press, Oxford.

2. L'écosystème entrepreneurial en Italie

2.1 État des lieux : évaluation quantitative du système de production

Avec un PIB de 1 206 milliard d'euros, l'Italie était en 2010 la troisième puissance économique de la zone euro, après l'Allemagne (2 167 milliards d'euros) et la France (1 599 milliard d'euros). En raison du régionalisme qui a toujours caractérisé la nation italienne, la force du secteur industriel varie d'un point à l'autre du pays. L'industrialisation a commencé au nord-ouest suivant un processus de développement qui reposait sur le modèle fordiste. De grandes entreprises ont vu le jour dans le « triangle industriel » délimité par Turin (siège de FIAT), Gênes et Milan. Aujourd'hui encore, plus d'un quart de la valeur ajoutée industrielle de l'Italie provient de la Lombardie.

La zone du nord-est est la deuxième par ordre d'importance. Ses deux signes distinctifs sont la prédominance de petites entreprises et la présence de plusieurs districts industriels. Ces districts sont un phénomène typiquement italien, qui a fait l'objet d'études approfondies et trouve son origine dans le processus de restructuration industrielle des années 1980. Ils ont contribué au succès des exportations italiennes dans les années 1990.

La troisième zone par ordre d'importance est le centre de l'Italie, qui est caractérisé par des relations étroites fondées sur la coopération entre les individus, les entreprises et les institutions. Par conséquent, cette région regorge de districts industriels mais aussi de coopératives, qui remportent un vif succès dans les régions d'Émilie-Romagne et de Toscane. L'Italie méridionale, qui recense un tiers de la population du pays, demeure la zone la moins développée et ne produit qu'un quart du PIB italien.

Le sud souffre encore aujourd'hui d'un manque d'inefficacité chronique, d'une corruption largement répandue parmi les autorités locales et les classes dirigeantes, de lois inappropriées et d'infrastructures déficientes.



Description élaborée à partir de données de l'Istat, 2011

Par conséquent, il existe un écart considérable de revenus et de taux d'emploi entre le sud et les autres régions de l'Italie.

Globalement, les principales caractéristiques de l'écosystème entrepreneurial italien sont les suivantes :

- dimension réduite des unités de production
- nombre important de petites et moyennes entreprises familiales
- développement centré sur l'export
- spécialisation dans des secteurs de faible et moyenne technologie.

D'après les données officielles de l'ISTAT⁸, le pays recensait en 2007 près de 4,5 millions d'entreprises dans le secteur de l'industrie manufacturière et des services, qui employaient au total quelque 17,5 millions de personnes⁹.

Entreprises italiennes du secteur de l'industrie manufacturière et des services	4 480 473
Nombre total de salariés des entreprises italiennes	17 500 000
Entreprises < 10 salariés	4 256 449
Nombre de personnes travaillant dans des entreprises < 10 salariés	8 050 000

Istat, 2007

Bien que les sociétés qui possèdent le plus grand nombre de postes de travail appartiennent généralement au secteur manufacturier (ainsi qu'aux secteurs du commerce et de la construction), seules 1 385 entreprises du secteur manufacturier en Italie possèdent plus de 250 salariés. D'après les données de 2007 d'Eurostat¹⁰, le nombre moyen de salariés dans les entreprises italiennes de ce secteur est de 8 personnes, par rapport à une moyenne de 11 salariés en Espagne, 14 en France et 35 en Allemagne. Par ailleurs, les sociétés de plus de 10 salariés emploient en moyenne 37 personnes en Italie, 46 en Espagne, 76 en France et 84 en Allemagne.

En ce qui concerne la part de chaque secteur dans la valeur ajoutée totale, ceux qui affichent les meilleurs résultats sont le secteur manufacturier (qui produit près d'un tiers de la valeur ajoutée totale), le commerce de gros et de détail, l'immobilier et le transport.

Les petites entreprises sont légion en Italie. Dans les années 1970, alors que le système de production italien devait affronter la saturation du marché des produits standardisés, faire « petit » était la clé du succès. Face à la flexibilité et la souplesse des entreprises de petite taille, plusieurs grandes sociétés décidèrent d'externaliser la production de leurs biens intermédiaires. Cette tendance incita bon nombre de nouveaux entrepreneurs à mettre en œuvre des innovations graduelles dans leurs propres

8 Institut italien de la statistique - Voir <http://dati.istat.it> – Les données de 2007 sont les dernières disponibles. Dans quelques mois, l'ISTAT effectuera un nouveau recensement des entreprises.

9 62,5 % des sociétés (soit environ 3 millions) sont des entreprises individuelles. Cependant, ce chiffre ne peut pas être considéré comme un bon indicateur de la situation de l'entrepreneuriat, étant donné qu'un bon nombre d'individus qui offrent des services professionnels (avocats, comptables, architectes...) en Italie sont enregistrés en tant que consultants indépendants, ce qui signifie que le nombre réel d'entrepreneurs autonomes est largement inférieur.

10 Les données d'Eurostat sont présentées dans le dernier rapport annuel de la banque centrale italienne, 2010.

entreprises. Cependant, avec l'accélération du rythme de la mondialisation, la taille est devenue un facteur déterminant dans le succès des entreprises, particulièrement sur les marchés internationaux, où les innovations à petite échelle ne sont pas en mesure de concurrencer les investissements en R&D de grande ampleur que seules les grandes sociétés peuvent se permettre. Par ailleurs, les petites entreprises ont bien des difficultés à faire face aux coûts administratifs, juridiques et financiers qu'implique l'établissement de relations avec des grossistes et des clients internationaux. Les PME italiennes qui sont parvenues à conquérir les marchés mondiaux sont l'exception et non pas la règle.

Même si le processus de mondialisation remet en question le modèle des districts industriels italiens, constitués de petites entreprises, il faut souligner que la contraction des bénéfices due à la crise actuelle semble moindre dans les zones des districts que dans les macro-régions¹¹. Ceci peut être interprété comme un signe de l'importance des rapports coopératifs et des mécanismes de coordination prévalant dans les districts, qui demeurent primordiaux pour la réussite des entreprises et peuvent partiellement compenser le handicap d'une petite taille sur le marché mondial.

En dépit d'une chute du commerce international provenant d'Italie, l'exportation de produits et de services représentait 23,8 % du PIB en 2010 contre 19,2 % en 2006 (données du FMI). En comparant ces chiffres avec la part des exportations dans le PIB américain, de l'ordre de 7-8 % (les États-Unis se définissent comme une économie ouverte), on est en droit d'affirmer que le système de production italien repose en grande partie sur la demande extérieure, notamment celle provenant de l'Allemagne, qui est le principal marché étranger pour les produits italiens. L'importance des exportations en Italie découle de son processus d'industrialisation, qui a été soutenu par le Plan Marshall à une époque où le dynamisme du marché national était en moyenne inférieur (croissance de 7 % par an) à la hausse du taux de production (10 %)¹².

Le système de production italien montre des signes de faiblesse depuis plusieurs décennies, principalement à cause de trois facteurs externes :

- La mondialisation, qui a exposé de nombreux secteurs industriels et de services à la pression de la concurrence internationale.
- L'intégration européenne et l'union monétaire, qui ont renforcé les effets de la mondialisation.
- La révolution des technologies de l'information et de la communication (TIC), qui a creusé un fossé de plus en plus profond entre les entreprises qui sont en mesure d'adopter rapidement ces technologies et les autres.

Tous ces éléments ont donné lieu à des effets cumulés sur le système de production italien, qui était autrefois particulièrement performant dans les secteurs traditionnels à faible technologie. Le résultat : une concentration de valeur ajoutée produite par un nombre plus réduit d'entreprises, l'aggravation de la crise des secteurs industriels traditionnels et le succès des sociétés qui ont été capables de diversifier leurs produits et leurs stratégies, en restant présentes sur les marchés mondiaux.

2.2 État des lieux : évaluation quantitative du marché du travail

En 2010, deux ans après le début de la crise mondiale, le chômage touchait 8,3 % de la population active italienne et atteignait un taux de 28,6 % chez les jeunes hommes (15-29 ans). Ces taux seraient majorés d'environ 3 % si l'on tenait compte des individus qui ont perdu leur travail et bénéficient du

11 Cf. le premier rapport de l'Osservatorio sui Distretti Italiani, pp. 23-40 www.osservatoriodistretti.org/rapporto-osservatorio

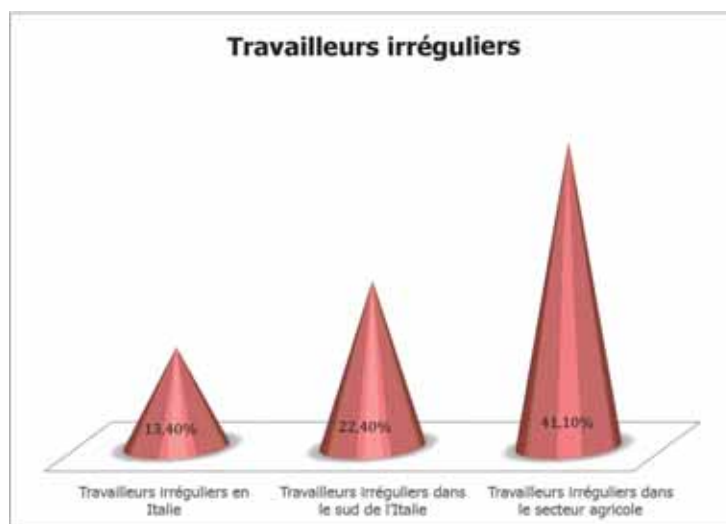
12 Cf. Confindustria - Istituto Tagliacarne 2010, L'Evoluzione dell'Industria Italiana: Peculiarità Territoriali, pp.12-13 www.tagliacarne.it/Dossier/download/IST_WEB_Confindustria_rev2.pdf

régime d'aide sociale¹³ et de ceux qui ne sont pas considérés comme chômeurs parce qu'ils n'ont jamais cherché de travail activement¹⁴.

En 2010, le taux d'emploi des jeunes était d'environ 35 %, par rapport à 57 % en Allemagne et 50 % de moyenne dans l'UE. Même si le chômage des jeunes est un problème très répandu en Europe, il est particulièrement grave en Italie, non seulement parce qu'il existe un plus grand nombre de jeunes sans emploi (4 % de plus que la moyenne) mais aussi parce que le taux de jeunes gens non insérés dans le marché du travail ni le système éducatif (NEET) est élevé. Ceci va de pair avec une détérioration constante du capital humain et une augmentation progressive du découragement des jeunes quant à leurs possibilités d'emploi¹⁵. Dans le sud de l'Italie, la présence des femmes dans le marché du travail demeure très marginale et les tentatives infructueuses de recherche d'emploi se soldent généralement par une exclusion définitive de ce marché.

À cause de la crise, il est en outre plus difficile pour les jeunes ayant un emploi précaire de décrocher un contrat à durée indéterminée, synonyme de plus grande protection sociale pour les salariés en Italie. En effet, 20 % des jeunes salariés sont sous contrat temporaire. Mais ce chiffre ne donne pas toute la mesure de l'incertitude qui prévaut sur le marché du travail. En effet, la plupart des travailleurs autonomes accomplissent en fait les mêmes tâches que les salariés à poste fixe, alors qu'ils figurent officiellement sur le registre des indépendants. Parfois, les employeurs demandent même à leurs salariés de démissionner afin de modifier le type de relation professionnelle qui les lie à ces derniers, faute de quoi ces salariés ne peuvent plus continuer à travailler pour eux. Ainsi, les ex-salariés continuent de travailler en tant que fournisseurs indépendants de services spécifiques et partagent les risques de l'entreprise, sans pour autant participer aux décisions relatives à cette dernière, ni bénéficier des régimes d'assistance ou des mesures en leur faveur en cas de faillite de la société. L'ampleur de ce phénomène n'est pas facile à mesurer, mais il semble être monnaie courante.

Il est également difficile d'évaluer le niveau de l'emploi dans l'économie parallèle. L'ISTAT estime que 3 238 000 personnes étaient employées de façon irrégulière en Italie en 2003.



Données de l'Istat, 2003

13 En Italie, la Cassa Integrazione Guadagni est une loi qui permet aux entreprises touchées par un choc économique externe d'affronter provisoirement un manque de revenus. Pendant 52 semaines maximum, le gouvernement verse 80 % de leur salaire aux employés provisoirement licenciés ; cette intervention est financée par des impôts généralement payés par les sociétés et les salariés.

14 Cf. Banca d'Italia 2011, Relazione del Governatore sull'anno 2010, p. 94.

15 Cf. Saccomanni F. (2011). La Generazione Esclusa: il Contributo dei Giovani alla Crescita Economica, intervento del Direttore Generale della Banca d'Italia, XLI Convegno Confindustria – Giovani Imprenditori, www.bancaditalia.it/interventi/intaltri_mdir/Saccomanni_110611.pdf

2.3 Principaux acteurs et domaines d'activités

L'Italie recense plus de syndicalistes que tous les autres pays de l'UE. Cependant, il faut savoir que la moitié des syndicalistes sont des retraités et que le taux d'adhésion syndicale parmi les salariés est d'environ 30 %. Les trois grands syndicats – CGIL, CISL et UIL – suivaient à l'origine des lignes politiques distinctes, mais c'est moins le cas aujourd'hui. D'autre part, le système italien de représentation des entrepreneurs se fonde soit sur les principaux secteurs productifs (agriculture, artisanat, commerce ou industrie), soit sur la dimension et le type des sociétés. Confindustria est la principale organisation patronale italienne, tous secteurs confondus. Un certain corporatisme définissait traditionnellement les relations industrielles en Italie, en ce que la politique économique était négociée par des groupes d'intérêts commerciaux, professionnels et étatiques¹⁶. Jusqu'en 1991, le mécanisme de négociation pour la fixation des salaires était caractérisé par des clauses d'ajustement au coût de la vie (un système dénommé « scala mobile »), une convention collective à l'échelle nationale (établie au niveau sectoriel et rediscutée tous les trois ans) et des conventions à l'échelle de l'unité de production (établies au niveau de l'entreprise et renouvelées de façon beaucoup plus irrégulière, en général moins de trois ans après).

En vue de créer les conditions macroéconomiques requises pour signer le traité de Maastricht, un accord tripartite sur la politique des revenus a été signé en juillet 1993. Il est encore aujourd'hui à la base de la formation des salaires en Italie et, pour la première fois dans l'histoire du mouvement syndical en Italie, il a été accompagné d'un référendum auprès des salariés ayant force de loi. En fait, même si le gouvernement, les employeurs et les dirigeants syndicaux sont parvenus à un accord de principe le 3 juillet 1993, l'accord actuel n'a été signé que le 23 juillet 1993. Tout comme les pactes de 1995 et 1997 sur la réforme des retraites, cet accord a été précédé de milliers de réunions sur les lieux de travail et de référendums auprès des salariés, qui ont pour la plupart soutenu le changement de politique¹⁷.

Le nouveau système de négociation est axé sur deux niveaux contractuels : l'un est national, l'autre correspond à l'entreprise. Depuis 1993, Confindustria encourage de plus en plus les négociations au niveau de l'entreprise. Les syndicats CISL et UIL ne s'opposent pas à cette tendance, contrairement à la CGIL. Le raisonnement des premiers est que les salaires sont susceptibles d'augmenter davantage s'ils sont strictement liés à la productivité, et que les entreprises du sud de l'Italie pourraient gagner des avantages comparatifs en cas de réduction des salaires locaux. L'argument avancé par la CGIL est qu'une convention nationale est nécessaire pour permettre un transfert des ressources des secteurs ou régions économiquement plus forts vers les plus faibles. Cet argument est très controversé et ses détracteurs soulignent qu'il n'est pas certain que les salariés du sud bénéficient vraiment de salaires plus élevés. Étant donné que l'économie parallèle est un phénomène très répandu dans ces régions, les plus critiques affirment que les salariés du sud auraient en fait plus de difficulté à trouver du travail. Les positions antagonistes des trois principaux syndicats italiens, ainsi que la délocalisation grandissante des entreprises et les effets de la crise économique ont affaibli encore davantage le pouvoir de négociation des salariés.

Suite à l'entrée en vigueur de la loi Treu sur la flexibilisation du marché du travail italien en 1997, ce dernier a en effet montré de plus en plus de souplesse et le nombre de contrats précaires a atteint des

16 Un autre point de vue sur le corporatisme en Italie est fourni dans Baccaro L. (2002). The Construction of "Democratic" Corporatism in Italy, dans *Politics & Society*, Vol. 30 No. 2, juin 327-357

17 Les conventions sectorielles nationales redéfinissent le salaire des travailleurs tous les deux ans, et établissent d'autres aspects des contrats de travail pour une période de quatre ans, en tenant compte du taux d'inflation ciblé par le gouvernement chaque année. L'écart inévitable entre le taux d'inflation réel et le taux ciblé est l'un des éléments portés au débat lors de la renégociation des conventions sectorielles nationales tous les deux ans. Cet écart doit être évalué à la lumière de la hausse des salaires dans leur ensemble (pas seulement contractuelle) et de l'évolution des conditions économiques. Le second niveau de convention concerne les négociations au niveau de l'entreprise et doit refléter le lien entre les salaires d'une part et la productivité et le rendement de l'entreprise d'autre part. Enfin, un mécanisme d'indexation des salaires existe en tant que garantie pour les travailleurs dans l'éventualité où les conventions sectorielles nationales ne seraient pas renégociées au bout de deux ans. Cf. Destefanis S., Mastromatteo G., Verga G. (2005). Wages and monetary policy in Italy before and after the wage agreements, *Rivista Internazionale di Scienze Sociali*, 113, n. 2, 289-318, disponible sur : www.vitaepensieronline.it/riviste/000518/2005/02

sommets en 2004. Le taux d'activité s'est accru aux dépens de la sécurité de l'emploi. Le guide d'investissement en ligne du ministère des Affaires étrangères¹⁸ donne un aperçu des différents types de contrats de travail existants actuellement. Le nombre de contrats temporaires est en hausse ces dernières années, en particulier chez les jeunes récemment embauchés, qui sont pourtant diplômés pour la plupart. Il existe donc aujourd'hui une double réalité sur le marché du travail. D'un côté, des salariés de longue date bénéficient de droits bien établis et de la sécurité de l'emploi. De l'autre, des salariés sous contrats précaires n'ont que peu de droits et aucune sécurité de l'emploi¹⁹. La plupart des jeunes travailleurs se retrouvent dans cette situation et leurs chances de décrocher un poste fixe s'amenuisent à mesure que la crise économique s'éternise. Selon la Banque d'Italie, la probabilité de ne se voir offrir qu'un contrat précaire est de 55 % chez les personnes qui recherchent un premier emploi.

2.4 Cadre juridique

La forte présence de l'État et la prédominance du contrôle familial sont deux particularités qui définissent traditionnellement le capitalisme italien. Une politique de privatisation de grande ampleur a été menée à bien dans les années 1990 après la signature du traité de Maastricht²⁰. La participation de l'État dans les grandes sociétés est aujourd'hui moins importante que par le passé mais demeure tout de même plus élevée que dans d'autres pays. Cela dit, le système de gouvernement d'entreprise défini par la concentration de la propriété est toujours la règle. En 2007, les sociétés italiennes non cotées en bourse avaient en moyenne 3 actionnaires. L'actionnaire principal possédait en moyenne 67,7 % du capital de la société. L'État détient encore une partie non négligeable du capital de certaines sociétés non financières cotées en bourse même si, contrairement aux décennies passées, il n'en est plus l'actionnaire principal.

D'après la Banque d'Italie²¹, la proportion de sociétés dans le secteur manufacturier dont la propriété et la gestion reposent entièrement sur des clans familiaux atteint 59 %, tandis qu'en France et en Allemagne elle n'est que de 18 % et 22 %, respectivement. Les publications spécialisées²² considèrent que la participation des familles est un facteur clé pour expliquer la réticence des entreprises italiennes à prendre des risques, mais aussi à recruter des cadres en dehors du cercle familial, même si les proches sont mal préparés pour diriger l'entreprise. Voilà qui expliquerait pourquoi de nombreuses sociétés italiennes ne parviennent pas à tirer le meilleur parti de leurs possibilités.

Il est bien connu qu'un système juridique efficace (aussi bien en termes de réglementation que d'application de la loi) est essentiel pour contrer les positions monopolistiques, la concentration du pouvoir sur le marché et les barrières à l'entrée. La présence de l'un de ces éléments dans l'économie va à l'encontre d'une concurrence commerciale loyale. Dans le système entrepreneurial italien, la compétitivité est entravée par une régulation trop exigeante, qui de surcroît change en permanence. Dans ce contexte, les objectifs sont difficiles à atteindre, la capacité de planification est réduite et les

18 www.esteri.it/MAE/IT/Ministero/Servizi/Imprese/DiplomaziaEconomica/Investing_in_Italy.htm

19 Cf. Saccomanni F. (2011). *La Generazione Esclusa: il Contributo dei Giovani alla Crescita Economica*, intervento del Direttore Generale della Banca d'Italia, XLI Convegno Confindustria – Giovani Imprenditori, www.bancaditalia.it/interventi/intaltri_mdir/Saccomanni_110611.pdf, p. 4.

20 Afin de réduire la dette publique, l'État italien s'est vu contraint de vendre les participations qu'il détenait dans de grandes sociétés italiennes. Le ministère des Finances de l'époque a imposé une clause pour que l'argent issu de ces ventes soit exclusivement utilisé pour éteindre les créances du gouvernement.

21 Banca d'Italia 2010, *Relazione Annuale del Governatore*, pp. 68-71.

22 Cf. Barba Navaretti G., R. Faini & A. Tucci (2008). *Does Family Control Affect Trade Performance? Evidence for Italian Firms*, CEP Discussion Paper, n°896, Novembre.

<http://cep.lse.ac.uk/pubs/download/dp0896.pdf>,

Michelacci C. & F. Schivardi (2011), *Does Idiosyncratic Business Risk Matter for Growth?*,

Journal of the European Economic Association, juin.

http://www.eief.it/files/2011/06/schivardi_michelacci_jeea_2011.pdf

Cucculelli M. (2009). *Owner Identity and Firm Performance in European Companies. Implications for Competitiveness*, document de travail du MoFiR, n°24, mai.

http://www.mofir.univpm.it/files/working%20paper/Mofir_24.pdf

coûts augmentent à mesure que les entreprises doivent s'adapter à la réglementation. Le nombre de procès est par ailleurs en hausse. Dans le rapport de la Banque mondiale de 2008²³, l'Italie était classée 65^e sur 181 pays en matière de qualité et de portée de ses réglementations économiques. Les lacunes du système juridique sont par ailleurs évidentes en ce qui concerne le contrôle de l'application des lois : cela prend environ 1 210 jours de recouvrer une dette en Italie, par rapport à une moyenne de 463 jours dans l'OCDE. Les carences d'un système juridique donné se traduisent toujours par une réduction du nombre de nouvelles sociétés créées, et celles qui voient le jour sont généralement de taille réduite et affichent une nette préférence pour la banque plutôt que pour la dette publique. Les réformes fréquentes du système judiciaire italien menées à bien ces dernières années n'ont pas amélioré la situation.

Preuve en est le manque de compétitivité des entreprises italiennes. D'après les données de l'OCDE, la législation italienne en matière d'ententes et d'abus de position dominante figure parmi les plus avancées du monde. Elle n'a rien à envier aux meilleures pratiques des États-Unis et du Canada, et l'indice de réglementation est trois fois plus élevé en Italie que dans ces pays. Néanmoins, la compétitivité des entreprises italiennes demeure faible, sans doute à cause de la forte présence de l'État dans le monde des affaires, que ce soit en nombre de sociétés détenues en partie par celui-ci ou de par le contrôle qu'il exerce sur les prix. Les réglementations à la fois strictes et mal appliquées n'ont pourtant pas découragé les activités entrepreneuriales, même si tout porte à croire qu'il y aura à l'avenir une probabilité accrue de phénomènes de sélection adverse²⁴. D'autre part, certains experts affirment que le taux élevé de propriété entrepreneuriale en Italie par rapport à son PIB par habitant est dû à la combinaison d'une réglementation excessive et d'une mauvaise application des lois²⁵.

2.5 Fiscalité et accès au financement

Les sociétés italiennes paient environ 40 % d'impôts sur leurs bénéfices²⁶. Elles doivent en outre s'acquitter des cotisations sociales de leurs salariés. En raison de politiques fiscales divergentes (non distorsive face à non neutre), la charge fiscale des entreprises s'est accrue dans les années 1990 puis a diminué dans les années 2000²⁷. Pendant cette période, des allègements fiscaux provisoires et sélectifs ont également été autorisés pour soutenir la demande globale. Toutefois, le niveau d'investissement finalement déterminé n'a pas été modifié par les mesures fiscales.

Au cours des dix dernières années, dans la lignée des autres pays industrialisés, les dettes bancaires des sociétés italiennes et leur financement par émission d'actions se sont accrus. La crise financière actuelle a inversé cette tendance et il semblerait désormais que le rapport entre la dette et le capital détenu par les sociétés augmente. La dimension des entreprises italiennes est en corrélation avec le rapport dette / capital (plus l'entreprise est petite, plus ce rapport est élevé), ce qui confirme les difficultés des PME en matière d'accès au crédit. Selon une étude réalisée en 2004²⁸, la probabilité de devenir entrepreneur est plus élevée dans les régions italiennes où le système financier est plus développé. Étant donné que le degré de concurrence dans ces régions est lui aussi plus élevé (c.-à-d. les entreprises existantes ont une faible part de marché), le nombre de nouvelles entreprises augmente et il est plus probable que celles-ci aient du succès. Les plus grandes sociétés sont évidemment moins

23 Banque mondiale (2008). *Doing Business 2009*, Banque mondiale, Washington DC.

24 Klapper L.F., L.A. Laeven & R.G. Rajan (2006), *Entry Regulation as a Barrier to Entrepreneurship*, *Journal of Financial Economics*, vol. 82, n°3, pp. 591-629.

25 Carree, M., & A. Roy Thurik (2002). *The Impact of Entrepreneurship on Economic Growth*. Dans Zoltan Acs & David B. Audretsch (2003), *International Handbook of Entrepreneurship Research*, Boston/Dordrecht: Kluwer Academic Publishers

26 Les entreprises individuelles paient un impôt sur le revenu personnel (IRPEF), tandis que les sociétés publiques doivent s'acquitter d'un impôt proportionnel à leur rendement (IRES), sans compter l'impôt que chaque associé doit payer en fonction de sa part de bénéfices (distribués) (IRPEF).

27 Les différents réformes fiscales sont décrites dans le rapport de la Banque d'Italie (2009) intitulé *Rapporto sulle Tendenze Produttive del Sistema Produttivo Italiano, Questioni di Economia e Finanza, Études spéciales*, n°45, pp. 95-99. http://www.bancaditalia.it/pubblicazioni/econo/quest_ecofin_2/qf_45

28 Guiso, L., P. Sapienza, L. Zingales (2004). *The Role of Social Capital in Financial Development*, dans *American Economic Review*, 94, n°3, pp. 526-56.

touchées par les conditions financières locales, puisqu'elles ont plus facilement accès au marché financier national et international.

2.6 Activités de recherche et de développement

L'une des principales faiblesses de l'économie italienne est son incapacité relative à générer des connaissances technologiques, exprimées en termes de dépenses en recherche-développement (R&D) et en nombre de brevets déposés chaque année. Avec un taux de 1,14 % en 2006²⁹, l'effort de l'Italie en R&D (c'est-à-dire le pourcentage de dépenses en R&D dans le PIB) est inférieur à la moyenne des principaux pays de l'OCDE, tandis que l'activité en matière de dépôt de brevets est depuis plusieurs décennies loin de correspondre au poids économique du pays. Par comparaison, l'effort moyen en R&D des 27 pays membres de l'UE était de 1,85 %, avec la Suède en tête du classement (3,60 %) et Chypre en dernière position (0,45 %). Le montant combiné des dépenses en R&D des 27 pays de l'UE est de 226 milliards d'euros (contre 269 milliards d'euros pour les États-Unis et 118 milliards d'euros pour le Japon³⁰). L'UE a alloué 50,5 milliards d'euros à son septième programme-cadre (2007 - 2013), qui est la principale source de financement de la R&D en Europe. Entre 2007 et 2011, quelque 2,75 milliards de plus ont été consacrés à la recherche nucléaire et aux activités de formation menées à bien dans le cadre du traité EURATOM. Tel que le soulignent de plus en plus de publications économiques, l'investissement en R&D, en innovation et en éducation est un facteur clé pour stimuler la croissance économique à long terme. C'est pourquoi l'investissement dans les connaissances et le renforcement de la capacité d'innovation de l'UE sont tous deux au cœur de la stratégie de Lisbonne.

Si on le compare au profil économique du pays, il est clair que le secteur italien de la R&D est sous-développé. Les principaux obstacles à la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne en Italie sont les suivants : incapacité d'accroître les dépenses publiques et privées en R&D, absence d'instruments financiers adéquats pour soutenir l'innovation et la R&D, manque de continuité de l'investissement public d'une année sur l'autre et d'un gouvernement à l'autre, manque d'attrait pour les chercheurs italiens et étrangers. Cette piètre performance dans le domaine de la recherche technologique s'explique en partie par le fait que la spécialisation du pays dans la production et la technologie demeure axée sur l'industrie, où l'innovation a plus à voir avec l'ingénierie et la conception qu'avec la R&D. Compte tenu de ce scénario et du fait qu'un grand nombre de PME n'ont ni les moyens ni la capacité d'innover, un certain nombre de parcs scientifiques, de pépinières d'entreprises, d'instituts de recherche privés et d'organismes publics de recherche ont été créés ces dernières années. Certains travaillent en partenariat tandis que d'autres sont autonomes.

Suite à l'établissement du premier parc scientifique et technologique à Trieste en 1982, l'Italie a lancé un programme dans les années 1990 en vue d'en établir d'autres un peu partout dans le pays. Les parcs technologiques rassemblent des entreprises, des investisseurs de capital-risque, des universités, des laboratoires et des centres de recherche pour créer un environnement de travail productif placé sous le signe de la coopération et offrir une large gamme de services. Leur principal objectif est le transfert de technologie et de connaissances des organismes de recherches vers les entreprises (en particulier celles de petites dimensions). Parmi les 44 parcs technologiques existants, 31 sont membres de l'Association italienne de parcs technologiques (APSTI), qui vise à renforcer l'intégration de ces parcs et par conséquent à encourager l'innovation et le développement économique à long terme.

29 <http://cordis.europa.eu/erawatch/index.cfm?fuseaction=reports.home>

30 Données ERANET 2007,

<http://cordis.europa.eu/erawatch/index.cfm?fuseaction=eu.content&topicID=854&parentID=853&countryCode=EU>

Encadré n°1 - Instituts de recherche et universités

En 2008, les universités ont absorbé 31,6 % des dépenses nationales en R&D. Le ministère italien de l'Éducation, de l'Université et de la Recherche (MIUR) coordonne les activités scientifiques nationales et internationales, distribue des fonds aux universités et aux centres de recherche, et établit les directives relatives à l'affectation des fonds pour la R&D technologique publique et privée. L'autonomie des universités est toujours limitée, étant donné qu'elles doivent se plier aux contraintes imposées par la réglementation et dépendent du financement public, ce qui permet à l'État de restreindre leur marge de manœuvre. En Italie, les universités jouissent d'une autonomie partielle pour définir la structure et les contenus pédagogiques des cursus universitaires, ainsi que pour lancer de nouvelles filières d'études ou mettre un terme à d'autres. Elles doivent cependant respecter les « critères minimum » ou « exigences de qualité » fixés par le MIUR (par le biais du CNVVSU, Comité national pour l'évaluation du système universitaire), qui établissent la quantité minimale de ressources et de contenus éducatifs que les universités doivent garantir. L'indépendance des universités est également limitée en ce qui concerne le recrutement du personnel universitaire permanent et la fixation des salaires. Par ailleurs, le coût total du personnel ne doit pas excéder 90 % du FFO (Fonds de financement ordinaire, le principal fonds public pour les universités), tandis que les frais d'enseignement ne doivent pas dépasser 20 % du FFO. Un arrêté récent du MIUR (1/2009) a restreint encore plus ces conditions, contraignant notamment les universités à ne renouveler que la moitié des postes laissés vacants suite aux départs en retraite. Quant aux possibilités d'utiliser les ressources issues de cette rotation du personnel, elles étaient elles aussi limitées à 50 %. Les universités qui ne respectent pas le seuil annuel de 90 % du FFO en dépenses de personnel ne sont pas autorisées à embaucher des effectifs permanents l'année suivante. Cela dit, aucune restriction particulière n'a été imposée dans le domaine de la recherche et les universités peuvent élaborer leur propre calendrier de recherche de façon autonome. Mises à part les universités, le principal organisme public de recherche en Italie est le Conseil national de la recherche (CNR). Il a pour mission d'effectuer des recherches en interne, de promouvoir l'innovation afin de contribuer à la compétitivité de l'industrie et à l'internationalisation de la recherche italienne, et de conseiller le gouvernement et les autres organismes publics. Le CNR est composé de 108 instituts interdisciplinaires répartis dans toute l'Italie. Leurs activités sont coordonnées par une structure interdisciplinaire constituée de 11 services nationaux. Le CNR emploie plus de 8 000 personnes, dont plus de la moitié sont des chercheurs et des technologues. La principale source de financement du CNR est l'État, qui lui a octroyé 552 millions d'euros pour la seule année 2007. Le restant des fonds, 309 millions d'euros, provient du secteur privé. Selon le classement européen en matière de recherche, le CNR est classé sixième parmi les 100 meilleurs organismes de recherche d'Europe. Cependant, il n'existe aucune preuve tangible pour démontrer l'efficacité des activités de recherche du CNR sur les entreprises conventionnelles ou écologiques. La deuxième institution italienne dans le classement est l'université de Bologne (classée 45^e), suivie du centre de recherche de FIAT (53^e). Parmi les autres organismes de recherche importants figurent l'Institut national de physique nucléaire (INFN), qui mène à bien des recherches théoriques et expérimentales dans le domaine de la physique subnucléaire, nucléaire, et de l'astrophysique, ainsi que l'Agence spatiale italienne (ASI) qui coordonne toutes les activités nationales de recherche et d'investissement dans le secteur spatial.

2.7 L'éducation, l'innovation technologique et la décision d'entreprendre

Dans l'économie italienne, un certain nombre de facteurs ont une incidence sur la performance entrepreneuriale et la décision de devenir ou non entrepreneur. Parmi ceux-ci figurent : la qualité du système éducatif italien, le taux d'emploi indépendant en Italie, la taille moyenne des entreprises italiennes, le degré de spécialisation technologique du pays et ses performances à l'international. L'Italie a consacré 4,8 % de son PIB à l'éducation en 2008, soit 1,3 % de moins que la moyenne de l'OCDE (6,1 %), ce qui la situait à la 29^e place parmi les 34 pays de l'OCDE en 2008³¹. Toujours en 2008, seulement 8,6 % des dépenses totales de l'Italie destinées aux centres d'enseignement provenaient de sources privées, soit bien moins que la moyenne de l'OCDE (16,5 %). Entre 2000 et 2008, les dépenses par élève engagées par les établissements d'enseignement (à l'exclusion des universités) ont augmenté de 6 %, mais la hausse moyenne de celles-ci dans l'OCDE a été de 34 % sur la même période. La rentabilité des investissements en éducation est elle aussi faible en Italie. À 15 ans, les élèves italiens ont de moins bons résultats en compréhension écrite, mathématiques et sciences que leurs camarades de l'OCDE. De plus, la situation semble empirer en dépit du fait que les élèves italiens aient plus d'heures de cours de mathématiques et de sciences que la moyenne de l'OCDE (42 % des heures totales de 12 à 14 ans contre 39 %).

Il convient de s'interroger sur l'influence du système éducatif sur l'entrepreneuriat à la lumière du scénario décrit ci-dessus. L'éducation et les autres formes de « savoir codifié » ont un impact indéniable sur les aptitudes entrepreneuriales³². Même si l'expérience professionnelle est tout aussi précieuse que la formation pour forger l'esprit d'entreprise du capital humain et qu'elle peut l'être encore plus au stade de démarrage d'une entreprise, il faut souligner que l'éducation devient très vite cruciale dans le développement de celle-ci, en particulier si l'activité principale de l'entreprise est très innovante, si son organisation est complexe ou si elle implique de gros investissements financiers et des *business plans* détaillés.

L'importance de l'éducation dans la réussite d'une entreprise est cependant fortement conditionnée par les particularités technologiques de l'environnement économique. En Italie, les secteurs de haute technologie n'ont aucun avantage comparatif, que ce soit en nombre de sociétés existantes ou en valeur ajoutée produite. Les données ci-après peuvent être utiles pour comprendre pourquoi l'environnement productif n'a pas de répercussion notable sur l'innovation technologique, qui exigerait des nouveaux entrepreneurs un haut niveau d'études. À en croire les données les plus récentes de l'ISTAT sur les dépenses italiennes en R&D, qui remontent à 2008³³, on est tenté d'aboutir à la conclusion erronée que l'Italie est l'un des pays européens qui bénéficient d'un équilibre relatif entre le secteur public et le secteur privé : au premier abord, les chiffres indiquent que la part du secteur public et celle du secteur privé dans le financement de la R&D sont de 47,8 % et 52,2 % respectivement. Un examen plus approfondi révèle que 13,8 % des dépenses du secteur privé en R&D interne pour l'année 2008 (soit 19,3 milliards d'euros) étaient en fait financées par le secteur public³⁴. En effet, l'Italie fait partie des quatre pays de l'OCDE dans lesquels la recherche privée reçoit le soutien financier d'institutions de l'État³⁵. Une preuve supplémentaire que le secteur public joue un rôle bien plus important qu'il n'y paraît dans la R&D est que 72 % des dépenses totales du secteur privé en R&D sont réalisées par un petit nombre de grandes sociétés de plus de 500 salariés.

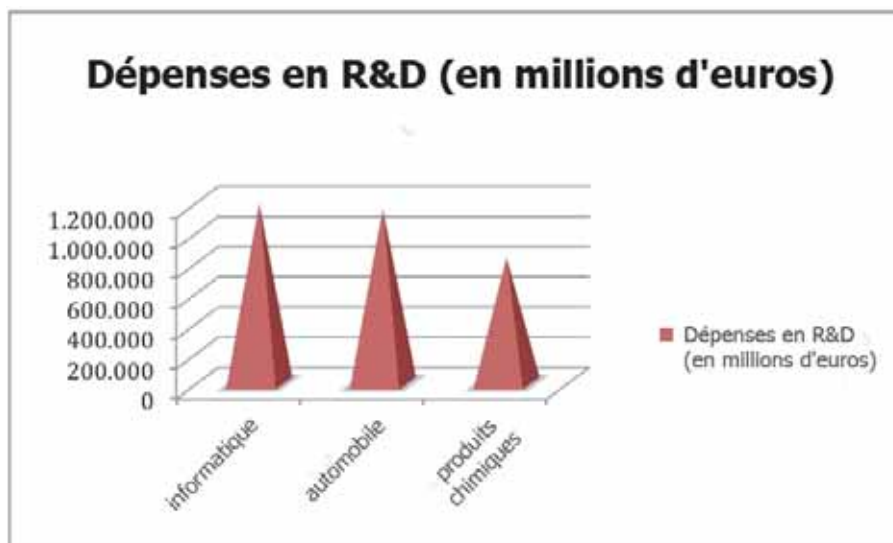
31 OCDE 2011, Regards sur l'éducation, rapport pays, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2011-en>

32 L'éducation et le savoir codifié en général ont une influence sur la capacité d'entreprendre. Ils renforcent les aptitudes de management (c.-à-d. les capacités de planification et de coordination) et réduisent l'incertitude liée aux nouvelles entreprises. Par ailleurs, de bonnes aptitudes de management contribuent à diminuer l'incertitude quant à la capacité personnelle d'entreprendre (Val Praag C.M. et Cramer J.S. (2001), *The Roots of Entrepreneurial and Labour Demand: Individual Ability and Low Risk Aversion*, *Economica*, février, 45-62).

33 Voir www.istat.it/it/archivio/3890

34 Le taux moyen de financement de la recherche privée par le secteur public est de 7,7%. Voir : www.fondazionemetes.it/ShowNews.aspx?NewsID=1499, p.35.

35 Fondazione Metes, 2004



Istat, 2008

La raison pour laquelle les dépenses du secteur privé en R&D sont comparativement faibles en Italie et qu'il n'y a apparemment aucun lien entre le niveau d'études et l'esprit d'entreprise devient plus évidente si l'on considère la présence relativement faible des sociétés de haute technologie et la petite taille de la plupart des entreprises. La littérature économique explique que la rentabilité des investissements éducatifs varie d'un pays à l'autre en fonction de la relation entre les institutions et les marchés. Des études récentes révèlent qu'en Italie, les individus qui décident de créer une entreprise ont en général un niveau d'études plus bas que leurs salariés³⁶, contrairement à la tendance observée dans d'autres pays avancés, en particulier les États-Unis. Les modèles entrepreneuriaux en Italie reposent fortement sur la mise en réseau et l'apprentissage social. Ainsi, le facteur qui semble influencer le plus la décision d'entreprendre est l'origine professionnelle des parents. Les personnes dont les parents sont ou ont été entrepreneurs ont plus de chances de devenir eux-mêmes entrepreneurs. Un autre facteur pouvant jouer un rôle positif dans cette décision est la capacité à établir des contacts informels avec les institutions, étant donné que ces dernières aident à obtenir des avantages et le contrôle des ressources.

Les autres publications examinées soutiennent qu'il existe un rapport entre la décision d'entreprendre et les indicateurs régionaux de développement économique. Les individus qui vivent dans les régions riches sont en effet moins enclins à créer une entreprise et optent plutôt pour des carrières moins risquées, devenant ainsi avocats, experts fiscaux ou médecins libéraux. En d'autres termes, plus la région est riche, plus la motivation d'entreprendre est faible. Un dernier point à souligner est qu'il n'y a apparemment aucun lien entre le nombre d'années d'études et la probabilité de se lancer dans une carrière d'entrepreneur.

Des recherches moins spécifiques réalisées par la Banque d'Italie en 2006³⁷ confirment l'existence d'une dimension territoriale dans le choix que les individus font au terme de leurs études : dans le sud de l'Italie, les titulaires d'un diplôme universitaire sont plus à même de trouver du travail que leurs homologues du nord, mais leur salaire équivaudra plus ou moins à celui des non-diplômés qui travaillent dans le nord de l'Italie.

36 Cf. Ferrante F. & F. Sabatini (2007). Education, social capital and entrepreneurial selection in Italy, dans le dossier 2451 des archives de l'université de Munich (MPRA), Allemagne.

37 Ciccone A., Cingano, F. & P. Cipollone (2006), The Private and Social Return to Schooling in Italy, Temi di discussione, Banca d'Italia, n°569.

3. L'écosystème de l'entrepreneuriat vert en Italie

L'écosystème entrepreneurial « vert » en Italie est en plein essor. Plusieurs secteurs économiques prometteurs constituent le fer de lance d'une conversion vers un modèle de production et de distribution durable sur le long terme, tandis que d'autres ouvrent de tout nouveaux champs d'application en réponse à un besoin croissant de produits et de services écologiques. Dans certains domaines, l'Italie se démarque en tant que leader sur la scène internationale ; c'est le cas dans le secteur de la production et de l'exportation d'aliments biologiques. Le pays affiche par ailleurs des exemples encourageants de leadership et d'excellence sur le marché, notamment dans le secteur manufacturier. Cette tendance prometteuse est renforcée par un changement culturel marqué, partant de la base, qui émerge actuellement en plusieurs points du globe. Il se traduit par un modèle de consommation plus responsable au niveau du marché, et par des changements de comportement ascendants qui consistent à adopter un mode de vie plus durable. L'initiative la plus remarquable en ce sens est celle des GAS (Groupes d'achat solidaire). Il s'agit de groupes locaux auto-organisés, constitués d'individus passionnés qui unissent leurs forces pour acheter des produits régionaux durables issus de l'agriculture biologique.

Deux constats viennent néanmoins noircir ce tableau. D'une part, la quasi-totalité des analystes pensent que cette évolution partant de la base n'est que rarement soutenue par une approche et un cadre stratégiques au niveau de l'État. Dans ce sens, les entrepreneurs verts connaissent les mêmes difficultés et frustrations que les autres entrepreneurs en Italie : un cadre juridique incohérent et souvent contradictoire, qui étouffe et dénature le développement du secteur ; une bureaucratie kafkaïenne nuisant surtout aux PME qui se démènent pour trouver des moyens de surmonter sa complexité ; un système éducatif obsolète qui ne prépare pas les jeunes au marché du travail ; et un système corrompu de parrainage qui tue la méritocratie et récompense avant tout les entrepreneurs (dans les contrats de marchés publics par exemple) pour leurs relations et non pas pour leurs produits ou services. Ce ne sont là que quelques-uns des défis récurrents du secteur de l'entrepreneuriat vert en Italie. Le deuxième constat est celui de l'apparition inévitable, dans ce contexte confus et déréglementé, de comportements opportunistes de la part de certains agents économiques, qui tirent parti de la révolution verte en s'adonnant à la mascarade du « green-washing » (ou « éco-blanchiment »). Comme le souligne Thomas Friedman, loin d'être les pionniers d'une révolution écologique, la plupart des « acteurs verts » se sont plutôt invités à une grande « green party »³⁸. À ce stade de développement du secteur, il semble particulièrement urgent de s'atteler à changer ces deux constats.

3.1 Évaluation de l'écosystème entrepreneurial en Italie sous l'angle des perspectives vertes : opportunités d'investissement et d'emploi

Face à un marché mondial en pleine évolution, dominé par l'essor de nouvelles économies industrialisées capables d'exporter à bas prix des produits qui constituaient auparavant les piliers de l'économie italienne, le système entrepreneurial italien a dernièrement souffert davantage que d'autres pays européens. Un certain nombre d'entreprises ont dû fermer leurs portes suite à l'augmentation de la concurrence internationale et des contraintes juridiques et fiscales au niveau national. Toutefois, plusieurs entreprises italiennes se sont rétablies en investissant dans des produits et services adaptés aux nouvelles priorités du marché national et international. Elles ont notamment commencé à investir dans la durabilité, non pas pour respecter péniblement la réglementation imposée d'en haut, mais bel et bien en tant que stratégie d'innovation compétitive, tournée vers l'avenir. Par conséquent, l'entrepreneuriat vert se situe désormais au cœur des ambitions de 30 % des sociétés italiennes

38 <http://www.greenblue.org/2011/10/breaking-up-the-green-party-for-a-revolution/>

touchées par la crise économique³⁹ et l'Italie fourmille d'exemples de bonnes pratiques dans des secteurs très variés, tels que l'industrie manufacturière, l'alimentation et l'agriculture, les énergies renouvelables et la construction.

Si cette approche est en plein essor, ce n'est pas simplement parce qu'elle constitue une stratégie de lutte face aux problèmes économiques, mais aussi parce qu'elle répond à un regain d'intérêt pour l'environnement au niveau mondial et local. D'après des sondages récents, les Italiens montrent le même degré de préoccupation que la plupart des Européens vis-à-vis des répercussions du changement climatique sur la planète et sur l'économie. De plus en plus d'Italiens (45 %) aimeraient que les stratégies de développement économique soient conçues de sorte à garantir un avenir durable aux générations futures⁴⁰. La lutte contre le changement climatique et la promotion de la croissance durable constituent respectivement la deuxième et la troisième priorités de l'Italien moyen⁴¹, qui s'inquiète de plus en plus de l'origine et des moyens de production des produits qu'il achète et qu'il consomme. Plusieurs crises sanitaires ont fait la une des médias italiens ces dernières années, de la mozzarella napolitaine contaminée à la dioxine⁴² aux jouets importés de Chine contenant de dangereux produits chimiques. En conséquence, les Italiens deviennent de plus en plus méfiants et commencent à récompenser les entreprises et les initiatives qui placent la durabilité au cœur de leur stratégie, en particulier dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture.

Le système d'entrepreneuriat vert italien reflète un nouveau penchant généralisé pour une série de principes durables, mais aussi la vision stratégique de nombreux entrepreneurs qui souhaitent accroître la compétitivité économique de l'Italie sur la scène internationale et ont compris que « passer au vert » en recyclant les déchets de manière intelligente, en réduisant la consommation d'énergie et en agissant de façon plus durable est une sage décision du point de vue commercial. Ce n'est pas seulement l'avis de secteurs manufacturiers où les PME prédominent, tels que le textile, les produits chimiques, l'industrie papetière et le tannage, qui conservent souvent leur rang de leader mondial grâce à leurs produits et leurs technologies (voir section 6.2.3), mais aussi celui de nombreux secteurs industriels de grande envergure, notamment la construction automobile, qui a été pendant des décennies le pilier de l'économie italienne. FIAT a réalisé de gros efforts d'investissement en matière de durabilité et fabrique depuis 2007 le véhicule le moins polluant d'Europe en termes d'émissions de carbone. Le constructeur a également mis au point des modèles hybrides (essence/GPL), qui ont représenté 13 % des nouveaux véhicules immatriculés en Italie en 2009.

La construction n'est pas en reste et cherche elle aussi à améliorer sa performance environnementale, tout comme les secteurs B2B qui en dépendent, notamment la production de bois/mobilier et la céramique. En 2007, ce secteur a bénéficié d'une loi (296/2006) qui autorisait les contribuables à déduire 55 % des dépenses engagées pour réduire la consommation énergétique d'un bâtiment. Environ 33 % des Italiens ont tiré parti de cette incitation fiscale, qui a poussé les sociétés du secteur de la construction à cibler le marché émergent des maisons écologiques. Ainsi, Mapei, qui est l'un des plus gros producteurs mondiaux de colles et de produits chimiques pour la construction, a su conserver sa position de leader mondial en lançant une gamme novatrice de produits durables, dont le Mapetherm, un système composite d'isolation thermique externe. Habitech, un consortium de plus de 300 entreprises œuvrant dans le domaine des bâtiments durables dans la région du Trentin-Haut-Adige, au nord du pays, s'est hissé à la tête du secteur en devenant la première société italienne à offrir des services intégrés de certification LEED dans tout le pays.

Le volume croissant des investissements dans le secteur vert est une bonne nouvelle pour l'Italie. D'après un rapport récent de la fondation Symbola, 68,5 % des sociétés de taille moyenne (50-499 salariés) ont choisi d'investir dans des technologies ou des produits ayant un impact réduit sur l'environnement en 2011 (ce taux était de 37,3 % en 2010). Par ailleurs, dans les petites entreprises, le taux d'investissement vert est passé de 29,1 % en 2010 à 55,1 % en 2011. Par secteur et par région, il

39 GreenItaly, Un'idea di futuro per affrontare la crisi - Unioncamere & Fondazione Symbola, juillet 2010

40 Eurobaromètre 72, rapport national sur l'Italie - automne 2009.

41 Eurobaromètre 72, rapport national sur l'Italie - automne 2009.

42 http://it.wikipedia.org/wiki/Mozzarella_di_bufala_campana#Allarme_diossina_e_blocco_delle_importazioni

faut souligner que ces efforts d'investissement sont particulièrement remarquables dans le secteur manufacturier (64,4 %), et dans le sud de l'Italie (64,5 %).

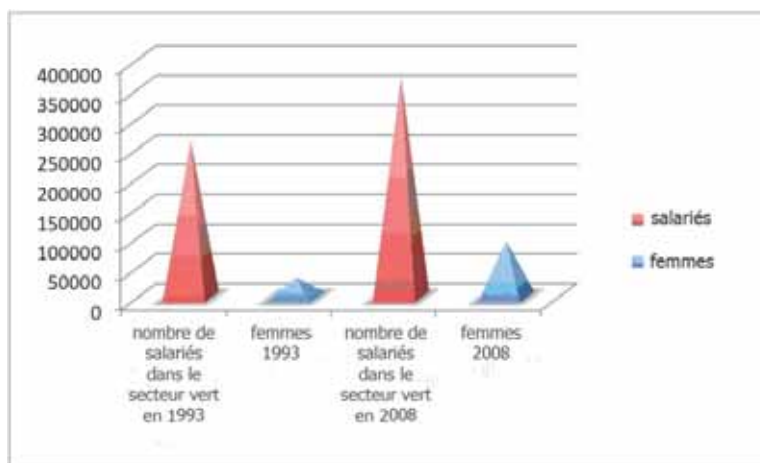
Selon la fondation Symbola, 220 000 offres d'emploi ont été lancées en 2011 dans le secteur vert, dont 97 000 dans le domaine des énergies renouvelables. Les profils les plus recherchés étaient les ouvriers agricoles et les ouvriers qualifiés, ainsi que les cadres et les juristes spécialisés dans les questions environnementales. En référence à la politique européenne « 20-20 » décrite au chapitre 4.2.1.2, une étude réalisée par l'Université Bocconi a mesuré les opportunités d'emploi dérivant du remplacement, d'ici 2020, des sources d'énergie traditionnelles par des sources d'énergie renouvelables, à hauteur de 17 % de la consommation totale, ainsi que de la réduction de 14 % des émissions de gaz à effet de serre en Italie. Le volume d'investissement requis est susceptible de créer un grand nombre de postes. L'Université Bocconi envisage trois scénarios, en fonction de la posture adoptée par le système entrepreneurial national (impliquant plusieurs degrés de dépendance vis-à-vis des biens et services importés). Selon le scénario le moins favorable, l'Italie continuerait à dépendre fortement de l'importation de technologies et de biens pour la production d'énergie renouvelable, auquel cas 100 000 nouveaux postes seraient créés pour respecter l'objectif de la politique « 20-20 ». Dans le meilleur des cas, si les sociétés italiennes commencent à produire des biens intermédiaires, la création d'emploi atteindrait 175 000 postes en 2010.⁴³

Ces chiffres sont comparables à ceux fournis par l'ISFOL (Institut pour le développement de la formation professionnelle et du travail) concernant l'impact du secteur vert sur l'emploi. En examinant la situation du marché du travail en 1993 et en 2008, l'ISFOL a constaté une tendance à la hausse dans le secteur de l'environnement. Sur cette période, le nombre de salariés dans ce secteur a augmenté de 41 %, passant de 263 900 en 1993 à 372 100 en 2008. Ces chiffres sont encore plus intéressants si on prend en compte la perspective du genre : en 1993, seulement 12,7 % des salariés étaient des femmes tandis qu'en 2008, leur nombre avait doublé pour atteindre 25,5 %, dont seulement un quart avaient plus de 45 ans (contre 49 % chez les hommes). On est donc en droit d'affirmer que le marché du travail « vert » discrimine bien moins les femmes que le marché du travail traditionnel. Un sondage réalisé auprès d'étudiants ayant réalisé un master de l'ISFOL dans l'environnement révèle que 80,6 % de ceux-ci ont trouvé du travail dans les six mois qui ont suivi la fin du cours.

Les études menées à bien par l'ISFOL (qui dépend du ministère italien du Travail) pour évaluer l'effet des formations spécialisées dans l'environnement sur l'emploi révèlent que « l'économie verte marquera la nouvelle frontière de la croissance économique au XXI^e siècle. L'Italie devra maintenir ses efforts en vue de respecter [...] le paquet sur le climat 2020, la stratégie européenne qui établit des objectifs contraignants pour réduire les émissions de CO₂ à travers l'efficacité énergétique et l'utilisation des énergies renouvelables »⁴⁴. Un an après avoir terminé un master spécialisé dans l'environnement organisé par l'ISFOL, 80,6 % des diplômés ont trouvé un emploi. Les chiffres sont encore plus révélateurs si on les étudie en détail : 80 % de ceux qui ont trouvé du travail ont dû attendre moins de six mois après la fin du master pour décrocher un emploi. L'ISFOL a également analysé les données du marché du travail entre 1993 et 2008, et a constaté une tendance à la hausse du nombre de salariés dans le secteur de l'environnement. Pendant cette période, leur nombre a en effet augmenté de 41 %, passant de 263 900 personnes en 1993 à 372 100 en 2008. Cette donnée revêt une importance particulière si on l'étudie sous l'angle du genre : le marché du travail vert fait la part belle aux femmes.

43 Cf. Rapporto IEFÉ (Istituto di economia e politica dell'ambiente) BOCCONI (2009), PROSPETTIVE DI SVILUPPO DELLE TECNOLOGIE RINNOVABILI PER LA PRODUZIONE DI ENERGIA ELETTRICA Opportunità per il sistema industriale nazionale, résumé, p.6

<http://www.gse.it/media/ConvegniEventi/Presentazioni%20e%20Interventi/ProspettiveSvilupoTecnologieRinnovabiliEnergiaE.pdf>
44 Études sur les emplois verts en Italie, 2010 Isfol, ministère du Travail



Isfol, 2008

3.2 Particularités ayant trait à l'entrepreneuriat vert

Dans d'autres pays d'Europe et d'ailleurs, le secteur public a souvent guidé et accompagné l'émergence de l'entrepreneuriat vert, mais en Italie, la plupart des analystes pensent que ce phénomène s'est déroulé sans intervention de l'État (voire même en dépit de celle-ci)⁴⁵. Outre les mesures d'incitation de la loi 296 dans le secteur de la construction, une exception notable est le secteur de l'énergie, placé en tête des priorités de l'Italie dans son élan vers un avenir plus durable. Grâce notamment aux incitations financières mises en place par l'État (citons le « Conto Energia », faisant suite à la Directive 2001/77/CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 septembre 2001, relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité⁴⁶), la part de l'énergie produite par des sources renouvelables (y compris par les centrales hydroélectriques) en Italie est passée de 6,9 % en 2000 à 22,2 % en 2010, avec une hausse de 8,6 % pour les seules années 2009 et 2010⁴⁷. Le principal bénéficiaire du soutien de l'État au cours des 5 dernières années a été le secteur photovoltaïque : 4 décrets ministériels ont été adoptés pour épauler les entreprises et les particuliers qui décident d'installer des panneaux dans leurs locaux/propriétés. Cependant, après des débuts prometteurs, les incertitudes législatives et politiques ont poussé de nombreuses compagnies énergétiques italiennes (y compris ENEL, qui détient une part de marché de 22 % dans le secteur italien des énergies renouvelables) à détourner leurs investissements en énergies renouvelables vers des marchés étrangers. Malgré tout, le secteur poursuit son expansion en Italie. Pour la seule année 2010, une hausse de 124 % de l'investissement en énergie propre a été relevée, soit l'une des plus fortes croissances parmi les pays du G-20⁴⁸. L'Italie est par ailleurs le troisième pays de l'UE en nombre de parcs éoliens, après l'Allemagne et l'Espagne et devant la France et le Royaume-Uni⁴⁹. D'après Confindustria, le secteur des énergies renouvelables créera à lui seul 1,6 million d'emplois et provoquera une hausse du PIB italien de 0,4 % par an entre 2011 et 2020⁵⁰.

45 Entretiens avec Eric Ezechieli (Directeur de The Natural Step Italie), Sissi Semprini (fondatrice de Greenbean), Enzo Argante (journaliste, écrivain, expert en durabilité), Marcello Manca (vice-président et directeur général, UL Environment), Emiliano Cecchini (fondateur de La Fabbrica del Sole).

46 http://europa.eu/legislation_summaries/energy/renewable_energy/l27035_en.htm

47 Données IREX (indice italien des énergies renouvelables) 01/09/2011 www.althesys.com/evidence.cfm?evento=81

48 <http://www.ilsole24ore.com/art/economia/2011-08-13/capitali-esteri-puntano-fotovoltaico-081557.shtml?uuid=AaZUVzvD&fromSearch>

<http://www.ilsole24ore.com/art/economia/2011-08-13/capitali-esteri-puntano-fotovoltaico-081557.shtml?uuid=AaZUVzvD&from>

49 Wind in Power, 2010 European Statistics - European Wind Energy Association (EWEA)

50 <http://archivio-radiocor.ilsole24ore.com/articolo-977943/notiziario-radiocor-energie-rinnovabili/>

Une autre exception notable à ce qui semble être un mouvement plutôt localisé et ascendant vers une économie plus verte (souvent mené par un groupe d'entrepreneurs dans des parcs économiques ou industriels) est le rôle joué par l'administration au niveau régional et local, qui a parfois grandement incité les entreprises à adopter volontairement des normes de durabilité. Par exemple, le succès du programme CSR « Fabbrica Ethica » du gouvernement régional de Toscane et l'adoption rapide et enthousiaste de la norme SA8000 par les entreprises toscanes peuvent en grande partie être attribués aux campagnes d'information et de sensibilisation en matière de responsabilité sociale menées à bien par le Bureau régional de la Toscane pour les questions de production⁵¹. Tout aussi important est l'élan donné par des centaines de municipalités italiennes à la mise en œuvre de normes de construction plus durables. Ainsi, 77 % des municipalités imposent désormais certaines normes d'isolation pour les nouvelles constructions⁵². Ce changement de réglementation a assurément été un vecteur important de création d'entreprises de construction axées sur la durabilité.

En dépit d'un éveil tardif et du manque de soutien stratégique du gouvernement, l'Italie est dans son ensemble bien préparée pour relever le défi de la transition vers l'économie verte, mais aussi pour devenir leader mondial dans de nombreux secteurs durables. Une mosaïque de nouvelles *start-up* écologiques et de sociétés éprouvées se convertissant aux pratiques durables sont à la tête de cette transformation, et ouvrent parfois des horizons inexplorés grâce à des innovations révolutionnaires⁵³. L'augmentation du nombre de pépinières d'entreprises vertes, de réseaux d'innovation sociale et d'organisations de conseil en durabilité – telles que The Hub (Milan, Rovereto, Rome, Bari, Sicile), InVerso (Rome), I-SIN (Naples), avanzi (Milan) et The Natural Step (Milan) – sont la preuve de la croissance du secteur et de son besoin de fournir des structures intermédiaires de soutien de plus en plus poussées. Par ailleurs, la latitude du pays et sa composition géographique lui valent de posséder des sources d'énergie renouvelables en abondance (soleil, eau, vent et géothermie en particulier), tandis que la société semble prête à adopter un mode de vie plus durable, donnant la priorité à la baisse de la consommation, aux produits et services locaux, et à une approche plus globale du développement économique en tant qu'élément d'une vision sociale et écologique à long terme. L'empreinte écologique de l'Italie est actuellement de 5.0, tandis que la moyenne pour les pays à revenu élevé est de 6.1, une performance comparable à celle de la France et du Royaume-Uni, meilleure que celle de la Suède (5.9) et de l'Irlande (6.3), et assurément que celle des États-Unis qui affichent une empreinte sidérante de 8.0 points.⁵⁴

Malgré ces facteurs encourageants, il reste encore un long chemin à parcourir. Beaucoup de sociétés italiennes ont beau être très compétentes et innovantes, elles n'en demeurent pas moins incapables d'accéder aux marchés internationaux en raison de leur petite taille et de leur inaptitude à communiquer efficacement dans une langue étrangère. Elles ont en effet des difficultés à commercialiser leurs produits/services écologiques à l'étranger, alors que ces derniers sont bien souvent de meilleure qualité que le reste. À l'inverse, beaucoup d'entreprises italiennes se vendent elles-mêmes et leurs produits comme « écologiques » sur le marché intérieur alors qu'elles se contentent de pratiquer le « *green washing* » et ne possèdent aucune certification attestant de leur légitimité. Pour cette raison, un grand nombre de consommateurs italiens se méfient des labels biologiques et ne croient pas nécessairement les entreprises sur parole⁵⁵.

Il convient donc de renforcer les contrôles et les certifications indépendants des produits et services soi-disant verts afin de vraiment récompenser les meilleures pratiques et de sanctionner les entreprises qui trompent les consommateurs. Toutefois, ces certifications ne doivent pas constituer un obstacle infranchissable pour les PME qui tentent d'innover. La certification à elle seule ne suffit pas : pour pallier le non-respect des normes, il faut des mécanismes de surveillance et de correction ; c'est le seul moyen de décourager les contrevenants. L'Italie demeure un pays où il est difficile d'entreprendre mais aussi

51 ISEAL Alliance, Governmental Use of Voluntary Standards: Innovation in Sustainability Governance - Sept 2008

52 GreenItaly, *ibid.*

53 Voir chapitre 6.2.3.

54 Global Footprint Network, 2010 National Data Tables

55 Ricerca Eurisko Assocomunicazione Upa Italiani Green - www.slideshare.net/guest456c3f/ricerca-eurisko-assocomunicazione-upa-italiani-green

d'investir, à cause du labyrinthe juridique et bureaucratique imposé par l'État. Ces barrières devraient être levées, en particulier pour les entrepreneurs qui ont une vocation écologique. Il convient de donner davantage de soutien aux initiatives locales et aux petits entrepreneurs, pour renforcer la capacité d'interconnexion et de coopération des organismes professionnels dans tout le pays et à l'étranger, d'une part, ainsi que pour soutenir les réseaux et les collectivités qui contribuent à l'émergence des connaissances locales et à la diffusion des innovations au-delà des municipalités d'autre part.

3.3 Législation relative à l'environnement en Italie : un aperçu

Le coup d'envoi « officiel » de la politique environnementale en Italie a été donné le 8 juillet 1986 par la loi 349/1986 qui a donné naissance au ministère de l'Environnement. Cependant, d'autres ministères dotés de compétences analogues avaient déjà vu le jour avant cette date, comme le ministère de la Culture et de l'Environnement, établi en 1975 et le Comité interministériel pour l'environnement (CIPA) en 1979. Dès la fin des années 1960, le gouvernement italien avait commencé à répondre timidement à la préoccupation grandissante de la société au sujet des problèmes de l'environnement, qui devenaient de plus en plus évidents aux yeux des Italiens. Cela a conduit à un effort plus coordonné du secteur public pour protéger l'environnement et améliorer la réglementation existante et les mesures prises au préalable, qui étaient partielles et fragmentées. Des lois ont été élaborées dans le domaine de la santé et de l'hygiène, de la protection des sols, de la préservation des paysages et de la conservation de la nature (établissement des premiers parcs nationaux)⁵⁶. Tout ceci chevauchait sensiblement les domaines politiques traditionnels tels que la santé, la culture et l'agriculture.

Dans les années 1970, à l'instar d'autres pays européens, l'Italie a rapidement mis en place des programmes nationaux et régionaux pour la protection de l'environnement, tout en créant des organismes indépendants de soutien administratif et technique et en adoptant des lois environnementales pour réduire la pollution de l'air et de l'eau, pour traiter les déchets et pour préserver les écosystèmes. En parallèle, les régions italiennes ont joué un rôle précurseur qui a contribué à jeter les bases des réformes stratégiques nationales. En dépit de leurs différences intrinsèques avec les régions du sud de l'Italie, liées à leur autonomie législative et administrative, les régions du nord de l'Italie se sont chargées d'établir des politiques de conservation bien plus avancées que celles imposées par les lois-cadres nationales promulguées ultérieurement.

La Constitution italienne ne fait aucune référence à la protection de l'environnement, étant donné qu'elle a été rédigée à l'époque de l'après-guerre (1947), quand la protection de l'environnement était loin d'être une priorité. Le seul article qui évoque le devoir de l'Italie de protéger le paysage (article 9), ne le fait que de manière superficielle. Même s'il s'agit d'un principe très important en théorie, il n'a été interprété dans la pratique qu'en termes de préservation de « l'esthétique » du paysage plutôt que sous l'angle de la préservation des écosystèmes du pays. L'article 117 de la Constitution, qui définit les compétences des régions italiennes, ne fait aucune mention de l'environnement (il n'aborde que l'agriculture, l'exploitation des forêts, l'aménagement du territoire et la santé en général). Il a fallu attendre la loi présidentielle de 1977 (616/1977) pour que les régions aient la possibilité de mettre en place une législation spécifique à l'environnement, concrètement dans le domaine de la protection de l'environnement (article 80), de la conservation de la nature (article 83) et de la réduction de la pollution (articles 101-105). Dès lors, les régions italiennes ont commencé à élaborer une législation environnementale très étendue, allant de la prévention des catastrophes naturelles au traitement des déchets, en passant par la conservation de la nature et le volontariat écologique. Lorsque, après la création du ministère de l'Environnement en 1986, l'État a finalement pris les rênes de la politique environnementale, il a dû éviter de contredire une profusion de normes régionales, ce qui a donné lieu à un contexte législatif encore plus fragmenté et complexe.

⁵⁶ La création des premiers parcs nationaux italiens remonte à 1991, suite à une loi-cadre (Legge Quadro). Le premier parc établi a été le Parco Nazionale del Gran Paradiso (www.pngp.it/en)

Les États européens ont essayé de systématiser leur législation sur l'environnement à compter des années 1960 et 1970, en codant les processus et en s'efforçant de garantir une plus grande coordination et simplification des objectifs, des principes, des mesures, des instruments, des démarches administratives et des sanctions. Toutefois, tandis que des pays comme la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont fait des efforts concertés pour supprimer toute contradiction, complexité ou dissonance dans leurs cadres stratégiques environnementaux, l'Italie a encore un long chemin à parcourir en ce sens. En Italie, le taux de surface protégée sous l'égide de réserves ou de parcs nationaux, par exemple, avoisine aujourd'hui les 10 % (soit l'objectif fixé par l'UE) mais est encore plus bas qu'en Allemagne (13,9 %) et en Autriche (19 %). Cela s'explique en partie par le fait que l'Italie a attendu 1991 pour mettre en place un cadre national de conservation précis, alors que la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne l'avait déjà fait en 1960, 1972 et 1976 respectivement. L'Italie est à la traîne non seulement en raison d'une législation tardive mais aussi d'une dispersion des règles dans les différents domaines stratégiques. Le besoin de réorganiser l'ensemble du système législatif devient de plus en plus pressant. Des initiatives ont d'ores et déjà été prises dans cette optique dans les domaines du traitement des déchets et de l'eau.

La politique environnementale italienne a adopté une série de principes découlant des directives européennes sur l'environnement, dont certains sont particulièrement intéressants :

1. Le principe de prévention, qui vise à mettre en œuvre des mesures de protection pour éviter ou minimiser les dommages environnementaux causés par les agents économiques ou sociaux.
2. Le principe de subsidiarité, qui vise à ce que l'instance territoriale appropriée se charge d'atteindre les buts et objectifs de la politique environnementale et qui donne la priorité aux processus de prise de décision au plus près des citoyens.
3. Le principe de coopération, qui vise à encourager la coopération entre les institutions ainsi qu'entre les institutions et la société, afin de garantir la protection de l'environnement et d'améliorer les décisions et leur degré d'acceptation dans un esprit de responsabilité partagée.

Ces dernières années, des programmes de coopération transfrontaliers⁵⁷ (voir également ANNEXE 5 - Législation relative à l'environnement et ANNEXE 6 - Incitations et ressources financières) ont été mis en place pour repérer des possibilités et des solutions politiques communes à plusieurs pays, dans la lignée d'une prise de conscience croissante face à une crise mondiale partagée, donnant lieu à un autre principe :

1. Le principe de coopération internationale, visant à créer des solutions internationales aux problèmes locaux qui, de par leur nature, touchent toute la planète.

Un facteur important ayant influencé la législation en Italie et dans le reste de l'Europe est l'affirmation d'une multitude d'opinions distinctes de la part de plusieurs agents sociaux et culturels sur des questions ayant trait à l'environnement. En fait, en marge des postures officielles du gouvernement national et des autorités régionales, un certain nombre d'acteurs prépondérants, dont des partis politiques, des groupes écologiques et des médias de plus en plus omniprésents, ont fait leurs principes écologiques et les ont diffusés, parfois sous le couvert de la philosophie et de la religion, ce qui a contribué au développement d'une culture environnementale étendue et variée⁵⁸.

En somme, malgré de quelques succès exemplaires au niveau régional, l'efficacité de la politique environnementale en Italie semble dans l'ensemble peu concluante, au vu de la diminution permanente des ressources écologiques dans le pays et en comparaison avec les résultats obtenus dans d'autres pays européens présentant des niveaux de revenus analogues. Plus encore que d'autres domaines, la politique environnementale requiert une stabilité et une approche stratégique à long terme.

Pour plus de détails sur la législation en matière d'environnement, voir ANNEXE 5 - Législation relative à l'environnement.

57 europa.eu/regional_policy/cooperation/transnational/index_en.htm

58 Federazione dei Verdi (la Fédération des Verts est devenue un parti politique en 1985). Les débuts de l'activisme écologique remontent à 1968 avec le Club di Roma, suivi par le WWF Italie et Legambiente.

Encadré n°2 – Incitations financières		
Programme d'incitation	Description	Site web
LIFE	Contribue à la mise en œuvre, à la mise à jour et au développement de la politique et de la législation de l'UE en matière d'environnement en cofinçant des projets pilotes ou de démonstration dotés d'une plus-value européenne	http://ec.europa.eu/environment/life/
ETAP	Le plan d'action pour les technologies de l'environnement vise à catalyser les technologies respectueuses de l'environnement afin de réduire la pression sur les ressources naturelles	http://ec.europa.eu/environment/etap/
PIE	Programme pour l'innovation et l'esprit d'entreprise	http://ec.europa.eu/cip/eip/index_en.htm
TIC	Programme d'appui stratégique en matière de technologies de l'information et de la communication	http://ec.europa.eu/information_society/activities/ict_psp/index_en.htm
EIE	Programme Énergie intelligente pour l'Europe	http://ec.europa.eu/energy/intelligent/
POI Énergie 2007-2013	Programme opérationnel « Énergie renouvelable et efficacité énergétique »	http://www.poienergia.it/
Conto Energia	Prêts aux particuliers pour la pose de PV	http://www.gse.it/attivita/ContoEnergiaF/Pagine/default.aspx
PO FEDER 2007-2013	Programme opérationnel régional cofinancé par le FEDER (Fonds européen de développement régional) 2007-2013	http://ec.europa.eu/regional_policy/archive/funds/feder/index_it.htm
PRD 2007-2013	Politique régionale de développement rural cofinancée par le Fonds européen agricole pour le développement rural	http://ec.europa.eu/agriculture/rurdev/index_en.htm
CTF	Programmes de coopération transfrontalière, au sein de l'UE et des frontières maritimes dans la limite des 150 milles marins	http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperation/crossborder/index_en.htm
CTN	Programmes de coopération transnationale, concernant principalement la mer Baltique, les régions alpines et les régions méditerranéennes	http://europa.eu/regional_policy/cooperation/transnational/index_en.htm
ICP	Programmes de coopération interrégionale, concernant les 27 États membres de l'UE. Ils fournissent un cadre d'échange d'expériences entre les organismes régionaux et locaux de plusieurs pays	http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperation/interregional/index_en.htm
PEV	La politique européenne de voisinage aide les régions de part et d'autre de la Méditerranée à relever des défis en commun à travers un partenariat plus poussé, qui inclut pour la première fois des partenaires non européens	http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/overview/index_en.htm

4. L'entrepreneuriat vert : perspectives sectorielles

Toutes les études, les statistiques et les sources consultées tendent à décrire l'économie verte comme une opportunité hors pair pour sortir du marasme économique actuel en Italie, qui est aggravé par la crise financière mondiale. Dans son rapport sur l'Italie de 2012, Eurispes (l'un des principaux centres de recherche italiens sur les tendances socio-économiques) analyse les tendances positives de l'économie verte : « L'économie durable, éthique, solidaire et responsable, autrefois marginale et insignifiante, est devenue un phénomène mondial, capable de contribuer grandement au développement économique de la planète »⁵⁹.

Pour associer une valeur économique à cette transformation, Eurispes a passé en revue tous les changements survenus ces dernières années dans le domaine de l'agriculture biologique, du commerce équitable, des finances éthiques et des énergies renouvelables. Sur la base de cette analyse et en référence à l'année 2007, Eurispes a estimé que le marché des énergies renouvelables, des produits biologiques, du commerce équitable et des instruments de financement éthique représentait environ 810 milliards d'euros dans le monde, 122 milliards d'euros en Europe et 10 milliards d'euros en Italie (et avait un impact sur la consommation mondiale et européenne de 1,2 % et 8,2 % respectivement).



Graphique élaboré à partir des données Eurispes 2010

En Italie, la consommation d'énergie issue de sources renouvelables est passée de 6,9 % en 2000 à 10,7 % en 2009. L'électricité produite dans les régions du Val d'Aoste et du Trentin- Haut-Adige provient presque exclusivement de sources renouvelables (93 %). Dans le domaine de la gestion des déchets, les résultats sont très hétérogènes, avec des régions atteignant les sommets de l'excellence, en particulier au nord, et des cas avérés de mauvaise gestion, particulièrement dans le sud. En moyenne, la gestion des déchets est trois fois moins bonne que dans le reste de l'Europe, même si l'Italie est le chef de file mondial du recyclage et de la réutilisation du papier.

Sur le plan de l'agriculture, avec 182 produits certifiés, l'Italie détient la première place en Europe en matière d'appellations d'origine contrôlée (DOP et IGP), devant la France et l'Espagne. Elle peut également se prévaloir de la première place dans le domaine de la production et de l'exportation de produits biologiques, suivie de la France et de l'Allemagne.

Le secteur de la construction a été récemment soutenu par une large gamme d'incitations visant à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments, sujettes à une diminution de la consommation de l'ordre de 50 % d'ici 2010 (par rapport aux limites fixées pour 2005). Globalement, il faut souligner que le secteur du logement et des matériaux associés a donné naissance à des projets intéressants sur le plan

59 Annexe 6 - Rapport sur l'Italie 2010, Eurispes

de la durabilité. Le secteur de la céramique, figurant parmi ceux les plus durement touchés par la récession, a été l'un des premiers à adopter une stratégie de diversification « verte ». Les tuiles en grande partie faites de matériaux recyclés et les tuiles solaires capables de transformer les rayons du soleil en énergie électrique constituent deux solutions créatives auxquelles le secteur a eu recours pour tenter de sortir de la crise.

L'Italie est le seul pays, avec l'Allemagne, à avoir mis en œuvre des technologies spécifiques pour la production d'articles de robinetterie sans plomb. Dans le secteur des meubles en bois, qui occupe la troisième place au niveau national en nombre de sociétés, les enjeux environnementaux deviennent un facteur concurrentiel de plus en plus important, et une valeur ajoutée immatérielle pour les produits italiens. L'innovation dans les processus de production et les matières premières industrielles, en particulier dans la construction et la certification d'origine du bois, connaît une croissance permanente en dépit de la crise.

Le défi du changement climatique a contraint certains secteurs traditionnels du « Made in Italy » à se repositionner sur le marché en s'orientant vers le respect de l'environnement :

- dans le secteur de la mécanique, bon nombre de PME se tournent vers les énergies renouvelables, y compris en matière de conception d'usine et de production énergétique ;
- dans le secteur automobile, l'Italie est avec la France le leader européen en matière de production de véhicules à faibles émissions de carbone, grâce à des technologies innovantes qui réduisent la consommation des voitures, à l'adoption du système « Start & Stop » et à l'apparition des huiles à faible viscosité ;
- le secteur de la construction navale est aujourd'hui axé sur l'amélioration du savoir-faire existant, afin de perfectionner notamment les propriétés des coques, des matériaux, des moteurs et des carburants utilisés. Le secteur travaille actuellement sur un projet destiné à recycler les coques hors d'usage ;
- dans le secteur chimique, la production à faible impact constitue une opportunité pour relancer l'industrie, et des recherches sont en cours pour mettre au point de nouveaux produits à partir de déchets agricoles, en synergie avec l'industrie agroalimentaire.

Les secteurs de la mode, du design et du textile adoptent progressivement une stratégie marketing plus responsable et investissent dans la recherche d'éco-matériaux et de systèmes moins polluants. L'industrie du tannage a banni l'utilisation de produits chimiques et d'additifs, tout en prônant un retour au cuir naturel qui remet au goût du jour d'anciennes méthodes de tannerie. Par ailleurs, le secteur textile, qui représentait autrefois une industrie majeure en Italie, se tourne à nouveau vers les fibres naturelles et s'étend parallèlement au marché des fibres biologiques. Depuis deux ans, plus de 300 entreprises ont entamé les démarches nécessaires pour obtenir la certification biologique⁶⁰.

Ces derniers temps, les Italiens ont pris des habitudes plus responsables, même si beaucoup affirment que c'est « l'esprit paysan » qui guide depuis toujours le comportement de la population, plus qu'ailleurs dans le monde, en incitant à l'épargne et à une faible consommation. Le fait est que depuis 10 ans, les Italiens accordent une attention grandissante à la consommation critique, souvent grâce à de vastes campagnes d'information menées contre de grandes sociétés non éthiques ou des banques irresponsables. Par exemple, *Fa' la cosa giusta* (« Fais ce qu'il faut faire »), a vu le jour en tant que guide global pour la consommation critique dans des villes comme Milan et Gênes ainsi qu'en Sicile. Il s'agit également d'un répertoire complet d'entreprises éthiques et durables. L'essor des instruments financiers éthiques et des tour-opérateurs qui prônent un tourisme responsable et durable peut également être considéré comme un autre indicateur de ce changement social généralisé. (Voir aussi chapitre 4.7 Consommation critique et comportement durable).

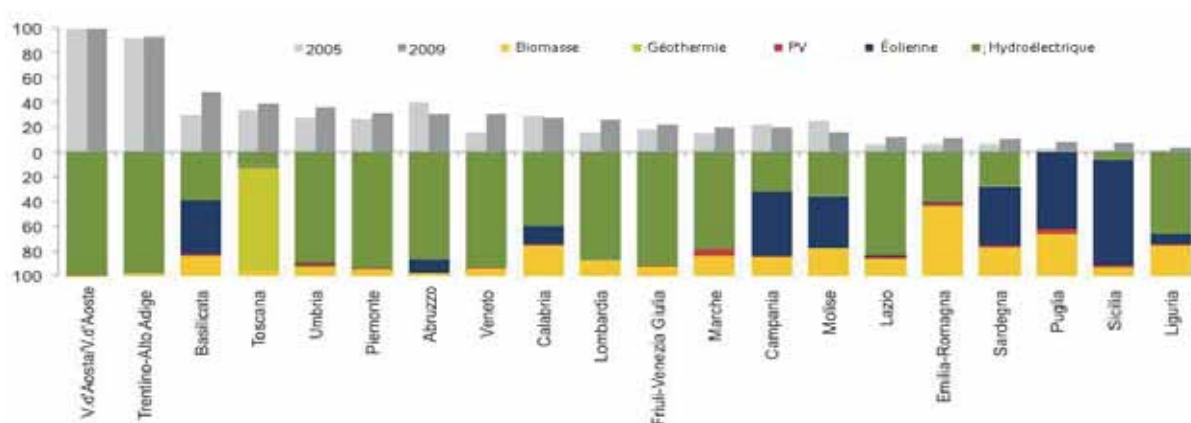
60 Icea (Institut italien de certification pour l'éthique et l'environnement), 2010.

4.1 Énergies renouvelables

La consommation brute d'énergie dans le monde a doublé depuis les années 60, alors que la consommation d'énergie produite par des sources renouvelables n'a pratiquement pas évolué sur la même période (12,5 % en 1973 et 12,7 % en 2007). L'Italie est le quatrième pays d'Europe en consommation énergétique totale, avec une incidence de 10,2 % en 2007 (9,9 % en 2001). En fait, la consommation d'énergie n'a pas connu la même tendance à la hausse qu'ailleurs en Italie. Elle est en effet stable depuis 30 ans, à l'exception d'une augmentation en 2001-2002⁶¹.

En Europe, les principales sources d'approvisionnement en énergie renouvelable sont la biomasse et les déchets (69,8 % en 2007)⁶² ainsi que l'énergie hydroélectrique, tandis qu'en Italie, la principale source d'énergie dans le secteur du renouvelable est la géothermie (39,4 %) suivie de la biomasse, de l'énergie éolienne et de l'énergie solaire. D'ailleurs, dans le domaine de l'énergie géothermique, l'Italie est le chef de file mondial (elle possède 31 centrales géothermiques en Toscane et produit plus de 5 milliards de kWh par an), et exporte son savoir-faire aux États-Unis et en Amérique latine.

Énergie électrique issue de sources renouvelables par région (2005-2009)⁶³



La principale loi italienne encourageant la création de sites d'exploitation d'énergie renouvelable est la loi n°387 de 2003, qui transpose la Directive CE 2001/77. Grâce au « Conto Energia » (voir sections 4.2.1 et 4.2.2), la capacité des systèmes photovoltaïques a connu une nette amélioration : en 2008, ils généraient presque 9 fois plus d'énergie qu'en 2006 et, en juin 2010, la capacité totale installée atteignait 1 300 MW.

Entre 1996 et 2008, la biomasse et l'utilisation des déchets ont également connu une forte augmentation sur le plan de la productivité : 50 fois le rendement brut. En revanche, la géothermie semble stagner par rapport aux autres sources d'énergie alternatives. En 2009, le secteur de l'énergie éolienne a pulvérisé tous les records, avec une capacité installée de 4850 MW, et plus de 6,6 TWh d'énergie produite. Même si ce secteur ne produit pas directement des éoliennes en Italie (la plupart de celles installées dans le pays viennent du Danemark ou d'Espagne), il est vraiment à la pointe de l'Europe, particulièrement en ce qui a trait aux procédés de gestion, de maintenance et de développement des parcs éoliens. Dans ce contexte, il faut citer le groupe énergétique sicilien Moncada⁶⁴, qui construit actuellement le plus grand parc éolien d'Europe en Albanie et réalise de vastes investissements en recherche et production. Par ailleurs, le marché de l'énergie solaire constitue le secteur d'investissement le plus séduisant depuis

61 Rapport d'Eurispes sur l'Italie, 2010

62 Observatoire du marché de l'énergie, Commission européenne, rapport 2009

63 Élaboré par l'ISTAT à partir de données de Terna.

64 <http://www.moncadaenergygroup.com/index.php>

deux ans. 74 % du marché est aux mains d'entreprises italiennes au niveau de la distribution et de l'installation, mais ce taux tombe à 38 % sur le plan de la production technologique.

Si la tendance actuelle d'investissement dans le secteur des énergies renouvelables se poursuit, on estime qu'il pourrait créer plus de 100 000 emplois d'ici 2030, soit 82 % de plus que le scénario de référence. 73 % des salariés seraient employés dans le secteur des énergies renouvelables, tandis que 22 % occuperaient de nouveaux postes créés par le biais d'investissements en efficacité énergétique⁶⁵. À ces chiffres, il faudrait ajouter les ouvriers de l'industrie, dans le même ordre d'ampleur. Si l'on tient compte des objectifs européens de la stratégie 2020⁶⁶, l'Italie pourrait potentiellement créer 250 000 emplois de plus dans le secteur des énergies renouvelables, dont 66 000 dans la seule branche de l'énergie éolienne.

Globalement, le contexte italien semble très propice aux investissements en innovation énergétique. De nombreuses universités italiennes font preuve d'un grand dynamisme dans la recherche liée aux sources d'énergie renouvelables et leurs études servent souvent de point de départ à de grands projets internationaux de recherche et de coopération avec des entreprises consacrées à la R&D industrielle. Un exemple intéressant à relever est celui d'Energy Catalyzer (également appelé E-Cat) créé par Andrea Rossi en partenariat avec l'Université de Bologne⁶⁷. Il s'agit d'une source de chaleur par fusion froide ou réaction nucléaire à basse énergie (LENR), un « procédé et équipement pour obtenir des réactions exothermiques, en particulier avec le nickel et l'hydrogène ». Le fonctionnement opérationnel du dispositif est encore en phase d'observation et fait l'objet de controverses au sein de la communauté scientifique, car il défie les lois de la physique communément appliquées et réfute des théories bien établies. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'un exemple intéressant de l'enthousiasme pour l'innovation énergétique qui caractérise bon nombre de chercheurs et d'entrepreneurs italiens.

L'Italie peut en outre se prévaloir d'un nombre considérable de bonnes pratiques : près de 7 000 municipalités ont accueilli au moins un parc d'énergie propre sur leur territoire, dont plus de 2 000 en un an (2009). Il faut notamment souligner l'exemple de La Fabbrica del Sole, une entreprise innovante basée à Arezzo (Toscane) qui a lancé des projets révolutionnaires dans le domaine de l'hydrogène et de l'énergie hors réseau (voir l'annexe sur les études de cas).

4.2 Gestion des déchets

D'après les données publiées par l'ISTAT dans son rapport de 2010⁶⁸, consacré à l'analyse de l'éco-compatibilité des villes italiennes, le tri sélectif des déchets n'augmente que de 1,4 % par an en Italie. Il a atteint 31,7 % en 2010 alors que l'objectif était de 50 % à la fin 2009 pour l'ensemble des villes de la péninsule. Même si le tri sélectif est programmé dans 98 % des municipalités italiennes, il est surtout bien établi dans les régions du nord, où il atteint une moyenne de 40 % (47,1 % dans le nord-est).

Le centre, le sud et les îles sont à la traîne (28,1 %, 21,3 % et 15 % respectivement). Bien que certaines municipalités du centre-sud (comme Ancône dans la région des Marches, Carbonia et Nuoro en Sardaigne, Teramo et Chieti dans les Abruzzes, Bénévent et Salerne dans la région de Campanie) montrent qu'un changement radical est possible en matière de gestion des déchets (on y a enregistré une augmentation allant jusqu'à 30 %), dans onze villes du sud du pays le tri sélectif n'a pas dépassé la

65 Green Peace International, Working for the Climate, compris dans Green Italy in 2009, Symbola 2010

66 En 2020, 20 % de la consommation énergétique de l'Union européenne est censée provenir de sources d'énergie renouvelables. L'objectif fixé pour l'Italie est de 17 %. Pour en savoir plus sur la stratégie de l'UE 2020, voir http://ec.europa.eu/europe2020/index_it.htm

67 <http://www.wipo.int/patentscope/search/en/detail.jsf?docId=WO2009125444&recNum=1&docAn=IT2008000>

532&queryString=FP:(wo/2009125444)&maxRec=1

68 Indicateurs écologiques urbains 2010, ISTAT – Institut italien de la statistique, 2010.

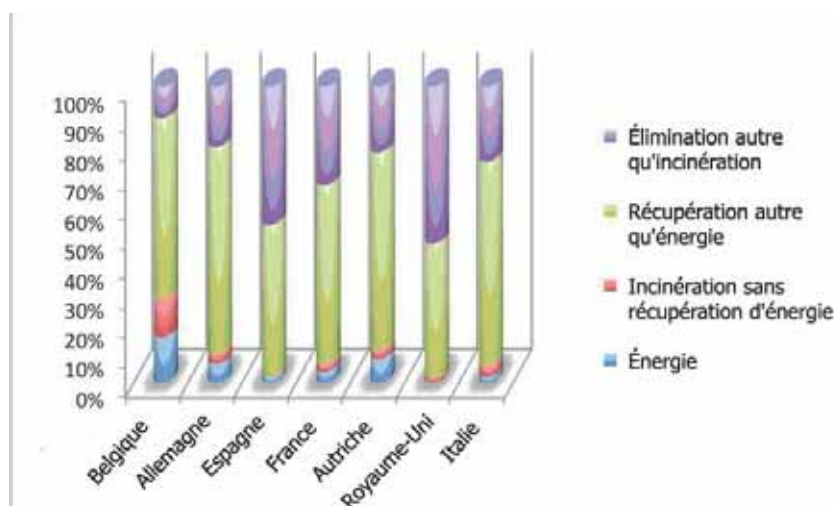
barre des 10 %, et dans les provinces d'Agrigente, Catanzaro, Isernia, Foggia, Syracuse et Palerme, le taux actuel est même plus bas qu'en 2009.

Si on examine les données recueillies par l'ISTAT à partir de 2000, le panorama de la gestion des déchets semble un peu plus positif. Ainsi, au cours des dix dernières années, le ramassage a augmenté de 50 % dans tout le pays.

Avec 609,5 kg par habitant en 2010 contre 550 kg en 2000, tous les indicateurs montrent non seulement que l'Italie doit gérer le secteur des déchets de manière plus ferme et efficace, mais qu'il lui faut aussi réduire la production de déchets le plus vite possible⁶⁹.

Les possibilités de l'Italie dans ce secteur sont très vastes, que ce soit en matière de services de conseil auprès des entreprises et de l'administration publique, ou de nouvelles opportunités pour les start-up dans le domaine du ramassage des déchets, du tri et du recyclage.

Traitement des déchets total par pays de l'UE en 2008⁷⁰



ReMedia⁷¹ est un consortium italien qui gère les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ainsi que les piles et accumulateurs en fin de vie. Chef de file du secteur en Italie, il représente plus de 1000 entreprises et facilite le respect de leurs obligations juridiques liées aux DEEE. Ces entreprises fabriquent des biens de consommation électroniques, des appareils électroménagers de toutes tailles, des ordinateurs, des dispositifs de télécommunications, des systèmes de climatisation, des jouets, des dispositifs médicaux, de surveillance et de contrôle, des instruments de musique, des piles et des accumulateurs. Avec plus de 45 000 tonnes de DEEE traitées en 2010 et l'un des plus forts taux de retour parmi les programmes de conformité collectifs (un taux de 43 % entre le poids des DEEE recyclés et le poids des appareils mis en vente par les fabricants), ReMedia domine l'univers du recyclage des produits DEEE. Il est en tête du secteur non seulement pour la forte proportion de matériaux qu'il obtient à partir des déchets technologiques, qui a atteint 90 % en 2010, mais aussi pour le niveau de service qu'il fournit aux autorités municipales (98,5 % en 2010).

69 De 2000 à 2010, le volume relatif de production totale de déchets en Italie a augmenté de 0,9 %.

70 Eurostat 2008

71 <http://www.consorzioremedia.it/en/>

Certaines bonnes pratiques existent également dans le sud de l'Italie. Ainsi, la Sicile a adopté des méthodes traditionnelles de tri des déchets dans des communes de petite taille, suite à des initiatives publiques et privées. Caretta Carretta⁷², par exemple, est une manière innovante de ramasser les déchets dans des zones urbaines à travers une méthode peu courante reposant à la fois sur le ramassage en lui-même et sur des campagnes de sensibilisation des citoyens. Le projet a été applaudi par l'Association internationale des déchets solides, basée à Copenhague, et présenté pour la première fois à Hambourg, en Allemagne. Il faut souligner l'exemple de la municipalité de Castelbuono⁷³, une petite ville située non loin de Palerme (9 300 habitants) où les rues sont si étroites que les véhicules ne peuvent pas y circuler : depuis 2007, le ramassage des déchets est assuré par des ânes. Ces animaux sont utilisés pour transporter les déchets et le ramassage est géré par une coopérative locale de jeunes gens en difficulté. Le coût de manutention d'un âne est d'environ 2 000 euros par an, soit moins de la moitié d'un véhicule normal, sans compter les économies en production de CO₂. Les ânes, qui étaient autrefois les piliers du secteur agricole dans le sud de l'Italie, avaient perdu leur importance suite à l'apparition des engins motorisés. Il semblerait qu'ils aient aujourd'hui trouvé un nouveau rôle dans le secteur de la « mobilité durable » et de la gestion des déchets.

4.3 Agriculture durable et aliments issus du commerce équitable

L'Europe détient une part importante dans le marché mondial des produits biologiques : c'est le deuxième continent en quantité de terres agricoles consacrées à la production biologique (7,6 millions d'hectares) et le premier en valeur des ventes (18,3 milliards d'euros). Au niveau européen, l'Italie est depuis des années en tête de la superficie agricole consacrée à la culture biologique : elle représente 8,2 % des terres cultivées. Après quatre années consécutives de déclin (de 1,2 million d'hectares en 2001 à 954 000 hectares en 2004), cette superficie a recommencé à croître entre 2005 et 2007, pour atteindre à nouveau plus d'un million d'hectares.

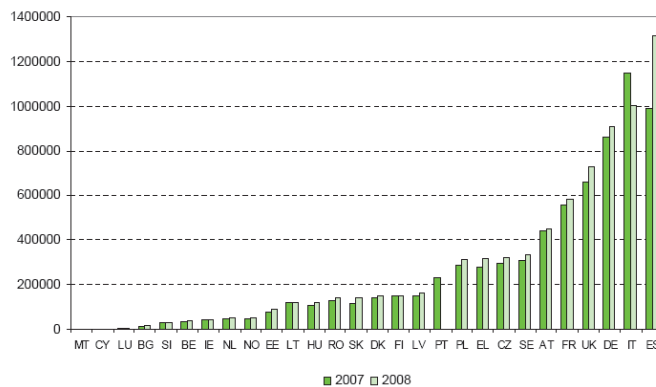
La part de l'Italie dans la quantité totale de terres agricoles consacrées aux cultures biologiques en Europe était de 15,1% en 2007, par rapport à 13 % pour l'Espagne, 11,3 % pour l'Allemagne et 8,7 % pour le Royaume-Uni. En Europe, le marché qui achète le plus de produits biologiques est l'Allemagne (5,3 milliards d'euros en 2007, soit 29 % du total), suivi du Royaume-Uni (2,5 milliards d'euros, soit 14 %) et de la France (1,9 milliard d'euros, soit 10,4 %). Avec des ventes atteignant 1,87 milliard d'euros, l'Italie occupe la quatrième place (10,2 % des ventes en Europe, 5,5 % des ventes mondiales). D'autre part, l'Italie détient la première place en nombre de salariés travaillant dans le secteur de la production biologique. C'est aussi le premier producteur mondial de légumes, olives, raisins, agrumes et céréales biologiques. Enfin, l'Italie est le plus grand exportateur de produits biologiques au monde (à hauteur de 900 millions d'euros)⁷⁴

72 www.carrettacaretta.com

73 www.comune.castelbuono.pa.it

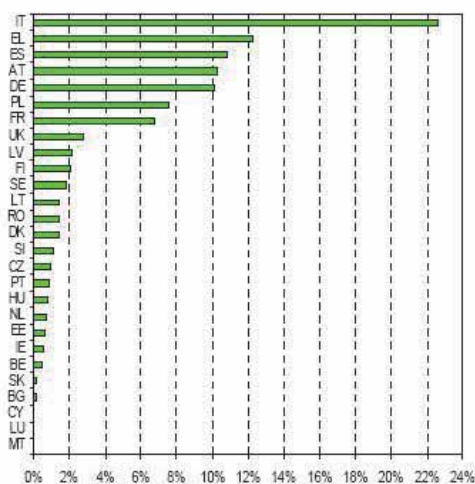
74 Annexe 6 – Rapport sur l'Italie 2010, Eurispes

Superficie consacrée au secteur biologique dans les 27 pays de l'UE (exploitations totalement converties et en cours de conversion), 2008⁷⁵



(1) DK, MT, data 2006; (2) CY, MT, PT no data available

Proportion de producteurs biologiques par pays dans l'UE, 2008 (%)⁷⁶



(2) Données Chypre (CY) 2004, données Malte (MT) 2006, données Portugal (PT) 2007

Le principal instrument de soutien et d'incitation pour le secteur agricole en Italie est le PSR - Piano di Sviluppo Regionale (Plan de développement régional). Ce plan est cofinancé par la Politique agricole commune de la Commission européenne (PAC), par l'État italien et par les régions italiennes. Le PSR 2007-2013 met en œuvre une stratégie innovante pour le développement rural au niveau régional, surtout si on le compare avec le plan précédent (2000-2007). On constate en effet une plus grande attention portée à l'amélioration de la qualité des produits liés à certaines zones ou régions, ainsi qu'une volonté de réduire les polluants, en s'approvisionnant localement, en diversifiant la production et en améliorant les revenus des agriculteurs grâce à d'autres moyens de subsistance, tels que la production d'énergies renouvelables et l'éco-tourisme.

75 Eurostat 2008

76 Eurostat 2008

D'une part, le potentiel des secteurs agricole, forestier et de la transformation alimentaire en matière de production d'énergies renouvelables découle principalement de leur capacité à produire de la biomasse. Les entreprises agricoles sont de plus en plus souvent capables de répondre à leurs besoins énergétiques immédiats par le biais de la production de biogaz issu de leur cheptel. D'autre part, un sondage effectué en 2008 a révélé que 18 480 fermes italiennes proposent des services de tourisme rural, un nombre qui devrait continuer à augmenter en 2011 pour atteindre 19 800, soit une hausse de 3 % par rapport à 2009. Le sondage souligne qu'il existe désormais 4 sites de tourisme rural pour 10 000 habitants, ce qui correspond à 5 km² de terres agricoles sur 100⁷⁷.

Parallèlement à l'essor des sources d'énergie renouvelables et au tourisme rural, le secteur de l'agriculture est caractérisé par l'apparition de nouveaux modèles de développement et de consommation, comme ceux prônés par les GAS - Gruppi di Acquisto Solidale (Groupes d'achat solidaire)⁷⁸. Les GAS, un phénomène national, sont des groupes de consommateurs (comprenant parfois des dizaines de personnes) qui se sont formés en vue d'acheter des aliments ou d'autres produits. Ils choisissent les exploitations agricoles sur la base de critères éthiques, écologiques et de proximité. Les GAS ne cessent de se multiplier, en particulier dans le nord. Aujourd'hui, on n'en recense pas moins de 40 dans la seule région de Lombardie. D'après une estimation prudente, il existerait environ 150 GAS dans toute l'Italie, réunissant quelque 5000 familles, avec les régions du Piémont et de la Lombardie en tête de liste. Leur croissance a été stupéfiante : leur nombre a doublé ces deux dernières années.

De manière plus générale, une hausse de 18 % des ventes directes par les fermes biologiques a été relevée en 2008. Selon Bio-Bank⁷⁹, l'Italie dénombre aujourd'hui 1 645 exploitations agricoles, 208 marchés de producteurs, 1 114 magasins et 110 sites spécialisés sur Internet qui vendent des produits biologiques aux consommateurs. Ces chiffres sont d'autant plus intéressants que l'on compare le prix des produits biologiques au lieu d'origine avec le prix des produits conventionnels correspondants. D'après Ismea⁸⁰, le prix des produits biologiques a augmenté par rapport aux produits conventionnels entre mai 2010 et mai 2011. Les produits qui ont suscité cette hausse sont les citrons et les oranges, qui ont bénéficié d'une demande croissante en Sicile et en Calabre. La hausse de la consommation et des prix est un fait très révélateur en ces temps de crise économique et montre à quel point les gens apprécient ces produits.

Par ailleurs, le secteur de la restauration collective a de plus en plus souvent recours aux produits biologiques. En 2008, le nombre de repas biologiques servis dans les cantines des écoles a augmenté de 6 %, pour atteindre près d'un million (983 243 exactement), selon Bio-Bank. La loi 488/1999 art. 59 et d'autres lois régionales ont conduit certaines régions (Frioul-Vénétie julienne, Toscane, Marches et Basilicate) à offrir des subventions aux mairies qui proposent des aliments biologiques dans leurs écoles. De plus, la loi régionale 29/2002 d'Émilie-Romagne impose l'utilisation exclusive d'aliments biologiques dans les crèches, les maternelles et les écoles primaires, tandis que 35 % des ingrédients utilisés pour élaborer les repas de l'ensemble des écoles doivent être certifiés biologiques.

L'AIAB⁸¹ est la principale association de producteurs biologiques en Italie. Elle a pour vocation de soutenir et de former les agriculteurs pour les aider à améliorer la qualité de leur production, ainsi que de sensibiliser le public à l'égard des produits biologiques et des modes de vie durables. L'association AIAB est indépendante de l'institution de certification AIAB depuis 2002 et recense plus de 15 000 membres. L'AIAB certifie non seulement les fruits et les légumes mais aussi le vin, le textile, les produits cosmétiques et d'entretien, les magasins bio, la viande et la volaille.

77 Enquête Top Rural, 2010

78 <http://www.retegas.org/index.php?module=pagesetter&func=viewpub&tid=2&pid=10>

79 Base de données italienne sur le marché biologique (<http://www.biobank.it/en/indexBIO.asp>).

80 Rapport de l'Ismea sur l'agriculture italienne, 2010.

81 www.aiab.it

L'une des principales entreprises agricoles du secteur biologique est Alce Nero⁸², un groupe recensant plus de 1000 membres (agriculteurs, coopératives, distributeurs et deux partenaires financiers). Alce Nero est le chef de file de la production de pâtes, de biscuits, de miel et de fruits biologiques, ainsi que de nombreux autres aliments. Le groupe Alce Nero est lui-même membre du projet Global Compact des Nations Unies, qui vise à promouvoir la responsabilité sociale des entreprises et soutient un vaste réseau de producteurs biologiques agréés et de producteurs du commerce équitable du monde entier.

L'une des organisations les plus célèbres d'Italie qui œuvre pour défendre le patrimoine culturel rural et pour promouvoir des produits agricoles de haute qualité est Slow Food. Cette association a été créée il y a plus de vingt ans pour prôner la convivialité à table et la « bonne bouffe ». Née à Turin – une ville qui accueille tous les deux ans le fameux salon alimentaire « Salone del Gusto » – cette organisation s'est très vite étendue sous la forme d'un mouvement revendicatif à l'échelle mondiale. Slow Food dénombre aujourd'hui 100 000 membres dans 150 pays, dont 2 000 en France. Le projet Terra Madre a vu le jour en 2004 au sein du mouvement Slow Food. Il s'agit d'un forum ayant pour vocation de construire un réseau de connaissances entre les producteurs, les exploitants, les cuisiniers et les chercheurs au niveau mondial. Slow Food protège en outre les cultures locales contre la standardisation imposée par la logique prédominante de production, de distribution et d'économies d'échelle⁸³.

4.4 Logement et matériaux associés

Il est bien connu que le secteur de la construction a une grande influence sur la consommation d'énergie et de ressources environnementales. En Italie, selon les données publiées par les grands instituts de recherche, la construction consomme environ 40 % de l'énergie nationale, 40 % des ressources naturelles (matières premières) et génère 25 % des déchets, sans tenir compte de la perte de chaleur des bâtiments mal isolés. L'Union européenne a fixé des objectifs pour mettre un frein à la pollution et réduire considérablement la consommation d'énergie. Les normes prescrites par cette législation exigent de repenser entièrement le concept actuel de design architectural et d'aménagement, afin de mettre en place de nouveaux modèles d'organisation et de gestion de projet découlant de pratiques durables et réfléchies⁸⁴.

Aux États-Unis, le Green Building Council, une organisation qui se consacre à la promotion des bonnes pratiques en matière de durabilité dans le secteur de la construction, a travaillé pendant des années sur la création d'un outil de mesure de l'impact environnemental des bâtiments. Finalement, en 1999, il a annoncé la naissance du système d'évaluation LEED® (Leadership in Energy and Environmental Design) Green Building Rating System™ pour les nouvelles constructions. Cet instrument novateur permet aux professionnels et aux intervenants de mieux saisir les effets positifs des constructions durables. Le système de certification LEED est en train de s'étendre rapidement en Europe. En Italie, il est soutenu par le Green Building Council Italia, une organisation à but non lucratif parrainée par le Distretto Tecnologico Trentino dans la région Trentin-Haut-Adige⁸⁵. Le système LEED est un programme de certification volontaire conçu pour soutenir et promouvoir le niveau de performance élevé des bâtiments durables. En suivant l'évaluation du bâtiment, l'architecte apprend à connaître l'impact de ses choix architecturaux sur l'environnement. L'évaluation est divisée en cinq catégories ayant trait à la santé publique et à l'environnement :

1. durabilité du site
2. utilisation efficace de l'eau
3. énergie et atmosphère

82 www.alcenero.it

83 <http://www.salonedelgusto.it/>, <http://www.slowfood.it/>, <http://www.terramadre.info/>

84 En juillet 2010, de nouvelles règles entreront en vigueur au niveau européen à travers la directive 2010/31/CE sur l'efficacité énergétique des bâtiments et les « bâtiments dont la consommation d'énergie est quasi nulle », qui remplacera à compter du 1^{er} février 2012 la Directive 2002/91/CE

85 Voir section 6.2.1. Symbiose industrielle et étude de cas.

4. matériaux et ressources
5. qualité de l'air intérieur

La certification environnementale des bâtiments est devenue un aspect incontournable du marché du logement. La loi qui fournit des incitations à l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments a également joué un rôle important en exigeant une réduction de la consommation de l'ordre de 40 % dans les nouvelles maisons d'ici 2010⁸⁶. Le rapport de l'observatoire national de la construction, publié par Legambiente et l'Institut de recherche Cresme en 2010 apporte des données intéressantes. D'après un sondage réalisé auprès de 1000 municipalités, 188 communes ont modifié leurs normes de construction après avoir étudié les règles de certification environnementale et énergétique. Par ailleurs, l'analyse révèle qu'environ 557 municipalités italiennes ont mis en place des innovations en matière d'énergie et de durabilité dans la construction, par exemple : technologies d'isolation thermique pour améliorer l'efficacité énergétique des locaux, recours aux énergies renouvelables, techniques de récupération de l'eau de pluie et de conservation de l'eau, et utilisation de matériaux de construction recyclables. De même, au cours des 5 dernières années, 33 % des familles italiennes ont pris des initiatives pour réduire la consommation d'énergie de leur logement, 22 % ont remplacé des équipements et 4,6 % ont installé des panneaux solaires⁸⁷. Le village du futur, non loin de Bergame, en Lombardie, est un exemple remarquable. Les bâtiments dotés du certificat CasaClima⁸⁸ catégorie A ont été construits conformément aux principes de construction écologique les plus avancés.

Fer de lance des sociétés italiennes dans le secteur de la construction, Permasteelisa⁸⁹ détient une part de marché de 30 % dans le monde et se consacre principalement à la production de façades et de revêtements architecturaux. Cette entreprise a mis au point un revêtement spécial qui récupère la chaleur du soleil, exploite l'énergie solaire et contient des cellules photovoltaïques qui filtrent la pollution de l'air et le bruit. Un autre exemple à souligner est celui du « 100K house project », créé par les architectes de Studio Mario Cucinella en partenariat avec La Fabbrica del Sole, qui a remporté le prix prestigieux de la construction durable au salon de l'immobilier de Cannes et a été exposé à l'exposition de Shanghai en 2010. Il s'agit d'une maison de 100 m² qui, grâce à un système photovoltaïque intégré, à des surfaces de récupération de la chaleur en hiver et à des mécanismes de refroidissement de l'air en été, est une véritable machine bioclimatique des plus sophistiquées.

Dans le secteur du mobilier en bois, le deuxième d'Italie en nombre d'entreprises et le troisième en volume de ventes, les enjeux environnementaux représentent un facteur concurrentiel de plus en plus important, donnant de la valeur ajoutée aux produits italiens, ce qui permet d'accroître les gains sur les marchés internationaux où la sensibilité à l'égard des produits durables est plus importante. Dernièrement, la fabrication de produits en bois connaît une période d'innovation incessante, non seulement dans les procédés de fabrication mais aussi en tant que matière première industrielle, particulièrement dans la construction. Dans cette dernière, les logements entièrement faits de bois constituent un marché en expansion et permettent d'épargner de 50 à 80 % en frais de chauffage. Le district du meuble de Livenza (Distretto del Mobile di Livenza) est l'un des exemples les plus représentatifs des industries durables en Italie. Le district de Livenza a obtenu la certification du Système de management environnemental et d'audit (EMAS) et s'est engagé dans la création d'un cycle vertueux en matière de gestion environnementale dans la région, en vue de répandre la culture du développement durable au sein des organismes publics et privés. La démarche de demande de certification EMAS diffère énormément des autres initiatives du secteur. C'est la première fois en Italie qu'une demande de certification n'émane pas d'une entreprise donnée mais d'un organe représentant des institutions publiques (provinces, municipalités et Chambres de commerce) et des entreprises

86 Décret législatif 192/05 transposant la directive 2002/91/CE, et plus récemment DPR 59/09. DM 26 juin 2009 (Directives nationales) – Décret législatif du 3 mars 2011, n°28 transposant la directive 2009/28/CE relative à la promotion des énergies renouvelables.

87 Sondage Cresme 2010.

88 Le ClimateHouse Agency de Bolzano est un organisme public leader dans la certification énergétique et environnementale des bâtiments, à la fois pour les nouvelles constructions et pour les bâtiments rénovés. C'est aussi un organisme de formation pour les ouvriers du secteur de la construction.

89 www.permasteelisagroup.com

privées. Il s'agit d'un projet pilote au niveau national, qui pourra servir de référence à l'avenir dans d'autres situations⁹⁰.

Le secteur de la céramique, durement touché par la récession, a été l'un des premiers à se lancer sur « la voie du vert » pour combattre la crise, tout en continuant d'investir dans l'innovation. « Ceramics of Italy »⁹¹ est le label du secteur italien de la céramique dans le monde entier. Il regroupe actuellement 45 entreprises. En tant qu'image institutionnelle de la céramique italienne, ce label préserve la réputation des sociétés membres de Confindustria Ceramica et fait connaître leurs produits à travers toute une gamme d'activités, dont des expositions et des salons marketing et promotionnels, mais aussi des investissements en recherche-développement pour la durabilité. Les entreprises « Ceramics of Italy », certifiées ISO 14001, EMAS, BAT et LEED, publient un rapport annuel sur les effets du secteur sur l'environnement. Elles ont par ailleurs signé un protocole établissant une limite d'émissions par entreprise.

« Ceramics of Italy » incarne la volonté du secteur italien de la céramique de sensibiliser les consommateurs à l'échelle mondiale à la valeur des carreaux de céramique italienne et d'améliorer la perception de ces produits, en les faisant passer de simples matériaux de construction à des éléments de décoration à part entière, capables d'accroître la valeur des chantiers dans lesquels ils sont utilisés.

4.5 Textile et mode

L'industrie textile produit d'une part des fibres naturelles telles que la laine, la soie, le coton et le lin et d'autre part, des fibres artificielles, dont les fibres synthétiques les plus courantes (polyamide et acrylique) dérivées de l'industrie pétrochimique.

La plupart des vêtements vendus aujourd'hui contiennent du polyester, de l'élasthane et du lycra, des matériaux produits à faible coût selon un procédé très polluant, qui sont en outre difficiles à recycler. Le nylon met de 30 à 40 ans à se décomposer⁹². L'industrie textile et de la mode a recours à des procédés très variés en ce qui concerne les matières premières et les techniques utilisées. Les opérations de teinture et d'impression peuvent être particulièrement nocives pour l'eau⁹³.

La pollution n'est pas le seul enjeu du secteur au niveau mondial. D'après l'organisation internationale du travail, le secteur textile fait travailler environ 246 millions d'enfants âgés de 5 à 14 ans dans le monde. La Fédération syndicale européenne du textile, de l'habillement et du cuir a mis au point un code de conduite spécifique pour affronter ce problème⁹⁴.

Depuis dix ans, plusieurs grandes marques du textile et de l'habillement ont adopté des stratégies de développement durable. Certaines entreprises utilisent des fibres de coton et de chanvre issues d'autres procédés et traitements manufacturiers, sans avoir recours à des substances toxiques ou polluantes. D'autres ont mis au point de nouveaux matériaux à partir d'algues, de soja et de bambou. Les matériaux recyclés sont par ailleurs de plus en plus répandus dans l'habillement.

Le débat sur la question de la durabilité n'est pas nouveau dans l'industrie de la mode, même si le marché écologique a connu une croissance particulière ces dernières années. Cependant, celle-ci ne s'est pas encore vraiment traduite par un avantage concurrentiel pour les PME et les artisans.

90 <http://www.distrettomobilelivenza.it/politiche-integrate-distetto-mobile.php>

91 <http://www.laceramicaitaliana.it>

92 www.organicottondirectory.net, www.sustainablecotton.org, www.ec.europa.eu/environment/ecolabel

93 www.helpdesk-reach.it, www.ec.europa.eu/environment/ecolabel

94 www.ilo.org

L'innovation la plus récente est celle des textiles biologiques, un secteur qui concerne plus de 200 entreprises dans le monde et environ 800 détaillants. Le nouvel accent mis sur les fibres naturelles, confirmé par la décision de l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de dédier l'année 2009 à ce type de fibres, trouve sa source dans une démarche entamée il y a longtemps déjà. Il existe en particulier une volonté de plus en plus marquée de soutenir l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs qui produisent des fibres naturelles, créant un lien entre l'agriculture, les textiles et le territoire.

En Italie, les textiles biologiques ne sont encore qu'un marché étroit, mais on constate tout de même des signes de croissance potentielle.

La marque Cardato Regenerated CO2 Neutral⁹⁵, dans le district de Prato, a vu le jour avec l'ambition d'effacer l'empreinte carbone du processus de fabrication des textiles, en certifiant en parallèle que les produits sont faits de matériaux recyclés. Pour obtenir cette certification, les produits doivent être fabriqués dans le district de Prato avec au moins 70 % de matériaux recyclés. Par ailleurs, les producteurs doivent mesurer leurs émissions de CO₂ et acquérir, auprès de la Chambre de commerce, des crédits d'émissions correspondant au volume de production pour lequel ils visent à effacer l'empreinte.

Des stylistes, des créateurs et de jeunes entrepreneurs ont lancé plusieurs produits à succès, créés à partir d'objets récupérés à la fin de leur vie utile. Momaboma⁹⁶ en est un bon exemple. Depuis 2003, cette entreprise de la région de Bologne fabrique des créations artisanales uniques à partir de produits recyclés : journaux, vieux magazines, vinyles, vestes en cuir et même pneus usés, vieux sacs de ciment mis au rebut, sacs postaux abandonnés, papier peint ou encore vieux tissus militaires... Ce bric-à-brac sert à fabriquer des sacs, des valises, des portefeuilles et plus encore.

Citons également l'exemple de Benatural⁹⁷. Dans ce cas, les tissus et matériaux utilisés proviennent de la haute couture. Il s'agit donc de matériaux de très haute qualité qui, dans le cycle normal de production, seraient pourtant condamnés à finir à la décharge ou à l'incinérateur, contribuant négativement à la consommation et au gaspillage de ressources non renouvelables. Les chutes de tissu, les résidus, les invendus de grands fabricants sont récupérés, recyclés et assemblés pour créer de nouveaux vêtements.

Ce ne sont là que quelques exemples de petites entreprises, mais d'après l'ICEA (Institut italien de certification pour l'éthique et l'environnement), la nouvelle mode durable, également appelé « mode éthique » génère à elle seule en Europe un chiffre d'affaires de 370 millions d'euros (donnée de 2009).

Il faut aussi mentionner le projet baptisé « Tessile e Sostenibilità » (Textiles et durabilité)⁹⁸. Lancé en partenariat par Ibimet – Conseil national de la recherche et par la Fondation pour le climat et la durabilité (FCS), cette initiative regroupe plusieurs fabricants qui représentent les différentes phases d'élaboration d'un produit artisanal textile : du recueil des matières premières au conditionnement. À travers la production durable, le respect de l'environnement et la protection du savoir-faire, Tessile e Sostenibilità vise à promouvoir un nouveau produit qui garantit la traçabilité des matières premières ainsi que des moyens employés pour le créer. Il tient donc compte de la microchaîne qui débute dans le secteur agricole avec la production de fibres naturelles traditionnelles de Toscane, comme la laine, le coton, le lin et le chanvre, mais aussi de fibres moins connues qui sont encore en phase d'essai : le genêt et l'ortie. La matière première arrive ensuite à la fabrique, où elle est transformée en fil puis tissée à l'ancienne. Les tissus sont alors envoyés chez le tailleur, où des artisans qualifiés en font des vêtements. Ce projet repose sur des fondements scientifiques : études agricoles et géologiques sur l'évaluation du sol et des cultures, ainsi que sur la teinture des fibres, analyse technique de la sensation

95 <http://www.cardato.it/it/index.asp>

96 <http://www.momaboma.it/>

97 <http://www.be-natural.it/index.html>

98 <http://www.tessilesostenibilita.it/>

sur la peau, mesure de résistance thermique et de respirabilité des tissus, sans oublier les tests écologiques et biologiques.

Le district de Prato recense plusieurs cas intéressants. Malgré les difficultés économiques qu'il traverse depuis quelques années, il demeure l'un des principaux moteurs du secteur dans le pays. Tecnotessile⁹⁹ est une société œuvrant pour l'amélioration de l'innovation technologique et la compétitivité des entreprises. Elle a lancé un projet de recherche en vue de conférer des propriétés « anti-smog » aux tissus à travers l'emploi de nanoparticules. Le tissu est un matériau textile « anti-smog » (fait de fibres artificielles et naturelles) qui exploite le principe de la photocatalyse en utilisant du dioxyde de titane. Le dioxyde de titane possède en effet des propriétés antibactériennes : lorsque le tissu entre en contact avec les polluants générateurs de smog qui sont présents dans l'air que nous respirons tous les jours, il provoque une réaction photocatalytique, capable de détruire des substances nocives comme le benzène ou les solvants organiques volatils. Les possibilités d'exploitation des matériaux anti-pollution sont nombreuses dans les environnements clos. Ils peuvent en effet être utilisés pour améliorer la qualité de l'air et assainir l'intérieur des locaux (hôpitaux, écoles, bureaux, logements particuliers)

La fondation Pistoletto a lancé l'initiative Città dell'arte Fashion - Ethical Sustainable Bio Trends (BEST)¹⁰⁰, une plateforme consacrée au développement opérationnel d'une industrie de la mode axée sur le principe de la durabilité. Ici, la facette créative intervient à tous les niveaux du monde de la mode pour encourager la durabilité, du design à la production, en passant par la distribution et la communication.

Au salon « Fa' la cosa giusta », à l'origine du premier guide de l'économie verte, la mode a tenu la vedette en 2010 avec la section spéciale Mode critique et une exposition spécifique sur le même thème¹⁰¹, consacrée à la mode écologique, dans laquelle les canons de la beauté, de la créativité et de l'innovation stylistique se mêlent au principe du développement environnemental et social durable.

4.6 Mobilité / Automobile

En Italie, le système de transport est caractérisé par la primauté de la route, au détriment des réseaux alternatifs comme le rail ou le transport maritime, auxquels le pays accorde traditionnellement moins d'importance. Ce manque d'intérêt est d'autant plus déplorable que les particularités géographiques de l'Italie lui auraient permis de bénéficier d'un réseau plus rationnel et interconnecté. Le portrait dressé par l'Observatoire national de la mobilité durable après avoir examiné 50 villes italiennes gérées par Euromobility Italie est celui d'une nation en quête d'un modèle de mobilité durable¹⁰². Dans certaines villes italiennes, les conditions sont de plus en plus difficiles. Elles présentent notamment le plus fort taux de motorisation d'Europe, avec 62 véhicules pour 100 habitants.

Les infrastructures consacrées au cyclisme soulignent le fossé entre le nord et le sud, principalement dû à des raisons culturelles et historiques : les régions du centre et du nord ont toujours amplement utilisé la bicyclette comme moyen de transport local. Parmi les 50 villes suivies par l'observatoire, neuf communes du sud n'avaient aucune bande ou piste cyclable. Cependant, on trouve aussi des exemples notables de municipalités vertueuses qui ont mis en place une agence spéciale, le « bureau des vélos », et qui prennent part à des initiatives nationales pour la promotion de la mobilité douce comme le « Bicibus », une organisation qui encourage les enfants à se rendre en vélo à l'école par groupe sous la surveillance d'adultes.

99 <http://tecnotessile.it>

100 <http://www.cittadellarte.it/eventi.php?even=7>

101 <http://www.criticalfashion.it/english>

102 Interview de Lorenzo Bertuccio, directeur d'Euromobility, dans le blog de Marco de Mitri

Ces derniers temps, l'offre de vélos en libre-service a connu un essor considérable dans toute l'Italie. Le nombre de vélos de ce type a augmenté de 68 % entre 2008 et 2009, tandis que le nombre d'utilisateurs a connu une hausse extraordinaire de 206,5 %. Là encore, le pays est divisé en deux : le centre et le nord sont ouverts aux nouveautés, alors que le sud – à de rares exceptions près – évolue moins vite. Le système de vélos en libre service semble être mieux accueilli dans les villes qui l'ont instauré de manière massive et décidée. C'est le cas de Milan, qui a mis à la disposition des usagers 1 400 vélos en libre service, répartis en 100 points de retrait situés dans les hauts-lieux de la ville.

D'après un sondage récent mené par l'ICS (initiative nationale de covoiturage) pour comprendre le raisonnement des utilisateurs et la nature de leur intérêt pour ce service, les partisans du covoiturage cherchent par-dessus tout à éviter les problèmes de stationnement. Cela explique pourquoi tellement d'habitants des grandes villes – où se garer est parfois un véritable casse-tête – ont renoncé à leur voiture et ont choisi d'en partager une avec leurs concitoyens.

En ce qui concerne le secteur automobile, le panorama est plutôt encourageant. L'Italie est avec la France le chef de file européen de la production de véhicules à faibles émissions de carbone. Dans le domaine de la mobilité durable, aux côtés de Fiat et de Ferrari, qui investissent depuis des années dans la R&D durable, il existe d'autres bonnes pratiques moins connues mais qui n'en sont pas moins exemplaires. Par exemple, la société Faam S.p.A.¹⁰³ de Monterubbiano (dans la région des Marches) est le premier fabricant européen de batteries basse consommation, de technologies à base de lithium et de véhicules électriques. Forte d'une part de marché de 30 %, l'entreprise Landi Renzo¹⁰⁴, en Émilie-Romagne, est quant à elle le leader mondial des composants et systèmes d'alimentation durables destinés aux véhicules fonctionnant au GPL et au GNC.

Douze ans après la création officielle du poste de responsable mobilité (décret ministériel du 27/03/1998 sur la mobilité durable dans les zones urbaines), on dénombre 67 bureaux régionaux et un peu plus de 800 responsables chargés de gérer de manière efficace et durable la mobilité des grandes entreprises et des entreprises de taille moyenne ainsi que des administrations publiques. L'ampleur de ce phénomène contribue grandement à lancer une réflexion plus stratégique sur les enjeux de la mobilité. Le responsable mobilité constitue une grande innovation en raison de sa nature multidisciplinaire : il touche en effet des aspects à la fois techniques, logistiques et infrastructurels des entreprises et des administrations. Il est en mesure d'influencer le comportement de milliers d'individus. Outre les services innovants d'ores et déjà disponibles (tels que le covoiturage et les vélos en libre service), le responsable mobilité peut proposer des alternatives peu coûteuses et facilement accessibles à l'utilisation des voitures. La somme de petits gestes simples peut vraiment aboutir à des résultats surprenants. Toutefois, il existe encore bien des entreprises et des administrations qui, s'exposant aux sanctions imposées par le ministère de l'Environnement, n'ont pas encore désigné de responsable pour s'occuper de la mobilité de leurs salariés.

4.7 Consommation critique et comportement durable

En 2005, une étude intéressante publiée par l'IREF¹⁰⁵ (Institut de recherche en éducation et en formation) intitulée *Scegliere il « bene » : Indagine sul consumo responsabile* (Choisir le « bien » : sondage sur la consommation responsable) montre que 36 % des Italiens ont choisi de pratiquer la consommation responsable. Ce taux est encore plus marquant si on le compare au sondage de 2002, où il atteignait 28,5 %. Même si ces données ne sont pas très récentes, on est en droit de penser que cette proportion a encore augmenté au vu de toutes les statistiques mentionnées dans le présent rapport.

103 <http://www.faam.com/>

104 www.landi.it

105 http://www2.fabricaethica.it/documenti/352.Consumo_responsabile.pdf

En Italie, la consommation critique correspond à une tendance à prendre conscience ces derniers temps de l'importance des achats, une tendance qui est renforcée par la crise économique actuelle. Un nombre croissant d'individus accordent plus d'attention à ce qu'ils achètent et adoptent un comportement plus durable en général. « Consciente, responsable et critique » : voici les trois facettes de cette nouvelle approche de la consommation. Il est vrai que l'un des principaux vecteurs de ce comportement est le prix des produits, mais il faut aussi souligner que ce principe d'économie est étayé par une demande de transparence (produits biologiques), des choix politiques (campagne de boycott des produits des multinationales qui ont recours au travail des enfants dans les pays en développement) et des craintes (boycott des banques qui financent les fabricants d'armes).

Le chapitre du présent rapport consacré aux perspectives sectorielles a largement mis en évidence les habitudes de consommation critique des Italiens, allant des groupes d'achat solidaire à la certification environnementale des bâtiments. Reste à passer en revue deux autres secteurs importants, ceux du tourisme durable et du financement éthique, mais nous pouvons d'ores et déjà affirmer sans ambages que les Italiens sont en train de devenir des consommateurs plus attentifs et critiques, que ce soit dans le monde réel (celui des marchés locaux et des magasins fermiers) ou dans le monde virtuel (blogs et réseaux sociaux, qui expliquent par exemple comment cultiver des légumes sur un balcon ou fabriquer soi-même du liquide vaisselle).

4.8 Éco-tourisme

Depuis quelques années, les touristes apprécient de plus en plus le confort et la tranquillité des établissements ruraux. Le tourisme rural englobe toutes les activités touristiques organisées dans les zones rurales, qui sont particulièrement propices à la pratique du sport (randonnée pédestre et équestre, vélo...), ainsi que l'hébergement et la restauration dans des fermes ou des maisons de campagne. L'agrotourisme ou les vacances à la ferme (*agriturismi*) constitue un genre particulier de tourisme rural, qui offre des activités spécifiques liées au fait que les complexes touristiques sont associés à des exploitations agricoles en activité. La plupart des établissements de tourisme rural qui ont vu le jour en Italie pour répondre à cette demande grandissante ont pu ouvrir leurs portes grâce aux aides fournies par des programmes nationaux et européens visant à renforcer le secteur rural.

D'après la loi n°96 de février 2000, l'agrotourisme comprend les activités d'accueil offertes par les entrepreneurs ruraux directement liées à leur entreprise agricole (que ce soit une ferme céréalière, une exploitation forestière ou une ferme d'élevage). Les services compris dans l'agrotourisme sont rattachés aux domaines suivants : hébergement ; manutention à partir de produits locaux ; activités de loisirs, culturelles ou pédagogiques visant à procurer une valeur ajoutée à la région et au patrimoine rural. Cependant, au sens de l'UE, la définition du tourisme rural est plus large et comprend toute sorte d'activité touristique organisée dans une zone rurale, y compris l'agrotourisme. À cause de cette divergence, il est difficile de comparer les données existantes entre l'Italie et le reste de l'UE. Généralement, l'Italie fait la distinction au niveau régional entre le tourisme rural et l'agrotourisme, le premier étant soumis à la législation agricole et le second relevant de la législation en matière de tourisme.

À la fin 2008, 22 % des entreprises italiennes agrotouristiques étaient basées en Toscane, suivie du Trentin-Haut-Adige (17 % des entreprises, principalement dans la région de Bolzano) et de la Vénétie (6,6 %). Néanmoins, les plus grandes entreprises (en capacité d'accueil) se trouvent dans les Pouilles et en Sicile (chaque entreprise possède 19 lits en moyenne). Les plus petites se trouvent en revanche dans la région de Bolzano et celle de Campanie (8 et 9 lits par entreprise, respectivement). Entre 1998 et 2008, le nombre d'entreprises italiennes proposant des vacances à la ferme a augmenté de 90,2 %, passant de 9 718 à 18 480. En conséquence, le nombre de lits disponibles est passé de 93 824 à 189 013. Ces chiffres reflètent bien sûr l'augmentation de la demande parallèlement à celle de l'offre. Toujours entre 1998 et 2008, le nombre d'entreprises rurales proposant des repas et des dégustations dans leurs locaux a augmenté de 80,3 % et 193,5 %, respectivement. Une forte progression des

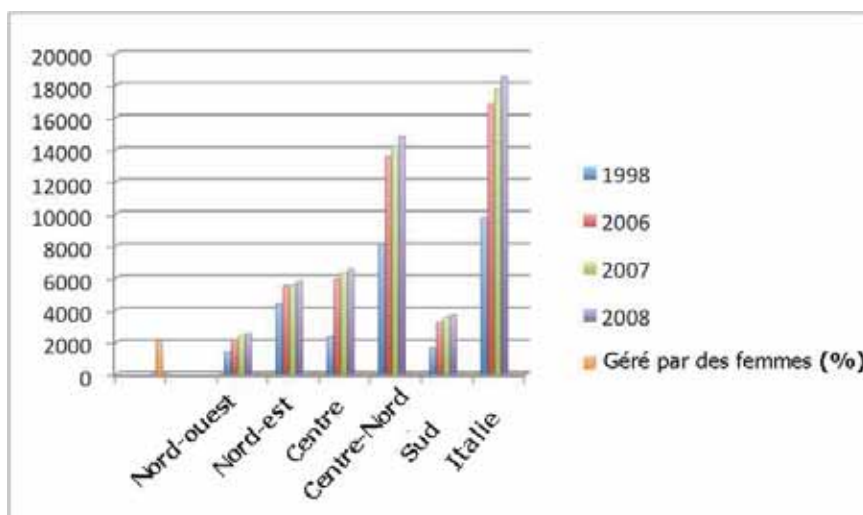
activités sportives et de plein air, notamment la randonnée et les promenades à cheval, a également été relevée.

Par ailleurs, il est intéressant de souligner la proportion de femmes à la tête de ces entreprises rurales : 35 % dans l'ensemble du pays. Dans les régions où le phénomène des entreprises rurales est plus récent, les femmes dirigent 70 % (Val d'Aoste), 50 % (Ligurie) et 47 % (Campanie et Abruzzes) de ces entreprises.

Le secteur de l'agrotourisme est donc en pleine expansion. Selon Coldiretti, la principale association paysanne d'Italie, l'agrotourisme a généré environ 10 milliards d'euros pendant la seule année 2011, soit 12 % des revenus totaux du secteur du tourisme. Dans un premier temps, le secteur de l'agrotourisme était principalement restreint aux régions montagneuses ou vallonnées, mais il s'étend aujourd'hui rapidement dans les plaines. Il complète les revenus des agriculteurs et des éleveurs, fournit des ressources cruciales pour rénover des bâtiments abandonnés, consolide l'emploi et ouvre de nouveaux marchés pour les produits locaux. L'essor des vacances à la ferme a par ailleurs entraîné le développement d'autres sous-secteurs du tourisme rural, tels que les chambres d'hôtes et les gîtes ruraux, qui ne sont pas directement liés aux activités agricoles mais contribuent tout de même à attirer des touristes et donc à générer des revenus dans les zones rurales.

Du côté de la demande, on constate également une progression et des changements. Auparavant, les touristes étaient principalement de petits groupes de connaisseurs passionnés des traditions locales qui recherchaient des aliments et des crus de haute qualité. Aujourd'hui, ils appartiennent à un cercle beaucoup plus large d'amoureux de la nature, d'amateurs de bonne chère et globalement de personnes affectionnant le calme et la tranquillité de la vie à la campagne. Les entreprises rurales, qui n'ouvraient généralement leurs portes qu'en été, commencent depuis peu à accueillir des hôtes toute l'année, tout du moins le week-end. La plupart de leurs clients sont Italiens, mais on constate une croissance non négligeable du nombre de touristes étrangers, qui représentent aujourd'hui 27 % du total dans le secteur rural.

Permis d'exploitation d'agriturismi - En 1998 et de 2006 à 2008 (Istat, 2009)



Encadré n°3 – Tourisme responsable

Depuis 1998, année de création de l'Association italienne du tourisme responsable (AITR), le tourisme écologique et responsable a connu une forte progression en Italie, aussi bien en chiffres qu'en qualité de l'offre. Les membres de l'AIR sont passés de 11 à plus de 50 actuellement. Toutes les associations à but non lucratif qui rejoignent l'AIR doivent signer la « Charte du voyage durable ». Cette dernière a été rédigée en vue de promouvoir un modèle de tourisme équitable en termes de distribution des revenus, respectant les collectivités locales et ayant un faible impact sur l'environnement. La charte se réfère à trois stades différents du voyage (« avant », « pendant » et « après ») et passe en revue les principaux aspects de celui-ci, afin de donner des consignes précises aux touristes et aux tour-opérateurs quant à la planification et au déroulement d'un voyage qui se veut véritablement responsable dès le départ.

WWF Italie a lancé il y a quelques années un site web très utile sur le tourisme vert dans le pays, qui comprend un large éventail de sites à visiter et d'activités durables à faire. Cependant, depuis le lancement du site, le secteur du tourisme écologique et responsable a connu plusieurs mutations intéressantes. Il est désormais caractérisé par les facteurs suivants :

1. L'expansion du tourisme responsable « autonome », qui répond à une approche auto-organisée de personnes qui décident de passer un weekend à découvrir un site historique ou un lieu reculé et choisissent de séjourner dans des « B&B équitables » ;
2. L'essor du « tourisme anti-mafia », qui consiste à séjourner dans des bâtiments ou des domaines confisqués à la mafia et confiés à des entreprises sociales ou des associations à but non lucratif, ou bien à visiter des fermes et des entreprises qui combattent la mafia et refusent de lui verser l'argent qu'elle exige aux fins de protection ;
3. La découverte, par les voyageurs italiens, d'un tourisme international axé sur la collectivité, organisé et géré par des communautés autochtones essentiellement dans des pays en développement.

Un exemple intéressant de produit touristique alternatif et responsable en Italie est le dénommé « pesca turismo » (tourisme de pêche). Le tourisme de pêche est une activité de loisirs qui se déroule à bord de bateaux de pêche traditionnels et représente un complément de revenus pour les pêcheurs, qui sont autorisés à accueillir des passagers à bord de leur embarcation.

Libera Terra Mediterraneo est un nouveau produit fondé sur l'expérience de Libera Terra, la principale association italienne qui gère les terres confisquées à la mafia. Ce projet a été créé en partenariat avec Signature Tours, une agence de tourisme, et avec l'association Slow Food pour ce qui a trait à la nourriture et au vin. Il propose des voyages qui répondent à un nouveau concept de tourisme responsable : la lutte contre les organisations criminelles.

Comunità ospitali (littéralement « Communauté hospitalière »), est un projet territorial actuellement mis en place au sein de l'association des villages authentiques de l'Italie. Il incarne un modèle de tourisme innovant, dans lequel le village et ses habitants sont la destination et le principal motif du voyage. Ce sont des endroits où les citoyens, les tour-opérateurs et les gérants partagent tous la même stratégie d'accueil du public, une vision commune qui permet de garantir aux hôtes un séjour mémorable. Les acteurs de ce projet sont les petites villes qui, à partir des atouts et des ressources présentes et disponibles dans la zone, établissent un réseau d'hospitalité moderne et durable du point de vue de l'environnement, en veillant à ne pas dénaturer l'identité locale.

Encadré n°4 – Financement éthique

La valeur liquidative des fonds éthiques gérés en Europe a plus que triplé en sept ans. Cela a également contribué à l'essor du marché italien des fonds d'investissement, bien que dans une moindre mesure que dans les autres pays européens : dans le classement européen de 2007, l'Italie était classée septième en nombre de fonds gérés de manière éthique (6,6 % du total européen) et sixième en valeur liquidative de ces derniers (6,4 %). Depuis 2001, elle s'est laissé dépasser par la Belgique, la France et la Suisse.

En dépit de la crise économique mondiale, les fonds éthiques ont connu une forte croissance sur la période 2008-2009.

- Le nombre de fonds gérés en Europe a augmenté de 27 % par rapport à 2008
- La valeur liquidative des fonds éthiques a augmenté de 9,4 % en 2009 et dépasse les 53,2 milliards d'euros.

Les débuts de l'Italie dans le domaine de l'éthique commerciale remontent à la fin des années 70 et au début des années 80, avec l'apparition de coopératives d'épargne autogérées : les MAG (Mutuelles d'autogestion). La première a vu le jour à Vérone en 1978, avec pour mission de faire un meilleur usage de l'argent que les banques, en le destinant à des projets compatibles avec des principes « supérieurs ». Aujourd'hui, il existe 5 MAG en Italie, qui gèrent environ 9 millions d'euros d'épargne au total à Turin, Vérone, Milan, Reggio d'Émilie et Venise. En plus des MAG (en fait à l'initiative de certaines d'entre elles), la première banque éthique a été créée à Padoue en 1999.

La Banca Popolare Etica (BPE) est une banque coopérative ayant pour vocation de fournir un instrument opérationnel à l'éthique des affaires, mais aussi d'être une banque pour le « tiers secteur ». Actuellement, la BPE possède 17 succursales dans toute l'Italie, plus de 40 000 clients (ils n'étaient que 16 000 à la fin 2002) et un capital de près de 40 millions d'euros (en juin 2011). En 2003, la BPE a réuni 252 millions d'euros d'épargne et a fourni des financements à hauteur de plus de 150 millions d'euros. La BPE a par ailleurs créé EticaSGR, une société de gestion qui permet d'investir dans des produits financiers dotés d'un degré élevé de transparence et de responsabilité sociale (certifiés par Ethibel).

En Italie, le financement éthique ne s'arrête pas là. À Milan, MAG 2 Finance offre la possibilité d'investir du capital dans des projets sociaux par le biais de cotisations.

Microfinanza SRL est une société indépendante spécialisée dans la microfinance offrant des services de conseil et une assistance technique dans le monde entier. Au cours des dix dernières années, Microfinanza a acquis de profondes connaissances dans ce domaine et a développé une méthode de travail adaptée à plusieurs types de missions : services de gestion et de conseil, mise en œuvre de projets de microfinance et organisation de formations. Microfinanza investit en Italie et s'est récemment engagée dans un partenariat avec l'ONG italienne Acra et CoopEcuador sur le projet « Équateur – transferts de fonds pour le développement », qui vise à contribuer au développement économique et social de la population équatorienne en promouvant des actions de co-développement en Équateur à travers l'engagement des migrants qui vivent en Italie (initiative cofinancée par Cariplo).

Encadré n°5 - Autres sources de financement pour le secteur vert

L'Italie n'est pas un endroit facile où entreprendre dans l'écologie, ni où entreprendre tout court d'ailleurs. Bien que le secteur du capital-risque italien émerge lentement, comme le démontre des fonds tels qu'Immogest Capital, il est encore à l'état embryonnaire. La plupart des fonds locaux ne dépassent pas les 25 millions d'euros et seulement quelques-uns atteignent les 80 millions. Par ailleurs, les investisseurs étrangers n'osent pas s'aventurer sur le marché italien, trop complexe à leur goût à cause de ses contraintes juridiques et bureaucratiques. Le pays accueille tout de même un certain nombre de fondations philanthropiques, dont les dotations figurent parmi les plus importantes de la planète et qui ont financé un grand nombre de projets écologiques ces 20 dernières années. Parmi celles-ci, la Fondazione Cariplo a financé près de 20 000 projets d'ONG depuis sa création en 1991, octroyant des subventions à hauteur de plus de 1,2 milliard d'euros, dont 2 % dans le domaine de l'environnement. À l'instar de Cariplo, beaucoup de fondations apportent des fonds non négligeables au secteur écologique en Italie, sans toutefois financer directement l'entrepreneuriat vert, étant donné qu'il est expressément stipulé dans leurs statuts qu'elles ne peuvent pas verser de fonds aux entreprises à but lucratif. Les start-up du secteur vert ayant une structure à but lucratif n'ont donc pas accès à ce genre de financement. Un débat a été lancé au sein de plusieurs fondations en vue de changer cette politique et d'explorer les possibilités de la « philanthropie d'investissement » et du capital-risque social, mais il est encore trop tôt pour connaître les conséquences de ces négociations. Les entreprises vertes qui ont besoin de fonds s'adressent pour la plupart aux banques, comme nous l'avons vu dans la section consacrée au financement éthique. Cependant, il est bien connu que les banques italiennes sont réticentes à prendre des risques et tendent à financer uniquement les projets dotés de garanties établies. Cela signifie que seules les entreprises éprouvées et expérimentées ont accès au crédit, alors que les vrais innovateurs qui sortent des sentiers battus doivent lutter pour survivre. Enfin, plusieurs investisseurs en capital-risque et *business angels* se sont regroupés au sein d'associations, telles que le réseau italien de *business angels* (IBAN) et l'association italienne pour la recherche industrielle (AIRI). Ces associations ont été créées à des fins d'observation et n'offrent que rarement un soutien financier. Au vu de l'ampleur des besoins de l'Italie sur le plan environnemental et du vaste potentiel des start-up écologiques, ce contexte de financement est loin d'être satisfaisant. Il doit être revu et corrigé pour suivre le rythme du changement des structures économiques italiennes et favoriser l'avènement d'une nouvelle génération d'entrepreneurs verts.

5. Nouvelles frontières : secteurs, technologies et concepts émergents

« Innover pour être plus durable » : c'est récemment devenu un mantra pour bon nombre de grandes entreprises italiennes, en particulier celles qui sont orientées vers les marchés étrangers. D'après Emma Marcegaglia, présidente de Confindustria, la principale organisation patronale italienne, les nouvelles technologies vertes représentent notamment une opportunité hors pair de renforcer les liens commerciaux entre l'Italie et la Chine. « Les entreprises italiennes sont à l'avant-garde de la protection de l'environnement et de l'économie verte », affirme-t-elle sans hésiter lors d'un entretien avec la presse chinoise¹⁰⁶. En fait, de nouveaux produits et technologies verts voient le jour en permanence en Italie, mais les performances du pays sont plus mitigées lorsqu'il s'agit de promouvoir l'innovation technologique, et pas seulement dans le secteur écologique. Au vu de ses « moyens » (politiques nationales en faveur de l'éducation, de la qualité de la main d'œuvre, des infrastructures et du commerce) et de ses « résultats » (fruits de la R&D, performance commerciale, croissance de l'emploi et autres répercussions de l'innovation), l'Italie est classée 35^e (sur 125) selon l'indice mondial de l'innovation de l'INSEAD¹⁰⁷ et 38^e (sur 49) selon l'indice mondial de l'innovation du Boston Consulting Group¹⁰⁸. Ce contexte est loin d'être propice à la création de technologies vertes de pointe. Le tableau actuel de l'innovation est en fait très complexe et fragmenté, en dépit de grandes réussites, et l'avenir du secteur entrepreneurial italien va de pair avec celui du secteur vert. Il n'y a pas d'avenir pour les entreprises qui ne parviennent pas à relever le défi de l'innovation et du développement durable¹⁰⁹.

5.1 Symbiose industrielle

Nous avons déjà amplement traité la capacité de l'Italie à créer une symbiose industrielle à travers les « distretti industriali » (districts industriels) où les entreprises travaillent en coopération, mettent en commun leurs ressources (particulièrement la R&D), partagent des connaissances et grandissent ensemble et individuellement. Ce phénomène existe dans tout le pays, mais du point de vue de la durabilité, et particulièrement de la technologie verte, la zone qui se démarque le plus est la province autonome du Trentin et son Distretto Tecnologico Trentino (DTTN¹¹⁰). Depuis plus de vingt-cinq ans, cette zone du nord de l'Italie, une région alpine limitrophe de l'Autriche, est axée sur la conservation de l'énergie et le développement respectueux de l'environnement. Aujourd'hui, grâce à une panoplie d'initiatives publiques, d'investissements en capital, d'incitations commerciales et de lois, la région autonome du Trentin est devenue une plaque tournante de la recherche et de l'économie vertes, et le point de référence en Italie dans le domaine des technologies propres. Suite à la création du Conseil italien du bâtiment durable et à l'établissement de Habitech, un consortium d'entreprises consacrées aux technologies vertes et aux énergies renouvelables (le premier du genre en Italie, cf. étude de cas), le Trentin a posé un nouveau jalon en matière de durabilité. Il est actuellement en voie de devenir l'un des centres d'excellence européens du bâtiment écologique, des énergies renouvelables et des technologies de l'environnement. La région envisage de créer un véritable pôle industriel à l'emplacement de l'ancienne manufacture de tabac de Rovereto, où Progetto Manifattura vise à établir le plus grand parc italien des technologies propres et des énergies renouvelables¹¹¹.

106 http://news.xinhuanet.com/english2010/indepth/2010-07/19/c_13405103.htm

107 <http://www.globalinnovationindex.org/>

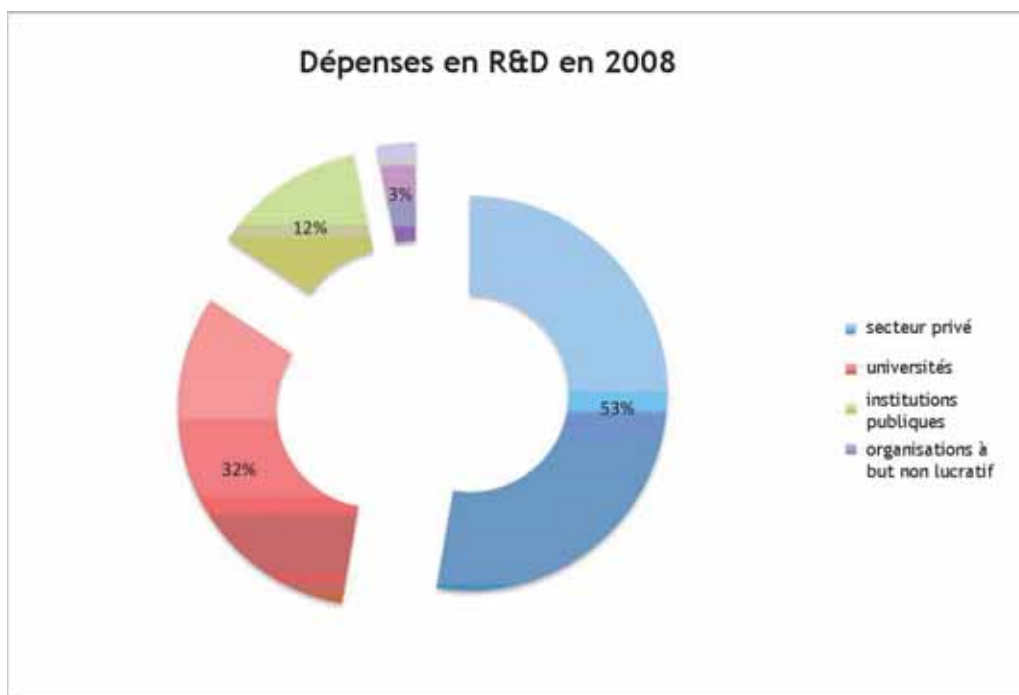
108 <http://www.globalinnovationindex.org/>

109 Opinion exprimée par Giovanni Petrini, ex-directeur de *Fa' la Cosa Giusta*, le plus grand salon italien de l'économie sociale et durable, et reprise par les participants du groupe de discussion de Milan sur l'entrepreneuriat vert.

110 <http://www.dtt.it/>

111 <http://manifattura.wordpress.com/il-progetto/>

Cette « clusterisation » du secteur industriel productif revêt une importance particulière si l'on tient compte des capacités de l'Italie en matière de R&D¹¹².



« Land of Hidden Gems », Délégation commerciale d'Italie, New York 2011

Les travaux de recherche sont menés à bien par un réseau de parcs scientifiques/technologiques, de pépinières d'entreprises, de centres de recherche privés et d'organismes de recherche publics. Les parcs technologiques sont particulièrement intéressants du point de vue de la symbiose industrielle, étant donné qu'ils regroupent des sociétés, des investisseurs en capital-risque, des universités, des laboratoires et des centres de recherche qui mettent tous leurs connaissances et leurs ressources en commun afin d'obtenir de meilleurs résultats. Le premier parc scientifique italien a vu le jour à Trieste en 1982. Dans les années 1990, un programme national a donné lieu à la création de parcs technologiques dans tout le pays, en favorisant les régions les moins développées. Le réseau italien pour l'innovation et le transfert de technologie vers les PME¹¹³ indique qu'il existe désormais 44 parcs scientifiques et technologiques en fonctionnement en Italie. À l'instar des groupements industriels, les parcs technologiques favoriseront la création de nouvelles technologies vertes et spécialisations. Il est donc de bonne augure de les voir s'intéresser de plus en plus aux questions de la durabilité et de l'innovation. Il faut savoir que parmi les 806 entreprises spin-off recensées en Italie, plus de 90 % ont vu le jour ces 8 dernières années et plus de 80 % sont basées dans les régions du nord et du centre de l'Italie, là où se trouvent également les universités les plus dynamiques du pays. Fait encore plus intéressant, après le secteur des TIC, celui de l'énergie et de l'environnement est le plus important en nombre d'entreprises de ce type (16,4 %).

112 Research in Italy, Land of Hidden Gems. Délégation commerciale de l'Italie, page 6 - New York 2011

113 <http://www.riditt.it/>

Le pôle d'innovation en chimie durable, situé à Novara¹¹⁴ (Piémont) est un bon exemple de symbiose industrielle en faveur de la durabilité. Créé en avril 2009, il rassemble 20 partenaires du secteur privé (start-up, PME et grandes sociétés) et du secteur public (plusieurs universités, une collectivité locale). Le pôle d'innovation leur permet d'avoir accès à des infrastructures et des services de haut niveau, ainsi qu'à des fonds publics destinés aux activités de recherche visant à promouvoir une chimie plus durable. L'autorité de gestion du pôle d'innovation en chimie durable est un consortium appelé « Innovative bio-based and sustainable products and processes – IBIS ». Il a une double vocation : d'une part, il vise à créer des bioproduits (et à diffuser une sorte de « bio-philosophie »), et d'autre part, il se concentre sur les concepts de durabilité et de réduction des répercussions sur l'environnement. Le pôle de la céramique de Modène et Reggio d'Émilie, dans la région d'Émilie-Romagne dans le nord de l'Italie, est un autre exemple à noter. Il a été l'un des premiers à encourager une prise de conscience généralisée des problèmes environnementaux et il cherche à associer la protection de l'environnement, la santé et la sécurité à la compétitivité commerciale. Ce pôle a mis au point un système de « quotas » en vue de réduire progressivement les émissions de l'industrie céramique. Il a par ailleurs lancé une initiative sur Internet dénommée « S_TILE » pour élaborer une stratégie de communication environnementale et sociale efficace entre les membres du pôle, qui va bien au-delà d'un simple projet technique ou promotionnel.

5.2 Nouvelles technologies et nouveaux produits

Les sociétés les plus performantes dans le domaine des nouveaux produits et technologies écologiques sont celles qui affichent un leadership individuel fort. Cette particularité les a mis sur la bonne voie pour devenir des entreprises phares de la durabilité et de l'innovation. C'est notamment le cas de deux sociétés de premier plan dans le nord de l'Italie : Valcucine, fabricants de cuisines écologiques haut de gamme (voir étude de cas) et PALM, producteur de palettes écologiques. Elles sont toutes deux dirigées par des individus (Gabriele Centazzo et Primo Barzoni respectivement) passionnés de l'environnement, qui défendent leurs convictions avec beaucoup de verve. D'autres sociétés se développent et innovent sur le plan de la durabilité au sein de parcs industriels localisés (telles que Habitech dans le Distretto Industriale Trentino, voir ci-dessus et étude de cas). Enfin, certaines sont assez prospères (en raison de leur taille et de leur chiffre d'affaires ou bien parce qu'elles font partie de structures multinationales) pour investir de grandes sommes en R&D et mettre au point des technologies et des produits écologiques qui savent conquérir le marché. Tel est le cas des recherches menées à bien par FIAT dans le domaine des moteurs à allumage commandé et des technologies hybrides à faible émission de carbone¹¹⁵, qui en ont fait une société pionnière de l'innovation verte sur le plan de la mobilité à l'échelle mondiale.

Il est toutefois très difficile de saisir toute la dimension des nouvelles technologies qui font leur apparition dans le secteur de l'entrepreneuriat vert en Italie. Certaines sont très localisées, mais ont des répercussions considérables sur leur milieu. C'est le cas par exemple de La Fabbrica del Sole, que nous avons déjà mentionné. Cette coopérative basée à Arezzo, en Toscane, a inauguré le 30 avril 2008 le premier réseau à base d'hydrogène au monde à fournir de l'énergie à une agglomération urbaine. En 2010, elle a déposé un brevet « hors réseau » pour construire des structures qui ne sont pas raccordées aux réseaux d'électricité, d'eau et d'assainissement. Les bâtiments sont équipés d'un système renouvelable intégral qui répond à tous leurs besoins en énergie, à la fois électrique et thermique, et qui présente un circuit d'eau fermé, purifiant les eaux usées *in situ*. En 2010, le système « hors réseau » a été sélectionné pour l'exposition « Better City, Better Life Expo 2010 » et pour le pavillon de l'Italie (« AILATI: Riflessi dal futuro ») lors de la XII^e Exposition internationale de l'architecture, qui s'est tenue à Venise. La Fabbrica del Sole (cf. étude de cas) n'est qu'un exemple parmi tant d'autres, qui mériteraient tous un chapitre dans le présent rapport.

114 <http://www.ecrn.net/eventsandactivities/ibisnovara.php>

115 <http://www.lct-italyusa.com/en/data/RINOLFI.pdf>

Pour avoir un bon aperçu des nouveaux produits et technologies écologiques émergents en Italie, rien de tel que de passer en revue la liste de lauréats du prix annuel de Legambiente : « Premio all'innovazione amica dell'ambiente »¹¹⁶. Depuis plus de 10 ans, un jury mixte composé de militants écologistes, d'experts en technologie et d'entrepreneurs, rassemblés sous l'égide de l'une des principales ONG italiennes, a récompensé et mis en avant les meilleures pratiques entrepreneuriales de l'Italie dans le domaine de l'innovation et de la durabilité. Parmi les lauréats figurent notamment :

- Novamont, géant de la chimie. En 2010, cette société a mis au point Mater-Bi, une gamme innovante de bioplastiques ayant recours à des matières végétales, comme l'amidon de maïs, et à des polymères biodégradables pour créer des produits dotés de propriétés analogues voire supérieures à celles des plastiques traditionnels, mais qui sont entièrement biodégradables et valorisables par compostage.
- Refin, fabricant de carreaux céramiques. En 2009, il a créé une collection de carreaux faite – pour la première fois dans le secteur de la céramique – de matériaux recyclés après consommation : une pâte de haute qualité contenant 20 % de verre recyclé issu de la récupération de tubes cathodiques de téléviseurs et d'écrans d'ordinateurs obsolètes.
- ILVA, fabricant de vernis pour bois naturel. En 2007, il a mis au point Ozocare, un type de vernis novateur basé sur des solvants naturels qui émettent 100 fois moins d'ozone qu'un vernis traditionnel et 10 fois moins qu'un vernis à base d'eau.

Un autre indicateur intéressant de la présence croissante des produits et technologies écologiques innovantes en Italie est la liste des finalistes du concours « start-up de l'année » en 2009 et 2010. La plupart appartiennent au secteur des TIC, mais elles sont de plus en plus nombreuses dans le secteur de l'environnement et des technologies propres. Citons notamment :

- Electro Power Systems, une start-up utilisant des technologies propres, engagée dans le domaine des systèmes de piles à combustible à travers le développement et la commercialisation du premier système fonctionnant à l'hydrogène avec plusieurs tensions de sortie pour garantir la continuité des opérations.
- Eolpower, une start-up universitaire utilisant des technologies propres, qui développe, produit et distribue des éoliennes innovantes de petite taille et offre des services dans le domaine des énergies renouvelables (éoliennes et hydrauliques).
- P.A.N., une start-up qui se consacre aux systèmes naturels d'épuration de l'eau (« constructed wetlands » ou marais artificiels). Elle conçoit et met en œuvre des projets de renaturation, des sentiers nature et des initiatives pédagogiques pour soutenir les activités de surveillance environnementale.
- ESAE, une start-up qui met en place des méthodes de fertilisation et d'irrigation biologiques pour réduire la quantité de composants chimiques actifs, de sorte à favoriser l'effet d'épuration des champs au détriment de leur effet polluant.

Il convient de lancer une réflexion finale sur les efforts de l'Italie visant à satisfaire ses obligations vis-à-vis des objectifs Europe 2020 et de la convention internationale sur les changements climatiques, et en particulier ceux visant à mettre au point des technologies d'adaptation au climat. Dans l'ensemble, tel que souligné dans les paragraphes précédents, la vision stratégique de l'État brille par son absence, tandis que l'inventivité et la détermination des individus sont véritablement stupéfiantes.

Dans le secteur, la plupart de la R&D est dirigée par de grandes entreprises, comme ENI, qui travaillent sur des projets de pointe pour répondre aux objectifs de réduction des émissions de carbone, en particulier dans le domaine des techniques de captage et de stockage du carbone (CSC). ENEL est une autre société de taille qui a fait des efforts considérables dans le secteur de la R&D durable, au point de

116 <http://www.premioinnovazione.legambiente.org/section.php?p=edizioni>

signer le 5 mai 2008 un protocole d'accord sur les technologies propres dans le domaine du charbon y compris les techniques CSC et les centrales électriques au charbon dites « ultra supercritiques » avec le ministère chinois des Sciences et de la Technologie (MOST) et le ministère italien de l'Environnement, du Territoire et de la Mer (IMELS). ENEL vient par ailleurs d'ouvrir la centrale électrique à hydrogène Fusina : il s'agit de la première centrale commerciale au monde à être alimentée par de l'hydrogène pur¹¹⁷.

Quelques consortiums universitaires œuvrent eux aussi pour le développement de technologies en faveur des réductions d'émissions de carbone, en partenariat avec des entreprises vertes innovantes. L'un des plus importants est celui de l'université de Turin, qui travaille avec le Gruppo Mossi Ghisolfi pour produire de l'éthanol à partir de biomasse lignocellulosique. Ses principaux atouts résident dans l'abondance de ce type particulier de biomasse, dérivé des arbres et des déchets agricoles, son faible coût, son rendement (quatre fois plus que les sources de première génération) et le fait qu'il n'entre pas en concurrence avec les sources de production alimentaire. La société a récemment créé une filiale (Beta Renewables) pour commercialiser cette innovation à l'échelle mondiale et a investi 250 millions d'euros pour créer une usine de production d'éthanol cellulosique à l'échelle industrielle d'une capacité de 40 ktpa à Crescentino, qui devrait entrer en service à la fin 2012 et sera la première usine au monde à produire du bioéthanol de deuxième génération.

117 http://www.enel.com/en-GB/media/news/fusina_rossi/index.aspx

6. Perception de l'entrepreneuriat vert par les acteurs italiens

The findings of this chapter come from focus group discussions held in Rovereto, Milan, Rome and Catania, and interviews with a range of stakeholders including green entrepreneurs, managers from the financial and public sectors, consultants, activists and social and green sustainability practitioners. Ce chapitre résume les conclusions des groupes de discussion de Rovereto, Milan, Rome et Catane, ainsi que les interviews d'un grand éventail d'acteurs et d'intervenants, comprenant des entrepreneurs verts, des cadres du secteur public et des finances, des consultants, des militants et des professionnels du secteur de la durabilité sociale et écologique. (see Appendix-2 for full report)(Voir le rapport complet en annexe 2)

6.1 L'entrepreneuriat vert en tant que concept

Tous les participants se sont accordés pour définir un ample modèle « éthique-écologique-bio-durable » de « vert » (Alessandro Nasini), qui n'est pas restreint au seul secteur de l'environnement mais englobe aussi certains besoins sociaux émergents et principes éthiques¹¹⁸. Selon ce modèle, l'environnement est un tout, et pas simplement la Nature. La société et son fonctionnement, y compris la consommation, le mode de vie, la production économique... : tout ceci fait partie de l'environnement¹¹⁹. Par conséquent, l'environnement n'est pas un élément indépendant du système, mais plutôt le contexte dans lequel chacun des autres éléments est tenu de fonctionner.

Les participants des groupes de discussion ont fait part de leur doute quant au concept de force motrice de l'économie verte et de l'économie tout court. Ils se sont demandés pourquoi l'économie devrait forcément être à l'origine de la transition vers de nouveaux paradigmes écologiques, en argumentant qu'une approche axée sur l'économie peut causer des problèmes. Tandis que l'innovation (en tant que partie intégrante du concept d'entrepreneuriat) doit conserver son rôle d'outil conceptuel utile, il est capital d'ôter de l'importance au concept d'économie et de l'englober dans une approche holistique prenant en compte toutes les facettes du bien-être humain¹²⁰.

Les participants ont considéré la durabilité (tout du moins en théorie) comme attrayante, innovante, simple, commode et dotée d'effets multiplicateurs, parce qu'elle fonctionne mieux et parce qu'elle possède des avantages évidents, pratiques et immédiats¹²¹. La perspective verte a également été perçue comme un mécanisme parfait : un cycle vital de régénération capable de remplacer de façon indiscutable la chaîne de production linéaire traditionnelle et non durable (extraction des ressources naturelles et des matières premières > fabrication > distribution > consommation > rejet). Le modèle vert est par ailleurs axé sur un concept de valeur partagée qui va au-delà du concept de responsabilité sociale (CSR). Le label « vert » est étroitement lié à la durabilité et le label « durabilité » lui-même est lié à la transition vers un nouveau mode de vie, qui montre que le modèle consumériste actuel n'est pas nécessaire et empêche même en fin de compte les gens d'être heureux et de parvenir au bien-être¹²².

Malheureusement (hormis les experts et les professionnels), la société semble avoir du mal à saisir en quoi consiste exactement une entreprise verte. D'après les interviews réalisées, la perception commune de l'entrepreneuriat vert est généralement liée à celle d'une entreprise ou d'une chaîne de production qui est consciente de (et prête attention à) son impact sur l'environnement. Cependant, pour la plupart des PME (qui constituent la grande majorité des entreprises en Italie), le modèle « vert » est synonyme de contraintes juridiques, d'obligations, de démarches bureaucratiques et d'exigences rigoureuses à

118 Alessandro Nasini, groupe de discussion de Rome.

119 Vincenzo Scuto, groupe de discussion de Catane.

120 Alfonso Molina et Giorgio Antonazzo, groupe de discussion de Rome.

121 Emma Schembari et Alessandro Zappulla, groupe de discussion de Catane.

122 Sebastiano Spina, groupe de discussion de Catane.

respecter. En revanche, il peut aussi être vu comme l'occasion d'injecter des fonds publics dans l'entreprise, grâce aux subventions publiques garanties par la loi¹²³.

Même si les experts et les professionnels reconnaissent que la durabilité peut être atteinte et qu'elle est potentiellement avantageuse pour tous, le grand public et les décideurs ne le voient pas ainsi. Il existe un écart important entre le degré de sensibilisation et de compréhension des professionnels et le comportement ordinaire du commun des mortels¹²⁴. Même si les solutions écologiques sont désormais amplement acceptées par la communauté scientifique, la société n'est en général pas prête à accepter ce nouvel état d'esprit et à adopter les comportements requis par ce nouveau modèle. Les gens se refusent à changer, les politiques ne sont pas mises en œuvre, on évite de mettre en place de nouveaux procédés industriels et les modèles de consommation n'évoluent pas. Il existe une opposition culturelle généralisée au changement, grandement renforcée par des intérêts économiques et politiques inébranlables qui sont intimement liés au vieux modèle.

6.2. L'entrepreneuriat vert en tant que modèle

Les participants ont identifié l'entrepreneuriat vert comme une combinaison du recours à l'innovation pour cibler des marchés émergents et de l'adoption d'une perspective à long terme totalement nouvelle¹²⁵. Cependant, dans l'ensemble, ils ont jugé qu'il était encore trop tôt pour parler d'un secteur d'entrepreneuriat vert bien défini, et qu'un trop grand nombre d'acteurs prenaient simplement le train en marche sans pour autant disposer de qualifications ou de certifications précises. Ceci ajoute à la confusion des consommateurs, qui pensent souvent que les produits et services labélisés verts ne le sont pas vraiment¹²⁶. Une série de caractéristiques communes a toutefois été identifiée au fil des discussions. Pour être qualifiée de « verte », une entreprise doit être : a) respectueuse de l'environnement, b) basée et gérée au niveau local, c) éthique et orientée vers la réciprocité sociale¹²⁷.

Les participants ont distingué « l'attitude écolo » de la « mode écolo », en suggérant que, d'après les critères mentionnés ci-dessus, certaines entreprises du secteur vert ne sont en réalité pas écologiques, alors que d'autres dont l'activité principale relève pourtant des secteurs traditionnels ont un côté plus « vert ». En d'autres termes, c'est le rapport qu'elle entretient avec l'environnement, le milieu et les êtres humains qui définit une entreprise « verte ». Si l'on accepte ce modèle, il faut admettre qu'il n'existe aucune entreprise « 100% verte » dans le monde réel. L'entreprise purement écologique, éthique et gérée localement est plutôt un modèle à suivre pour les entreprises dites « vertes », ainsi que pour les autres types d'entreprises¹²⁸.

Plus qu'une simple opportunité, le modèle vert a également été considéré par plusieurs participants comme une technique de survie inévitable : « passer au vert » (vu comme une approche durable et renouvelable de la chaîne de production) n'est pas simplement une option mais bel est bien une nécessité dans le contexte de marasme économique actuel¹²⁹. Adopter le modèle « vert » est une obligation pour toutes les entreprises qui souhaitent se faire une place dans les marchés émergents, mais c'est aussi une nécessité pour les collectivités locales, ainsi que pour les nations et pour la planète dans son ensemble. Dans cette perspective, l'avenir est tout tracé (il n'y a pas d'alternative ; nous sommes tous obligés de devenir plus « verts » pour survivre) et il nous réserve en plus un large éventail d'opportunités. Au-delà du marketing écologique, il existe un besoin réel de changement, de plus en plus évident aux yeux de tous.

123 Fabiana Musicco, groupe de discussion de Rome et plusieurs participants à Rovereto.

124 Mario Trincali et Vincenzo Scuto, groupe de discussion de Catane.

125 Caterina Banella, groupe de discussion de Rome.

126 Participants des groupes de discussion de Milan et Rovereto.

127 Paolo Guarnaccia, groupe de discussion de Catane.

128 Emma Schembari, groupe de discussion de Catane et participants à Rovereto.

129 Veronica Caciagli et Simona Limentani, groupe de discussion de Rome.

Pour beaucoup de participants, le fait de relever les défis auxquels sont confrontées les entreprises italiennes et de construire un avenir plus cohérent pour l'économie du pays constitue à lui seul une manière de renforcer le secteur des entreprises « vertes », étant donné que seules les entreprises qui acceptent pleinement les enjeux de la durabilité seront capables de survivre. La situation est telle qu'elles ne peuvent pas se permettre de ne pas devenir plus écologiques. Il ne s'agit pas simplement d'une mode ni d'un coup marketing : c'est l'avenir de la planète qui est en jeu.

6.3 L'entrepreneuriat vert en tant que phénomène

Pour les participants, « l'entrepreneuriat vert » est à la fois une étiquette commode et le reflet d'une mutation culturelle¹³⁰. Il existe une nette impression dans certains secteurs économiques qu'un courant pouvant être défini comme « entrepreneuriat vert » est actuellement en train de faire son apparition. Il convient de faire la distinction entre les agents économiques qui fournissent des services « verts » au public (par exemple, dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, de la gestion des déchets, du contrôle de la pollution, des technologies d'adaptation aux changements climatiques, etc.) et qui se forgent une réputation « verte » d'eux-mêmes, et les agents économiques qui se lancent sur le marché avec des produits plus écologiques que leurs concurrents. Reste à savoir si ces dernières (au nombre desquelles figurent des sociétés qui « verdissent » leurs activités en réduisant leurs déchets, en diminuant leurs émissions, en utilisant moins d'énergie, etc.) doivent être ou non considérées comme « vertes »¹³¹.

L'impression générale est que le gros du secteur vert est encore faible et globalement incohérent. Il semblerait qu'il existe deux niveaux distincts au sein du secteur vert, avec quelques élus, pionniers de l'excellence qui montrent brillamment la voie à suivre et, derrière eux, des entreprises qui suivent la tendance pour répondre à la demande croissante du marché, mais qui ne sont pas nécessairement dirigées par des entrepreneurs verts purs et durs. Preuve en est la popularisation du label « bio » et la désinformation généralisée d'un très grand nombre de consommateurs potentiels. Tandis que la demande de produits et services « verts » reflète un intérêt initial et une curiosité certaine pour le secteur, le cadre juridique et la culture d'entreprise en général demeurent insatisfaisants¹³². En conséquence, on est loin d'atteindre la masse critique nécessaire pour passer véritablement au « vert ».

Par ailleurs, les participants ont souligné que l'opinion publique et donc le discours politique tournent légèrement au vert, mais reste à savoir s'il s'agit d'un maquillage superficiel et cosmétique (*green washing* ou « éco-blanchiment ») ou d'un réel effort d'adopter un modèle d'entreprise et de marché plus durable. Quoi qu'il en soit, l'opinion publique et officielle quant à la perspective du modèle « vert » devrait être bien plus optimiste et prometteuse. Ceci revêt une importance particulière en Italie car cette opinion négative reflète un manque de confiance qu'il faut affronter et pallier¹³³. Le processus de certification de la production biologique, par exemple, n'est pas considéré comme fiable et, en règle générale, la confiance des consommateurs italiens envers la traçabilité des produits écologiques est plutôt faible. Pour convaincre les Italiens de passer d'une consommation ordinaire à une consommation « verte », il est indispensable d'établir une confiance solide entre les différents acteurs du marché, mais le comportement traditionnel italien est marqué par l'individualisme et la méfiance envers le système public en général.

En outre, les participants ont souligné que le principal facteur de hausse de la demande de produits écologiques est encore la peur, plutôt que des principes positifs¹³⁴. Les gens ont peur de la pollution, des aliments contaminés et de la dégradation irréversible de l'habitat ; c'est pour cela qu'ils consomment

130 Participants du groupe de discussion de Milan

131 La plupart des participants à Milan et Catane étaient de cet avis.

132 Giorgio Antonazzo et Caterina Banella, groupe de discussion de Rome et quelques participants de Rovereto.

133 Andrea Pugliese et Simona Limentani, groupe de discussion de Rome.

134 Alfonso Molina, groupe de discussion de Rome.

d'avantage écologique. Cette peur est exploitée, commercialisée et gérée. L'écart entre la performance perçue et la performance réelle de plusieurs secteurs verts a également été abordé. On pense généralement que les secteurs de l'agriculture biologique et des énergies renouvelables fonctionnent bien, mais les participants ont remarqué que ce dernier représente une lourde charge qui n'est pas viable au sein du système italien, tandis que le premier est un marché faussé, qui n'est pas soutenu par une demande éclairée et critique ni par un ensemble de règles justes, réalistes et transparentes¹³⁵.

6.4 Goulets d'étranglement et contraintes

Les participants ont souligné que le fossé entre la situation actuelle et l'objectif à atteindre est tellement profond (pour mettre en place une économie verte) qu'il semble impossible à combler. L'essor du secteur vert est freiné pas une trop grande fragmentation et par l'absence d'un cadre juridique et politique favorable. Le marché lui-même semble faible et on constate un manque de demande décidée de produits écologiques de la part du grand public, particulièrement dans le centre et le sud. En raison d'un encadrement stratégique déficient, il est difficile de changer les mauvaises pratiques fortement ancrées (dans la chaîne de production et de distribution, par exemple), alors que l'État n'offre que peu de motivation en ce sens.

Le manque de soutien de la part du système public (notamment, en particulier dans le sud, le non-respect de la loi sur les marchés publics écologiques, qui stipule que 40 % des dépenses publiques doivent être « vertes ») a été perçu par les participants comme un facteur particulièrement négatif. La plupart se sont accordés pour dire que la non-application de la loi est l'un des principaux obstacles au développement du secteur¹³⁶. Tous les participants ont affirmé qu'un changement politique en profondeur était indispensable pour permettre une approche du haut vers le bas, étant donné que pour le moment le secteur public ne peut ni ne veut mener à bien cette mission à long terme. Si un tel changement se produisait, toutes les initiatives d'origine publique en ce sens pourraient avoir un impact considérable sur le développement du secteur. Un groupe a remarqué que la mise en place d'un nouveau statut juridique pour les entreprises « vertes » (sociales) contribuerait à assurer la transition vers un avenir plus écologique, en ce qu'il garantirait un soutien plus solide (à travers de nouveaux mécanismes de financement par exemple) à tous ceux qui agissent de façon plus « verte ».

Outre les contraintes extérieures, la viabilité même du modèle vert a été remise en question. Les participants étaient partagés entre ceux qui pensent que la durabilité est financièrement viable et ceux qui estiment que ce n'est pas le cas. Aux yeux des premiers, le lien entre le changement à petite échelle au sein du modèle de consommation individuel et les procédés de production industrielle plus complexes signifie que la durabilité peut s'avérer bénéfique non seulement du point de vue social et environnemental mais aussi rentable financièrement. Même la décontamination des zones polluées, habituellement considérée comme un problème complexe, coûteux et inextricable, peut être vue comme une source potentielle d'emplois, d'investissements et de développement économique au niveau local¹³⁷. En revanche, l'autre partie des participants a souligné que pour la plupart des entreprises italiennes (c.-à-d. essentiellement des microsociétés et de petites entreprises), la durabilité n'est pas rentable financièrement et par conséquent pas viable. Sans subventions ni soutien, la conversion aux pratiques écologiques n'est pas payante en termes de rentabilité et de rapport coût/efficacité, en particulier si on l'envisage selon une perspective à court terme, qui est la seule perspective envisageable de nos jours pour la plupart des PME¹³⁸. Néanmoins, un facteur atténuant est que de

135 Alessandro Nasini, groupe de discussion de Rome.

136 De l'avis général des participants des groupes de discussion de Catane et Rovereto.

137 Fernanda Pellegrino et Emma Schembari, groupe de discussion de Catane.

138 Beatrice Marisei, Giorgio Antonazzo, Alessandro Nasini, groupe de discussion de Rome.

nombreuses sociétés italiennes appartiennent encore à des clans familiaux, ce qui pousse à penser qu'elles sont plus à même de se soucier de l'avenir que le marché anonyme¹³⁹.

6.5 Un processus partant de la base

Quelques participants ont observé que la plupart des entreprises adoptant une démarche écologique s'adaptent ce faisant à un changement culturel ascendant qui est en train de placer les comportements durables au cœur des actions de tous les jours. Pour suivre cette tendance, elles proposent des produits et des services plus écologiques au public. Ainsi, elles élargissent davantage le marché et créent un cercle vertueux entre le changement culturel et les mécanismes économiques. Ce changement culturel indéniable, qui se traduit par une sensibilité croissante envers les comportements écologiques, a déclenché une multitude d'initiatives partant de la base (pour ne citer qu'un exemple : les GAS, groupes d'achat solidaire) qui contribuent à remodeler le panorama économique, malgré leur fragmentation et leur manque de coordination¹⁴⁰. En général, ces bonnes pratiques sont encore des cas isolés (en particulier dans le sud) disséminés dans plusieurs domaines et secteurs, incapables d'entraîner un changement structurel notable. Quoi qu'il en soit, au-delà des obstacles juridiques, macro-économiques et structurels, la plupart des analystes ont souligné l'aspect positif de tels micro-développements.

Des milliers de personnes anonymes contribuent en fait à construire une Italie plus durable. D'après les participants, cet élan provient des « arrières-cours » du pays et trouve sa source dans un sentiment partagé de responsabilité. Des milliers d'individus utilisent leurs déchets pour faire du compost, installent des panneaux solaires, isolent leur logement. Ils représentent une petite armée d'entrepreneurs verts autonomes. Mobiliser cette collectivité encore limitée mais en plein essor : voilà une solution et une issue possibles. Une nouvelle culture écologique s'impose progressivement grâce à une démarche partant de la base, en dépit de la non-application des lois, de la mauvaise gestion des fonds publics et de la persistance du comportement spéculateur de nombreux agents financiers. Les participants ont insisté sur le fait qu'on ne peut pas raisonnablement attendre des sphères politiques et financières qu'elles déclenchent la transition vers une véritable économie verte. Le changement se produira lorsque ces gens ordinaires qui agissent différemment seront suffisamment nombreux pour devenir une masse critique et provoqueront un bouleversement culturel à travers la manière dont ils produisent, consomment, se déplacent et éliminent leurs déchets. La devise « laissez à vos enfants le monde mieux que vous l'ont laissé vos parents » illustre la pensée d'une nouvelle génération d'entrepreneurs et de gens ordinaires qui possèdent un sens aigu de la responsabilité à l'égard de la planète et de leurs congénères.

Les participants ont affirmé que le seul moyen de donner naissance à une nouvelle forme d'économie centrée sur les êtres humains est de tisser des liens plus étroits entre le marché et la société civile. Cette nouvelle forme d'économie ne considérerait pas l'environnement comme une simple source (d'énergie, d'aliments, de minerais, etc.) mais bel et bien comme l'écosystème dans lequel nous vivons et duquel nous dépendons pour survivre¹⁴¹. Plusieurs participants ont cependant admis qu'une fois que cette tendance ascendante aura pris son essor, elle devra être soutenue par une stratégie descendante qui établisse des conditions propices à un changement plus rapide et adéquat. Une telle stratégie descendante peut être synonyme, entre autres, de davantage d'investissements en R&D écologique, de plus grandes récompenses financières pour l'excellence dans ce domaine, de sanctions plus structurées (au moyen d'impôts, par exemple) pour dissuader les mauvaises pratiques et d'une approche donnant la priorité à l'environnement dans toutes les interventions et les stratégies du secteur public.

139 Opinion exprimée en particulier dans le groupe de discussion de Milan.

140 Généralement parmi les participants du groupe de discussion de Milan, Rovereto et Catane.

141 Groupe de discussion de Milan.

6.6 Perspectives écologiques

Globalement, les participants ont considéré la crise économique mondiale comme une opportunité unique, bien que pénible, de changer la manière dont l'économie fonctionne¹⁴². Les gens sont aujourd'hui contraints de remettre en question l'utilité d'un modèle qui leur est si préjudiciable, et de penser sérieusement au rapport entre leur mode de vie actuel et leurs perspectives de réalisation personnelle et de durabilité à long terme. Cet examen de conscience en temps de crise signifie que les individus sont plus à même de questionner certaines choses et plus ouverts à l'idée d'explorer de nouveaux paradigmes.

Lorsque les participants envisagent l'avenir¹⁴³, ils prédisent un effondrement du système (ou tout du moins une série de bouleversements sur le plan économique et environnemental) qui rendront les « bonnes vieilles habitudes » commerciales caduques. Tous les groupes ont exprimé leur conviction que seules les entreprises qui placent la durabilité au cœur de leur stratégie parviendront à survivre. Les autres seront éconduites du marché. Mais au vu du manque de vision stratégique, de la lourdeur de la bureaucratie et du retard relatif de la plupart des agents économiques (hormis quelques exemples de bonnes pratiques), ils ne sont pas nombreux à prédire un rôle prépondérant de l'Italie sur la scène internationale à l'avenir. Les participants ont signalé qu'il fallait sans attendre améliorer la façon dont les informations sont recueillies et diffusées, en particulier au vu de la grande capacité des médias et des technologies de l'information à modifier les normes culturelles et à créer des cercles vertueux (mais aussi vicieux) en matière de comportement¹⁴⁴. Il est particulièrement important de favoriser l'interconnexion efficace des milliers d'initiatives qui voient le jour sur le terrain. Par ailleurs, les participants ont souligné qu'une meilleure formation à tous les niveaux (écoles, entreprises, grand public) est capitale pour établir des pratiques plus durables et pour soutenir la mise en œuvre de politiques économiques plus solides.

Dans cette optique, un participant a remarqué que l'avenir de l'entrepreneuriat vert en Italie, c'est l'avenir même de l'Italie¹⁴⁵. Le panorama actuel n'est pas réjouissant. Il est caractérisé par une clairvoyance et un encadrement déficients de l'État, une bureaucratie omniprésente et des incertitudes juridiques qui touchent en particulier les PME, un excès d'impôts et trop peu de soutien adéquat. Face à ces contraintes, beaucoup d'entrepreneurs qui pourraient tenir tête à la crise en innovant et en adoptant les principes de la durabilité préfèrent délocaliser leur production dans des endroits moins chers de la planète. C'est une défaite aussi bien pour l'Italie (perte d'emplois, dégénérescence urbaine, dissociation de l'économie et de la société) que pour l'environnement (dans beaucoup de nouveaux pays industrialisés, les normes sont moins strictes en matière de durabilité et les contrôles juridiques moins exigeants, ce qui se traduit souvent par des normes environnementales plus laxistes, davantage d'émissions de carbone, etc.).

La promotion de la culture écologique ne devrait pas être considérée comme une chose complexe ni artificielle. Au contraire, elle devrait être simple, naturelle et à la portée de tout un chacun. Il faut dorénavant la faire sortir du domaine de l'abstrait et la mettre en pratique dans la vie de tous les jours¹⁴⁶. Des régions pionnières au nord (Trentin), aux régions du sud aux prises avec bien des difficultés mais prometteuses (Sicile), en passant par les célèbres régions médiévales du centre (Toscane), l'Italie n'a pas encore perdu le lien avec son passé rural et local. Dans ce monde de plus en plus mondialisé, pour répondre aux enjeux de la durabilité, les participants ont remarqué qu'on pouvait avoir recours à la mémoire du passé, qui offre des modèles simples et accessibles, dans lesquels beaucoup d'Italiens se retrouvent plus facilement que dans un avenir lointain et incertain.

142 Fernanda Pellegrino, groupe de discussion de Catania.

143 En particulier à Milan, pendant la session World Café qui a suivi le groupe de discussion.

144 Alessandro Zappulla, groupe de discussion de Catane, et en général groupe de discussion de Milan.

145 Giovanni Petrini, groupe de discussion de Milan.

146 Paolo Guarnaccia et Sandro Polci, groupe de discussion de Catane et Rome.

CONCLUSIONS

Ces conclusions sont divisées en deux parties. Dans la première partie, nous présentons une synthèse des principaux résultats de l'étude au moyen d'une analyse SWOT. Dans la seconde, nous formulons quelques recommandations et évolutions possibles qui nous l'espérons se matérialiseront à l'avenir.

Analyse SWOT

Toutes les informations recueillies dans cette étude peuvent être présentées sous la forme d'une analyse SWOT, qui nous aide à identifier les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces du secteur de l'entrepreneuriat vert (EV) en Italie. Les points clés sont exposés dans le tableau ci-dessous :

Forces	Faiblesses
<p>6. L'empreinte écologique de l'Italie est actuellement de 5.0, tandis que la moyenne pour les pays à revenu élevé est de 6.1</p> <p>7. Les acteurs italiens possèdent généralement une approche holistique de l'EV, englobant l'environnement, la valeur partagée et l'innovation sociale</p> <p>8. Le secteur de l'EV est l'un des seuls à afficher une tendance positive en Italie sur le plan de l'investissement, du marché, de l'emploi, des bénéfices et de la création de richesse</p> <p>9. L'Italie est l'un des principaux producteurs mondiaux dans plusieurs branches de l'EV (par ex. : produits biologiques, énergie)</p> <p>10. L'Italie est à l'origine d'innovations de pointe dans des branches spécifiques de l'EV (par ex. : textile, céramique)</p>	<p>1. La politique environnementale de l'Italie manque de fermeté et de vision stratégique</p> <p>2. Le système de réglementation n'est pas suffisamment harmonisé</p> <p>3. Les lois en matière d'environnement ne sont pas toujours respectées et l'investissement en R&D est encore faible</p> <p>4. L'EV est particulièrement fragmenté. Ses différents acteurs ne sont pas en mesure de s'unir pour construire à terme un système global</p> <p>5. Les secteurs verts qui nécessitent le plus de capacités de gouvernance et de synergies entre le secteur public, le secteur privé et les collectivités locales sont particulièrement faibles (surtout la gestion des déchets, le transport et la mobilité)</p>
Opportunités	Menaces
<p>1. La crise mondiale et nationale pourrait bien déclencher et accélérer la révolution verte</p> <p>2. L'Italie affiche un potentiel certain pour le développement de l'EV (latitude et composition géographique, sources d'énergie renouvelables en abondance, culture et mode de vie...)</p> <p>3. Les sociétés italiennes et les PME font en général preuve d'une grande capacité d'adaptation et de résistance</p> <p>4. L'Italie recense une multitude de « héros de l'écologie » à petite échelle : des individus qui sont à la fois des consommateurs écologiques et des micro-entrepreneurs verts</p>	<p>1. La non harmonisation et l'application déficiente des lois, associées à une lourde bureaucratie, risquent d'entraver sérieusement la croissance de l'EV</p> <p>2. La fragmentation et le manque de lien entre les initiatives et les micro-secteurs existants risquent d'empêcher la création d'une masse critique de producteurs et de consommateurs capables de « faire passer au vert » l'ensemble du système italien</p> <p>3. La plupart des Italiens sont encore prisonniers d'habitudes non écologiques, en particulier dans certains domaines (la mobilité, le respect de la nature, le sens de la responsabilité civile)</p>

Remarques conclusives

Alors que nous élaborons les conclusions du présent rapport, nous ressentons le besoin d'un nouveau départ. Tout commence par l'environnement et tout revient – tôt ou tard – à l'environnement. Le présent rapport a adopté une position fondée sur les opinions exprimées par les entrepreneurs, les décideurs, les experts et les professionnels italiens que nous avons interrogés, lus ou écoutés dans le contexte de cette recherche. Cette position souligne le fait que l'entrepreneuriat vert n'est pas un secteur économique cloisonné, mais plutôt une manière transversale de voir le monde des affaires, englobant tous les milieux, des environnements les plus naturels à ceux les plus touchés par l'action de l'homme.

Pour cette raison, les frontières de l'entrepreneuriat vert se confondent avec celles de la durabilité, dans toutes ses facettes économiques, environnementales et sociales. Pour de nombreux professionnels et analystes, mesurer ces aspects à leur juste valeur est le meilleur moyen de définir et de comprendre le concept d'entrepreneuriat vert.

Cela se traduit avant tout par un profond respect du milieu naturel. En deuxième lieu, cela se traduit par une préférence pour la proximité, les ressources, les connaissances et les opportunités que chaque région et territoire italiens sont capables de procurer. Troisièmement, cela se traduit par un type de production – de biens et de services – qui répond aux règles de la réciprocité, crée des valeurs partagées et s'efforce d'avoir un effet positif sur les individus, à commencer par les plus vulnérables. « Environnementale », « sociale » et « innovante » : voici trois adjectifs clés employés dans l'écosystème des entreprises vertes.

Mais il serait erroné de penser qu'une telle approche holistique du domaine de l'entrepreneuriat vert est celle adoptée par la plupart des consommateurs, entrepreneurs, décideurs et médias italiens. Au contraire, il existe encore un véritable fossé entre les notions recherchées et avant-gardistes du modèle « vert » et les pratiques quotidiennes telles que relevées dans les données et statistiques disponibles. Le « vert » reflète donc toutes sortes de réalités fragmentées : contraintes juridiques, opportunités financières, engouements soudains, fluctuations de la demande, stratégies marketing. Le tableau devient plus flou, en amplifiant les enjeux d'un univers dans lequel l'Italie vient de faire son entrée.

Beaucoup de gens considèrent la crise que nous traversons comme une opportunité. Les aléas de l'économie mondiale invitent à un changement radical. À maintes reprises pendant la recherche, les experts ont insisté sur le fait que l'adhésion au modèle écologique n'était plus simplement une option, mais bel est bien une nécessité absolue. C'est une nécessité pour les individus qui veulent vivre et mener une vie saine et active, pour les entreprises qui veulent rester sur le marché et pour les États qui sont censés veiller sur la planète qu'on leur a confiée. Dans cette optique, la crise rend ce basculement systémique moins contraignant pour nous tous. Comme le souligne le rapport récemment publié par le PNUE, intitulé « Vers une économie verte pour un développement durable et une éradication de la pauvreté », investir dans l'économie verte constitue une stratégie viable et durable pour relever les défis auxquels l'Italie est confrontée de nos jours¹⁴⁷.

Cependant, jusqu'à présent, le moteur économique de l'Italie n'est pas vert. Pas encore, tout du moins. À ce stade, ce qui fait défaut au pays, c'est une stratégie politique à long terme qui montre la voie à suivre aux citoyens. L'Italie manque aussi de politiques capables de transformer les tendances en processus. Le cadre juridique est trop fragmenté, contradictoire et redondant, la bureaucratie est trop décourageante et la pression fiscale trop forte pour récompenser les bonnes pratiques et sanctionner les mauvaises.

Ce qui est nouveau, c'est que le modèle durable et vert fait son chemin et se développe dans les moindres recoins du pays. Dans certains cas, comme ceux de l'agriculture biologique et des énergies renouvelables, il le fait de façon exceptionnelle. Ces deux secteurs ont en effet connu un essor sans précédent ces dernières années, qui a donné lieu à la création de postes de travail et a attiré des investissements à l'échelle

147 <http://www.unep.org/greeneconomy/GreenEconomyReport/tabid/29846/Default.aspx>

nationale et internationale. Les entreprises vertes qui ont ainsi vu le jour semblent déjà avoir un parcours plus sain et productif que leurs homologues traditionnels, en découvrant de nouveaux marchés et en développant de nouveaux créneaux. Elles ne parviennent pas toutefois à harmoniser leurs actions et il faut souligner qu'elles existent *en dépit* du système dans lequel elles évoluent.

En fait, l'ensemble du secteur vert est extrêmement fragmenté en Italie, y compris ses lois, ses branches, ses sociétés, ses groupes d'achat solidaire, ses systèmes de certification et ses canaux de distribution. Même si le présent rapport a pour vocation d'offrir une vue d'ensemble complète du secteur, il est impossible de dresser un tableau vraiment cohérent de la situation. Cela est – vraisemblablement – dû au fait que le secteur de l'entrepreneuriat vert en Italie est depuis ses débuts une véritable mosaïque faite de petits éléments difficiles à situer pour la plupart. Même les cadres d'analyse classiques, reposant sur les clivages géographiques qui ont défini le pays pendant des décennies, ont montré leurs limites : le sud, qui est traditionnellement la région la plus arriérée sur le plan économique, apparaît soudain comme un leader de l'agriculture biologique et des énergies renouvelables. En fait, une analyse poussée du secteur de l'entrepreneuriat vert parvient tout de même à diviser le pays en trois catégories, bien loin des délimitations géographiques habituelles qui sont de rigueur dans la plupart des études économiques sur l'Italie :

- **Les Précurseurs**, une catégorie composée de sociétés en mesure de conquérir les marchés mondiaux, dotées d'un niveau de recherche-développement et d'innovation élevé, et capables de porter haut la bannière du « Made in Italy » écologique au-delà des frontières actuelles ;
- **Les Suiveurs**, une catégorie qui comprend un grand nombre d'entreprises qui résistent à une métamorphose radicale du panorama en adoptant une approche plus écologique et, dans une moindre mesure, des entreprises qui se lancent sur la voie du vert pour des raisons plus opportunistes, ou simplement parce qu'elles sont sensibles à la manière dont se comportent les marchés ;
- **Les Pionniers de l'autonomie**, une troisième et dernière catégorie, comprenant des micro-entrepreneurs héroïques, autodidactes, visionnaires et passionnés. Ces derniers luttent au jour le jour contre un système qui ne leur est pas favorable. Leur vie entière tourne autour du concept de durabilité. Ils créent leurs microsociétés écologiques et avant-gardistes littéralement dans leur arrière-cour.

Même si ces trois catégories ne se chevauchent pas vraiment, elles offrent un cadre explicatif du développement de l'entrepreneuriat vert en Italie. Ce triptyque trouve son origine dans l'idée que l'Italie demeure, même après plusieurs décennies d'industrialisation et de développement économique, un pays fortement attaché à ses identités et connaissances locales. De la région alpine du Trentin-Haut-Adige, fer de lance européen de la protection de l'environnement, à l'île méditerranéenne de Sicile déchirée entre sa beauté naturelle et son retard social, en passant par la région centrale de Toscane, qui cherche à trouver l'équilibre entre son héritage médiéval and ses politiques de conservation de l'environnement, l'entrepreneuriat vert fait son apparition, s'enracine et s'épanouit partout, pour transformer le territoire tout en s'y adaptant. L'innovation côtoie la tradition, laissant entrevoir un avenir dans lequel l'Italie sera plus verte qu'aujourd'hui.

Il est difficile de prévoir à quel moment la révolution de l'entrepreneuriat vert en Italie atteindra sa masse critique, et quand la grande majorité des consommateurs exigera une meilleure qualité et un impact social et environnemental moindre. Il est tout aussi difficile de prévoir à quel moment les sociétés qui cherchent à atteindre des objectifs véritablement écologiques et adoptent des pratiques de production et de distribution durables finiront par prédominer. Bien que le présent rapport laisse présager une telle évolution à l'avenir, il est impossible d'effectuer des prévisions fiables tant que le cadre politique et législatif italien n'est pas réellement apte ni enclin à soutenir l'entrepreneuriat vert dans le pays.

Recommandations

Quelques recommandations se dégagent des principales conclusions du présent rapport. Ce ne sont que quelques orientations générales, destinées à plusieurs catégories d'acteurs, en fonction de leurs intérêts et de leurs capacités. Des citoyens, consommateurs et électeurs ordinaires aux entrepreneurs, en passant par les responsables politiques, tout le monde est appelé à participer à ce processus crucial de grande envergure.

1. En Italie, il est essentiel d'investir dans un ample programme d'éducation afin de promouvoir l'adoption d'une approche holistique de la durabilité sur le plan environnemental et social. Les Italiens, en particulier dans le sud, ne sont pas encore suffisamment sensibilisés aux problèmes cruciaux et complexes que sont la gestion des déchets ou le transport et la mobilité.
2. Il convient d'établir des réseaux pour faciliter les échanges horizontaux entre les professionnels sur les bonnes pratiques mises en place dans les différentes régions.
3. Il est également nécessaire de promouvoir un système d'information positif en vue de mettre en valeur les cercles vertueux existant dans plusieurs régions italiennes.
4. Un effort particulier doit être consenti à l'application de la loi en matière d'environnement et à l'applicabilité pratique des normes et des règlements.
5. Il faut renforcer les incitations pour récompenser la bonne conduite des consommateurs, des producteurs ou des intermédiaires, tout en prenant des mesures pour décourager les habitudes non durables.
6. Il faut mettre en œuvre des mesures spécifiques pour renforcer les liens entre la tradition et l'innovation, afin de s'inspirer des expériences éprouvées pour relever les nouveaux défis sociaux et environnementaux.
7. Le processus ascendant lié à l'entrepreneuriat vert doit être soutenu par des mesures spécifiques, afin de repérer des modèles d'entreprise et de construire progressivement un nouveau système entrepreneurial axé sur la pratique.
8. La tradition italienne des districts de production intégrés au niveau local doit être remise en valeur et incorporée dans le nouveau modèle vert. Il s'agit d'une expérience éprouvée, capable d'intégrer les ressources du secteur public et du secteur privé ainsi que les besoins et le potentiel des collectivités locales.

À propos des auteurs

Cette étude a été réalisée par une équipe de consultants, membres actifs de The HUB Sicile en partenariat avec HUB Milan, Rovereto et Rome. Les principaux membres de l'équipe sont **Alberto Masetti Zannini**, entrepreneur social, développeur de réseau, **Maria Olivella Rizza** PhD, maître de conférence et chercheuse en économie à la faculté des sciences politiques de l'Université de Catane, **Stena Paternò del Toscano**, consultante expérimentée en politiques et projets d'innovation sociale et **Rosario Sapienza**, socio-anthropologue dotée d'une vaste expérience dans le domaine de la recherche sociale.



The Hub Sicilia aps

Via Menza 19/I

95126 - Catania

hubsicilia@gmail.com

<http://thehubsicilia.net/>

Annexe-1

ÉTUDES DE CAS

Nom:	1. Habitech
Ville, pays:	Rovereto, Italie
Nom de l'entrepreneur /fondateur:	Habitech est un consortium de 171 partenaires qui représente plus de 300 entreprises dans la région (8.000 employés, chiffre d'affaires de 1 milliard d'euros), aux côtés de 15 organisations de recherche et organismes du secteur public. Le consortium était une idée de Gianluca Salvatori, qui en 2006 était le Ministre régional de la recherche et de l'innovation. Sergio Bortolotti est le Président, Gianni Lazzari est le PDG, Thomas Miorin est le Directeur général.
Description:	Habitech est: un réseau de 300 compagnies qui se concentrent sur l'exploitation de la durabilité pour développer des activités, des opportunités et des améliorations dans la communauté; Une plate-forme d'excellence nationale pour la construction écologique, l'énergie et la mobilité durable; le District technologique pour l'énergie et l'environnement reconnu par le Ministère italien de l'université et de la recherche; et un catalyseur pour le développement d'activités écologiques. Habitech a participé dans la création du Conseil du bâtiment durable en Italie, une association nationale de leaders dans la construction durable.
Investissement:	Malgré le rôle joué par le secteur public dans la création de Habitech, Habitech fut créé en tant que consortium privé. Pendant les 5 premières années, le secteur public finança le consortium avec 360 k€/an pour son rôle dans la gouvernance et dans la création d'une infrastructure du marché pour les compagnies régionales du secteur des technologies propres. Actuellement, le consortium s'autofinance par le biais des services offerts au marché avec un chiffre d'affaires annuel de 1,5 millions d'euros, et il demeure un point de référence régional.
Parties prenantes: (principaux acteurs)	Le réseau se compose de 300 entreprises qui travaillent dans la construction, mobilité et énergie durable avec des clients en Italie, Europe, au Nord de l'Afrique et au Moyen-Orient. Un autre acteur important est l'association nationale GBC Italia, avec presque 600 membres.
Création d'emploi:	Habitech a 25 employés. Le groupe a généré de l'emploi chez GBC Italia, avec 15 employés et chez Manifattura Domani, avec 5 employés. Il est difficile d'estimer la création d'emploi globale parce que Habitech intervient dans l'infrastructure du marché. On a calculé 300 nouveaux emplois et emplois "de substitution" rien que dans la Province autonome de Trento. Dans toute l'Italie, environ 150 professionnels sont des travailleurs reconnus chez LEED®, le système d'évaluation de la construction durable promu par Habitech. En 2011, la valeur estimée du marché de ces constructions sous la Certification LEED® en Italie était d'environ 2 milliards d'euros avec un impact d'emploi inestimable.
Historique: (petit résumé)	Habitech a vu le jour en 2006 dans le Trentino, la région des Alpes reconnue par son attention envers le développement durable. Au départ c'était un Groupe pour l'environnement et l'énergie créé par un consortium de 170 entrepreneurs représentant 300 entreprises qui voulaient rassembler les ressources et les capacités. Bientôt, Habitech commença à développer des projets, à offrir des services de soutien commercial, technique et d'innovation à ses entreprises et institutions, ainsi qu'à un réseau plus large de clients. Habitech a développé immédiatement son expertise et compétence pour organiser et travailler dans les réseaux d'entreprises, en stimulant la coopération entre les différentes activités et le développement de projets innovateurs. Le premier repère de Habitech dans le domaine de la construction durable fut la promotion du Conseil de construction verte de l'Italie. GBC Italia, créé au début de 2008 à Trentino, est l'association qui, de même que l'USGBC, est en train de transformer le marché de la construction à niveau national au moyen de l'introduction du standard LEED®. Plus de 550 compagnies, agences gouvernementales, centres de recherche et commerces de toute l'Italie se sont unis à cette association sans but lucratif qui se base sur la participation volontaire des membres. Jusqu'à la date, plus de 70 projets LEED® ont été enregistrés pour la certification de l'Italie, et Habitech a déjà commencé à offrir aux concepteurs et aux compagnies de nouveaux services qui respectent la certification LEED®, en maintenant 50% de ce marché.
Étude de faisabilité:	Une étude de faisabilité, commandée par la Province autonome du Trento, a été effectuée en 2005.
Éléments clé:	Construction durable; mobilité durable; énergie renouvelable; recherche et développement; secteur industriel; innovation durable; transformation du marché.
Objectif et motivation	Habitech est un de ces secteurs italiens très industrialisés qui sont devenus connus partout

générale:	<p>dans le monde de par leur capacité de dépasser la logique capitaliste de la concurrence et de renverser la logique du marché. Ce n'est pas seulement le point de référence pour tous ses membres quand on parle de recherche et développement, innovation et pratiques durables, mais c'est également le phare pour beaucoup d'autres industries en Italie et à l'étranger. La coopération, la recherche, la durabilité et l'innovation sont au cœur du système de valeurs de Habitech, sur lequel on a pu prouver la capacité pour générer des ressources et de la croissance aux membres et d'une façon générale à l'économie régionale.</p>
Points forts:	<p>Les points forts de Habitech sont: organisation sans but lucratif qui fournit des services en vue de changer le marché; approche systémique; personnel jeune et motivé; leadership reconnu du fait d'être le précurseur dans la construction verte en Italie. L'environnement local - un des plus écologiques de l'Italie - est utilisé comme un laboratoire d'innovation.</p>
Défis et contraintes:	<p>Organisation autoalimentée par les services d'innovation fournis au marché. Les services doivent toujours être renouvelés et l'identité du précurseur est toujours sous contrôle.</p>
Activités directes et impacts:	<p>Habitech participe essentiellement dans 3 domaines: Construction verte, Énergie et mobilité durable. Au sein de ces domaines, Habitech développe des projets, offre des services et soutient l'innovation et le développement technologique de ses entreprises et des clients externes.</p> <p>Le secteur de la Construction verte fut le premier marché cible visé par Habitech. Au moyen de la création du Conseil de construction verte, Habitech a soutenu LEED® pour qu'il devienne un système d'évaluation qui permette aux compagnies italiennes de faire concurrence dans un contexte global et d'avoir un système consolidé d'expertise qui leur permette d'offrir des services de soutien global. Actuellement, Habitech fournit des services à 50% du marché italien LEED®. Par ailleurs, Habitech a lancé ARCA, un nouveau standard de qualité pour les maisons en bois en vue de soutenir les groupes forestiers locaux: c'est un système de certification pour l'architecture, le confort et l'environnement conçu pour prouver la qualité des constructions en bois.</p> <p>Dans le secteur de l'énergie, Habitech concentre son attention sur l'efficacité énergétique et sur les sources renouvelables. En ce qui concerne l'efficacité énergétique, Habitech est en train de développer des ESCO (Sociétés de services énergétiques), qui fournissent un large éventail de solutions énergétiques qui comprennent la conception et la mise en œuvre de projets d'économie de l'énergie, conservation de l'énergie, infrastructure de l'énergie, production d'électricité et approvisionnement énergétique. Habitech travaille avec des ESCO en les aidant à effectuer des analyses dans les propriétés, à concevoir des solutions énergétiques efficaces, à installer les éléments nécessaires, et à maintenir le système final pour garantir une économie énergétique dans la période d'amortissement. Quant au secteur des sources renouvelables, Habitech a essayé de réduire la dépendance de la société des combustibles fossiles, en positionnant la petite région du Trentino dans une place compétitive, en équilibrant les approches nouvelles et innovatrices à la production énergétique et à la distribution. En tant que réseau, Habitech participe dans le marché énergétique dans plusieurs secteurs: photovoltaïque, hydroélectrique, biomasse, hydrogène et DHC (réseaux de chaleur et de froid).</p> <p>Enfin, dans le secteur de la Mobilité, Habitech utilise une technologie de premier plan et les meilleures pratiques du monde pour aborder la mobilité durable en vue de réaliser des interventions sur le système afin d'augmenter la durabilité économique, sociale et environnementale. Ces principaux projets sont:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le projet Green Valley (Vallée verte), dont l'objectif est de faire que la vallée Primiero qui se trouve dans les Dolomites soit une Zone libre de pétrole où la mobilité reposera sur des sources d'énergie renouvelable produites localement: biométhane, hydrogène et hydroélectrique. 2. MOTUS (Mobilité et Tourisme dans les Scénarios Urbains) est un projet de "Industria 2015" qui vise à construire une plate-forme de services d'info-mobilité qui soutiennent la durabilité et l'éco-mobilité. L'info mobilité fournit un système de transport alternatif et innovateur, capable d'offrir un service intégré aussi bien pour les touristes que pour les citoyens.
Utilisation de technologies innovatrices:	<p>Pas de technologie mais des méthodologies:</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Approche de développement local ● Approche de transformation du marché au moyen d'actions systémiques et des standards ● Le cadre de l'Étape naturelle ● Définition de la durabilité en termes opérationnels et quantifiables
Preuve de l'approche holistique/vision du monde:	<p>Même si dans le cadre de la communication externe Habitech parle de la durabilité et de l'écologie, sur le plan interne l'organisation travaille dans la perspective de créer le premier réseau européen de compagnie régénératives, capables non seulement de conserver et de maintenir le statu quo, mais aussi de l'améliorer.</p>
Avantages:	<p>Personnel, entreprise, local, régional et national.</p>

<p>Politiques, incitations et règlements nécessaires:</p>	<p>Du point de vue national, Habitech travaille dans la transformation du marché vers un modèle de durabilité qui soit économiquement viable, durable pour le marché en soi, et qui soit une guide pour l'innovation, d'où qu'il n'ait pas besoin de politiques, incitations ou régulations. En vue d'accélérer la transformation à niveau régional, la Province autonome de Trento a soutenu le secteur vert de la façon suivante:</p> <ul style="list-style-type: none"> ● marchés publics verts: toute nouvelle construction dans la Province aura une certification LEED® (plus de 300 millions d'euros) ● fonds pour la recherche et l'innovation dans la technologie verte: environ 50 millions d'euros (25 millions directement de Habitech) <p>En 2009, en vue de soutenir les objectifs de Habitech, la Province autonome de Trento a créé Progetto Manifattura: une plate-forme pour la technologie propre créée dans une ancienne usine qui avait fermé en 2008. Le projet a plusieurs objectifs:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Stimuler la croissance en fournissant une infrastructure et des services pour le démarrage de PME et pour les PME déjà existantes dans la construction verte et dans les technologies propres. b. Créer un entourage de travail stimulant dans lequel les petites entreprises et les professionnels trouvent des partenaires et des clients, et travaillent ensemble en vue de développer de nouveaux produits et des services. <p>Le projet fournira plus de 40.000 mètres carrés d'espace pour les bureaux et des modules de production légers. 3.000 mètres carrés sont déjà disponibles et 2.000 autres le seront dès 2012.</p>
<p>Leçons et recommandations:</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Éviter les "pactes opportunistes" qui transforment les consortiums et les groupes d'entreprises en coalitions qui partagent les possibilités des compagnies. ● Relever le défi de démarrer un processus constitutif visant à créer un nouveau territoire de production. ● Utiliser un cadre pour définir la durabilité à un niveau stratégique et à et opérationnel.
<p>Références :</p>	<p>www.habitech.it</p>

Nom:	2. La Fabbrica del Sole (FDS)
Ville, pays:	Arezzo, Italie
Nom de l'entrepreneur /fondateur:	FDS est une coopérative fondée en 1999 par 10 membres. Paolo Fulini est le PDG. FDS créa deux autres coopératives à but lucratif - Exergy et La FDS Srl - et a une participation chez Ransolar, une compagnie d'énergie renouvelable innovatrice qui intervient sur le plan international, et notamment en Egypte.
Description:	FDS intervient sur le plan des énergies renouvelables et sur la préservation de l'environnement, et notamment dans la production de panneaux photovoltaïques et d'installations de génération et traitement d'hydrogène. FDS dispose d'un département de recherche et développement bien développé (Hydrolab), lequel travaille étroitement avec un comité scientifique composé d'experts et de chercheurs des Universités de Sienne et Florence. FDS est connu mondialement du fait d'avoir créé le premier hydroduc dans un centre urbain et du fait d'avoir lancé en 2010 le processus d'enregistrement du brevet Off-Grid (hors réseau), avec le développement d'un système complet pour déconnecter des maisons du réseau principal et leur fournir un outil abordable qui puisse satisfaire en énergie, eau et assainissement.
Investissement:	Information non disponible.
Parties prenantes: (principaux acteurs)	La Municipalité d'Arezzo; l'Administration régional de la Toscane; l'Université de Florence; l'Université de Sienne; autres compagnies d'énergies renouvelables en Italie et à l'étranger; les citoyens d'Arezzo; les citoyens de la Toscane; les consommateurs en Italie et à l'étranger; le milieu de la recherche intéressé à la mise en œuvre expérimentale de systèmes d'hydrogène; l'environnement.
Création d'emploi:	5 membres de la coopérative, avec 15 autres employés dans la coopérative et dans d'autres compagnies faisant partie du réseau FDS (Exergy et La FDS Srl)
Historique: (petit résumé)	FDS fut fondé en tant que coopérative en 1999 par un groupe interdisciplinaire de jeunes chercheurs réunis par la Municipalité d'Arezzo pour créer la première chambre de biocompostage naturel (biocella) en Italie, capable de transformer les déchets organiques en compost naturel. Après avoir complété avec satisfaction le premier projet, l'équipe de FDS centra son attention sur le secteur de l'énergie, en rentrant dans le secteur du marché photovoltaïque en 2006 et en installant jusqu'à la date 2.5 MW de panneaux. Par ailleurs, FDA commença à mener une recherche sur l'autosuffisance énergétique, et plus particulièrement, dans les sources d'hydrogène, et créa Hydrolab cette même année, en 2006. Grâce à cette perspective, le 30 avril 2008 FDS inaugura le premier hydroduc du monde qui fournit de l'énergie à un centre urbain. En travaillant avec un groupe industriel traditionnel à Arezzo - le secteur de l'orfèvrerie - FDS développe un système innovateur de réfrigération solaire appelé Solar-cooling, lequel se base sur un processus qui produit de l'air froid (air conditionné) à partir d'une source renouvelable chaude (énergie solaire thermique). Ses panneaux furent utilisés dans la construction du plus grand système de refroidissement solaire en Europe: l'Hôtel de Ville et la Librairie de Côme, en Lombardie. Sa recherche sur l'autosuffisance énergétique donna ses fruits en 2010 avec l'enregistrement du brevet Hors réseau, pour construire des structures qui ne sont pas connectés aux réseaux principaux d'énergie, eau et assainissement. Les bâtiments sont dotés d'un système renouvelable intégré qui couvre tous les besoins énergétiques, aussi bien électriques que thermiques, et qui est muni d'un cycle fermé d'eau qui utilise une épuration sur place pour traiter les eaux résiduaires. Le système Off-Grid fut sélectionné pour l'Expo 2010 "Meilleure Ville, Meilleure Vie" et pour le Pavillon italien ('AILATI: Riflessi dal futuro') à la 12ème Exposition internationale d'architecture à Venise. En 2011, le système Off-Grid est devenu Off-Grid Box et FDS présenta son projet à l'Exposition <i>Stazione Futuro</i> tenue aux Officine Grandi Riparazioni à Turin.
Étude de faisabilité:	Le système Off-Grid est celui que FDS développe par dessus tout, en raison du manque de ressources et de l'enjeu environnemental qui l'enveloppe. Plusieurs compagnies multinationales ont abordé la coopérative pour s'intéresser à ce sujet. Une des raisons est l'impossibilité du réseau national à s'adapter à un modèle diffusé de génération d'énergie. Une autre raison est l'augmentation des personnes souhaitant devenir indépendantes des marchés énergétiques. FDS s'intéresse non seulement à la production d'énergie et à la consommation, mais aussi (et de plus en plus avec le Off-Grid Box) au stockage de l'énergie.
Éléments clé:	Production d'énergie renouvelable, stockage et consommation; production de panneaux photovoltaïques; recherche de systèmes d'hydrogène et production; recherche de systèmes Off-Grid et production; production de systèmes de réfrigération solaire.
Objectif et motivation générale:	FDS est une des PME vertes italiennes caractéristiques qui, enracinée dans un système de valeur très localisé, continue de fleurir sur le plan national et international grâce à la passion réelle montrée dans le travail, à un sens marqué d'engagement éthique et à une approche innovatrice et créative dans la façon de considérer l'entrepreneuriat. FDS n'est pas seulement une entreprise verte à succès: elle représente ce que l'Italie a de meilleur pour offrir en termes d'entrepreneuriat. FDS se base sur la recherche méthodologique, travaille étroitement

	liée aux experts universitaires et chercheurs, tout en étant visionnaire et audacieuse dans ses stratégies innovatrices. FDS travaille également en étroite relation avec les structures du gouvernement dans un effort combiné de fournir une valeur et des opportunités d'abord aux besoins locaux et aux communautés (comme pour le cas des orfèvreries d'Arezzo qui dispose désormais d'un hydroduc), mais elle est loin d'avoir une vision restreinte et d'ailleurs elle est déjà en train d'étudier comment attribuer un rôle plus important à ses produits dans les marchés mondiaux. En définitive: c'est un des exemples les plus vertueux d'entrepreneuriat (vert) sur lesquels l'Italie devrait miser si elle veut répondre aux défis auxquels elle doit faire face aujourd'hui.
Points forts:	Comme décrit précédemment: une relation étroite avec le contexte local; une approche basée sur la recherche qui ne reste pas coincée dans la théorie, mais qui s'intéresse aux activités orientées au marché; une équipe jeune, prête à assumer des risques et capable de réagir rapidement et de manière efficace aux opportunités qui se présentent; une approche en réseau proche de la génération 2.0; une stratégie de planification intégrée, où les solutions sont identifiées en créant des synergies trans-sectorielles; une politique publique favorable qui encourage le secteur de l'énergie renouvelable, et plus particulièrement le secteur photovoltaïque.
Défis et contraintes:	Le défi principal est de trouver de nouvelles solutions qui soient durables - par exemple, qui ne reposent plus sur le soutien public, mais uniquement sur les dynamiques du marché, particulièrement dans le secteur de l'énergie renouvelable.
Activités directes et impacts:	Les activités se concentrent surtout dans la planification, l'installation et la construction de systèmes qui produisent et stockent les énergies renouvelables. Le principal impact serait le développement de partenariats entre les différents secteurs, y compris des partenariats avec de grandes compagnies qui cherchent à unir ses forces avec FDS pour innover et distinguer ses travaux. L'Off-Grid Box a un impact particulier sur la "narrative" des partenaires et sur leur façon de comprendre leur rôle dans le remodelage de la réponse aux défis énergétiques qui nous entourent.
Utilisation de technologies innovatrices:	Recherche et innovation sont au cœur de FDS. Sans ces éléments, la coopérative n'existerait probablement pas. En seulement 10 ans d'activité, elle peut se vanter, malgré sa petite taille, d'avoir développé les technologies innovatrices suivantes: <ol style="list-style-type: none"> 1. La première bio-chambre de compostage (biocella) en Italie; 2. Le premier parc photovoltaïque intégré avec le paysage; 3. Le plus grand système de refroidissement solaire en Europe; 4. Le premier hydroduc énergétique urbain au monde; 5. Le brevet Off-Grid. Tous ces exploits ont pu être exécutés du fait d'avoir travaillé en étroite collaboration avec les chercheurs et des scientifiques de haut niveau dans le domaine de l'énergie, lesquels constituent le comité de FDS.
Preuve de l'approche holistique/vision du monde:	FDS travaille dans des domaines intégrés qui portent sur leur activité principale (énergie), qui vont de la mobilité alimentaire jusqu'au traitement des déchets. L'organisation est très horizontale et collaborative, elle repose sur le partage de la connaissance et sur l'expertise technique. Elle reconnaît qu'il y a beaucoup de bonnes idées, mais qu'à la fin de la journée ces idées doivent être achetées par des personnes (et par le marché) pour qu'elles soient durables. Les incitations du secteur public peuvent offrir un soutien réel aux nouvelles entreprises, mais elles ne sont pas toujours suffisantes. Ce qu'il faut c'est une plus grande sensibilisation publique des défis auxquels on fait face en tant que planète et en tant que système économique. La vision de FDS est un monde dans lequel les gens ont une connaissance profonde de comment leur choix économiques sont liés aux impacts environnementaux, et comment certaines compagnies devraient être récompensées non pas du fait qu'elles soient meilleures dans leur commercialisation, mais parce qu'elles sont vertueuses dans leurs actions et offres.
Avantages:	Information non disponible.
Politiques, incitations et règlements nécessaires:	Information non disponible.
Leçons et recommandations:	L'approche de FDS est "Si pas maintenant, alors quand?". C'est la principale leçon que FDS veut apprendre à ses partenaires et clients.
Références:	http://www.lafabbricadelsole.it/home.html http://www.offgridbox.it/ITA/HOME.html

Nom:	3. Valcucine
Ville, pays:	Pordenone, Italie
Nom de l'entrepreneur /fondateur:	Giovanni Dino Cappellotto, Gabriele Centazzo (PDG), Franco Corbetta, Silvio Verardo
Description:	Valcucine fut fondé en 1980 pour produire des cuisines durables haut de gamme, et depuis les années 1990 l'entreprise est devenue leader mondial du secteur, avec une augmentation des ventes annuelles et une reconnaissance croissante de la part de plusieurs organisations internationales. Au cœur de son approche il y a une recherche constante pour innover vers la durabilité - par exemple, en réduisant constamment la quantité de matériaux à utiliser dans les cuisines - et une attention minutieuse vers l'esthétique de la "conception technique". Outre son leadership dans le marché, Valcucine mérite d'être mentionnée ici pour son engagement envers les causes environnementales, y compris son soutien aux campagnes publiques visant à éduquer les gens vis-à-vis de comportements plus durables.
Investissement:	Information non disponible.
Parties prenantes: (principaux acteurs)	Tous les acteurs qui font partie du processus de fabrication et de la chaîne d'approvisionnement, depuis les acteurs chargés de la gestion et la conservation des forêts jusqu'aux fournisseurs tiers d'éléments spécifiques; utilisateurs finaux des cuisines Valcucine; le secteur manufacturier en son ensemble, puisqu'il est influencé et exposé par le leadership de Valcucine et son approche durable.
Création d'emploi:	175 employés en octobre 2011
Historique: (petit résumé)	1980 / constitution 1981 / GHIANDA: création du premier mobilier de cuisine avec porte à chant arrondi "soft line" 1983 / 5STAGIONI: création de la première porte modulable "juste à temps" 1984 / QUADRIFOGLIO 1988 / ARTEMATICA: création de la première porte au monde à avoir le cadre en aluminium non apparent de l'extérieur 1991 / SEMANTICA: nouvelle façon de composer la cuisine 1993 / FABULA: création de la première cuisine en bois coloré avec portes marquetées 1996 / RICICLA: création du premier panneau central de 2 mm d'épaisseur 1996 / sélection parmi le Design Index de ADI 1996 / LOGICA SYSTEM: révolution dans l'ergonomie de la cuisine 1997 / création du prix littéraire MAZZOTTI pour soutenir la culture environnementale 1998 / fondation de BIOFOREST, la première association environnementale pour entrepreneurs 2001 / premier fabricant de cuisines à recevoir la certification ISO 14001 2002 / AERIUS, création du premier cabinet en verre et aluminium 2006 / LACUCINA ALESSI: Valcucine et Alessi, deux des principales marques italiennes de design, unissent leurs forces 2006 / CONFINDUSTRIA prix à l'excellence 2007 / RICICLANTICA: création de la première armoire 100% aluminium 2007 / sélection parmi le Design Index de ADI 2008 / cuisine ARTEMATICA VITRUM exposée au musée MOMA à New York 2009 / INVITRUM: premier système des éléments bas 100% recyclable et réutilisable 2010 / VALCUCINE LIVING, tout change
Étude de faisabilité:	Information non fournie.
Éléments clé:	Fabrication durable; conception et design durable; recyclage et réutilisation; réduction des émissions de CO ₂ ; durabilité culturelle.
Objectif et motivation générale:	La compagnie s'est lancée dans la ligne de l'entrepreneuriat vert grâce à la vision et à la passion d'un de ses fondateurs, Gabriele Centazzo, qui est chimiste de formation et qui fournit une approche scientifique rigoureuse à la façon dont la compagnie aborde sa mission environnementale. La compagnie exprime ses compétences environnementales en investissant beaucoup de ressources dans la recherche et développement 1) pour réduire les besoins en matériaux des cuisines fabriquées; 2) pour garantir autant que possible que ses cuisines sont recyclables et réutilisables; 3) pour réduire les émissions de CO ₂ et d'autres gaz toxiques; 4) pour assurer la plus longue durée possible de ses produits. Dans la société de consommation actuelle, un des principaux problèmes des fabricants est leur incapacité de perdurer dans le temps, en partie parce que les fabricants veulent s'assurer que leurs produits seront achetés de manière continue (par exemple, dans l'industrie des TIC) ou parce que leur design ou esthétique ne sont plus à la mode. Valcucine investit beaucoup de temps et d'énergie à essayer de déchiffrer le principe sous-jacent du design à long terme du point de vue esthétique. Si les

	consommateurs achètent un bien que est apprécié au fil du temps, en soi cela a déjà un impact environnemental positif. C'est un domaine où Valcucine dirige en certain nombre de compagnies italiennes de design pour essayer de faire en sorte que cet élément esthétique soit reconnu dans les certifications de durabilité internationale.
Points forts:	Le point fort de Valcucine est sa vision avant-gardiste et l'enracinement de la culture de la compagnie. Les 4 piliers de son approche de durabilité ("dématérialisation"; recyclage/réutilisation; réduction des émissions de CO2 et durabilité esthétique) pousse la compagnie à innover de façon continue et créative. Par conséquent, Valcucine est considérée par les parties prenantes comme une entreprise leader du secteur.
Défis et contraintes:	Le défi identifié de l'entreprise est d'être à la hauteur de sa réputation et maintenir ses 4 piliers (mentionnés plus haut), et particulièrement le pilier qui fait que la compagnie ne génère pas d'impact en recyclant et en réutilisant tous les biens produits. L'idée de Gabriele Centazzo est similaire à une "entreprise arbre" une entreprise qui - comme un arbre - n'utilise que des ressources renouvelables (comme le soleil) et ne produit que des déchets qui sont favorables à son propre essor et à celui de la planète (comme l'oxygène et l'humus).
Activités directes et impacts:	Social et environnemental: Outre sa politique environnementale, Valcucine fonda en 1998 Bioforest (www.bioforest.it), une association sans but lucratif créée avec d'autres entreprises respectueuses de l'environnement et de la société pour promouvoir une nouvelle façon de faire des affaires, enracinée dans un nouveau équilibre entre l'industrie et l'environnement. Les objectifs principaux de l'association sont d'aider ses membres à trouver de nouveaux moyens pour réduire la consommation d'énergie, éliminer les éléments toxiques du processus de production et promouvoir des voies de recherche et développement sensibles à l'environnement. L'organisation cherche à faire cela en se tournant vers les ressources naturelles des économies émergentes, en finançant des projets comme l'initiative "Opération Otonga" pour le reboisement et la conservation de la biodiversité dans la forêt Amazonienne de l'Équateur. En plus des initiatives de recherche et de bioconservation internationale, Bioforest est en train de mener un projet de reboisement dans les Cordenons, au nord-est de la province de Pordenone, où un important biotype végétal a été découvert. Enfin, d'un point de vue purement social, Valcucine soutient le projet d'éducation environnementale "Occhione" dans plusieurs établissements d'éducation secondaire, toujours dans cette Province de Pordenone.
Utilisation de technologies innovatrices:	En ce qui concerne les innovations spécifiques développées par Valcucine pour réduire leur impact environnemental et leur empreinte, une des plus importantes est celle du système de la porte de l'armoire de cuisine "juste à temps", faite en aluminium avec un panneau horizontal de 2 mm ou 5 mm d'épaisseur. Cela implique une réduction de 86% de la quantité de matériel utilisé pour construire une armoire de cuisine traditionnelle. De plus, plusieurs éléments de la cuisine en verre et en aluminium développés par Valcucine sont 100% recyclables et réutilisables, un système qui a été introduit dans le vif intérêt de la compagnie de concevoir des cuisines 100% recyclables, réutilisables et démontables (voir www.recyclablekitchen.com).
Preuve de l'approche holistique/vision du monde :	L'approche holistique de Valcucine peut être facilement appréciée, que ce soit dans sa politique environnementale ou dans le rôle de leadership au sein du secteur italien de manufacture visant à encourager une approche plus durable à la production industrielle et à la consommation. Les 4 piliers de sa politique environnementale résumant son approche holistique, et son travail avec l'association Bioforest donnent un aperçu de leur vision du monde, notamment quant au fait de maintenir une relation équilibrée avec les pays d'où provient une grande quantité des ressources naturelles. En ce qui concerne son rôle dans la promotion d'une production et d'une culture de consommation plus durables, son attention vise surtout le marché italien, mais elle atteint également de vastes publics, avec des représentations dans 47 pays, y compris les États-Unis et la Russie.
Avantages :	Comme déjà défini, l'approche de Valcucine compte de nombreux bénéficiaires: tout d'abord, les éléments environnementaux qui sont reliés à la chaîne de production, qui profitent de cette approche durable, par exemple, dans la gestion des ressources; deuxièmement, d'autres compagnies industrielles qui se bénéficient du fait d'être exposées au message et à l'approche réussie de Valcucine; troisièmement, les consommateurs du monde entier, qui du fait d'acheter son design et son message, ils deviennent eux-mêmes des promoteurs d'un mode de vie plus durable; et enfin, les bénéficiaires du travail de Valcucine à travers l'association Bioforest, aussi bien localement que mondialement.
Politiques, incitations et règlements nécessaires :	Information non disponible.
Leçons et recommandations :	La principale leçon de Valcucine est que être durable veut dire essayer d'améliorer les actions d'une entreprise jour après jour, voir comment est-ce que l'on peut réduire

l'impact, aussi bien au niveau organisationnel qu'au niveau personnel. Pour Valcucine, chaque jour nous offre une leçon pour améliorer nous-mêmes, une leçon qui est diffusée autant que possible parmi les parties prenantes. Et la principale leçon /recommandation: la persévérance finit par payer!

Références :

<http://valcucine.com/en/>
twitter.com/valcucine
www.flickr.com/people/valcucine/

Nom:	4. Aquafil Spa
Ville, pays:	Arco, (TN), Italie
Nom de l'entrepreneur /fondateur:	Giulio Bonazzi, Président et PDG
Description:	<p>Le Groupe Aquafil exploite le secteur textile-chimique, en produisant de la Polyamide 6, des polymères utilisés pour produire des fils pour moquettes (BCF), fil pour le secteur textile (NTF) et plastiques techniques (EP). Le Groupe a toujours cherché à suivre une voie durable et en 2007 il a commencé à mettre en œuvre une stratégie pour réduire son impact environnemental. En 2008, une quatrième Unité opérationnelle appelée Energy & Recycling fut fondée. Sa mission :</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. Développer des produits développés; 4. Promouvoir la diffusion des énergies à faible impact ou renouvelables; 5. Promouvoir la culture de la durabilité au sein du Groupe et à l'extérieur. <p>Grâce à une minutieuse phase d'évaluation, le Groupe a identifié de nouvelles innovations de processus dans certains domaines, tels que l'eau, les émissions d'air, les déchets et le recyclage, l'énergie et la consommation de combustible. À leur égard, l'action d'Aquafil s'avéra très efficace pour réduire de façon remarquable l'impact. En ligne avec sa mission, le Système de Recyclage Econyl fut lancé: une matière première recyclée provenant des déchets industriels et des consommateurs. Pour la produire, Aquafil fit un investissement important à Ljubljana, en stimulant ses activités de recherche et développement, en construisant une usine uniquement vouée à cet effet et en définissant une chaîne d'approvisionnement mondial, dénommée Programme de Récupération Econyl (ERP). L'ERP permet de rassembler et de récupérer des déchets de Polyamide 6 - tels que les filets de pêche, des éléments de moquette et tapis, textiles et d'autres déchets industriels. Ces matériaux sont ensuite stockés dans un entrepôt près de Ljubljana, où ils sont manipulés et préparés pour le recyclage. Vis-à-vis des aspects culturels, le Groupe a publié chaque année depuis 2007 un rapport de durabilité qui décrit les événements les plus importants, les innovations et les résultats concernant la durabilité du Groupe dans le monde.</p>
Investissement:	De 2007 jusqu'à 2010, les dépenses et l'investissement pour le processus d'innovation se sont chiffrés à environ 13,8 Millions d'euros. En même temps, la construction du Système de Recyclage Econyl coûte aujourd'hui 17 Millions d'euros.
Parties prenantes: (principaux acteurs):	clients, fournisseurs, employés, communautés locales. Aquafil collabore également avec plusieurs universités en Italie et à l'étranger.
Création d'emploi:	<p>Les processus d'innovation intégrés produisent des postes de travail de différentes compétences :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Environ dix personnes sont employées pour l'analyse et l'élaboration de l'information sur le développement durable. De plus, il y a plusieurs employés spécialisés qui travaillent dans chaque site de production pour mettre en œuvre le processus d'innovation en question, en se concentrant sur la réduction de leur empreinte environnementale (économie énergétique, réduction de la consommation d'eau et augmentation de la quantité de déchets recyclés). • Dix employés travaillent dans le département RDI, notamment pour mettre à l'épreuve les opérations et les résultats d'une usine pilote qui améliorerait les mécanismes de recyclage. • Plus de quarante employés travaillent dans les différentes phases du Système de Recyclage Econyl : rassemblement, transport, prétraitement et préparation du déchet de polyamide 6, ainsi que gestion du processus mécanique-chimique qui les transforme en matière première.
Historique: (petit résumé)	Information non disponible.
Étude de faisabilité:	Le Groupe Aquafil identifie des domaines où il serait possible de réduire davantage l'empreinte environnementale et d'améliorer le Système de Recyclage Econyl. D'ailleurs, Aquafil envisage de doubler la taille de l'usine d'Econyl à Ljubljana, ce qui permettrait d'augmenter sa capacité pour traiter les déchets de Polyamide 6, et pour augmenter les quantités produites d'Econyl. De plus, l'équipe de recherche travaille sur une usine pilote qui pourrait permettre d'importantes améliorations dans le processus de production. En plus des améliorations des processus décrites plus haut, Aquafil envisage de construire une usine d'énergie géothermique et solaire, ce qui augmenterait la quantité d'énergie de la compagnie provenant de sources renouvelables.
Éléments clé:	Information non disponible.
Contexte géographique, social et économique:	Les frontières de l'action d'Aquafil suivent l'emplacement géographique de ses usines de production, lesquelles se trouvent dans trois continents - Europe, Asie et Amérique du Nord - et dans sept pays - Italie, Allemagne, Slovaquie, Croatie, États-Unis, Chine et

	Thaïlande. Ces pays se caractérisent par des conditions socio-économiques différentes, et par des législations sur la santé et sur le travail différentes. Le Groupe Aquafil prête beaucoup d'attention envers l'harmonisation des conditions de vie dans les différentes communautés dans lesquelles le Groupe est opérationnel, en garantissant partout les mêmes protections juridiques, du travail et de la santé. Pour atteindre cet important résultat, le Groupe Aquafil a identifié dans chaque usine les actions les plus importantes à mettre en œuvre, en vue de réduire les problèmes socio-économiques et environnementaux qui pourraient se poser dans les communautés locales.
Objectif général et motivation:	Les frontières de l'action d'Aquafil suivent l'emplacement géographique de ses usines de production, lesquelles se trouvent dans trois continents - Europe, Asie et Amérique du Nord - et dans sept pays - Italie, Allemagne, Slovaquie, Croatie, États-Unis, Chine et Thaïlande. Ces pays se caractérisent par des conditions socio-économiques différentes, et par des législations sur la santé et sur le travail différentes. Le Groupe Aquafil prête beaucoup d'attention envers l'harmonisation des conditions de vie dans les différentes communautés dans lesquelles le Groupe est opérationnel, en garantissant partout les mêmes protections juridiques, du travail et de la santé. Pour atteindre cet important résultat, le Groupe Aquafil a identifié dans chaque usine les actions les plus importantes à mettre en œuvre, en vue de réduire les problèmes socio-économiques et environnementaux qui pourraient se poser dans les communautés locales.
Points forts:	La capacité croissante d'innovation est une caractéristique importante pour une compagnie qui travaille tous les jours dans les marchés internationaux. Cela ouvre des opportunités incroyables aux futures transformations, en préparant la compagnie, les employés et toutes les parties prenantes aux prochains défis qui surgiront dans le monde économique. L'innovation continue est une des caractéristiques les plus importantes du Groupe Aquafil, une véritable pierre angulaire qui caractérise le passé, le présent et l'avenir de la compagnie.
Défis et contraintes:	Le Groupe Aquafil devra relever dans un futur proche quelques défis stimulants, particulièrement liés aux améliorations concrètes du processus du Système de Recyclage Econy, à la rationalisation de sa chaîne d'approvisionnement de déchets et à la diffusion, au sein et à l'extérieur de la compagnie, d'une sensibilisation culturelle plus profonde sur ce qu'elle essaie de réaliser. Ce sont trois sujets étroitement liés entre eux, parce qu'ils créent le meilleur environnement dans lequel on peut promouvoir des processus d'innovation et transformer des activités.
Activités directes et impacts:	Le Groupe Aquafil a développé des politiques et des activités spécifiques qui lui permettent d'atteindre ses objectifs de durabilité. En ce qui concerne le plan économique, le Groupe Aquafil est conscient du fait que la durabilité pour une compagnie n'est pas un coût, mais un moyen pour réduire les coûts. Avec cette idée en tête, le Groupe Aquafil est en train de mettre en œuvre plusieurs projets: il introduit l'énergie renouvelable dans toutes ses usines italiennes, il installe des panneaux solaires en Italie et des usines géothermiques aux États-Unis, et il améliore sa gestion des déchets, du packaging de la consommation d'eau. Du point de vue social, le Groupe Aquafil travaille minutieusement en vue de garantir les mêmes droits et le même environnement de santé et de sécurité dans toutes ses usines du monde. Au même temps, il cherche à promouvoir la réduction d'accidents et de maladies, ainsi qu'à encourager la connaissance interne et le respect envers les cultures où les usines sont installées.
Utilisation de technologies innovatrices:	Le Groupe Aquafil a créé une nouvelle technologie pour recycler et pour revaloriser les polymères Polyamide 6 dérivés de plusieurs types de déchets. Après quelques années de recherche et d'essais expérimentaux, les techniciens d'Aquafil, avec des scientifiques de partout dans le monde, ont été capables de construire une nouvelle usine à Ljubljana, qui a permis à Aquafil d'obtenir les résultats incroyables décrits jusqu'à présent.
Preuve de l'approche holistique /vision du monde:	Le Groupe Aquafil croit fermement à l'opportunité qu'offre le développement de nouveaux modèles commerciaux qui augmentent le bien-être des entreprises et des parties prenantes. Aquafil cherche à maximiser les bénéfices économiques, sociaux et environnementaux. Le succès financier n'est plus la seule mesure pour évaluer la performance d'une entreprise, et il se trouve dans un pied d'égalité avec l'impact social et environnemental: un principe directeur d'Aquafil est que une bonne entreprise sera capable de prouver une grande performance dans ces trois domaines. Cette théorie conceptuelle résulte de la conviction qu'il y a des liens et des connections fortes entre l'action d'une entreprise et le bien-être des citoyens, des communautés locales et de l'environnement où elle est installée. Toute activité industrielle se trouve dans un espace socio-géographique défini, et elle doit apprendre à vivre en harmonie avec celui-ci.
Avantages:	De 2007 à 2010, le Groupe Aquafil a rassemblé beaucoup de données sur l'empreinte environnementale. Entre ces années, l'énergie achetée a diminué de 3,7% et le gaz naturel de 10,5%, alors que les émissions de CO2 ont été réduites de 31,2%. La même tendance positive s'est répétée avec une réduction dans la consommation d'eau

	<p>et dans la part de déchets non recyclés, dont la quantité pour les deux cas a chuté considérablement pendant ces quatre années. Au même temps, la récupération de déchets au moyen du Programme de Récupération Econyl a supposé que des tonnes de matériaux de Polyamide 6 n'ont pas finis dans des décharges, dans l'environnement ou dans les incinérateurs. De plus, l'utilisation de matières premières, au lieu de matériaux vierges, a permis d'économiser jusqu'à 7 barils de pétrole pour chaque tonne de polymères produite.</p>
Politiques, incitations et règlements nécessaires:	<p>En vue de soutenir sa durabilité, le Groupe Aquafil pourrait se bénéficier d'incitations dirigées à son activité RDI, à l'utilisation d'énergie à faible impact ou renouvelable, et au développement des technologies permettant d'économiser de l'énergie.</p>
Leçons et recommandations:	<p>Pour promouvoir un changement concret et réel dans les modèles commerciaux actuels, basés sur l'innovation technologique et sur les principes de durabilité, il est nécessaire que tous les éléments d'une entreprise soient convaincus de cette transformation. De la tête - la gestion corporative qui définit la stratégie générale - jusqu'aux articulations - les travailleurs de l'usine - tout le monde doit être engagé à l'objectif d'augmenter la durabilité de l'entreprise. C'est essentiel en vue d'atteindre ces résultats pour promouvoir un changement culturel parmi les travailleurs et les employés, ainsi que pour faciliter la mise en œuvre du changement nécessaire dans tous les processus de productions et dans les comportements.</p>
Références:	<p>http://www.aquafil.com/</p>

Nom:	5. Vigilius Mountain Resort
Ville, pays:	Lana/Alto Adige
Nom de l'entrepreneur /fondateur:	Ulrich Ladurner
Description:	Le Vigilius Mountain Resort est un hôtel qui transmet dès le premier moment son grand esprit écologique. On peut le sentir partout, dans le respect de l'environnement et de la nature où se trouve la station de montagne, ou encore, dans le type de bâtiment, aussi proche de la nature que possible, en utilisant au mieux les ressources présentes dans la zone.
Investissement:	Information non disponible.
Parties prenantes: (principaux acteurs):	L'entrepreneur, Ulrich Ladurner; l'architecte Matteo Thun; l'arpenteur Peter Nösslinger
Création d'emploi:	La compagnie compte actuellement 50 employés
Historique: (petit résumé)	"Eco" et non "ego": c'est la philosophie qui a inspiré l'architecte Matteo Thun. L'emplacement spécial et unique dans lequel fut introduit le Vigilius Mountain Resort ne pouvait pas être endommagé par une architecture qui ne serait pas respectueuse de l'environnement des alentours. Au Vigilius Mountain Resort, la frontière entre la nature et l'architecture est à peine perceptible. Le paysage est le véritable point de départ, ce n'est pas un simple contexte ou encadrement. Le bâtiment construit en bois et en verre ressemble au tronc d'un arbre couché sur la montagne. Le choix des matériaux à partir de sources renouvelables reflète la morale et la philosophie de cette station.
Étude de faisabilité:	L'optimisation et le contrôle de la combustion, avec la filtration des gaz d'échappement, permet de minimiser la production d'émissions nocives. Chaque année on brûle de 1.200 à 1.400 mètres cubiques de copeaux de bois, qui sont l'équivalent, selon la qualité des copeaux, à une quantité en combustible égale à 120.000 / 140.000 litres: en termes économiques, cela se traduit dans une économie de 65.000 euros chaque année.
Éléments clé:	Une chose était claire depuis le début: la station n'utiliserait pas des combustibles tels que le pétrole ou le gaz pour produire de la chaleur, mais de la biomasse. Les copeaux de bois sont fournis directement par des agriculteurs qui, en plus de gagner une source de revenus supplémentaire, prennent soin de la forêt.
Objectif général et motivation:	Information non disponible.
Points forts:	<p>Pour créer une plus grande sensation de bien-être à l'intérieur du bâtiment, on a choisi la technologie du chauffage à rayonnement. Avec ce type de système, la chaleur se répand à travers les murs, tandis que dans les salles de bains la chaleur se transmet par le plancher. Un système d'aération contrôlé dans tous les espaces assure une excellente qualité de l'air.</p> <p>Le système central du bâtiment vous permet d'ajuster et de contrôler toutes les fonctions au moyen d'un système de câble BUS. De cette façon, les alarmes, les défaillances ou les valeurs incorrectes peuvent être détectées et corrigées à tout moment à travers un système graphique contrôlé par un ordinateur central.</p> <p>Un projet qui vise à consommer peu d'énergie et qui se caractérise par son emplacement, sa construction et ses matériaux, devrait être largement adopté dans le domaine de la construction de maisons et d'hôtels. Il devrait être considéré comme exemple paradigmatique de l'architecture avant-gardiste du vingt-et-unième siècle, où les aspects concernant la demande et la consommation énergétique d'un bâtiment lors des phases de projection et de planification ne sont pas laissés au hasard, mais au contraire étudiés avec précision.</p>
Défis et contraintes:	Il n'y a pas de route qui mène jusqu'à l'hôtel, donc pas de bruits ou de gaz d'échappement: l'hôte est reçu par le silence et par la nature.
Activités directes et impacts:	Du téléphérique, il est difficile de distinguer le bâtiment de la nature qui l'entoure. Le bois et la façade en verre de l'hôtel se confondent harmonieusement dans le paysage de forêt, montagnes et petites vallées. La partie visible du Vigilius est en bois de mélèze. L'enduit d'argile qui fut adopté pour l'intérieur et pour l'extérieur, donnent au bâtiment une allure artistique très personnelle et dégagent une atmosphère unique dans laquelle les éléments naturels sont mis en avant.
Utilisation de technologies	En raison de la grande qualité thermique, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du

innovatrices:	bâtiment, la perte de chaleur est très faible et la demande de chaleur est du coup fortement réduite, même si l'hôtel se trouve dans un espace en plein air, avec de grandes fenêtres, et avec des températures plus élevées dans la piscine et dans le spa. En été il n'y a pas de risque de surchauffe parce que le bâtiment a été conçu en s'assurant d'une protection solaire adéquate, grâce au cadre de plaques de bois et à plusieurs unités de ventilation et de stockage de la chaleur. La construction étanche empêche la formation de courants.
Preuve de l'approche holistique /vision du monde:	Information non disponible.
Avantages:	Information non disponible.
Politiques, incitations et règlements nécessaires:	Information non disponible.
Leçons et recommandations:	<p>Le Vigilius Mountain Resort a reçu plusieurs prix comme exemple paradigmatique de tourisme durable particulièrement sensible aux sujets environnementaux.</p> <p>En 2005 le jury du prix WWF Italie "Gold Panda" a octroyé au Vigilius Mountain Resort, un hôtel de design de 5 étoiles, la mention spéciale de "Ami du climat". Cette même année, l'hôtel a reçu la première - et jusqu'à la date la seule - certification "Classe A - Maison climat", en raison de ses standards de haute énergie qui permettent la consommation de moins de 30 kWh (kilowattheures) par mètre carré par an, et de l'adoption de systèmes technologiques innovateurs.</p> <p>En 2006 Vigilius a reçu de "Legambiente", la principale association italienne d'environnement, le prestigieux "Prix à l'innovation respectueuse de l'environnement".</p> <p>En 2009, "Eco Hotels of the World" a décerné au Vigilius le score maximum: 5 étoiles vertes.</p> <p>En été de 2010, le Vigilius Mountain Resort a reçu la certification environnementale ISO 14001. Cette certification atteste que la station couvre les plus hauts standards en termes de protection environnementale et qu'elle a joué un rôle pionnier dans l'industrie du tourisme d'accueil.</p> <p>Toujours en 2010, le Vigilius Mountain Resort a reçu le certificat "KlimaHotel", une marque née en 2009 qui développe des critères de qualité précis en termes non seulement de consommation énergétique, mais aussi de tous les aspects de l'hôtellerie. C'est une garantie de la détermination de l'hôtel de devenir l'exemple en termes de gestion environnementale. Depuis son ouverture, le Vigilius Mountain Resort a considéré cela pas comme une simple promesse, mais comme un véritable engagement.</p>
Références:	Cristina Boggio - Direction commerciale http://www.vigilius.it/

Nom:	6. Moncada Energy GROUP S.R.L.
Ville, pays:	Agrigento, Italie
Nom de l'entrepreneur /fondateur:	Salvatore Moncada. Administrateur délégué
Description:	Moncada Energy Group est une des principaux producteurs privés italiens d'énergie renouvelable. Le Groupe, qui au départ s'était spécialisé dans l'énergie éolienne, se tourne également vers l'énergie solaire, la biomasse et les lignes de transport marchand, avec un portefeuille de projets d'une valeur de 340 MW. Moncada Energy Group a développé suffisamment de connaissance interne pour devenir leader dans le marché italien des énergies renouvelables. Les années de recherche et développement dans la technologie de composantes éoliennes a permis à la compagnie de développer le prototype d'un aérogénérateur (WPR 850/58) basé sur une technologie innovatrice de "technologie par entraînement". Dans le domaine de l'énergie solaire, la compagnie a lancé la première usine en Italie qui produit des cellules solaires à couche en utilisant du silicium amorphe. Le Groupe est présent en Italie et à l'étranger, compte 320 employés, et envisage de grandir et de devenir un des acteurs clé dans le secteur des énergies renouvelables sur le plan international.
Investissement:	Information non disponible.
Parties prenantes: (principaux acteurs):	Information non disponible.
Création d'emploi:	320 employés
Historique: (petit résumé)	<p>Principales étapes :</p> <p>1991 Fondation du Groupe à Agrigento grâce au dévouement et à la force de volonté des frères Moncada. La principale activité du Groupe se trouve dans le secteur de la construction.</p> <p>1991/2000 Les activités de la compagnie dans le secteur de la construction vont du logement jusqu'aux parcs industriels, des systèmes hydrauliques à l'illumination urbaine et aux travaux sur les voies publiques. Tous les travaux réalisés ont suivi les standards établis par le système de gestion du contrôle de la qualité (le dernier étant UNI ENI SO9001).</p> <p>2001 Suite à la libéralisation du Marché électrique italien (décret Bersani), la compagnie rentre dans le marché des énergies renouvelables et commence à construire sa première ferme éolienne.</p> <p>2005 La première ferme éolienne construite par Moncada est inaugurée à Monte Mele près d'Agrigento. La puissance d'énergie installée est de 9,25 MW, et elle dispose d'un prototype de générateur éolien de 750 Kw, conçu et fabriqué par la compagnie Sistemi Elettronici au sein du Groupe.</p> <p>2007 Quatre autres fermes éoliennes, situées à Agrigento, Monte Malvizzo, Monte Durrà, Monte Narbone et Altopiano Petراسي entrent en production avec une puissance énergétique combinée de 96,05 MW.</p> <p>2008 Fondation du Holding Moncada Energy Group. Le groupe Moncada achète une ligne de production de panneaux solaires en film à couches minces et commence à travailler sur le site de production. La compagnie suisse Atel achète 30% de tous les projets italiens gérés par M&A Rinnovabili.</p> <p>2009 Ouverture de la première Sunfab en Italie. Le travail commence avec la construction de 2 autres fermes éoliennes en Sicile: une à Cattolica, avec une puissance de 40 MW, et l'autre, dénommée Aerorossa, avec une puissance de 84 MW.</p> <p>2010 La centrale solaire dénommée Serre Narbone entre en production avec une puissance de 7 MW. Une centrale solaire intégrée dans une usine à Campofranco entre en production avec une puissance de 1 MW. □ Une autre centrale solaire intégrée dans une usine à Porto Empedocle entre en production avec une puissance de 730 KW. Une centrale solaire intégrée dans le centre Sport de Porto Empedocle entre en production avec une puissance de 200 Kw.</p> <p>2011 Moncada achète à Dresde (Allemagne) l'équipement Signet Solar. La capacité de production totale dépasse les 100 MW. Les fermes éoliennes de Cammarata (AG), Castronovo di Sicilia (PA), Vallelunga Pratameo (CL) entrent en production avec une puissance énergétique installée de 84 MW. La ferme éolienne de Cattolica entre en production avec une puissance énergétique installée de 40 MW.</p>
Étude de faisabilité:	Information non disponible.
Éléments clé:	S'intéresser activement aux énergies renouvelables veut dire être respectueux de l'environnement. L'énergie permet des progrès économiques et sociaux.

Objectif général et motivation:	Information non disponible.
Points forts:	Information non disponible.
Défis et contraintes:	Information non disponible.
Activités directes et impacts:	Information non disponible.
Utilisation de technologies innovatrices:	<p>En ce qui concerne l'énergie solaire, Moncada est en train de travailler sur un prototype qui permettra de:</p> <ol style="list-style-type: none"> 6. Pré-assembler le module de conversion à installer sur le site cible; 7. Réduire les coûts de production, et donc réduire le coût par kWh; 8. réduire les émissions de CO2. <p>En 2009, le Group a complété la phase d'appels d'offres pour entrer dans la production d'éoliennes. Moncada développe des petits et de grands systèmes éoliens de 200kW à 2 MW. Certains composants (moteurs, rondelles, paliers, etc.) ont été achetés à d'autres fabricants qui ont conçu ces éléments selon les spécifications de Moncada, et d'autres (unités centrales, rotors, rallonges, etc.) ont été personnellement conçues par Moncada et produites par d'autres fabricants. Les changements les plus importants ont été faits sur la structure du stator, car on avait trouvé quelques difficultés dans le processus d'évacuation des copeaux. La collaboration avec Mita Teknik dans la phase de mise en service de WPR750 a mené à des améliorations dans le système de contrôle qui fut par la suite intégré au PLC WPR850.</p> <p>En 2009, Moncada Energy a commencé la recherche et le développement de la biomasse en vue de concevoir un système de culture d'algues pour produire de l'électricité. Ces organismes, cultivés dans le laboratoire de Moncada, sont des microalgues marines - des plantes unicellulaires ou des organismes qui poussent dans l'eau de mer avec l'addition de substances nutritives dissoutes, du soleil et du CO2. Ce type de culture est effectué dans les zones côtières qui ne sont généralement pas adéquates pour l'agriculture: ainsi, les algues ne font pas la concurrence aux cultures agricoles pour le sol et pour les ressources d'eau destinées à la production alimentaire.</p>
Preuve de l'approche holistique /vision du monde:	Information non disponible.
Avantages:	Information non disponible.
Politiques, incitations et règlements nécessaires:	Information non disponible.
Leçons et recommandations:	Information non disponible.
Références:	Dott.ssa MONTANA info@moncadaenergy.com Tel. +39 0922 441952/53 Fax +39 0922 441946

Nom:	7. Libera Terra Mediterraneo
Ville, pays:	Palerme, Italie
Nom de l'entrepreneur /fondateur:	Giovanni Luca Faraone – CEO
Description:	Le consortium Libera Terra Mediterraneo est une entité commerciale qui dirige et assure les activités de plusieurs coopératives de Libera Terra et d'autres parties prenantes. Il fut fondé par des compagnies qui tournent autour du projet Libera Terra avec l'idée de contribuer à son développement et croissance. Il construit notamment sur les activités de production conjointe des coopératives "Placido Rizzotto", "Pio La Torre", "Terre di Puglia", "Lavoro e non solo", "Joe Montana", "Le Terre di Don Peppe Diana" et "Liberamente", qui font partie de la "Libera Associazioni Nomi e Numeri contro le mafie". Plusieurs partenaires font partie du consortium, y compris Egocentro, un organisateur de voyages dans le secteur du tourisme responsable, qui est réputé par son professionnalisme. La contribution du consortium est vitale en raison de sa compétence technique et organisationnelle, et en raison de son rôle clé dans le soutien logistique. Parmi ses principales activités: la commercialisation de produits de marque 'Libera Terra', 'Centopassi' et 'Libera Terra Puglia', les activités de communication des coopératives, l'organisation de visites touristiques aux sites culturels qui sont dans les environs des coopératives. L'objectif du consortium est de soutenir ces coopératives qui travaillent sur des terres et des propriétés confisquées à la mafia et de devenir une référence et une force motrice pour la diffusion d'un nouveau modèle d'économie transparente et juste.
Investissement:	'Libera il g(i)usto di viaggiare' est la nouvelle activité de tourisme responsable lancée par Libera. C'est une marque du Consortium Libera Terra Mediterraneo. Elle provient du souhait de promouvoir le projet Libera Terra et les terres où il est installé, en donnant une visibilité aux structures, locations et réalités en connexion avec le monde des coopératives. Son objectif est de découvrir un nouveau profil pour beaucoup de territoires, habituellement connus du fait d'être le scénario d'activités criminelles, en ouvrant des nouveaux canaux pour le tourisme durable et responsable et pour les activités socio-économiques.
Parties prenantes: (principaux acteurs):	Les principaux acteurs du projet sont le consortium Libera Terra Mediterraneo et Egocentro srl. Par ailleurs, 'Libera Associazioni Nomi e Numeri contro le mafie', et d'autres associations et coopératives sont opérationnelles dans la région, ainsi que plusieurs fournisseurs.
Création d'emploi:	Les activités de tourisme responsable du consortium Libera Terra donnent du travail à quelques personnes qui sont responsables de l'administration générale et de la coordination des activités avec les coopératives réceptrices.
Historique: (petit résumé)	Quelques premiers exemples de tourisme responsable furent développés par la coopérative 'Placido Rizzotto' depuis 2002. Il s'agit des premières démarches d'une activité qui a grandi au fil du temps. Tout a commencé avec une simple visite de personnes qui se sont rendus aux coopératives en Sicile pour apprendre des choses sur leur travail et leur bras de fer contre la mafia, mais très vite cela est devenu de plus en plus organisé, avec des visites quotidiennes qui comprennent une restauration professionnelle, une planification et une supervision de campements volontaires, et d'une visite générale de l'organisation, du début jusqu'à la fin. 'Libera il g(i)usto di viaggiare' fut fondé plus tard en Novembre 2009 pour développer ce réseau sur le terrain de coopératives qui se sont engagé dans le tourisme responsable et qui promouvaient leurs zones locales à travers des canaux touristiques.
Étude de faisabilité:	Le nombre croissant de demandes de la part de gens qui veulent visiter les propriétés et les coopératives confisquées à la mafia a permis la création de cette nouvelle branche d'activités économiques.
Éléments clé:	'Libera il g(i)usto di viaggiare' vise à héberger des étudiants, des jeunes professionnels, des amis de tous les âges, et de leur offrir l'opportunité d'être à l'avant-scène de leur voyage. Cela donne aux gens la possibilité de vivre une expérience inoubliable, grâce à la valeur des espaces visités, des services reçus, des gens rencontrés, des activités effectuées et des sujets abordés. L'objectif de 'Libera il g(i)usto di viaggiare' est de satisfaire et d'enrichir les clients, en choisissant les routes et les services, et en personnalisant les propositions en fonction des besoins de l'individu, mais en veillant toujours sur la qualité, la fiabilité et le professionnalisme des structures impliquées.
Objectif général et motivation:	Information non disponible.
Points forts:	'Libera il g(i)usto di viaggiare' offre un type de tourisme qui repose sur les principes de la

	justice économique et sociale, qui respecte entièrement l'environnement et les cultures, et qui contribue à développer les différentes réalités dans plusieurs régions italiennes. Et pour obtenir de meilleurs résultats, elle choisit les partenaires et les fournisseurs du service qui opèrent sous ces principes de justice, en respectant aussi bien le travail que l'environnement. L'offre s'adresse aux voyageurs curieux, aux passionnés du savoir, et à tous ceux qui veulent que leur voyage devienne une expérience inoubliable, une véritable opportunité pour l'expérimentation, la discussion, la réflexion et, bien évidemment, la relaxation.
Défis et contraintes:	<p>CONTRAINTES</p> <ul style="list-style-type: none"> - En raison de l'objectif éminemment social du projet, les prix ont tendance à être plus élevés que ceux de la concurrence du marché - Limitations saisonnières - Difficulté dans l'identification des fournisseurs qui reflètent complètement les principes du projet (standards éthiques, légalité, haute qualité du service, compétence économique). <p>DÉFIS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer le rapport qualité-prix du projet - Améliorer la qualité de l'offre - Agrandir le marché de référence - Créer de meilleurs outils pour choisir et contrôler les fournisseurs
Activités directes et impacts:	Le projet contribue à augmenter la conscience sur la mafia et son impact sur les activités sociales et économiques quotidiennes, particulièrement chez les générations les plus jeunes. En Sicile, il y a maintenant 2 structures d'agriculture rurale responsable pour accueillir les touristes et les voyageurs. Libera travaille avec ces structures pour inclure leurs réseaux locaux dans les domaines où elles sont opérationnelles
Utilisation de technologies innovatrices:	Information non disponible.
Preuve de l'approche holistique /vision du monde:	Information non disponible.
Avantages:	Information non disponible.
Politiques, incitations et règlements nécessaires:	'Libera il g(i)usto di viaggiare' a pu voir le jour grâce à la Loi 109/1996 sur l'utilisation sociale de biens confisqués à la mafia. Elle est née en vue de promouvoir le projet Libera Terra et le travail des coopératives qui y font partie, en utilisant le tourisme comme un moyen innovateur pour arriver à de nouveaux marchés et pour augmenter l'impact social.
Leçons et recommandations:	Information non disponible.
Références:	Enza Sorci Libera il g(i)usto di viaggiare Téléphone 0918577655 Fax 0918579541 info@ilgiustodiviaggiare.it

Nom:	8. Borghi Autentici Tour SRL (BAI TOUR SRL)
Ville, pays:	Salsomaggiore Terme (PR) - Italie
Nom de l'entrepreneur /fondateur:	Associazione Borghi Autentici d'Italia
Description:	Borghi Autentici offre des services de soutien à l'organisation, gestion et commercialisation de systèmes de tourisme local dans de petits villages qui ont des produits touristiques à proposer. BAI TOUR est un opérateur spécialisé et dédié aux villages authentiques et son approche est en accord avec les standards du projet et du slogan de "Communauté d'accueil". Cela se traduit à un type de tourisme qui place la Communauté locale au centre de l'activité hôtelière, en accord avec son rythme de vie, son héritage culturel, son identité et son système de ressources matérielles et immatérielles disponibles.
Investissement:	Depuis 2007, 160.000 EUR sont été investis dans la création du site web www.borghiautenticiditalia.it et dans la création d'autres matériaux commerciaux.
Parties prenantes: (principaux acteurs):	Fournisseurs de services d'hôtellerie, fournisseurs de service local, administrations locales et compagnies produisant des produits locaux.
Création d'emploi:	Information non disponible.
Historique: (petit résumé)	2004 - Fondation de la Compagnie 2004-2006 Phase de démarrage 2007-2008 Création et lancement du site web (actuellement, 30.000 visiteurs par mois) 2009-jusqu'à la date Gestion et développement de 25 Villages Authentiques
Étude de faisabilité:	Une étude de faisabilité a été effectuée entre décembre 2003 et mars 2004
Éléments clé:	<ul style="list-style-type: none"> • Développement des services d'assistance technique pour aider à développer une offre intégrée pour les villages authentiques; • Soutien à la commercialisation sur Internet; • Coordination d'activités de promotion et campagnes de commercialisation sur Internet; • Participation dans les foires spécialisées et dans les événements commerciaux; • Création d'un portail web de commerce électronique pour créer un magasin de détail de produits traditionnels de plus de 170 Villages authentiques (en cours de réalisation);
Objectif général et motivation:	Information non disponible.
Points forts:	<ol style="list-style-type: none"> 1. Offre très spécialisée 2. Système de gestion en réseau 3. Destinations diverses 4. Excellent rapport qualité-prix 5. Mécanismes d'hébergement très flexibles
Défis et contraintes:	<ul style="list-style-type: none"> • Il est difficile de transmettre la complexité et la motivation de l'offre à niveau local; • Dans certains cas, manque d'efficacité de la part des Administrations locales; • Réticence d'opérateurs privés locaux pour investir même de petites quantités d'argent dans les activités pour renforcer le réseau;
Activités directes et impacts:	Engager toute une communauté dans des activités de tourisme durable implique avoir un impact sur la mémoire historique d'un espace, et donc sur sa véritable identité. Cela signifie de nouveaux modèles de redistribution économique, de nouvelles façons de conserver les mœurs et les traditions, de nouvelles façons de se soucier de l'environnement.
Utilisation de technologies innovatrices:	Le site web www.borghiautenticiditalia.it représente le cœur du système de création et génération de la valeur du projet, et pousse les opérateurs locaux à introduire eux-mêmes des technologies de communication plus envahissantes.
Preuve de l'approche holistique /vision du monde:	Le concept de 'communauté se trouve au cœur de l'offre. Le mécanisme d'accueil repose sur des principes de responsabilité et de durabilité. Toute personne hébergée voudra avoir des vacances différentes, basées sur la redécouverte des traditions et des détails d'antan, alors que l'hôte assumera un rôle d'accueil et considérera chaque visiteur comme un 'citoyen temporel'.
Avantages:	Information non disponible.
Politiques, incitations et règlements nécessaires:	<ul style="list-style-type: none"> • Petites incitations pour les micro-entreprises d'hôtellerie qui offrent des services aux Villages Authentiques, particulièrement lorsqu'il s'agit d'améliorer la qualité de l'offre; • Plus de formation et de développement des capacités; • Soutien du "commerce communautaire".

Leçons et recommandations:	<ul style="list-style-type: none">• Il y a un grand besoin de promotion des politiques publiques qui soutiennent la création de réseaux territoriaux qui développent des offres intégrées dans le domaine du tourisme durable.• La marque "Made in Italy" doit commencer à inclure l'héritage culturel des petites communautés et des villages authentiques dans sa vision stratégique et dans sa communication;• Il doit y avoir plus de soutien des initiatives qui favorisent des offres de tourisme responsable et durable
Références:	Dott. Maurizio Capelli - Directeur Tel. 348.2513976 capelli@borghiautenticiditalia.it

Nom:	9. Cangiarì
Ville, pays:	Via Lazio, 42 - 89042 Gioiosa Jonica (RC) (CALABRE) ITALIE
Nom de l'entrepreneur /fondateur:	GOEL est un consortium de coopératives sociales, dont une - Made in GOEL – s'occupe de la marque CANGIARI. Le président de GOEL et de Made in GOEL est Vincenzo Linarello.
Description:	<p>CANGIARI est une marque qui appartient au Consortium GOEL de coopératives sociales. Quelques coopératives travaillant au sein du consortium dans le secteur textile ont uni leurs forces pour créer la marque CANGIARI, qui par la suite a permis à d'autres partenaires qui se sont ralliés à leurs standards de s'unir. Au cœur de la marque se trouve le concept de l'inclusion social, qui est cruciale pour les coopératives faisant partie de GOEL. C'est parce que Made in GOEL en soi est une coopérative de type B, une entreprise sociale juridiquement obligée à ce que 30% de sa force de travail provienne de 'groupes défavorisés, souvent des personnes handicapées.</p> <p>Made in GOEL participe dans deux activités principales sous la tutelle de Santo Versace, frère du styliste décédé. La première consiste dans l'ancien art du tissage, que les femmes qui travaillent pour ARACNE – la coopérative qui s'occupe de cette partie du travail – ont appris de femmes plus âgées; la deuxième activité consiste dans la conception et la production de vêtements de mode haut de gamme par la propre Made in GOEL.</p> <p>'Cangiarì' veut dire 'changer' dans les dialectes de Calabre et de Sicile, et le sens implique changer le monde – et notamment le monde de la mode – et soi même. Le logo de CANGIARI rappelle le symbole mathématique qui représente la diversité: il représente dans ce contexte le souhait du projet de se distinguer des autres marques de la mode. Chaque vêtement de CANGIARI transmet un message à l'acheteur sur les droits de l'homme, l'égalité, la participation, les biens communs, l'écologie et la paix. Son slogan - 'La beauté est différente' – cherche à stimuler la réflexion sur la beauté (et non seulement sur l'égalité) d'une marque qui est basée sur le respect des êtres humains et de la nature. C'est la raison pour laquelle les textiles CANGIARI sont pour la plupart certifiés organiquement: pour la coopérative, les valeurs sociales doivent aller de la main du respect de l'environnement.</p>
Investissement:	<p><i>Capital de démarrage:</i> 300.000 Euros de la Fondation Vodafone, 20.000 Euros de Banca di Credito Cooperativo (BCC) d'Alzate Brianza, 5000 Euros de BCC de Sesto San Giovanni et 10.000 Euros de BCC Federazione Calabrese.</p> <p><i>Taux de rendement:</i> Information non disponible.</p> <p><i>Sources de financement:</i> la Fondation Vodafone a octroyé une bourse de 300,000 Euros par le biais d'un appel d'offres, tandis que le reste vient de quelques banques coopératives affiliées au consortium BCC. La marque a reçu une aide non-financière considérable de la part de plusieurs compagnies, y compris le cabinet-conseil sur l'enregistrement de la marque, aménagement des intérieurs pour les défilés gratuit, et soutien dans la communication également gratuit. Accenture – la multinationale de renommée – a offert les services de cabinet conseil d'une valeur de 70.000 Euros pour la planification financière et commerciale.</p>
Parties prenantes: (principaux acteurs):	<ul style="list-style-type: none"> - Personnes handicapées; - Les habitants de la région Sud de Calabre qui souffrent des taux de chômage élevés et qui ont été particulièrement frappés par l'externalisation des activités de production à l'étranger; - Les tisserandes et autres travailleurs; - Ceux qui profitent de la campagne de communication de CANGIARI visant à régénérer la région du point de vue social et économique; - Les individus riches qui vivent en Calabre et qui peuvent – rien qu'en achetant un vêtement – exprimer leur souci pour la situation locale et leur souhait de soutenir un processus de changement.
Création d'emploi:	<p>Nombre d'employés directs: 18.</p> <p>Nombre de collaborateurs externes régulièrement employés: 10</p>
Historique: (petit résumé)	<p>Le consortium social GOEL fut fondé en 2003, après un long processus de 10 ans marqué par les plaidoiries et la sensibilisation de l'évêque Monsignor Giancarlo Maria Bregantini, – né dans la région de Trentino, où la mouvement de la coopérative sociale est très fort – qui croyait que ceci serait un outil efficace pour lutter contre l'exclusion sociale et le chômage. Ces 10 premières années furent cruciales pour établir les bases du consortium à venir, et particulièrement pour convaincre un certain nombre de personnes que le changement social était vraiment possible.</p> <p>Au départ on ne créa que quelques petites cooperatives, lesquelles travaillaient essentiellement avec des anciens détenus et des enfants des chefs Ndrangheta qui</p>

	<p>essayaient de sortir de leur entourage dominé par la mafia. Malgré leur petite taille, elles réussirent à avoir un fort impact en Calabre. Quelques années plus tard, l'évêque Bregantini créa l'info-point gratuit CREA LAVORO, lequel soutenait la création et le démarrage d'entreprises sociales et de coopératives sociales. Enfin, en 2003 on établit le consortium GOEL, en vue de fournir un soutien de suivi à ces entreprises et coopératives sociales qui avaient réussi à voir le jour grâce à cet info-point. La dénomination GOEL vient de la Bible et veut dire 'Rédempteur', et par conséquent le nom symbolise le rôle que le consortium aimerait jouer dans la région en tant que 'vecteur' et acteur rédempteur, notamment dans le soutien de ces individus qui sont moins autonomes et qui ont plus de difficultés pour se défendre eux-mêmes.</p> <p>Au départ, le consortium se composait de coopératives 'type A' et 'type B' situées dans la région de Locride et dans les plaines de Gioia Tauro. Les coopératives du premier groupe offrent des services visant tout particulièrement les groupes les plus vulnérables, alors que celles du type B sont des entreprises normales, avec la seule différence que leur force de travail provient d'individus qui sont atteints d'un handicap ou qui ont des problèmes sociaux.</p> <p>Le consortium a récemment uni ses forces sous le parapluie commun du Groupe de Coopératives GOEL avec deux autres coopératives sociales, GOELBIO et Made in GOEL, qui furent fondées pour gérer des branches économiques spécifiques. Made in GOEL est la coopérative qui gère la marque CANGIARI. Elle regroupe les coopératives responsables de la production et de la commercialisation des produits CANGIARI. Fondée en 2009 à Milan sous les auspices de la Chambre de la mode italienne (qui organise, entre autres, la Milan Fashion Week), CANGIARI s'assura au moyen d'un processus de marché public, un emplacement pour son premier magasin à Milan: un appartement qui avait été propriété d'un chef de la Mafia et qui fut confisqué par l'État lorsque le chef fut arrêté. L'appartement devint non seulement la salle d'exposition de CANGIARI, mais aussi un espace culturel visant à sensibiliser les gens de Milan et d'ailleurs sur des sujets tels que la justice sociale et l'environnement durable.</p> <p>Deux fois par an, CANGIARI participe dans la Milan's Fashion Week. En Mai 2010 elle fut une des deux entreprises – parmi 60 participants - qui reçurent une reconnaissance spéciale à la Sustainable Luxury Fair de Paris. Le prix fut octroyé sur la base de sa responsabilité sociale et environnementale, et par la valeur et la qualité raffinée de ses produits. Le 17 juillet 2010 CANGIARI reçut le prix 'Fashion and Society' à la Foire internationale de mode 'Catania, Talenti & Dintorni'.</p>
Étude de faisabilité:	Le plan de faisabilité, aussi bien pour l'Italie que pour l'étranger, fut rédigé par Accenture. Le plan industriel est en cours de réalisation.
Éléments clé:	<ul style="list-style-type: none"> ● <i>Grand souci environnemental et transmission de la durabilité dans tous les processus de production.</i> ● <i>Utilisation de machines de tissage traditionnelles et de techniques qui au fil du temps commençaient à disparaître dans la région, mais qui maintenant sont passées aux générations plus jeunes.</i> ● <i>Fort engagement éthique dans la lutte contre la Mafia et pour la participation politique</i>
Objectif général et motivation:	Information non disponible.
Points forts:	<ul style="list-style-type: none"> ● Artisanat de très haute qualité; ● Utilisation de matériaux organiques dans toute la production; ● Standard textile mondiale ICEA: adoption d'une certification internationale – ICEA (Certificazione Etica e Ambientale) – basée sur la Global Organic Textile Standard (GOTS), qui assure de très hauts standards quant à la protection et la sécurité des employés, la conservation de l'énergie, la gestion des déchets, etc.; ● Toute la chaîne de production est faite de coopératives sociales, tel que défini plus haut; ● Forte éthique en matière de communication.
Défis et contraintes:	<p>Le principal défi est d'être capables de faire la concurrence dans le marché de la mode haut de gamme aux sociétés à but lucratif qui n'ont pas le contexte, les objectifs sociaux et les contraintes financières de CANGIARI. Les autres marques de mode de luxe peuvent se permettre de dépenser d'énormes sommes d'argent dans la commercialisation et dans la publicité, mais CANGIARI n'a pas les mêmes ressources.</p> <p>Par ailleurs, la région où est installée la production constitue en soi un défi, en raison de son éloignement physique, de sa rudesse et du manque d'infrastructures, mais on parvient à contourner ses difficultés grâce à l'ingéniosité, la passion et l'engagement de tous ceux qui participent dans le projet.</p>
Activités directes et impacts:	<ul style="list-style-type: none"> ● <i>Sociale</i>: régénération sociale d'une région et de ses habitants; ● <i>Environnementale</i>: engagement envers les choix qui minimisent l'impact

	<p>environnemental; utilisation d'énergies renouvelables dans la mesure du possible;</p> <ul style="list-style-type: none"> ● <i>Economique</i>: création d'emploi et conservation des techniques de tissage traditionnelles.
Utilisation de technologies innovatrices:	<p>La plus grande partie de l'innovation s'est produite dans le domaine des techniques de tissage, où l'on a copié des outils provenant des traditions anciennes – notamment dans le cas des pièces en lin – alors que d'autres outils ont été adaptés aux besoins et aux standards modernes. Il convient de souligner ici le travail bénévole de Riccardo Bruni de LYRIA, une compagnie textile spécialisée dans la production de textiles pour le marché de la mode haut de gamme, qui a offert son soutien à CANGIARI.</p>
Preuve de l'approche holistique /vision du monde:	<p>CANGIARI considère que son engagement environnemental est aussi intégré que son engagement social. L'un ne pourrait exister sans l'autre. Une approche éthique considère l'homme comme un élément de la nature, mais aussi comme un élément des tissus économiques, politiques et sociaux complexes qui doivent être rendus visibles et confrontés lorsqu'ils appartiennent à des organisations criminelles comme la Mafia. CANGIARI considère que son rôle ne se limite pas à l'entreprise du Sud de l'Italie enracinée dans la localité, mais qu'il agit en tant que militant au Nord de l'Italie et à l'étranger sur les liens existants entre les systèmes économiques et politiques, et la criminalité du monde entier.</p>
Avantages:	<p>Les bénéfices économiques et environnementaux sont surtout perçus localement. L'espoir croissant du changement est surtout perçu localement. La conscience croissante sur ce territoire et les causes des difficultés économiques sont perçues localement mais aussi à niveau national. Le point de départ de l'analyse de GOEL est la réalisation du fait qu'il y a une étroite relation entre les difficultés économiques et la criminalité dans cette région d'Italie (mais pas exclusivement celle-ci). Des éléments qui ailleurs seraient considérés comme des droits (le droit d'accéder aux soins médicaux, le droit au travail, le droit à une administration publique transparente) sont ici des privilèges, qui sont octroyés aux gens en échange de votes. Ces personnes perdent leur liberté et vivent dans un état de dépendance continue. Les votes sont regroupés et vendus séparément aux partis politiques. L'argent obtenu de cette transaction ne reste pas dans la localité – cela permettrait de développer l'économie locale – mais il est envoyé au Nord du pays, où il va contaminer les marchés et l'économie locale. Ce portrait est confirmé par des années de recherche de la part du système juridique italien, mais il arrive difficilement à la conscience publique. La sensibilisation sur ces dynamiques économiques et sur le rôle que peut jouer un projet comme celui de CANGIARI qui cherche à les confronter est un des principaux objectifs du consortium GOEL.</p>
Politiques, incitations et règlements nécessaires:	<p>Vue la complexité des sujets abordés par GOEL – inégalité sociale, injustice sociale, relations entre les organisations criminelles, la politique, l'économie et les problèmes sociaux – il est impossible de traiter cette question d'une manière concise. Il y a beaucoup de politiques qui doivent être modifiées pour permettre que le changement social et la durabilité prospèrent dans une région comme la Calabre et dans un pays comme l'Italie.</p>
Leçons et recommandations:	<p>La première leçon est que l'entrepreneuriat social – même dans les temps de détresse économique que l'on est en train de vivre – peut s'avérer payant. Le chiffre d'affaires de CANGIARI a augmenté de façon continue depuis les dernières années. Un projet comme CANGIARI est très important pour une région comme la Calabre au Sud de l'Italie, dans lequel le modèle de développement économique est enraciné localement et assure que les résultats et les bénéfices sont partagés et répandus en termes d'inclusion sociale et de croissance économique.</p>
Références:	<p><i>Manuela Sfondrini</i> <i>Direzione Area Produttiva</i> <i>Gruppo Cooperativo GOEL</i> <i>+ 39 340 0920982</i></p>

Nom:	10. Plan novateur de WORM snc et Carretta Caretta
Ville, pays:	Augusta, Italie
Nom de l'entrepreneur /fondateur:	Paolo Garelli et Roberto Pirani
Description:	Depuis 2008, WORM travaille dans le secteur environnemental, particulièrement dans le domaine du ramassage de déchets urbains. L'élément clé est de reconsidérer le ramassage de déchets sous une perspective non conventionnelle, en augmentant la perception des déchets comme une ressource. Un autre facteur clé est de renforcer la connexion du comportement du ramassage de déchets avec des modèles sociaux, économiques et culturels qui sont acceptés dans le contexte local. WORM snc fait avancer et développe à partir de l'initiative "Carretta Caretta", un petit camion qui avant était utilisé pour transporter des marchandises et qui a été modifié pour être utilisé dans le ramassage de déchets, notamment dans les villes historiques avec des rues étroites. Le petit camion s'arrête dans des points précis de la ville prévus à cet effet au préalable et invite les citoyens à déposer leurs déchets triés.
Investissement:	Capital de démarrage: 5.000 Euros Taux de rendement: presque 200% Sources de revenus: Personnel
Parties prenantes: (principaux acteurs):	Compagnies publiques, citoyens, conseils municipaux: Comune di Lipari (Stromboli), Comune di Atina (Frosinone), Comune Santa Marina Salina, Comune di Roma, Comune di Procida, Comune di Spadafora (ME), Comune di Mantova, Comunità montana dei monti Lepini (Frosinone), Comune di Terracina (Latina), Comune di Ventotene.
Création d'emploi:	WORM n'a que deux membres et employés à plein temps, un ingénieur environnemental et un concepteur du projet. Une fois que le programme Carretta Caretta est défini et mis en œuvre, une multitude de fonctions sont générées. D'une façon générale, le programme produit une requalification évidente des ressources et compétences humaines, avec un rapport coût-efficacité et une valeur ajoutée pour les communes qui participent dans ce projet.
Historique: (petit résumé)	WORM fut fondé en 2008 en vue de répandre le brevet Carretta caretta, particulièrement dans les villages et dans les petites villes, et de travailler dans la réduction, réutilisation, recyclage et organisation des ramassages de déchets.
Étude de faisabilité:	L'étude de faisabilité fut effectuée en 2008 et dans le lien ci-après vous pourrez trouver une brève description: http://www.carrettacaretta.com/?p=6
Éléments clé:	Le brevet Carretta caretta est un système qui améliore le ramassage de déchets dans les centres-villes historiques, où les grands camions de ramassage de déchets ont du mal à rentrer. Avec le petit camion, le personnel est complètement organisé et effectue plusieurs fonctions lors du ramassage de déchets, en encourageant une attitude proactive des citoyens et des utilisateurs.
Objectif général et motivation:	Plusieurs statistiques signalent qu'en Italie le tri des ordures ne fonctionne qu'à 20% sans un ramassage de porta à porte. Caretta cherche à combiner l'éducation de la population et un ramassage facile et accessible à tout le monde.
Points forts:	<ul style="list-style-type: none"> - Augmente les économies financières, - Améliore la conscience environnementale du citoyen et ses relations, - Favorise le recyclage - Renforce l'image des ramasseurs de déchets et des balayeurs de la rue - Réduit le trafic - Une approche holistique pour la consommation et le comportement envers les déchets Voir vidéo http://www.youtube.com/watch?v=f3vg90aGf-c
Défis et contraintes:	<p>La réduction progressive de revenus pour les communes augmente le besoin de trouver une meilleure gestion avec des coûts réduits pour des services fondamentaux comme le ramassage de déchets. Carretta caretta offre une solution qui est au même temps facile et économique. Par conséquent, l'initiative a récemment trouvé une série de nouvelles opportunités, notamment grâce à la conscience croissante sur les affaires environnementales. Cela dit, il faut souligner les contraintes suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la gestion des déchets en Italie est aux mains de lobbies qui sont reliés à de forts intérêts économiques qui sont difficiles de remplacer - La licence et la propriété de Caretta caretta est difficile à protéger et WORM a déjà connu des imitations et des reproductions illégales (une procédure auprès des Tribunaux est en cours avec la Municipalité de Rome) - Alors que l'initiative devrait être mise en œuvre intégralement avec une réorganisation totale du système de ramassage des déchets, il existe le risque que les municipalités utilisent uniquement le petit camion sans effectuer une réorganisation totale du système et sans augmenter le personnel <p>Les municipalités n'ont pas toujours prouvé qu'elles recherchent un rapport coût-efficacité</p>

	et souvent elles préfèrent des solutions plus chères et contrôlées par la politique (par exemple, en utilisant les décharges)
Activités directes et impacts:	<ul style="list-style-type: none"> ● Social: plus d'assurance, confiance et réciprocité entre les citoyens ● Environnemental: réduction des déchets et de l'utilisation de l'énergie ● Economique: moins de coûts et plus de bénéfices
Utilisation de technologies innovatrices:	Tandis que le camion a été modernisé avec plusieurs technologies appliquées récemment dans le ramassage de déchets (contrepoids, bras semi-automatiques, tableau d'affichage), l'innovation se penche davantage sur les aspects humains et organisationnels
Preuve de l'approche holistique /vision du monde:	Carretta caretta est un exemple très visible à petite échelle du cycle de production, consommation, déchet, recyclage.
Avantages:	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration dans la qualité de la vie, particulièrement dans les centres-villes historiques Méditerranéens - Amélioration et fonctionnalité multiple des opérateurs du secteur des déchets - Augmentation de la conscience auprès des citoyens - Grande amélioration de la qualité des déchets (CONAI)
Politiques, incitations et règlements nécessaires:	<p>Les directives de l'UE de Juin 2010 introduisent un principe essentiel dans le recyclage et les devoirs de la production de déchets: " la société de l'UE est fondée sur le recyclage et le libre marché".</p> <p>En Sicile, le Nouveau plan régional a introduit une rénovation totale de sa Gestion des déchets solides le 14 octobre 2010</p>
Références:	Paolo Garelli +39 339 7601782 www.carrettacaretta.com

Annexe-2

RAPPORT DU GROUPE DE DISCUSSION DE ROME, CATANIA, MILAN AND ROVERETO



Rapport du Groupe de Discussion Rome

14 octobre 2011

Lieu : fondation Mondo Digitale

Heure : 17 h – 19 h 30

Participants :

1. **Alessandro Nasini**, fondateur et PDG de CEO of Maple, éditeur chez Greenternet
2. **Alfonso Molina**, scientifique de la fondation Mondo Digitale
3. **Andrea Pugliese**, spécialiste des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle, écrivain
4. **Beatrice Marisei**, responsable CSR, Bic Lazio
5. **Caterina Banella**, expert en communication et CSR
6. **Fabiana Musicco**, coordinatrice de projets à l'IPRS Institute, ex-éditrice de Sole24ore
7. **Giorgio Antonazzo**, architecte et fondateur de Spazio Aperto
8. **Margherita Cittadino**, Amnesty International, lauréate de la compétition 2011 International social e de l'innovation
9. **Sandro Polci**, architecte, chef de projet chez Cresme Group Group, expert en développement local et en communication publique, membre de la présidence du comité scientifique de Legambiente
10. **Simona Limentani**, co-fondatrice de l'entreprise Zolle
11. **Veronica Caciagli**, présidente de l'Italian Climate Network, spécialiste des changements climatiques
12. **Dario Carrera**, Hub Rome
13. **Ivan Fadini**, Hub Rome, hôte
14. **Rosario Sapienza**, Hub Sicile, animatrice

1. Le concept vert : quelles sont les caractéristiques de « l'entrepreneuriat vert » et de « l'économie verte » dans le centre de l'Italie ?

Tous les participants se sont accordés pour définir un ample modèle « éthique-éco-bio-durable » de « vert » (Alessandro Nasini), qui n'est pas restreint au seul secteur de l'environnement mais englobe aussi certains besoins sociaux émergents et principes éthiques.

Par conséquent, le « vert » a immédiatement été projeté au sein d'un concept plus large et identifié comme une grande opportunité de « re-naturalisation », pour promouvoir la « durabilité » et repenser « l'intensification [urbaine] », suivant le modèle médiéval, encore présent dans le centre de l'Italie, d'une interaction humaine profonde et efficace, à multiples facettes (Sandro Polci).

On peut également considérer « l'entrepreneuriat vert » comme une combinaison a) du recours à l'innovation pour cibler des marchés émergents et b) de l'adoption d'une perspective à long terme totalement nouvelle, à l'opposé du paradigme de l'argent facile, si populaire et répandu chez les entrepreneurs traditionnels (Caterina Banella). Le modèle « vert » englobe aussi un concept essentiel, revu et corrigé, de « valeur partagée ».

Plus qu'une simple opportunité, « l'alternative verte » est considérée comme un élan irréversible vers une lutte généralisée pour la survie : passer au « vert » (vu comme une chaîne de production durable et renouvelable, transversale à tous les secteurs), ce n'est pas simplement une option mais bel et bien une nécessité mondiale (Veronica Caciagli). Adopter le modèle « vert » est une obligation pour toutes les entreprises qui souhaitent se faire une place dans les marchés émergents, mais c'est aussi une nécessité pour les communautés locales, ainsi que pour les nations et pour la planète dans son ensemble.

Plusieurs participants ont mis en doute le rôle de « l'économie » en tant que force motrice. Pourquoi serait-ce forcément l'économie qui guiderait la transition vers les nouveaux paradigmes « verts » ? (Alfonso Molina). Aujourd'hui, les preuves ne manquent pas pour démontrer qu'une approche centrée sur l'économie n'est pas toujours la panacée (Giorgio Antonazzo).

Tandis que « l'innovation » (en tant que partie intégrante du concept « d'entrepreneuriat ») doit conserver son rôle d'outil conceptuel prometteur, il est capital d'ôter de l'importance à « l'économie » de manière convaincante et de l'englober dans une approche holistique capable de prendre en compte toutes les facettes liées au bien-être humain (Alfonso Molina). Ceci diffère donc grandement d'une approche centrée sur la technologie et l'économie, dans laquelle les acteurs principaux sont les entreprises et non les personnes. Cette prédilection pour les agents économiques au détriment des êtres humains n'est généralement pas du goût des gens ordinaires, raison pour laquelle ceux-ci s'abstiennent en fin de compte de se rallier à la cause de l'économie verte (Margherita Cittadino).

Au-delà de ces questions d'ordre conceptuel et philosophique, très importantes aux yeux des experts et des professionnels, la perception commune du label « vert » a également été mise en lumière (Fabiana Musicco), en passant du point de vue des « experts » à celui de la société prise dans son ensemble. Vu sous cet angle, « l'entrepreneuriat vert » est sans doute plus simplement considéré comme un négoce et une chaîne de production qui est consciente de (et prête attention à) son impact sur l'environnement. Plus prosaïquement, pour la plupart des microsociétés et des PME (la grande majorité en Italie), le modèle « vert » est synonyme de contraintes juridiques, d'obligations, de démarches bureaucratiques et d'exigences rigoureuses à respecter. En revanche, il peut aussi être vu comme l'occasion d'injecter des fonds publics dans l'entreprise, grâce aux subventions publiques garanties par la loi.

Selon une perspective plus contextualisée, on discerne deux ou trois niveaux différents dans le secteur « vert » : loin devant, quelques élus, pionniers de l'excellence qui montrent brillamment la voie à suivre ; derrière eux, la demande des « clients » potentiels d'un côté et la rigidité indifférente du « système » entier de l'autre. Tandis que les demandeurs de « vert » affiche un certain intérêt et une certaine curiosité, le cadre juridique et la culture d'entreprise en général demeurent insatisfaisantes (Caterina Banella). En conséquence, dans le centre de l'Italie, on est loin d'atteindre la masse critique nécessaire pour passer véritablement au « vert ». Cependant, il est vrai que l'opinion publique et donc le discours politique tournent légèrement au vert (Andrea Pugliese), mais reste à savoir s'il s'agit d'un maquillage superficiel, d'un « éco-blanchiment » (ou *green washing*) ou d'un réel effort d'adopter un modèle d'entreprise et de marché plus durable (Simona Limentani). Entre les grands programmes et politiques d'un côté et quelques bonnes pratiques isolées de l'autre, l'impression générale est que le gros du secteur vert dans le centre de l'Italie est encore faible et globalement incohérent (Giorgio Antonazzo). Cela se traduit notamment par la vulgarisation de la chaîne « bio » et la désorientation et désinformation généralisées du vaste bassin de clients potentiels.

2. La performance verte : quelles sont les forces et les faiblesses du secteur « vert » en Italie centrale ?

La plupart des participants du groupe de discussion se sont accordés pour identifier la mobilité, la planification urbaine et le secteur de la construction comme les branches les plus problématiques d'un point de vue durable et « vert ». À l'inverse, ils ont constaté que le recyclage et la gestion des déchets, la production bio et les énergies renouvelables sont les secteurs « verts » qui rencontrent le plus de succès dans le centre de l'Italie. Toutefois, ce succès est entravé par plusieurs obstacles. En premier lieu, le financement public et les subventions faussent considérablement les résultats de ces secteurs, qui ne sont donc pas dus à un véritable intérêt de la part des différents acteurs du marché. Par ailleurs, dans la plupart des entreprises du Latium et de l'Italie centrale (essentiellement des microsociétés et de petites entreprises), « le durable n'est pas viable » au jour le jour (Beatrice Marisei). Si elle n'est pas soutenue par des subventions, l'orientation « verte » n'est pas payante en termes de rentabilité et de rapport coût/efficacité, en particulier si on la considère selon une perspective à court terme, qui est la seule perspective adoptée de nos jours par les entreprises familiales et de petite taille. En effet, l'aspect « durable » n'est généralement pas viable pour la plupart des microsociétés et petites entreprises qui ont le « vert » pour activité principale (si on exclut les éventuelles subventions qui maintiennent les entreprises à flot). C'est encore moins viable pour les entreprises qui « font du vert » et ont recours à la « bio-durabilité » en tant que processus et chaîne de production (matières premières, logistique, planification et organisation du travail). En effet, le cadre juridique, politique et économique dans son ensemble ne favorise pas la création d'un environnement adéquat. Hormis le *green washing*, l'allocation de subventions publiques et l'existence notable de quelques exceptions, le « vert » n'est pas commercialisable pour les microsociétés et les petites entreprises.

Il faut également tenir compte de l'écart entre la performance perçue et la performance réelle des différents secteurs « verts ». On pense généralement que la bio-production et les énergies renouvelables fonctionnent bien mais cela n'est pas le cas (Alessandro Nasini) : le secteur des énergies renouvelables représente une lourde charge qui n'est pas viable au sein du système italien, tandis que la bio-production est un marché « dénaturé », qui n'est pas soutenu par une demande éclairée et critique ni par un ensemble de règles justes, réalistes et transparentes. Par ailleurs, le principal facteur de hausse de la demande de produits écologiques est la peur (Alfonso Molina) plus qu'un éventail de principes vitaux et positifs. En effet, les gens ont peur de la pollution, des aliments contaminés et de la dégradation irréversible de l'habitat ; c'est pour cela qu'ils consomment davantage de « vert ». Par conséquent, la peur est créée, exploitée et gérée commercialement.

3. Les perspectives côté vert : que réserve l'avenir au secteur vert dans le centre de l'Italie ?

Quoi qu'il en soit, on ne peut pas considérer le segment vert comme fini simplement à cause des critiques mentionnées ci-dessus (Sandro Polci). Les nombreuses contraintes auxquelles il est soumis, dont certaines ont déjà été soulignées, doivent nous inciter à guider le processus vers une base plus solide. Nous sommes en quelque sorte en train de payer les coûts d'innovation et de lancement d'un secteur émergent qui doit trouver sa voie et l'équilibre entre les questions de gouvernance et de marché. Dans cette perspective, l'avenir est tout tracé (il n'y a pas d'alternative, nous sommes tous obligés de devenir plus « verts ») et il nous réserve en plus un large éventail d'opportunités. Au-delà du marketing vert, il est nécessaire d'entreprendre un véritable changement, qui se fait de plus en plus pressant (Simona Limentani).

Tous les participants ont considéré le groupe de discussion comme une réunion privée où les critiques peuvent être librement débattues entre experts. Cependant, ils ont admis que l'opinion publique et officielle quant à la perspective du modèle « vert » devrait être bien plus optimiste et prometteuse que celle définie ci-dessus, dans laquelle ils ont repéré plusieurs contraintes et carences graves. Ceci revêt une importance particulière car cette opinion négative reflète un manque de confiance qu'il faut affronter et pallier (Andrea Pugliese). De nos jours, l'attitude traditionnellement individualiste et autarchique des Italiens a tendance à se mêler à une méfiance naissante à l'égard du système public dans son ensemble et de l'état de droit dans toutes ses dimensions. Le processus de certification de la production biologique n'est pas considéré comme fiable et, en règle générale, la confiance des consommateurs italiens envers la traçabilité des produits écologiques est plutôt faible. En Italie, pour passer d'une consommation ordinaire à une consommation « verte », il est indispensable d'établir une confiance solide entre les différents acteurs. Toutefois, le comportement traditionnel italien est particulièrement marqué par l'individualisme et la méfiance envers le système public en général (Simona Limentani). Par conséquent, la chaîne de distribution répondant à la règle du « kilomètre zéro », qui met l'accent sur la confiance établie entre le producteur et le consommateur grâce à une relation face à face, semble mieux fonctionner à ce stade que la production biologique associée à la distribution industrielle et à grande échelle.



Rapport du groupe de discussion de Catane

20 octobre 2011

Lieu : locaux de Sapienza

Heure : 17 h – 19 h 30

Participants :

1. **Alessandro Zappulla**, (Nokia/Siemens), spécialiste des questions environnementales, activiste et agent de mobilisation sociale, alessandro.zappulla@gmail.com
2. **Vincenzo Scuto**, ingénieur et entrepreneur vert dans le domaine des énergies renouvelables, promoteur du consortium « SOS rinnovabili », vincenzo.scuto@gmail.com
3. **Fernanda Pellegrino**, éco-entrepreneur (Pegasoambiente SRL), consultante en environnement, pegasoambientesrl@virgilio.it
4. **Paolo Guarnaccia**, bio-agronome et professeur à l'Université de Catane, expert en gestion durable des déchets et promoteur de la branche sicilienne du mouvement international « Zero Waste », paolo.guarnaccia@terredisicilia.com
5. **Emma Schembari**, juriste spécialisée dans l'environnement, consultante auprès de l'administration publique (Gruppo ISPRA), spécialisée dans la réparation des dommages environnementaux et la gestion durable des déchets, emma.schembari@libero.it
6. **Viviana Cannizzo**, experte en relations publiques et communication virale, spécialiste des questions environnementales, viviana.cannizzo@gmail.com
7. **Stena Paternò**, consultante auprès de l'administration publique pour les questions de développement local, entrepreneur et spécialiste des jardins et pépinières, stena.paterno@gmail.com
8. **Mario Tringali**, agent de la fonction publique (Assessorato ecologia e ambiente de la municipalité de Catane), expert en biologie marine et conservation marine, ketos@hotmail.it
9. **Sebastiano Spina**, ingénieur électronique (STMicroelectronics), expert en durabilité environnementale, promoteur de la branche sicilienne du mouvement international « Zero Waste », spinaseb@gmail.com
10. **Rosario Sapienza**, HUB Sicile, hôtesse et animatrice, rs@abatonmail.it

1. Le concept vert : quelles sont les caractéristiques de « l'entrepreneuriat vert » et de « l'économie verte » en Sicile et dans le sud de l'Italie ?

L'environnement, ce n'est pas simplement la Nature. La société et son fonctionnement, y compris la consommation, le style de vie, la production économique et la transformation... : tout ceci fait partie de l'environnement (Vincenzo Scuto). Par conséquent, l'environnement n'est pas un élément indépendant du système global, mais plus simplement le cadre, le contexte, l'habitat et le milieu dans lequel chaque élément unique est tenu de fonctionner. C'est cette constatation qui a donné le coup d'envoi du débat entre les participants du groupe de discussion sicilien.

La « perspective verte » est également perçue comme un « mécanisme parfait » (Alessandro Zappulla), un cycle vital, de régénération, capable de remplacer de façon indiscutable la chaîne de production linéaire traditionnelle et non durable (extraction des ressources naturelles et des matières premières > fabrication > distribution > consommation > rejet). Au cours du débat, le concept « vert » a été étroitement lié à celui de « durabilité », et celui de « durabilité » à celui de « d'épargne ». La discussion s'est alors portée sur un nouveau style de vie, dans lequel on pourrait redécouvrir à quel point le style de consommation actuel est totalement superflu et empêche en fin de compte les gens d'accroître leur propre bien-être (Sebastiano Spina). À l'opposé, la durabilité est en théorie agréable, fraîche, simple, commode et contagieuse car elle « fonctionne nettement mieux » ; elle arbore des avantages évidents, pratiques et immédiats (Emma Schembari). Des démarches entreprises à petite échelle au niveau des ménages aux grands processus industriels complexes, la durabilité peut s'avérer rentable d'un point de vue social et environnemental, mais aussi et surtout financier. Même la décontamination d'une zone polluée, habituellement considérée comme un problème à multiples facettes, inextricable, coûteux et impossible à résoudre, peut être vue comme une source potentielle d'emplois, d'investissements, de développement industriel et de relance de l'économie (Fernanda Pellegrino et Emma Schembari).

Même si les experts et les professionnels reconnaissent que la durabilité est viable et convient potentiellement à tout le monde, le grand public et les décideurs refusent d'admettre cette évidence objectivement reconnue et vérifiable. Il existe un écart important entre le degré de sensibilisation et de compréhension des professionnels et le comportement ordinaire du commun des mortels (Mario Tringali). Même si les solutions écologiques sont désormais acceptées et suivies par la communauté scientifique, même si elles se sont avérées efficaces et constituent des jalons fiables sur le chemin de la durabilité, leur mise en pratique généralisée est loin d'être une réalité. En dépit de ses avantages évidents, les gens ne sont en général pas prêts à accepter un nouveau modèle qui leur impose un état d'esprit complètement différent. Les gens se refusent à changer, les politiques tardent à être appliquées, les procédés industriels évitent de s'adapter, les modèles de consommation n'évoluent pas. Il existe une opposition culturelle généralisée grandement renforcée par des intérêts économiques et politiques inébranlables, intimement liés au « vieux » modèle (Vincenzo Scuto).

2. La performance verte : quelles sont les forces et les faiblesses du secteur « vert » en Sicile et dans le sud de l'Italie ?

En revenant à une perspective plus terre à terre, les participants ont tenté de définir l'entrepreneuriat vert à l'aide d'une série de critères. En théorie, pour être « verte », une entreprise doit être à la fois a) bonne pour l'environnement, b) basée et gérée au niveau local, c) éthique et orientée vers la réciprocité sociale (Paolo Guarnaccia). Ainsi, les participants ont distingué « l'attitude écolo » de la « mode écolo » (Stena Paternò), en soulignant que, d'après les critères mentionnés ci-dessus, certaines entreprises du secteur « vert » ne sont en réalité pas écologiques, alors que d'autres dont l'activité principale relève pourtant des secteurs traditionnels, ont un côté plus « vert ». En d'autres termes, c'est le rapport qu'elle entretient avec l'environnement, le territoire et les êtres humains qui définit une entreprise « verte ». Par ailleurs, si l'on accepte ce modèle, il faut admettre qu'il n'existe aucune entreprise « 100% vert » dans le monde réel. L'entreprise purement écologique, gérée localement et éthique est plutôt un modèle et une référence à suivre pour les entreprises dites « vertes », ainsi que pour tout autre type d'entreprise (Emma Schembari).

À cet égard, il faut souligner que plusieurs exemples d'évolution sur la voie du « vert » existent bel et bien en Sicile et dans le sud de l'Italie. Ces exemples, allant de la pisciculture (Mario Tringali) à la gouvernance au niveau local (Aci Bonaccorsi, Raguse) en passant par la production écologique (Emma Schembari) et les énergies renouvelables, en particulier l'énergie solaire (Vincenzo Scuto), sont en général isolés et disséminés dans plusieurs domaines et secteurs variés. Ils ne sont donc pas en mesure de créer une masse critique capable d'engendrer un changement structurel.

L'essor du secteur vert est entravé par cette fragmentation indéniable, ainsi que par l'absence d'un cadre juridique et politique favorable. Le marché lui-même est faible, surtout en Sicile, où il n'y a pas de demande déterminée de produits écologiques de la part du grand public et des consommateurs finaux (Fernanda Pellegrino), ni de la part du système public, où la loi sur les marchés publics écologiques est loin d'être appliquée (d'après cette loi, 40 % des dépenses publiques doivent être « vertes »). Les participants ont tous signalé que la non-application de la loi est l'une des grandes entraves au développement du secteur. En matière de production écologique, par exemple, nous sommes les premiers à produire et les derniers à consommer (Paolo Guarnaccia), mais il a également été constaté que notre production n'est pas près de s'adapter à un marché complexe et sophistiqué, notamment en ce qui concerne la certification et la responsabilité (Emma Schembari).

Dans tous les cas, au vu des contraintes juridiques, macroéconomiques et structurelles, la discussion a mis en valeur la confiance envers les micro-réalités virtuelles. Des centaines de personnes s'engagent au jour le jour « dans leur potager » pour faire de l'écologie une réalité. Élargir cette communauté, limitée mais en plein essor : voilà une solution et une issue possibles (Sebastiano Spina). Une nouvelle culture du « vert » s'impose progressivement grâce à une démarche partant de la base, en dépit de la non-application des lois, de la mauvaise gestion des fonds publics et de la persistance du comportement spéculateur des agents financiers.

3. Les perspectives côté vert : que réserve l'avenir au secteur vert en Sicile et dans le sud de l'Italie ?

On ne peut pas raisonnablement attendre des sphères politiques et financières qu'elles déclenchent la transition vers le modèle « vert ». Le changement viendra d'un nombre non négligeable de gens ordinaires qui agissent différemment et d'un déclic culturel dans la façon dont ils travaillent et produisent, dans la manière dont ils consomment, se déplacent et éliminent leurs déchets (Alessandro Zappulla). Ce changement est en train de se produire subtilement en partant de la base, par le biais de nouveaux comportements.

On assiste à l'émergence timide du sens de la responsabilité. La devise « laissons le monde mieux que nous l'avons trouvé » est une source d'inspiration pour une nouvelle génération d'entrepreneurs et de professionnels qui pensent détenir une part de responsabilité dans la manière dont les choses évoluent (Vincenzo Scuto). La responsabilité publique du citoyen ordinaire, les coûts sociaux des comportements inciviques : tous ces principes semblent peu à peu trouver un écho parmi une partie mineure et éclairée de la société sicilienne. Le paiement des impôts, le régime de lois, le droit de protester et le devoir de dénoncer les injustices, les crimes et les illégalités sont tous des aspects intimement liés à la perspective du modèle « vert », en particulier dans le sud de l'Italie. Comment étendre cette prise de conscience d'une élite informée de la classe moyenne à la grande majorité des consommateurs/électeurs ? Tel est l'enjeu actuel.

Des améliorations semblent possibles dans plusieurs domaines, notamment la mise en réseau qui crée un cercle vertueux et un système d'informations positif (Alessandro Zappulla) : ce sont des outils capables de répandre et de diffuser de bons exemples et de bonnes pratiques dans plusieurs couches de la société, afin de mettre le comportement des particuliers à l'ordre du jour politique.

Une autre possibilité mentionnée consiste à être ouverts et à intégrer l'entreprise traditionnelle sur la voie de l'écologie, en imaginant que toutes les entreprises, même les carrosseries, peuvent entreprendre leur propre transformation et devenir de plus en plus « vertes » (Emma Schembari).

Là encore, la transparence et la simplicité, la diffusion des actions et des performances, voire même l'art, peuvent être utiles (Paolo Guarnaccia). La Sicile et le sud de l'Italie n'ont pas encore complètement perdu le lien avec la culture rurale de leurs aïeux. Il est important de pouvoir récupérer ce qui fonctionnait dans le passé au lieu de convaincre les gens du bien-fondé d'un avenir lointain et incertain.

Par ailleurs, la crise mondiale constitue une opportunité sans égale (Fernanda Pellegrino). Les gens sont aujourd'hui contraints de questionner l'utilité du modèle habituel, de se demander s'ils sont encore heureux et s'ils peuvent se permettre de payer le coût de leur style de vie. Avec la crise, les gens se remettent en question et sont plus à même de faire le saut vers une nouvelle dimension.



Atelier « L'entrepreneuriat vert en Italie »

**Rapport du groupe de discussion et du World Café
de Milan**

Lieu : The Hub Milan, 25 octobre 2011

Participants :

1. **Enrico Murtula**, juriste spécialisé dans l'environnement
2. **Davide Agazzi**, Avanzi, consultant en durabilité et en économie sociale travaillant pour l'une des principales organisations de Milan dans le domaine de l'économie verte
3. **Guido Trivellini**, WWF, défenseur de l'environnement travaillant pour l'une des principales ONG mondiales dans le domaine de l'environnement
4. **Giulio Raimondi**, Innoind, fondateur d'un réseau d'entrepreneurs pour l'innovation
5. **Giovanni Petrini**, Avanzi, ex-directeur de Fa' la Cosa Giusta, le plus grand salon de l'économie sociale et verte en Italie
6. **Elena Jachia**, Fondazione Cariplo, responsable du programme environnemental de la fondation, qui est l'une des plus grandes d'Italie
7. **Vita Sgardello**, Vita Europe, défenseuse de l'environnement et journaliste travaillant pour le premier magazine européen de l'économie sociale et durable
8. **Letizia Todaro**, Feel Good, experte en agriculture durable travaillant pour une société de conseil dans le domaine de la CSR
9. **Eric Ezechieli**, The Natural Step, fondateur et directeur de la branche italienne du réseau misant sur des sociétés durables
10. **Sissi Semprini**, Greenbean, experte en durabilité qui soutient les entreprises dans leurs campagnes de communication « verte »
11. **Cristina Gabetti**, journaliste spécialisée dans l'environnement, journaliste de télévision sur les questions environnementales et auteur d'un livre à succès sur la consommation durable
12. **Marco Gialdi**, Fastinking, Rigeneriamoci, entrepreneur vert se consacrant principalement au domaine du recyclage des TIC
13. **Erika Sartori**, Valcucine, directrice d'Eco-Bookshop Valcucine, une librairie spécialisée dans les thèmes écologiques, responsable de la communication pour l'un des principaux fabricants italiens de mobilier durable
14. **Alberto Masetti-Zannini**, The Hub Milan, médiateur

GROUPE DE DISCUSSION - Question n°1

Quelles sont les caractéristiques de « l'entrepreneuriat vert » à Milan et en Italie en général ?

Pour le groupe, « l'entrepreneuriat vert » est à la fois une étiquette commode et le reflet d'une mutation culturelle (Ezechieli). Il existe une nette impression dans certains secteurs économiques qu'un courant pouvant être défini comme « entrepreneuriat vert » est actuellement en train de faire son apparition. La liste récemment établie par Assolombarda, recensant des centaines d'entreprises « vertes », est un bon exemple de reconnaissance publique du secteur, et une tentative de mettre en place une structure pour soutenir sa croissance et son internationalisation (Jachia).

Cependant, les participants ont souligné que le concept « d'entreprise verte » reste assez flou, et que la plupart du temps un simple compte-rendu de durabilité suffit aux sociétés pour se considérer engagées sur la voie de l'écologie (Semprini, Gabetti). Une autre distinction a été faite entre les agents économiques qui fournissent des services « verts » au public (par exemple, dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, de la gestion des déchets, du contrôle de la pollution, des technologies d'adaptation aux changements climatiques, etc.) et qui se forgent une réputation « verte » d'eux-mêmes, et les agents économiques qui se lancent sur le marché avec des produits plus écologiques que leurs concurrents (Trivellini, Murtula).

Certains participants ont mis en doute que ces dernières (au nombre desquelles figurent des sociétés qui « verdissent » leurs activités en réduisant leurs déchets, en diminuant leurs émissions, en utilisant moins d'énergie, etc.) puissent être réellement considérées comme des entreprises « vertes » (Raimondi). D'autres participants ont également observé que la plupart des entreprises « vertes », en particulier à Milan, s'adaptent à un changement culturel ascendant qui est en train de placer les comportements durables au cœur des activités quotidiennes. Pour répondre à cette tendance, elles proposent des produits et des services plus écologiques au public. Ce faisant, elles élargissent le marché et créent un cercle vertueux entre le changement culturel et les mécanismes économiques (Agazzi).

Toutefois, dans l'ensemble, le groupe a estimé qu'il est encore trop tôt pour parler d'un secteur d'entrepreneuriat vert bien défini, qu'un trop grand nombre d'acteurs prennent simplement le train en marche sans pour autant disposer de qualifications ou de certifications précises, et que ceci ajoute à la confusion des consommateurs, qui pensent en fin de compte que de nombreux produits et services vendus comme « verts » ne le sont pas vraiment (Ezechieli, Gabetti). Le groupe a par ailleurs souligné que l'indéniable changement culturel qui se traduit par une sensibilité croissante envers les comportements écologiques a déclenché une multitude d'initiatives partant de la base (pour ne citer qu'un seul exemple : les GAS, groupes d'achat solidaire) qui contribuent à redéfinir le panorama économique, malgré leur fragmentation et leur manque de coordination (Todaro, Petrini).

GROUPE DE DISCUSSION - Question n°2

Quelles sont les forces et les faiblesses de l'entrepreneuriat vert à Milan et en Italie en général ?

Le groupe a surtout abordé les faiblesses du secteur, jugeant sans doute qu'elles étaient plus évidentes et requéraient une attention plus urgente. La première constatation a été que les obstacles auxquels sont confrontés de nombreuses entreprises vertes sont exactement les mêmes que ceux rencontrés par les autres entreprises italiennes : clairvoyance et encadrement déficients de l'État ; trop de bureaucratie et d'incertitudes juridiques, qui touchent en particulier les PME ; trop d'impôts pour trop peu de services de soutien en retour ; déclin généralisé des secteurs industriels traditionnels qui pourraient tenir tête à la crise en innovant et en devenant plus verts, mais qui préfèrent délocaliser leurs usines de production dans des endroits moins chers de la planète (Gialdi). C'est une défaite aussi bien pour l'environnement (normes moins strictes en matière de durabilité dans la plupart des nouveaux pays industrialisés, moins de contrôle, plus d'émissions de carbone, etc.) que pour l'Italie (perte d'emplois, dégénérescence urbaine, dissociation de l'économie et de la société).

Selon certains membres du groupe, le fait de relever les défis auxquels sont confrontées les entreprises italiennes et de construire un avenir plus cohérent pour l'économie du pays constitue à lui seul une manière de renforcer le secteur des entreprises « vertes », étant donné que seules les entreprises qui acceptent pleinement les enjeux de la durabilité survivront à l'avenir (Ezechieli). La situation est telle qu'elles ne peuvent pas se permettre de ne pas devenir plus écologiques. Il ne s'agit pas simplement d'une mode ni d'un coup marketing : c'est l'avenir de la planète qui est en jeu. En fait, le groupe a observé que l'étiquette « entreprise verte » pourrait donner lieu à une « mentalité de ghetto » qui ne serait pas le meilleur moyen de transformer l'économie à long terme. L'innovation est faite pour répondre aux besoins et aux opportunités qui se présentent, et il n'y a rien de plus pressant aujourd'hui que de garantir la durabilité de notre planète (Petrini).

Côté positif, le groupe a souligné qu'une grande partie des sociétés italiennes demeurent étroitement liées à des clans familiaux, ce qui le pousse à penser qu'elles sont plus à même de se soucier de l'avenir que le marché anonyme (Ezechieli). De même, ces sociétés seraient plus enclines à soigner leur avenir du point de vue de la viabilité écologique, étant donné que leur direction envisage l'avenir de manière personnelle et non pas abstraite (Sartori). Un autre point souligné par plusieurs participants est que l'une des principales faiblesses du secteur de l'entrepreneuriat vert est son incapacité à faire le lien entre les impacts écologiques et les impacts sociaux, comme s'il s'agissait de deux domaines distincts. Pourtant, d'après l'ensemble des participants, ces deux domaines sont totalement interdépendants. Les entreprises doivent donc commencer à les prendre en compte dans le cadre d'une approche holistique vers la durabilité (Agazzi).

Finalement, le groupe est revenu sur la question du manque d'encadrement stratégique, pour expliquer à quel point il est difficile de changer les mauvaises pratiques fortement ancrées (dans la chaîne de production, par exemple) alors que l'État n'offre que peu de motivation et de soutien en ce sens (Raimondi, Gialdi). Par ailleurs, en ce qui concerne notre évolution vers une économie plus écologique, le groupe a signalé que la brèche entre la situation actuelle et l'objectif à atteindre est tellement large qu'elle semble parfois impossible à combler (Gabetti).

WORLD CAFÉ - Question n°1

D'après les forces et les faiblesses que vous avez identifiées, comment voyez-vous l'avenir du secteur de l'entrepreneuriat vert à Milan et en Italie en général ?

- Tous les groupes prédisent un effondrement du système (ou tout du moins une série de bouleversements sur le plan économique et environnemental) qui rendront les « bonnes vieilles habitudes » commerciales caduques.
- Tous les groupes ont exprimé leur conviction que seules les entreprises qui placent la durabilité au cœur de leur stratégie parviendront à survivre. Les autres sont vouées à disparaître.
- Un groupe a souligné que l'avenir de l'entrepreneuriat vert en Italie, c'est l'avenir de l'Italie.
- Au vu du manque de vision stratégique, de la lourdeur de la bureaucratie et du retard relatif des agents économiques (hormis quelques exemples de bonnes pratiques), tous les groupes estiment que l'Italie aura moins de poids sur la scène internationale à l'avenir.
- Tous les groupes ont constaté l'émergence notable d'initiatives et de pratiques durables ascendantes, qui touchent l'économie et créent de nouveaux modèles de comportement. Toutefois, elles sont encore trop faibles et fragmentées, raison pour laquelle il faut les soutenir et favoriser leur interconnexion.

WORLD CAFÉ' - Question n°2

Quelles sont les mesures ou interventions spécifiques à mettre en œuvre en priorité pour soutenir la croissance du secteur de l'entrepreneuriat vert à Milan et en Italie ?

- L'une des priorités mentionnées par tous les participants est la sensibilisation du grand public quant au besoin d'adopter des pratiques plus durables à tous les niveaux (à l'école, au travail, partout) afin de garantir une prise de conscience générale des enjeux, de diffuser des connaissances et d'accumuler des données pour étayer des politiques économiques solides.
- Un groupe a souligné que, pour parvenir à un changement économique de grande envergure et passer des vieux modèles de production à l'entrepreneuriat vert, il fallait agir intelligemment et progressivement, et non pas déclencher des chocs sociaux qui pourraient compromettre ce changement.
- L'ensemble des groupes a souligné qu'il est nécessaire de retransmettre ce qui se passe sur le terrain de manière plus efficace, en vue de mieux partager les connaissances et les expériences et de créer des cercles vertueux.
- Par ailleurs, ils se sont tous accordés pour dire qu'une approche partant de la base n'est pas suffisante. Celle-ci doit être soutenue par une stratégie descendante en mesure de susciter les motivations adéquates pour le changement. Cette approche du haut vers le bas comprendrait : des efforts de R&D, récompenser l'excellence et punir les mauvaises pratiques (au moyen d'impôts, par exemple), en donnant la priorité à l'environnement dans toutes les interventions et les stratégies du secteur public.
- Tous les groupes ont signalé que pour que cette approche descendante soit possible, un changement politique est nécessaire, étant donné que pour le moment le secteur public ne peut ni ne veut mener à bien cette mission à long terme.
- Si cela se produisait, toutes les initiatives d'origine publique en ce sens auraient un effet considérable sur le développement du secteur, par exemple à travers la réforme des modèles de passation des marchés publics ou la modification des mécanismes de prestation de services publics pour qu'ils tiennent compte des principes de durabilité.
- L'un des groupes a remarqué que la mise en place d'un nouveau statut juridique pour les entreprises « vertes » (sociales) contribuerait à assurer la transition vers un avenir plus écologique, en ce qu'il garantirait un soutien plus solide (à travers de nouveaux mécanismes de financement par exemple) à tous ceux qui agissent de façon plus « verte ».
- Enfin, un groupe a insisté sur le fait que le seul moyen de parvenir à une nouvelle forme d'économie centrée sur les êtres humains est de tisser des liens plus étroits entre le marché et la société civile. Cette nouvelle forme d'économie ne considérerait pas l'environnement comme une simple source (d'énergie, d'aliments, de minerais, etc.) mais bel et bien comme l'écosystème dans lequel nous vivons et duquel nous dépendons pour survivre.



**Rapport du groupe de discussion de
Rovereto**

Lieu : The Hub Rovereto, 27 octobre 2011

Participants :

1. **Matteo Ruele**, Roverplastik – produits écologiques pour le bâtiment
2. **Paolo Ghedina**, Walkness – consultant en alpinisme et en environnement
3. **Filippo Martini**, architecte
4. **Sonia Flaim**, consultante en environnement
5. **Giuseppina Ascione**, architecte
6. **Emanuele Rocco**, chercheur
7. **Leonardo Benuzzi**, MIT, entrepreneur vert
8. **Andrea Saiani**, entrepreneur vert
9. **Jari Ognibeni**, Regenergy
10. **Paolo Campagnano**, modérateur

Le groupe de discussion était composé de plusieurs personnes travaillant à différents niveaux dans le secteur de l'entrepreneuriat vert : entrepreneurs, chercheurs, consultants. Le concept d'économie verte est bien connu ici dans le Trentin ; tous les participants le considèrent comme leur principale motivation et essaient d'investir et de développer leurs activités dans la région et au-delà. Le Trentin est une province autonome particulière, où la considération pour l'environnement et la nature est très forte. Cependant, le Trentin fait face à plusieurs problèmes dans le domaine de l'entrepreneuriat, et il doit mettre en œuvre une stratégie spécifique pour promouvoir l'entrepreneuriat en général et dans le secteur de l'environnement en particulier.

GROUPE DE DISCUSSION - Question n°1

Quelles sont les caractéristiques du secteur de « l'entrepreneuriat vert » dans le Trentin et en Italie en général ?

Dans le Trentin et dans les zones rurales typiques du nord-est du pays, l'environnement est une chose très précieuse, étant donné qu'il s'agit de l'un des principaux atouts du territoire. De plus, cette région est riche en ressources naturelles, sous la forme d'eau et de forêts. Les habitants ont toujours entretenu un lien très fort avec l'environnement. Dernièrement, cette particularité a été considérée comme une opportunité importante pour l'entrepreneuriat.

Le Trentin vise en effet à se hisser aux premiers rangs du secteur à l'échelle nationale et un grand nombre d'initiatives ont vu le jour dans cette optique.

Il faut souligner que la définition du concept « d'entrepreneuriat vert » est loin de faire l'unanimité. Certains participants du groupe de discussion ont dit avoir abordé le sujet de l'hétérogénéité des définitions avec des représentants du secteur public : peine perdue, car ces derniers ne leur ont fourni aucune réponse précise. Plusieurs participants ont affirmé que le concept « d'entrepreneuriat vert » est principalement lié au secteur de la construction et de l'énergie dans le Trentin.

Le Trentin et toute la vallée de l'Adige, y compris le Tyrol du Sud, occupent une position privilégiée dans le secteur du bâtiment écologique. On a même comparé cette vallée à la Silicon Valley, car on y réalise des innovations d'envergure mondiale en matière de construction écologique et elle abrite un réseau de qualité entre les universités, les entreprises et le secteur public. Le secteur du bâtiment et, en deuxième lieu, celui des énergies renouvelables, sont au cœur de l'entrepreneuriat vert au Trentin. De l'avis des participants du groupe de discussion, toutes les nouvelles initiatives entrepreneuriales doivent aujourd'hui se présenter comme « durables ».

Ceci est également dû au lien particulier que les personnes qui vivent sur ce territoire ont tissé avec l'environnement et la nature. D'ailleurs, l'environnement est depuis longtemps l'un des principaux atouts du Trentin, en tant que région touristique et agricole. Quelques participants ont signalé que dans les régions montagneuses, il n'est pas rare de rencontrer des individus dotés de profondes connaissances sur, mettons, les panneaux solaires, alors que cela n'a rien à voir avec leur métier.

Pour ces raisons, l'environnement est considéré comme une ressource et les entrepreneurs locaux utilisent le concept « vert » comme label et outil de promotion. Ainsi, les hôtels des zones les plus touristiques communiquent sur le fait qu'ils installent des panneaux solaires, du chauffage écologique ou d'autres systèmes énergétiques verts. Ceci a suscité l'apparition de quelques agences de communication qui se consacrent à la promotion de la durabilité.

Comme nous l'avons déjà mentionné, la province autonome de Trente vise à jouer un rôle prépondérant dans ce domaine. Au cours des dernières années, l'administration locale a promulgué des lois et lancé des subventions pour soutenir le marché lié à l'entrepreneuriat vert. De plus, elle a sensibilisé la population au sujet des problèmes environnementaux (tels que ceux liés aux déchets, notamment). Le Trentin occupe la deuxième place au niveau national en matière de recyclage des déchets, mais n'a pas tiré parti de ces efforts pour développer des activités entrepreneuriales.

GROUPE DE DISCUSSION - Question n°2

Quelles sont les forces et les faiblesses du secteur vert au Trentin et dans le nord-est de l'Italie ?

Les participants ont entamé le débat en soulignant le manque de dynamisme du secteur privé au Trentin, en parti dû à la présence excessive du gouvernement local, qui ne contribue pas à créer une véritable classe d'entrepreneurs. Il n'existe pas à proprement parler d'esprit entrepreneurial dans la région et ce pour diverses raisons géographiques et historiques. Les régions limitrophes de la Vénétie et du Frioul-Vénétie julienne, marquées par un esprit d'entreprise plus fort, rencontrent d'autres types de problèmes, principalement liés à la rigidité du marché existant et au manque de ressources économiques pour investir dans des entreprises innovantes.

Il existe un marché spécifique à exploiter pour l'entrepreneuriat vert, actuellement sous-développé : le marché des services. Au début de la discussion, il a été souligné que les secteurs du bâtiment et de l'énergie étaient les principaux secteurs « verts » au Trentin. Ceci est également dû aux relations que ces secteurs ont su établir sur le plan national et international. En outre, il est difficile d'accroître le marché des services (covoiturage, communication, etc.) en raison du faible nombre de consommateurs dans la région. Le Trentin est une province comptant un peu plus de 500 000 habitants et la totalité de la région, avec le Tyrol du Sud, recense à peine un million d'habitants. Avec ces chiffres, il est difficile de créer des économies d'échelle et ceci constitue un obstacle important.

Si on compare le Trentin au reste de l'Italie, on constate qu'il existe bien plus d'opportunités et de facilités sur le plan économique et juridique ici qu'ailleurs. Si on compare le Trentin aux pays d'Europe centrale, on constate qu'il est plus facile de créer et de gérer une entreprise ici. Le problème est donc manifestement d'ordre structurel et concerne tous les secteurs, pas seulement le secteur « vert ». Le Trentin a mis en place plusieurs services et institutions pour contribuer à l'établissement de réseaux parmi les entrepreneurs verts (Habitech, Manifattura Domani, Trentino Sviluppo). Ces réseaux ont effectivement été d'une grande aide pour les entreprises écologiques existantes et sont en mesure de soutenir les sociétés naissantes.

Le groupe de personnes qui a participé à cette discussion a identifié des problèmes spécifiques à résoudre pour améliorer les perspectives de l'entrepreneuriat vert au Trentin et dans le nord-est de l'Italie :

- Il est nécessaire d'établir des normes de qualité afin de mesurer le degré de durabilité des entreprises. Le but est d'essayer d'éviter la pratique du « green washing » (« éco-blanchiment ») dans les sociétés.
- Les panneaux solaires font l'objet d'un problème particulier. Les subventions ne fixant pas de normes de qualité précises, les gens ont tendance à acheter des panneaux de faible qualité à bas prix. Ces panneaux doivent être remplacés au bout de cinq ans, ce qui engendre des problèmes quant à l'élimination des matériaux.
- Le développement de nouvelles sources d'énergie risque d'avoir un impact négatif sur le paysage, ce qui pourrait à son tour avoir des répercussions sur le tourisme. Il est essentiel d'essayer de minimiser cet impact.
- On a beau tenter de réduire les coûts des bâtiments écologiques, cela ne sert à rien si le coût des terrains reste aussi élevé. Le système dans son ensemble doit faire des efforts pour réduire ce coût et mettre en place des mesures d'incitation pour élargir ce marché.
- Il faut développer la mise en réseau des entreprises vertes en vue d'améliorer l'aptitude du Trentin à devenir un centre d'innovation pour la durabilité.
- Il est nécessaire d'attirer des entrepreneurs étrangers. Jusqu'à présent, la politique du Trentin a été de privilégier les habitants de la province. Nous devons attirer des cerveaux et des idées venus d'ailleurs et créer des opportunités pour les entrepreneurs étrangers. Les mesures d'incitation adoptées jusqu'à présent étaient destinées au soutien direct des ressources humaines locales. Ceci doit changer pour donner lieu à un système et à un réseau plus ouvert à l'international qui puisse apporter davantage d'opportunités pour la région et pour la société. Pour y parvenir, une solution consisterait à créer des programmes spécifiques pour attirer et soutenir des entrepreneurs et des « entrepreneurs verts » du monde entier.

Annexe-3

CAS DE LA SICILE ET BONNES PRATIQUES

1. Le tissu entrepreneurial en Sicile

À première vue, le tissu entrepreneurial en Sicile est extrêmement varié et difficilement définissable. D'une part, il semble très fragmenté, avec une très forte proportion de microsociétés et de petites entreprises (employant 2,88 salariés en moyenne¹⁴⁸). D'autre part, on constate un dynamisme inattendu et des stratégies d'adaptation brillantes parmi les entreprises qui sont actuellement presque étouffées sous le poids des contraintes internes et externes et qui luttent pour survivre. Cette vitalité est également très nette parmi les sociétés de taille moyenne qui, en dépit du marasme économique, sont capables d'aller de l'avant en faisant preuve d'un esprit d'innovation remarquable. Ce dernier a même été qualifié d'exemplaire en Italie mais aussi ailleurs dans le monde¹⁴⁹. Par ailleurs, de grandes compagnies pétrolières (ERG, Esso, ENI, Sasol) viennent compléter le tableau. Elles se consacrent à l'extraction et au raffinage du pétrole, principalement dans le sud-est de l'île (Priolo, Augusta, Gela), et étendent actuellement leurs activités aux gisements de pétrole offshore récemment découverts entre la Sicile et la Tunisie¹⁵⁰. Une autre société majeure, implantée en Sicile depuis 1970 mais aujourd'hui en fin de course, est l'usine de production du plus grand fabricant automobile italien (FIAT) : il s'agit de l'un des derniers vestiges d'un modèle obsolète de développement industriel et économique centralisé¹⁵¹.

En Sicile, le tissu entrepreneurial est, dans les grands traits, dominé par deux secteurs distincts : l'agroalimentaire, modernisé et revitalisé, particulièrement à l'ouest, au centre et dans le sud-est¹⁵², et le secteur émergent de la haute technologie, présent depuis le début des années 1990 et fortement concentré à l'Est (dans la région de la vallée de l'Etna¹⁵³), qui est durement mis à l'épreuve par la récession mondiale et l'essor de la concurrence sur le plan international. Après la crise 2009, le secteur de l'entrepreneuriat en Sicile n'a pas bénéficié de la reprise qui s'est produite dans d'autres régions italiennes : en 2010, le PIB en Sicile a pratiquement stagné, avec une croissance inférieure à 0,2 %, alors que celle de l'Italie a atteint 2,3 %¹⁵⁴. Dans le sud de l'Italie, le taux de chômage est de 13,4 % et touche 40 % des jeunes (15-24 ans), sans signe d'évolution. À l'exclusion du secteur pétrolier, les exportations originaires du sud de l'Italie ont baissé de 10 % en 2010 en comparaison avec 2008, où un pic avait été atteint. Toujours en 2010, le PIB par habitant était de l'ordre de 13 700 €, soit moins qu'en 2000. Il n'est donc pas étonnant que 94 % des entrepreneurs siciliens jugent le panorama économique plus qu'insatisfaisant, d'après un sondage récent¹⁵⁵. De toute évidence, la crise touche durement les entreprises siciliennes : 67 % des entreprises interrogées ont accusé une baisse des ventes, 63 % un ralentissement des processus de remboursement et 56 % une

¹⁴⁸ ISTAT 2008 <http://www.istat.it/it/archivio/4870>

¹⁴⁹ Pour exemple, voir Brevettare in Sicilia, Laura Azzolina StrumentiRes - Rivista online della Fondazione RES Anno I - n° 3 - Septembre 2009

http://www.strumentires.com/index.php?option=com_content&view=article&id=74%3Abrevettare-in-sicilia&Itemid=12

¹⁵⁰ http://www.pgs.com/upload/29358/Offshore_Tunisia_Fin.pdf

¹⁵¹ Giuseppe Berta, Termini Imerese e la crisi finanziaria StrumentiRes - Rivista online della Fondazione RES Anno II - n° 1 - Janvier 2010 http://www.strumentires.com/index.php?option=com_content&view=article&id=112:termini-imerese-e-la-crisi-finanziaria&catid=4:economia-siciliana&Itemid=12

¹⁵² Servizio di Valutazione del Programma di Sviluppo Rurale (PSR) SICILIA 2007-2013 - Relazione di Valutazione Intermedia - Décembre 2010

http://www.psr Sicilia.it/Allegati/Valutazione/Documenti/Rapporto_Valut_Intermedia_%20REV_22_12_10.pdf

¹⁵³ <http://www.etnavalley.com/>

¹⁵⁴ Banca d'Italia 2011 http://www.bancaditalia.it/pubblicazioni/econo/ecore/2011/analisi_s_r/1120_sicilia

¹⁵⁵ Sondage effectué par Demopolis à la fin 2008 auprès de 104 entreprises siciliennes sélectionnées de la province de Catane.

http://www.demopolis.it/newsfocussicilia.php?subaction=showfull&id=1257265695&archive=&start_from=&ucat=23&

diminution des investissements. Fait encore plus révélateur, 47 % des entreprises siciliennes voient l'avenir avec inquiétude et seules 28 % prédisent une amélioration de l'économie. Selon 76 % des entreprises interrogées, la principale faiblesse des sociétés siciliennes est leur réticence à créer des réseaux et leur incapacité à s'intégrer dans un système à grande échelle¹⁵⁶. En général, les données comparatives révèlent que le crédit financier est plus risqué et beaucoup moins dynamique en Sicile que dans le centre et le nord de l'Italie. Tandis que les prêts concédés aux familles ont augmenté en Sicile, ceux accordés aux entreprises n'ont pas connu le même essor que dans le reste du pays. En général, les dépenses indirectes des entreprises (assurances, intérêts, factures d'électricité...) sont plus élevées en Sicile que dans le reste de l'Italie. Une piètre gouvernance, l'inefficacité avérée du secteur public (des investissements élevés pour peu de résultats), l'accroissement de l'évasion fiscale et l'expansion de l'économie parallèle compromettent encore davantage la capacité du système public à satisfaire les besoins des agents économiques et autres. Le mépris de la loi affiché par une grande partie de la société civile et de la classe politique est loin de favoriser l'éradication du crime organisé et de la délinquance. La mafia et la corruption prospèrent en marge d'autres aspects plus sains du régime politique et économique. Ces deux sphères ne sont pas toujours faciles à distinguer.

2. Le tissu entrepreneurial « vert » en Sicile

D'après un rapport publié par Eurispes (Institut italien des études socio-économiques) en 2010,¹⁵⁷ l'économie verte grandit en Italie. Dans ce rapport, l'Eurispes estime que la valeur marchande combinée des énergies renouvelables, des produits biologiques, des articles de commerce équitable et du financement éthique s'élève à 810 milliards d'euros dans le monde, dont 122 milliards en Europe et 10 milliards en Italie, et que sa part dans la consommation mondiale et européenne atteint 1,2 % et 8,2 % respectivement. Toutefois, le classement élaboré par Fondazione Impresa (IGE, indice de l'économie verte)¹⁵⁸ relègue la Sicile à la 17^e place des régions italiennes, qui sont au nombre de 20. L'IGE évalue la situation de l'économie verte en Italie en se fondant sur 21 critères de performance concernant les principaux secteurs de l'économie verte (agriculture, mobilité, construction, tourisme, commerce, énergie, déchets). Par rapport aux autres régions, la Sicile se porte plutôt bien dans le secteur de l'agriculture biologique : elle occupe la cinquième place en nombre d'exploitants (soit 147 pour 100 000 habitants) et la troisième en superficie destinée aux cultures biologiques (16,5 % des terres agricoles exploitées). La Sicile occupe également une bonne place en ce qui concerne la production d'électricité à partir de sources renouvelables (avec 316 kWh par habitant, elle est classée huitième), mais se retrouve en bas du classement en ce qui a trait à la gestion de l'eau et au ramassage des déchets. Sur le plan de la production d'électricité à partir de sources renouvelables, si l'on divise ces sources en plusieurs catégories (hydrique, éolienne, solaire, géothermique et biomasse), la Sicile présente les résultats suivants : 6,1 % de la production d'énergie totale est issue de l'eau, 85,2 % du vent, 2 % du soleil (PV), 6,7 % de la biomasse et 0 % de sources géothermales.

¹⁵⁶ Parmi les autres obstacles cités figurent la difficulté des rapports entre le secteur privé et le secteur public (53 %) d'une part et les systèmes de crédit (48 %) d'autre part, la réticence généralisée des entreprises à adopter les innovations technologiques (41 %) et les dimensions trop réduites des sociétés (35 %). Dans un contexte plus large, les facteurs qui retardent l'expansion du secteur entrepreneurial sont les suivants : absence de politiques de développement solides à moyen et long terme (83 %), manque d'infrastructures adéquates (69 %), bureaucratie (63 %), manque de crédit et d'investissement en R&D (40 %). 37 % des personnes interrogées ont également mentionné l'illégalité, le racket et la criminalité au nombre des problèmes les plus graves.

¹⁵⁷ http://www.eurispes.it/index.php?option=com_content&view=article&id=1095:rapporto-italia-2010&catid=47:rapporto-italia&Itemid=222

¹⁵⁸ Green Italia - Indice di green economy e classifica delle Regioni Italiane, Fondazione Impresa, septembre 2010

Occupant 170 660 hectares de terres cultivées (d'après le Bureau statistique régional de la Sicile), l'agriculture biologique joue un rôle important dans le secteur primaire et place la Sicile en tête du classement (en termes de production) en Italie et en Europe, même si bien souvent une grande partie des produits biologiques sont en fait distribués sur les marchés conventionnels. La Sicile recense plus de 8 500 producteurs ayant adopté le système de production biologique, y compris ceux travaillant dans la transformation d'aliments. Il faut cependant souligner que ce secteur très complexe présente encore bien des faiblesses, principalement aux derniers stades du processus de commercialisation. En effet, bon nombre de producteurs ne savent pas tirer le meilleur parti de leurs produits traditionnels. D'autre part, il faut souligner l'existence d'une autre pratique agricole bénéfique pour l'environnement, très répandue dans les zones rurales de Sicile, qui consiste à laisser les terres en jachère. Elle accroît la fertilité du sol, réduit la pollution de l'eau et des terres, freine l'érosion et augmente la biodiversité (en particulier parmi les oiseaux nicheurs) au sein des agroécosystèmes. Des tendances intéressantes sont à noter dans le secteur viticole : plus de 67 % des producteurs siciliens membres d'Assovini¹⁵⁹ ont pris des mesures pour réduire leur consommation d'énergie, et un sur cinq produit actuellement de l'énergie renouvelable. Toujours dans le secteur viticole, il faut savoir que 33 % de la production est associée à une forme de certification environnementale et que 30 % est certifiée biologique.

Dans le secteur du tourisme rural et de l'écotourisme, la Sicile se situe dans la lignée des autres régions italiennes, mais au vu de la tendance récente à la hausse et des politiques mises en œuvre par la région en 2007¹⁶⁰, on espère qu'elle se hissera aux premières places d'ici quelques années. Cette évolution serait en effet particulièrement bienvenue dans les zones rurales où les agriculteurs doivent affronter la crise persistante du marché des cultures conventionnelles et cherchent de plus en plus à obtenir d'autres sources de revenus. L'écotourisme rural séduit particulièrement les jeunes générations d'agriculteurs siciliens. L'essor de ce secteur constitue l'innovation la plus intéressante et la plus prometteuse de l'économie verte en Sicile, en raison de son potentiel en tant que futur moteur de l'économie locale dans son ensemble. Le rapport d'évaluation des répercussions du dernier plan relatif aux fonds structurels (2000 - 2006)¹⁶¹ contient des chiffres révélateurs : le nombre d'exploitations agricoles écologiques a augmenté entre 2000 et 2006, pour passer de 170 à 382 (soit une hausse de 125 %), et leur capacité d'accueil s'est également accrue sur la même période, passant de 1 799 lits à 5 140 (+ 185 %). L'augmentation du nombre de restaurants ruraux durables est elle aussi à noter : ils étaient 5 416 en 2001 et 15 696 en 2006. En ce qui concerne les activités commerciales menées à bien par les exploitations écologiques, il faut savoir que la plupart propose des services de restauration et qu'elles sont de plus en plus nombreuses à disposer du permis nécessaire pour offrir d'autres services touristiques : randonnée pédestre et équestre, trekking, VTT et autres sports et activités de loisirs. Le nombre de fermes pédagogiques agréées grandit lui aussi timidement (8 en 2006, 15 aujourd'hui). Ces fermes accueillent le public et organisent des activités pédagogiques principalement destinées aux scolaires.

En somme, le tissu entrepreneurial « vert » en Sicile s'étend de manière prometteuse dans les secteurs de l'agriculture, des énergies renouvelables et de l'écotourisme. En revanche, en matière de responsabilité sociale des entreprises, de certification environnementale, de mobilité durable, ainsi que de gestion de l'eau et des déchets, la Sicile reste à la traîne par rapport aux autres régions italiennes.

¹⁵⁹ www.assovinisicilia.it

¹⁶⁰ Programme de développement rural en Sicile – PSR Sicilia 2007-2013 disponible sur www.psr Sicilia.it

¹⁶¹ Examen à mi-parcours des répercussions du plan de développement rural, Agriconsulting, décembre 2010

3. Le cadre juridique et les outils d'investissement en Sicile

En tant que région autonome, la Sicile peut promulguer des lois et des règlements liés à des questions d'importance, telles que l'éducation, la santé et les infrastructures, tandis que les sujets de plus grande envergure, relevant de la loi constitutionnelle, incombent à la juridiction de l'État. Parmi toutes les régions de l'UE, la Sicile est l'un des principaux bénéficiaires des fonds structurels européens, ainsi que des fonds nationaux pour le développement. Dans le cadre des fonds affectés à la politique de cohésion européenne 2007-2013, plus de 15 milliards d'euros¹⁶² sont destinés au développement de la Sicile, par le biais du soutien à l'industrie, à la culture et à l'environnement. Au moins la moitié de ce montant doit être consacrée au développement durable (notamment dans les domaines de la pêche, de l'innovation des PME, des ressources naturelles et culturelles, et de l'agriculture). Ces subventions couvrent généralement jusqu'à 50 % du coût total des projets présentés par les PME et jusqu'à 75 % du coût de ceux présentés par les organismes publics.

Les principaux textes et législations en matière d'outils financiers consacrés au développement durable sont les suivants :

- La politique de développement rural pour la période 2007-2013¹⁶³ ;
- Le programme opérationnel du Fonds européen de développement régional (FEDER) pour la période 2007-2013¹⁶⁴ ;
- Les fonds nationaux de développement pour le sud de l'Italie (FAS)¹⁶⁵ ;
- Le programme opérationnel des CTF Italie/Malte¹⁶⁶ et Italie/Tunisie¹⁶⁷ (programmes de coopération transfrontalière avec Malte et la Tunisie) ;
- Les programmes interrégionaux intégrés (POIN et PAIN) pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique d'une part, et les attraits culturels et naturels¹⁶⁸ et le tourisme d'autre part ;
- Le programme sur l'énergie et l'environnement de la région Sicile (PEARS)¹⁶⁹
- Le « Conto Energia » ou « prêt énergétique » national¹⁷⁰ (cf. paragraphe 3)

La politique de préservation et de valorisation culturelle et naturelle a pour vocation de faire des ressources disponibles localement (au niveau de la culture, de la nature et des paysages, actuellement infra-utilisées) une opportunité pour les citoyens et les entreprises, par le biais de nouvelles chaînes d'approvisionnement liées aux ressources culturelles et environnementales, ainsi qu'à travers le lancement d'activités culturelles en rapport avec la politique touristique de la Sicile, s'inscrivant dans un cadre socio-économique et environnemental durable. Le programme opérationnel du FEDER vise à renforcer la stratégie de soutien et de promotion de la recherche et de l'innovation, en se focalisant sur des domaines à fort potentiel (principalement la haute technologie), en encourageant la coopération entre le secteur public et le secteur privé, et en soutenant les initiatives liées à l'innovation, en vue notamment de leur intégration dans un réseau régional de recherche au sein des réseaux internationaux. Le but est essentiellement de promouvoir les réseaux de connaissance, d'améliorer les capacités des systèmes de production dans le domaine de la recherche et de l'innovation et de favoriser la diffusion des technologies de l'information et de la communication.

¹⁶² DUP Sicilia, Document unique du plan régional de Sicile, juin 2010, disponible sur www.euroinfoscilia.it

¹⁶³ www.psrscilia.it

¹⁶⁴ <http://www.euroinfoscilia.it/Default.aspx?tabid=156>

¹⁶⁵ <http://www.regione.sicilia.it/bilancio/>

¹⁶⁶ www.italiamalta.eu

¹⁶⁷ www.italietunisie.eu

¹⁶⁸ www.euroinfoscilia.it

¹⁶⁹ http://pti.regione.sicilia.it/portal/page/portal/PIR_PORTALE/PIR_LaNuovaStrutturaRegionale/PIR_AssEnergia/PIR_DiPEnergia/PIR_PianoEnergeticoAmbientaledellaRegioneSicilianaPEARS

¹⁷⁰ <http://www.qse.it/attività/ContoEnergiaF/Quadro%20Normativo/decreto.pdf>

Le principal objectif de la politique environnementale est de renforcer les actions régionales visant à réduire la production de déchets, d'encourager autant que possible la réutilisation, le recyclage et l'adoption de matériaux non nuisibles à l'environnement, et d'accroître la consommation d'énergie issue de sources renouvelables. Elle met l'accent sur la chaîne de production dans le domaine des technologies énergétiques et sur les mesures visant à augmenter les économies d'énergie, y compris dans le secteur de la mobilité durable. Le but premier du plan énergétique (PEARS) est de développer les énergies renouvelables et d'encourager les sources de financement à réduire et à atténuer les impacts de la production de carburant issue de sources polluantes¹⁷¹, par le biais d'interventions au niveau de la politique fiscale et de la réduction des émissions de CO₂, tout en influençant le comportement des sociétés polluantes, en étudiant par exemple des mesures de compensation telles que la reforestation, l'épuration de l'eau de mer et la création de parcs urbains.

Enfin, la stratégie régionale pour l'agriculture a pour mission de renforcer le système de production et de restaurer sa compétitivité, d'une part, et de mieux intégrer les facteurs territoriaux, économiques et sociaux d'autre part, en vue de permettre à l'agriculture de jouer un rôle multifonctionnel en Sicile. Le programme encourage par ailleurs les solutions multidimensionnelles visant à promouvoir des interventions plus structurées et des économies d'échelle à travers la mise en œuvre de plusieurs mesures en parallèle et / ou le regroupement de plusieurs bénéficiaires, en particulier dans le domaine de l'écotourisme rural et de la production biologique.

4. Perspectives sectorielles en Sicile

a) Alimentation et agriculture durable : production écologique, formation, marchés bio, *slow food*, groupes d'achat solidaire (G.A.S.¹⁷²)

Comme nous l'avons déjà souligné ci-dessus, la production biologique et biodynamique constitue sans doute le secteur le plus avancé de l'économie verte en Sicile. L'huile d'olive, le vin, les fruits et légumes, les céréales, le fromage et la viande sont les principaux produits qui atteignent les marchés nationaux et internationaux. D'après les statistiques mondiales, en dépit de la crise économique qui touche le secteur alimentaire, le marché des produits durables et biologiques est en plein essor, en raison d'une opinion fondée et largement répandue parmi les consommateurs : pour parvenir à un mode de vie durable, il faut avant tout faire attention à ce qu'on mange. Les entrepreneurs siciliens ont encore bien des opportunités à exploiter, surtout dans les domaines de la logistique, de la distribution et des services. Sur le plan de l'agriculture biologique, seules certaines parties du sud-est de la Sicile (en particulier la province de Raguse) sont à la hauteur du niveau européen sur l'ensemble de la chaîne de production (culture, logistique, distribution et services). Le marché local de produits durables va lui aussi de l'avant, même s'il reste encore beaucoup à faire sur le plan de l'éducation et de la sensibilisation des consommateurs potentiels. Des groupes d'achat solidaire¹⁷³, qui donnent la priorité aux produits locaux à faible émission de carbone, apparaissent un peu partout en Sicile,

¹⁷¹ Le raffinage pétrolier réalisé en Sicile représente 40 % de la production nationale. 5 des 17 raffineries italiennes sont situées en Sicile.

¹⁷² Le phénomène des G.A.S. a vu le jour dans la région d'Émilie-Romagne. Un groupe d'achat est généralement composé d'un certain nombre de consommateurs qui s'organisent pour acheter des aliments et d'autres biens courants directement auprès des producteurs ou bien auprès des gros détaillants à un prix réduit. Lorsqu'un groupe d'achat ne vise pas simplement à obtenir le meilleur prix possible, mais place les personnes et l'environnement avant le profit, ce groupe devient un groupe d'achat solidaire. Les groupes d'achat solidaire sélectionnent les produits et les producteurs sur la base de critères sociaux et environnementaux, ce qui les pousse à choisir des produits locaux, biologiques et équitables.

¹⁷³ <http://www.gas-sicilia.it>

et le nombre de marchés bio et de producteurs ne cesse de croître (voir l'étude de cas « A fera bio » en annexe). Au cours des dix dernières années, plusieurs producteurs siciliens ont été admis au sein de l'association du célèbre mouvement Slow Food et un certain nombre de fermes pédagogiques ont ouvert leurs portes en plusieurs points de l'île¹⁷⁴.

b) Écotourisme, tourisme rural, tourisme nature et tourisme responsable

Les paysages et la beauté naturelle de la Sicile sont connus dans le monde entier. Comme déjà indiqué plus haut, de plus en plus d'exploitations agricoles traditionnelles ont choisi de diversifier leurs sources de revenus en se lançant dans de nouvelles activités durables, dont l'écotourisme. Toutefois, la qualité de ces dernières n'est pas toujours à la hauteur des normes internationales, notamment à la lumière des critères du PNUE en matière de tourisme durable¹⁷⁵. Un phénomène intéressant est à constater dans les secteurs de l'écotourisme et de l'agriculture en Sicile : de grands chefs d'entreprise affichent une volonté de plus en plus marquée de lutter contre la mafia, la corruption et la criminalité en lançant de nouveaux projets à partir de biens confisqués à des malfaiteurs condamnés (souvent des terres)¹⁷⁶ ou en organisant des visites de fermes et d'entreprises garanties « anti-pizzo » (qui refusent de donner de l'argent aux organisations criminelles en guise de protection)¹⁷⁷.

c) Gestion des déchets

Le taux de collecte sélective des déchets est inférieur à 10 % en Sicile. La plupart des décharges agréées sont débordées et en situation critique. Dans ce contexte, plusieurs municipalités (de petites villes pour la plupart) se sont rassemblées sous l'égide d'une association (le « club des communes vertueuses »). En tirant parti de l'expérience des unes et des autres, elles apprennent à innover et à modifier leurs stratégies de collecte des déchets¹⁷⁸. Dans le même temps, plusieurs mouvements citoyens soutiennent activement la culture du recyclage. Le réseau le plus influent dans ce domaine, « rifiuti zero » (zéro déchets), a souligné que les performances médiocres de la Sicile en matière de gestion des déchets ne sont pas dues à un retard technologique mais bel et bien à l'éducation, à l'organisation et aux modèles industriels¹⁷⁹.

d) Gestion de l'eau

Les dernières informations recueillies¹⁸⁰ au sujet de la qualité de l'eau en Sicile sont alarmantes : 30 % des rivières, des eaux littorales, des eaux souterraines et des lacs naturels et artificiels sont en mauvais état. Pour améliorer les conditions des ressources hydriques en Sicile, il faut modifier les normes culturelles, réglementaires et techniques de sorte à répondre aux exigences de la directive-cadre sur l'eau (2000/60/CE). En Italie, la loi Galli de 1994 a ouvert la loi à la privatisation de la gestion de l'eau, dont les conséquences sont loin d'être positives : augmentation des coûts, gestion inefficace, fuites, impasse administrative... Plusieurs mouvements citoyens ont lancé une pétition à l'échelle nationale¹⁸¹, qui a obtenu plus de 1,4 million de signatures et a donné lieu à un référendum national pour réexaminer la loi. Sur une île où le risque de désertification est élevé, une approche durable et non-spéculative de la gestion de l'eau est cruciale pour le développement.

¹⁷⁴ <http://www.bimbiinfattoria.com/fattorie-didattiche-sicilia.php>

¹⁷⁵ <http://new.gstcouncil.org/>

¹⁷⁶ <http://www.ilgustodiviaggiare.it>

¹⁷⁷ <http://www.addiopizzotravel.it/>

¹⁷⁸ http://www.comieco.org/Mondo_Riciclo/Club_comuni_virtuosi/

¹⁷⁹ Fa la cosa giusta, edizione Sicilia, libri.terre.it, 2011

¹⁸⁰ Décret législatif 152/06 <http://www.fondazioneimpresa.it/archives/1137>

¹⁸¹ <http://www.acquabenecomune.org/raccoltafirme/>

e) Production d'énergie renouvelable

La Sicile subit les conséquences de son insularité. Le fait d'être séparé du continent est une particularité qui entraîne une majoration des coûts, sur le plan de l'électricité mais aussi dans bien d'autres domaines. Les factures d'électricité peuvent être de 50 à 100 % plus élevées que dans le reste du pays et la plupart de l'énergie produite sur l'île provient de centrales électriques alimentées par des combustibles fossiles extrêmement nuisibles à l'environnement. D'autre part, avec sa production de 1 449 MW et ses 1 245 éoliennes, la Sicile est la région italienne qui produit le plus d'énergie éolienne, suivie des Pouilles (1 291 MW), de la Campanie (915 MW), de la Calabre (770 MW), de la Sardaigne (673 MW), du Molise (372 MW), de la Basilicate (279 MW) et des Abruzzes (225 MW)¹⁸². De grandes sociétés du secteur des énergies renouvelables se sont récemment établies en Sicile, dont 3SUN (le plus grand producteur italien de panneaux photovoltaïques) et Moncada Energy Group¹⁸³. L'Anev (Association nationale de l'énergie éolienne) estime que d'ici 2020 le marché de l'emploi pourrait bénéficier de la création de 7000 nouveaux postes dans le seul secteur de l'énergie éolienne. Les prévisions pour le secteur de l'énergie solaire sont elles aussi très optimistes.

f) Logement et bio-architecture, maisons écologiques et pépinières

Comme souligné au point 3, les Siciliens (tout comme le reste des Italiens) ont commencé à adopter des comportements et un mode de vie plus durables au quotidien. De nouvelles lois nationales ont poussé le secteur privé et l'administration publique à tous les niveaux à accroître l'efficacité énergétique des bâtiments, incitations fiscales à l'appui. La plupart des écoles publiques peuvent bénéficier d'une subvention spéciale pour installer des panneaux solaires sur le toit de leurs bâtiments¹⁸⁴, par exemple. Même si la Sicile n'a pas pleinement tiré parti de cette subvention et que le taux de demandes d'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments est inférieur de 6,7 % à la moyenne de l'Italie (qui se situe aux alentours de 32 %) (Istat/Enea 2008), de plus en plus d'ingénieurs et d'architectes de la région font les démarches requises pour obtenir la certification qui leur permettra de mettre en œuvre des pratiques durables sur leurs chantiers de restauration et de construction de bâtiments, ainsi que de développement paysager sur l'île¹⁸⁵. La présence de fournisseurs spécialisés en mobilier écologique et de pépinières consacrées aux plantes méditerranéennes, qui requièrent en général moins d'eau que les autres pour survivre dans les jardins publics et particuliers, est également en hausse.

g) Mobilité durable

La Sicile recense plus de 3 millions de voitures et 600 000 deux roues, ce qui la place au troisième rang national en nombre de véhicules après la Lombardie et le Latium. En revanche, elle affiche la plus faible quantité de pistes cyclables et de transports en commun (Enea/Istat/Aci 2009). Il n'existe aucune interconnexion stratégique entre les réseaux routiers et ferroviaires. Les zones de stationnement ont été aménagées sans tenir compte du réseau de transport public. Ainsi, aux abords des villes, il n'est pas rare de voir de grands parkings récemment construits qui demeurent vides, alors que les centres-villes sont saturés en permanence. Ceci est une conséquence directe du manque de planification stratégique et de l'inefficacité des décideurs en matière d'aménagement. D'autre part, la Sicile possède le plus grand réseau ferroviaire d'Italie (800 km), mais la plupart des voies sont aujourd'hui désaffectées. Un projet intéressant, consistant à créer des voies vertes¹⁸⁶ a d'ores et déjà été approuvé par la région de Sicile¹⁸⁷. La plupart des grandes villes sont le théâtre d'un nouvel

¹⁸² ANEV (Association nationale de l'énergie éolienne), 2010

¹⁸³ <http://www.3sun.com/> et <http://www.moncadaenergygroup.com/index.php>

¹⁸⁴ http://www.minambiente.it/home_it/menu.html?mp=/menu/menu_attivita/&m=Educazione_Ambientale.html&lang=it

¹⁸⁵ <http://www.o2italia.org/HOME.html>

¹⁸⁶ <http://www.lafrecciaverde.it/?p=1267> and <http://www.ferrovieabbandonate.it/>

¹⁸⁷ <http://www.mobilitapalermo.org/mobpa/2010/04/30/le-greenways-siciliane/>

essor de mouvements citoyens visant à promouvoir de nouvelles formes de mobilité durable, telles que les vélos en libre-service, l'autopartage et le covoiturage¹⁸⁸.

Études de cas

Les études de cas suivants ont été analysées et devraient être compris en tant qu'expériences dans le domaine de l'entrepreneuriat vert plutôt que des exemples de bonnes pratiques.

Nom	Consorzio Le Galline Felici
Secteur	Biocommerce
Emplacement	Catane
Description	Le Consorzio est un des groupes "GAS" les plus actifs récemment fondé en Sicile. Les GAS – Gruppi di acquisto solidale (Groupes d'achat solidaire) furent une réponse au besoin de changement profond dans nos modes de vie. De même que toutes les expériences de consommation critiques, celle-ci prétend placer dans le marché une "question d'éthique", et la diriger vers une économie qui met en valeur les personnes et les relations entre elles. Organisés comme un réseau qui connecte directement les consommateurs et qui produit, les GAS sont capables de réduire le prix, d'augmenter la qualité et de favoriser une série d'activités parallèles sur la sensibilisation et le développement de la consommation verte et durable.
Contact	http://www.sigillyah.com/index.php/legallinefelici

Nom	Comitato "Fa la Cosa Giusta!" (Fait ce qu'il faut faire!)
Secteur	Information sur la promotion de l'économie durable et le comportement responsable
Emplacement	Palerme/Sicile/Italie
Description	Fa' la Cosa Giusta Sicile prétend répandre la consommation et la production des meilleures pratiques partout dans l'île, en organisant des événements pour communiquer les valeurs de l'économie sociale et mettre en valeur la spécificité et l'excellence de la région, en réseau et en synergie avec les structures institutionnelles, les associations et les commerces locaux. Le mouvement Sicilien comprend 14 organisations pour la promotion de la Sicile affiliées au mouvement italien né à Milan en 2004 et soutenu par la maison d'édition Terre di Mezzo. En 2011 Terre di Mezzo et Fa' la Cosa Giusta – Sicile ont publié la première édition du guide sicilien de la consommation critique.
Contact	http://falacosagiusta.terre.it

¹⁸⁸ <http://www.mobilitapalermo.org/>

Nom	Banca Etica
Secteur	Crédit et Finances
Emplacement	Sicile/Italie
Description	L'idée qu'a en tête la Banca Etica est de créer un espace pour que les épargnants qui veulent une gestion des ressources financières plus transparente et responsable puissent trouver des initiatives socio-économiques inspirées par des valeurs de développement humain et social durable. La banque gère les épargnes des individus, familles, organisations, compagnies et institutions, et les investit dans des initiatives qui poursuivent des objectifs sociaux et économiques, en travaillant pour le respect de la dignité de l'homme et de l'environnement. Dans ce contexte, Banca Etica prétend éduquer les épargnants et les emprunteurs en augmentant la conscience des premiers sur la destination de leurs épargnes, et en encourageant les seconds à développer leurs capacités entrepreneuriales et de gestion. Banca Etica ne cherche pas à rejeter les règles de base des finances, mais plutôt à réformer ses valeurs principales. Fondée en 1999, Banca Etica a 4 représentants en Sicile.
Contact	www.bancaetica.com

Nom	Gli Aromi
Secteur	Pépinière de plantes
Emplacement	Ragusa
Description	Depuis plus de 10 ans, l'entreprise Gli Aromi de la famille Russino produit et commercialise des herbes aromatiques et médicinales, en se concentrant sur les espèces originaires de la côte Sicilienne - et plus particulièrement de l'Ibléa. La compagnie produit plus de 150 variétés différentes en utilisant des méthodes traditionnelles. La ferme élabore des sentiers olfactifs et organise des visites guidées et des dégustations pour les clients. En plus de vendre des plantes en pot ou des sachets d'herbes fraîches pour la haute cuisine, ils vendent également des herbes pour la création de terrasses et jardins ornementaux.
Contact	http://www.gliaromi.it/

Nom	Carretta caretta – smaltimento rifiuti
Secteur	Gestion des déchets solides
Emplacement	Syracuse
Description	Carretta Caretta est résolu à résoudre le problème du tri et du ramassage de déchets sans utiliser des poubelles fixes. Au lieu de cela, l'entreprise utilise des petits véhicules comme "poubelles mobiles". Ces véhicules, appelés "karts", sont garés les jours et à l'heure établis dans différentes zones de la ville de façon à ce que les gens puissent déposer leurs déchets. Chaque kart prend un type de déchet concret, selon un plan de recyclage global. L'objectif principal du projet est d'éviter la pollution visuelle et olfactive de poubelles ou de sacs à ordures abandonnés dans la rue pour leur ramassage ultérieur. Le système présente donc des avantages environnementaux évidents et est en train de frayer le chemin à un plan efficace pour le recyclage de déchets.
Contact	www.amanilibere.it/Home.html

Nom	Festival Energie Alternative
Secteur	Sensibilisation de l'énergie durable
Emplacement	Palerme/Sicile
Description	Festival Energie Alternative cherche à créer une communauté de compagnies, associations, organisations et artistes qui se rencontrent pendant l'année pour répandre la culture et les applications pratiques des énergies renouvelables.
Contact	www.festivalenergiealter-native.org

Annexe-4

ORGANISMES DE SOUTIEN ET INTERMEDIAIRES

Organismes de soutien et intermédiaires

En Italie, il existe plusieurs organismes qui soutiennent les entreprises dans leurs activités quotidiennes et les aident à s'internationaliser. En raison de l'impact de la mondialisation sur le système de production, l'internationalisation est devenue l'un des principaux objectifs de la politique industrielle de l'Italie au cours des dernières décennies. Parmi ces institutions et organismes de soutien, voici les plus importants :

Chambres de commerce (CCI) : conformément au système italien de droit civil, les chambres de commerce (Camere di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura¹⁸⁹) sont des organismes publics. Au cours de leur processus de constitution, les sociétés doivent obligatoirement s'inscrire à la CCI (Registro delle Imprese). La fonction première des chambres de commerce est de soutenir le développement des entreprises à tous les niveaux, mais elles exercent également depuis peu un rôle d'arbitrage qui fait l'objet de controverses. Au niveau local, les CCI sont réparties dans les différentes régions de l'Italie et, à l'échelle nationale, elles sont regroupées sous l'égide d'Unioncamere¹⁹⁰. Au niveau national, elles aident les entreprises à mettre en œuvre des mesures de responsabilité sociale (CSR)¹⁹¹. Dans certaines régions, les CCI constituent un organisme de soutien très efficace pour les entreprises (par exemple, à Milan : www.mi.camcom.it/).

Chambres de commerce étrangères en Italie : le gouvernement italien reconnaît les chambres de commerce étrangères¹⁹², qui sont des associations privées d'entrepreneurs et de professionnels italiens et étrangers. Elles fournissent des renseignements et des contacts, et surveillent les marchés internationaux pour les sociétés qui ont internationalisé leurs activités.

ICE (Istituto Nazionale per il Commercio Estero) : l'Institut national pour le commerce extérieur¹⁹³ est un organisme gouvernemental ayant pour mission de promouvoir le développement économique et commercial des entreprises italiennes à l'étranger, en particulier des PME. Fondé en 1926, il a fait l'objet d'une restructuration en 1997 et il est question depuis peu de le fermer. Son siège est à Rome et il possède 17 succursales dans d'autres villes italiennes, ainsi que 115 succursales à l'étranger, réparties dans 88 pays.

Ambassades italiennes à l'étranger : la diplomatie économique du ministère italien des Affaires étrangères (MAE) consiste à encourager et à promouvoir l'internationalisation des entreprises italiennes. Le MAE vise en particulier à multiplier les contacts et les réseaux dans le monde des affaires sur la scène internationale. Les Ambassades fournissent des renseignements aux entreprises sous la forme de rapports sur les pays élaborés en partenariat avec l'ICE et de lettres d'information¹⁹⁴ rédigées en collaboration avec l'agence de presse financière « Il Sole 24 ORE Radiocor », qui appartient au plus grand journal économique italien, // *Sole 24 Ore*.

Euro-Info Centres (EIC) : les Euro-Info Centres¹⁹⁵, présents dans les 24 régions italiennes, épaulent les PME qui souhaitent développer leurs activités dans l'Union européenne. Établi par la Commission européenne en 1987, le réseau d'EIC travaille en partenariat avec cette dernière pour mener à bien des consultations publiques, en vue de définir des lignes directrices pour l'élaboration de nouvelles lois et politiques commerciales européennes.

SACE (Società Assicurativo-finanziaria per il Commercio Estero) : la SACE¹⁹⁶ est une agence spécialisée qui fournit des assurances aux sociétés italiennes exerçant des activités commerciales et investissant à

¹⁸⁹ www.camcom.gov.it

¹⁹⁰ www.unioncamere.gov.it

¹⁹¹ www.csr.unioncamere.it

¹⁹² www.assocamerestero.it/camere

¹⁹³ www.ice.gov.it

¹⁹⁴ www.notiziariofarnesina.ilssole24ore.com

¹⁹⁵ www.euroinfocentre.it/viewpages.asp?lang=eng&area=3

¹⁹⁶ www.sace.it/GruppoSACE/content/it/consumer/products/

l'étranger. Elle propose également des services d'affacturage et aide les entreprises à se faire payer les biens et les services qu'elles ont fournis au secteur public qui, on le sait, tarde beaucoup en Italie à régler ses fournisseurs.

SIMEST (Società Italiana per le Imprese all'Estero) : la SIMEST¹⁹⁷ est une compagnie financière détenue majoritairement par le gouvernement et dont le mandat institutionnel est de fournir des crédits financiers à long terme aux sociétés actives à l'international. Actuellement, la SIMEST offre des crédits à l'exportation et un soutien financier pour les projets d'investissement à l'étranger.

ITPO Italie : le Bureau de promotion des investissements et de la technologie (ITPO)¹⁹⁸, basé à Rome, a été créé en 1987 suite à un accord entre le gouvernement italien et l'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel). L'ITPO Italie encourage la coopération industrielle avec les entreprises de pays en développement et fournit des services spécifiques pour les projets d'investissement (repérage de partenaires industriels, assistance technique pour les projets industriels, etc.).

Agences régionales pour le développement économique : le régionalisme italien a donné naissance à de nombreuses agences de développement local, chacune dotée de compétences et de responsabilités qui lui sont propres. Parmi celles-ci figurent notamment :

ARUSIA – Région Ombrie - www.arusia.umbria.it

ARSIA – Région Toscane - www.arsia.toscana.it

ERVET – Région Émilie-Romagne - www.ervet.it

IRVAT – Région Campanie - www.irvat.eu

Sviluppo Italia Molise - www.sviluppoitaliamolise.it

ENIT¹⁹⁹ (office italien du tourisme) : fondé en 1919, cet office national du tourisme est un organisme gouvernemental chargé de promouvoir l'Italie en tant que destination touristique (le pays est actuellement la 5^e destination mondiale en nombre de touristes étrangers). Il vante en outre l'image globale de l'industrie touristique nationale et soutient ses activités marketing. L'ENIT possède deux catégories de clients : les tour-opérateurs italiens et étrangers d'une part, et les agences de voyage et particuliers qui préparent un séjour en Italie d'autre part.

INVITALIA : cet organisme est géré par le gouvernement italien (le ministère de l'Économie en est l'unique actionnaire). INVITALIA²⁰⁰ a pour vocation de promouvoir le développement local et l'innovation, en aidant les investisseurs italiens et étrangers à mener à bon terme leurs projets d'investissement en Italie. Il fournit une large gamme de services destinés aux investisseurs de tous les secteurs. Ces services gratuits, confidentiels et sur mesure sont adaptés à chaque phase du projet (pré-investissement, création d'entreprise et suivi).

CEEI : lancés en 1984 par la Commission européenne, les Centres européens d'entreprise et d'innovation (CEEI ou BIC) fournissent des services aux entrepreneurs pour encourager l'innovation et soutenir le développement à l'échelle locale. Ils appartiennent au réseau européen EBN (European Business & Innovation Centre Network) et possèdent des bureaux régionaux dans toute l'Italie²⁰¹.

¹⁹⁷ www.simest.it/frameset.asp

¹⁹⁸ www.unido.it/eng/about

¹⁹⁹ www.enit.it

²⁰⁰ www.invitalia.it/site/ita/home

²⁰¹ voir par exemple www.bicclazio.it

Annexe-5

LEGISLATION RELATIVE A L'ENVIRONNEMENT

Législation relative à l'environnement

En matière d'environnement, l'État prend en compte une multitude de sous-catégories : logement, urbanisme, paysage ; certification, mesures compensatoires, pollution des entreprises ; propriété publique, forêt/bois et incendies de forêt, prévision, prévention and interventions pour la protection du sol, catastrophes naturelles, parcs/espaces protégés, protection du littoral, désertification, pollution de l'air et de l'eau, gestion des déchets. Bon nombre de ces aspects sont régis par des lois spécifiques (cf. décret législatif n°42 du 22 janvier 2004 - Code des biens culturels et du paysage, ou la loi-cadre de 1992 portant établissement des parcs et des réserves, par exemple). Plus récemment, le décret législatif n°152 du 3 avril 2006 (baptisé « Code de l'environnement »), a reformulé les règles en matière d'environnement et a remplacé plusieurs normes environnementales existantes.

Le décret législatif 152/2006 régit les aspects suivants :

- Évaluation des effets sur l'environnement et évaluation stratégique environnementale ;
- Préservation des sols et protection des eaux ;
- Gestion des déchets (y compris des matériaux d'emballage) et décontamination des sites pollués ;
- Protection de l'air et réduction des émissions dans l'atmosphère ;
- Indemnisation pour des dommages causés à l'environnement.

Législation relative à l'énergie

L'Union européenne a mis au point une politique énergétique qui incite les États membres à accroître l'utilisation des sources d'énergie renouvelables et à réduire celle des combustibles fossiles, en vue de diminuer la dépendance de l'UE vis-à-vis des sources d'énergie traditionnelles, presque entièrement importées de pays tiers.

Par le biais du paquet législatif énergie-climat (ou « plan 20-20-20 »), l'UE exige aux États membres de réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre, de porter à 20 % la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale et d'améliorer de 20 % l'efficacité énergétique.

Les obligations imposées à l'Italie par l'UE sont moins strictes : en 2020, l'Italie devra dépendre à 17 % de sources d'énergie renouvelables. Cependant, d'après la GSE²⁰² (l'agence italienne en charge des énergies renouvelables), cet objectif ne sera pas atteint d'ici 2020 et l'Italie devra importer de « l'énergie verte » de l'étranger, à hauteur de 10 TWh probablement.

Conformément à ses obligations et aux directives de l'UE, l'Italie a vécu au cours des dernières années un processus de libéralisation et de développement de son marché énergétique. Plusieurs mesures ont été prises pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments. Les exploitants d'énergie fossile se sont vus imposer de nouvelles exigences en matière de sécurité et des taxes pour leurs émissions. Des politiques d'incitation ont été mises en place pour renouveler les machines et les appareils électroménagers obsolètes, afin de faciliter l'acquisition d'équipements plus efficaces du point de vue énergétique.

Grâce à une politique d'incitations généreuses, le secteur des énergies renouvelables²⁰³ prend son envol depuis trois ans, aussi bien en nombre de dispositifs mis en place qu'en quantité d'énergie générée.

Les directives nationales régissant la construction des installations ont été établies le 10 septembre 2010. Le quatrième programme de soutien à l'énergie photovoltaïque (Conto Energia) est entré en vigueur le 1^{er} juin

²⁰² <http://www.gse.it>

²⁰³ <http://www.nextville.it> est un site Web disposant de données très récentes sur les énergies renouvelables en Italie

2011. Le décret législatif 28/2011 a transposé en Italie la nouvelle directive européenne relative aux énergies renouvelables (2009/28/CE), tout en établissant le futur cadre de mesures incitatives à compter de 2013.

Le plan énergétique national sur les énergies renouvelables a été présenté à l'Union européenne en juin 2010, tandis que le plan national sur l'efficacité énergétique est actuellement en phase de débat.

Les politiques énergétiques nationales ne devraient plus inclure l'énergie nucléaire, qui a été exclue de l'agenda politique en Italie suite au référendum de juin 2011.

La mise en place de centrales de production d'énergie a en outre de grandes répercussions sur l'environnement. L'équilibre entre le besoin d'énergie et le respect du milieu, ainsi que les effets de ces centrales sur l'environnement, font toujours l'objet d'une attention particulière.

Législation relative aux activités industrielles

Indemnisation pour les dommages causés à l'environnement. Toutes les personnes qui exercent ou contrôlent une activité de nature professionnelle pouvant avoir un impact sur l'environnement ont des responsabilités spécifiques en cas de dommage, qu'il soit réel ou potentiel, imputable à leur comportement par voie de cause à effet. Elles sont tenues d'informer les autorités publiques et de prendre les mesures préventives ou correctives nécessaires. La responsabilité pour les dommages causés à l'environnement (au titre de l'article 311 du décret législatif 152/2006) entraîne l'obligation, pour l'auteur des dommages, de remettre en état la zone touchée ou, à défaut, de verser une indemnisation.

Afin d'obtenir un dédommagement sous une forme spécifique ou son équivalent, ce décret confère au ministère de l'Environnement le droit d'engager des poursuites civiles et pénales, ainsi que la capacité d'émettre une injonction immédiatement exécutoire qui oblige le responsable à une remise en état de l'environnement dans les délais impartis, en tant que compensation.

Environnement de travail sûr. Depuis 2008, les nouvelles normes nationales en matière de sécurité sur le lieu de travail sont regroupées au sein du décret législatif n°81 du 9 avril 2008. Ce nouvel instrument (mieux connu sous le nom de « Texte unique » sur la sécurité au travail) remplace les lois précédentes sur la protection des salariés, des années 1950 à nos jours.

Emballage. La loi n° 152 du 3 avril 2006 (appelée « Code de l'environnement ») redéfinit, en parallèle à la législation sur les déchets, celle sur la gestion des emballages et les déchets liés à ces derniers, en particulier les articles 217 à 226 : « normes relatives à la gestion des déchets et à la remise en état des sites pollués ».

Transport et mobilité. Le domaine du transport, en particulier celui des matières ou marchandises dangereuses, est étroitement lié aux problèmes environnementaux. Il faut tout d'abord préciser que certaines mesures importantes liées au thème du transport vont de pair avec d'autres. Ainsi, toutes les normes relatives à la pollution de l'air provoquée par les accidents de la circulation sont contenues dans ladite loi 152/2006. Celles visant à protéger le milieu marin face au problème des fameux « navires de la honte » figurent dans la section « Eau » de cette loi. L'Italie participe au projet Marco Polo, lancé par l'UE à travers le règlement du Conseil (CE) 1382/2003. Il s'agit d'un instrument financier visant à réduire l'encombrement des réseaux routiers, en finançant notamment d'autres moyens de transport viables, particulièrement le rail et le transport fluvial et maritime.

Il a donc pour vocation d'encourager le transfert de fret vers le rail, les réseaux fluviaux et, plus récemment, les lignes maritimes à courte distance, en présupposant que les moyens de transport autres que la route rencontrent de nombreux obstacles, que les États seuls ne sont pas en mesure de pallier (tout du moins pour la plupart).

Certification de qualité. La politique environnementale met en œuvre des outils conçus pour accroître la sensibilité des entreprises à l'égard de l'environnement. Cela comprend des réseaux de certification environnementale. Certains sont désormais obligatoires pour créer une entreprise en Italie, tandis que d'autres sont facultatifs.

Les certifications obligatoires concernent les domaines suivants :

- Lutte intégrée contre la pollution
- Déchets et pollution
- Politiques de gestion de l'eau
- Efficacité énergétique
- Fin de vie utile des appareils électriques et électroniques et des véhicules

- Emballage
- Registre européen de produits chimiques
- Élimination des matières toxiques contenues dans les appareils électriques et électroniques

Les certifications facultatives visent à permettre aux structures respectueuses de l'environnement d'obtenir un label écologique attestant de la qualité de leurs processus de production (système de management environnemental EMAS) et de leurs produits (certification de produits écologiques ÉCOLABEL).

Annexe-6

INCITATIONS ET RESSOURCES FINANCIERES

Incitations et ressources financières

Les incitations et ressources financières pour la protection environnementale et la durabilité proviennent essentiellement de fonds nationaux et européens. Tous les programmes de financement du secteur sont coordonnés par le ministère italien de l'Environnement, du Territoire et de la Mer en partenariat avec le ministère du Développement économique. Par ailleurs, le ministère de l'Environnement, conjointement avec le **Ministère du Développement économique**, consacre des fonds spéciaux au soutien de l'EMAS et de la certification de qualité ISO pour les PME (au titre de la loi 2230/2003).

Le programme LIFE est le mécanisme de financement de l'UE pour l'environnement. L'objectif global du programme est de contribuer à la mise en œuvre, à la mise à jour et au développement de la politique et de la législation environnementales de l'UE en cofinçant des projets pilotes ou de démonstration dotés d'une plus-value européenne. En 2011, les membres de partenariats italiens ont soumis 48 propositions dans le cadre de Life Nature et 22 au titre de Life Biodiversité.

Un nouveau plan d'action, le plan d'action en faveur de l'éco-innovation (EcoAP) a été lancé par la Commission le 15 décembre 2011 (COM(2011) 899 final), dans le cadre de l'initiative phare de la stratégie Europe 2020 en faveur d'une Europe efficace dans l'utilisation des ressources.

Il a été précédé du plan d'action en faveur des technologies de l'environnement (ETAP), adopté par le Conseil européen en mars 2004, ayant pour objectif de catalyser les technologies respectueuses de l'environnement afin de réduire la pression sur les ressources naturelles. Les mesures proposées sont regroupées en trois catégories principales :

- Passage de la recherche au marché : actions visant à améliorer le processus d'innovation et à lancer sur le marché les inventions des laboratoires
- Amélioration des conditions du marché : actions visant à encourager l'adoption d'écotechnologies par le marché et fournissant des incitations positives à travers le cadre législatif, les programmes volontaires, l'accès au financement et les marchés publics écologiques
- Actions à l'échelle mondiale : actions soutenant les écotechnologies dans les pays en développement et encourageant l'investissement étranger

Le programme contribue ainsi à supprimer plusieurs obstacles qui ont ralenti le développement et la diffusion des écotechnologies ces dernières années : la complexité de la transition vers des technologies innovantes, des politiques tarifaires qui ont favorisé les solutions moins respectueuses de l'environnement, la difficulté d'accès au financement pour les améliorations technologiques, et un manque de sensibilisation des consommateurs et des producteurs.

L'UE a par conséquent mis en place plusieurs instruments financiers en parallèle, allant des incitations économiques aux subventions de fonds de capital-risque, afin de soutenir les écotechnologies. Sur la période de programmation 2007-2013, la Commission a lancé un certain nombre d'initiatives pour encourager les PME à améliorer leur capacité à développer et à adopter des technologies innovantes. Par exemple, le programme-cadre pour la compétitivité et l'innovation (CIP) soutient les écotechnologies par le biais de trois programmes opérationnels :

- 1) Programme pour l'innovation et l'esprit d'entreprise (PIE)
- 2) Programme d'appui stratégique en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC)
- 3) Programme Énergie intelligente pour l'Europe (EIE)

Ce dernier a joué un rôle particulièrement important en Italie. Par exemple, le programme opérationnel 2007-2013 « Énergie renouvelable et efficacité énergétique » est le fruit de consultations approfondies entre le ministère du Développement économique (MISE), le ministère de l'Environnement (MATTM) et les régions italiennes de l'objectif « Convergence » (réunissant la Calabre, la Campanie, les Pouilles et la Sicile), ainsi que d'un partenariat socio-économique très large (avec les principaux opérateurs du secteur des énergies renouvelables, les représentants de groupes écologistes, etc.). Le programme a pour vocation d'accroître la

part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie totale en Italie et d'améliorer l'efficacité énergétique. Il vise également à promouvoir des opportunités de développement local, à intégrer les mesures d'incitation fournies par d'autres politiques, et à mettre en exergue les liens entre la production d'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique et l'équilibre économique local. Tous les organismes et entreprises du secteur public et du secteur privé peuvent soumettre leurs propositions de projet au titre de ce programme, doté d'un budget d'environ 1,6 milliard d'euros pour la période 2007-2013 et financé à part égale par l'Union européenne – FEDER et l'État italien.

En mars 2012, un fonds renouvelable (www.cassaddpp.it) a été mis en place pour financer les mesures qui doivent permettre d'atteindre les objectifs du Protocole de Kyoto, en particulier pour développer et favoriser l'utilisation de moteurs industriels haute efficacité, ainsi que pour soutenir la production d'électricité, de chaleur et de froid par de petites centrales de cogénération et des réseaux de distribution performants. Ce fonds est le fruit d'un partenariat entre le ministère de l'Environnement, Cassa depositi e Prestiti (instrument financier national d'épargne et de crédit destiné aux organismes publics) et l'association bancaire italienne.

Un exemple des répercussions de cette initiative est « Conto Energia », un programme d'incitation créé pour encourager l'utilisation de l'énergie solaire photovoltaïque en Italie. Depuis ses débuts en 2005, le programme a pris un essor considérable. La troisième phase des mesures d'incitation s'est étendue du 1^{er} janvier 2011 au 31 mai 2011. La quatrième s'étend du 1^{er} juin 2011 au 31 décembre 2016. D'après les données publiées par le GSE (au 31 octobre 2011), plus de 290 000 nouveaux sites ont été installés en Italie depuis 2005, produisant plus de 11 200 000 KW. « Conto Energia » constitue un programme d'incitation plus complexe que les subventions traditionnelles octroyées auparavant en faveur des énergies renouvelables en Italie. Il repose sur un mécanisme semblable à un prêt, et non pas sur des subventions offertes par l'État. Le propriétaire de panneaux solaires reçoit de l'argent régulièrement, généralement une fois par mois, pendant les 20 années qui suivent l'investissement. L'une des conditions requises pour pouvoir bénéficier du prêt est que le système soit raccordé au réseau. La puissance nominale du système photovoltaïque doit être supérieure à 1 kW. Le surplus d'énergie produite (calculé à la fin de l'année) peut être revendu à une compagnie d'exploitation. Dans ce cas, un numéro de TVA associé à une entreprise privée ou à un particulier est obligatoire. Le tarif appliqué aux sites participants à compter de 2007 est calculé sur la base de l'année qui précède, avec une réduction de 5 % par an. Le taux initial demeure ensuite inchangé pendant 20 ans. Le GSE verse 0,445 €/ kWh au bénéficiaire pour le surplus d'électricité produite. Une fois l'investissement initial compensé, un site PV est en général en mesure de générer des ressources 11 ans après son installation.

Le programme opérationnel FEDER 2007-2013 vise à promouvoir la recherche et l'innovation. Il est principalement axé sur le développement des secteurs à fort potentiel (notamment la haute technologie), le renforcement de la coopération entre le secteur public et le secteur privé, et l'intégration du réseau régional de recherche au sein de réseaux internationaux. Le but est de créer des réseaux de connaissance, d'améliorer les capacités des systèmes de production dans le domaine de la recherche et de l'innovation et de faciliter la diffusion des technologies de l'information et de la communication. Le programme opérationnel FEDER est cofinancé par l'UE et divisé en plusieurs domaines d'intervention, concernant les PME, le tourisme, la culture, le développement urbain, les infrastructures, l'environnement et les espaces naturels, la légalité et la sécurité, la R&D et la mobilité. Chaque domaine est associé à des bénéficiaires potentiels spécifiques (PME, association culturelle, ONG, municipalité, université, etc.) et à une certaine quantité d'allocations, cofinancées par la région et la Commission européenne et correspondant à un taux fixé au stade de la programmation en fonction des besoins. Suivant les critères établis (taux de chômage, PIB par habitant, etc.), un certain taux de cofinancement est alloué à chaque région et à chaque bénéficiaire. Ainsi, la Sicile peut verser 75 % des subventions aux PME et 100 % aux institutions publiques. Chaque subvention à l'action est versée suite à un appel d'offres public ou une passation de marchés publics.

Le programme de développement rural (PDR) 2007-2013, axé sur l'agriculture, vise d'une part à renfoncer le système de production et à relancer sa compétitivité, et d'autre part à mieux intégrer les facteurs territoriaux, économiques et sociaux, ainsi qu'à développer le rôle multifonctionnel de l'agriculture sicilienne. Le programme encourage en outre l'adoption de mécanismes intégrés visant à promouvoir des interventions plus structurées et des économies d'échelle à travers l'application de plusieurs mesures en parallèle et / ou le regroupement de plusieurs bénéficiaires, particulièrement dans les domaines de l'écotourisme rural et de la production biologique. Le PDR est cofinancé par l'UE et structuré en plusieurs domaines d'intervention, concernant l'exploitation des forêts, l'agriculture biologique, les certifications de qualité, la diversification des produits, etc. Chaque domaine est associé à des bénéficiaires potentiels spécifiques (agriculteurs indépendants, exploitations agricoles, coopératives, entreprises sylvicoles, agro-industrie, agrotourisme, municipalités, etc.) et à une certaine quantité d'allocations, cofinancées par la région et la Commission

européenne et correspondant à un taux fixé au stade de la programmation en fonction des besoins. Suivant les critères établis (taux de chômage, PIB par habitant, etc.), un certain taux de cofinancement est alloué à chaque région et à chaque bénéficiaire. Ainsi, la Sicile peut verser 75 % des subventions aux fermes et 100 % aux institutions publiques ou aux centres de recherche régionaux sur l'agriculture. Chaque subvention à l'action est versée suite à un appel d'offres public ou une passation de marchés publics.

Les programmes de coopération transfrontalière au sein de l'UE et avec les pays voisins établissent des objectifs spécifiques en matière de tourisme durable, d'énergies renouvelables et de valorisation des sites culturels. Actuellement, au titre de la politique de cohésion, la coopération territoriale comprend :

- 52 programmes de coopération transfrontalière²⁰⁴ au sein de l'UE. Contribution du FEDER : 5,6 milliards d'euros
- 13 programmes de coopération transnationale²⁰⁵ englobant de grandes zones de coopération telles que la mer Baltique, les régions alpines et les régions méditerranéennes. Contribution du FEDER : 1,8 milliard d'euros.
- Le programme de coopération interrégionale²⁰⁶ (INTERREG IV C) et trois programmes de mise en réseaux (Urbact II, Interact II et ESPON) couvrant l'ensemble des 27 États membres de l'UE. Ils fournissent un cadre d'échange d'expériences entre les organismes régionaux et locaux de plusieurs pays. Contribution du FEDER : 445 millions d'euros.

En marge de ces instruments financiers, la politique européenne de voisinage²⁰⁷ aide depuis 2007 les régions des deux côtés de la Méditerranée à relever des défis communs à travers un partenariat plus poussé, qui inclut pour la première fois des partenaires non européens.

Programme d'incitation	Description	Site Web
LIFE	Contribue à la mise en œuvre, à la mise à jour et au développement de la politique et de la législation de l'UE en matière d'environnement en cofinçant des projets pilotes ou de démonstration dotés d'une plus-value européenne	http://ec.europa.eu/environment/life/
ETAP	Le plan d'action pour les technologies de l'environnement vise à catalyser les technologies respectueuses de l'environnement afin de réduire la pression sur les ressources naturelles	http://ec.europa.eu/environment/etap/
PIE	Programme pour l'innovation et l'esprit d'entreprise	http://ec.europa.eu/cip/eip/index_en.htm
TIC	Programme d'appui stratégique en matière de technologies de l'information et de la communication	http://ec.europa.eu/information_society/activities/ict_psp/index_en.htm
EIE	Programme Énergie intelligente pour l'Europe	http://ec.europa.eu/energy/intelligent/
POI Énergie 2007-2013	Programme opérationnel « Énergie renouvelable et efficacité énergétique »	http://www.poienergia.it/
Conto Energia	Prêts aux particuliers pour la pose de PV	http://www.gse.it/attivita/ContoEnergiaF/Pagine/default.aspx
PO FEDER 2007-2013	Programme opérationnel régional cofinancé par le FEDER (Fonds européen de développement	http://ec.europa.eu/regional_policy/archive/funds/feder/index_it.htm

²⁰⁴ http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperation/crossborder/index_en.htm

²⁰⁵ ec.europa.eu/regional_policy/cooperation/transnational/index_en.htm

²⁰⁶ http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperation/interregional/index_en.htm

²⁰⁷ http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/overview/index_en.htm

	régional) 2007-2013	
PRD 2007-2013	Politique régionale de développement rural cofinancée par le Fonds européen agricole pour le développement rural	http://ec.europa.eu/agriculture/rurdev/index_en.htm
CTF	Programmes de coopération transfrontalière, au sein de l'UE et des frontières maritimes dans la limite des 150 milles marins	http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperation/crossborder/index_en.htm
CTN	Programmes de coopération transnationale, concernant principalement la mer Baltique, les régions alpines et les régions méditerranéennes	http://europa.eu/regional_policy/cooperation/transnational/index_en.htm
ICP	Programmes de coopération interrégionale, concernant les 27 États membres de l'UE. Ils fournissent un cadre d'échange d'expériences entre les organismes régionaux et locaux de plusieurs pays	http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperation/interregional/index_en.htm
PEV	La politique européenne de voisinage aide les régions de part et d'autre de la Méditerranée à relever des défis en commun à travers un partenariat plus poussé, qui inclut pour la première fois des partenaires non européens	http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/overview/index_en.htm

Annexe-7

BIBLIOGRAPHIE

Bibliography

Baccaro L. (2002). The Construction of "Democratic" Corporatism in Italy, in *Politics & Society*, Vol. 30 No. 2, June;

Banca d'Italia (2009). Rapporto sulle Tendenze Produttive del Sistema Produttivo Italiano, *Questioni di Economia e Finanza, Occasional Papers*, n.45,
http://www.bancaditalia.it/pubblicazioni/econo/quest_ecofin_2/qf_45;

Bancad'Italia (2011), Relazione del Governatore sull'anno 2010, Roma; Barba Navaretti G., R. Faini and A. Tucci (2008). Does Family Control Affect Trade Performance? Evidence for Italian Firms, *CEP Discussion Paper*, No 896, November. <http://cep.lse.ac.uk/pubs/download/dp0896.pdf>; Bruni, L. (2006). *Civil Happiness*, Routledge, London;

Bruni, L. (2008). *Reciprocity, Altruism and Civil Society*, Routledge, London;

Bruni, L. & P. L. Porta (2003). "Pubblica Felicità" and "Economia Civile" in the Italian Enlightenment, in *History of Political Economy*;

Bruni, L. & S. Zamagni (2004). *Economia Civile, Efficienza, Equità, Felicità Pubblica*. Il Mulino, Bologna;

Bruni, L. & P. L. Porta (2005), *Happiness and Economics*, Oxford University Press;

Carree, M., and A. Roy Thurik (2002). The Impact of Entrepreneurship on Economic Growth. In Zoltan Acs and David B. Audretsch (2003), *International Handbook of Entrepreneurship Research*, Boston/Dordrecht: Kluwer Academic Publishers;

Ciccone A., Cingano, F. e P. Cipollone (2006), "The Private and Social Return to Schooling in Italy", *Temì di discussione*, Banca d'Italia, n. 569;

Confindustria - Istituto Tagliacarne (2010). *L'Evoluzione dell'Industria Italiana: Peculiarità Territoriali*, www.tagliacarne.it/Dossier/download/IST_WEB_Confindustria_rev2.pdf

Cucculelli M. (2009). Owner Identity and Firm Performance in European Companies. Implications for Competitiveness, *MoFIR working paper*, No 24, May.
http://www.mofir.univpm.it/files/working%20paper/Mofir_24.pdf;

Destefanis S., Mastromatteo G., Verga G. (2005). Wages and monetary policy in Italy before and after the wage agreements, *Rivista Internazionale di Scienze Sociali*, 113, n. 2, 289-318
www.vitaepensieronline.it/riviste/000518/2005/02 .

Eurispes, Italian Report 2010,
http://www.eurispes.it/index.php?option=com_content&view=article&id=1095:rapporto-italia-2010&catid=47:rapporto-italia&Itemid=222

Eurobarometer (2009), *National Report Italy*, Autumn, 72
ec.europa.eu/public.../eb72_it_en_exec.pdf

European Commission (2010). Market Observatory for Energy, Report 2009
http://ec.europa.eu/energy/observatory/annual_reports/annual_reports_en.htm

European Wind Energy Association (EWEA), *Wind in Power, 2010 European Statistics -*
http://ewea.org/fileadmin/ewea_documents/documents/statistics/EWEA_Annual_Statistics_2010.pdf

- Ferrante F. & F. Sabatini** (2007). Education, social capital and entrepreneurial selection in Italy, in MPRA Paper 2451, University Library of Munich, Germany, <http://ideas.repec.org/p/pramprapa/2451.html>
- Friedman, M.** (1970). The social responsibility of business is to increase its profit, *New York Magazine*, September 13;
- Genovesi, A.** *Lezioni di Commercio o sia di Economia Civile*, Società Tipografica dei Classici Italiani, Milano, 1824. First edition, Napoli, 1765-67;
- Genovesi, A.** *Della Diceosina o sia della Filosofia del Giusto e dell'Onesto*, Marzorati, Milano 1973. First edition, Napoli, 1766.
- Genovesi, A.** *Autobiografia e Lettere*, Feltrinelli, Milano, 1963;
- Genovesi, A.** *Scritti*, Feltrinelli, Milano, 1979;
- Global Footprint Network**, *2010 National Data Tables*, http://www.footprintnetwork.org/en/index.php/GFN/page/ecological_footprint_atlas_2008
- Guiso, L., Sapienza, P., Zingales, L.** 2004 The Role of Social Capital in Financial Development, in *American Economic Review*, 94, 3, pp. 526-56.
- Italian Trade Commission** (2011). *Research in Italy, Land of Hidden Gems*, New York, http://www.italtrade.com/UserImageDir/146/EN/Research_in_Italy_April_%202011.pdf
- IEFE** (Istituto di economia e politica dell'ambiente) Bocconi (2009), *Prospettive di Sviluppo delle Tecnologie Rinnovabili per la Produzione di Energia Elettrica. Opportunità per il sistema industriale nazionale*, n. 3, <http://www.gse.it/MEDIA/CONVEGNIEVENTI/Presentazioni%20e%20Interventi/ProspettiveSvilupoTecnologieRinnovabiliEnergiaE.pdf>
- Isfol**, Ministry of Labor (2010) Research on Green Jobs in Italy, http://www.isfol.it/DocEditor/test/File/2010/Comunicazione%20e%20documentazione%20istituzionale/Policy%20Report%20Italy_final_2010.pdf;
- Klapper L.F., L.A. Laeven e R.G. Rajan** (2006), Entry Regulation as a Barrier to Entrepreneurship, *Journal of Financial Economics*, vol. 82, n. 3;
- Leaders' Statement**, The Pittsburgh Summit, September 24-25, 2009, <http://www.dol.gov/ilab/highlights/if-20100125-G20-statement.htm>;
- Lori M. & Volpi F.** (2005). Scegliere il bene. Indagine sul Consumo Responsabile, Anticipazioni sulla ricerca, http://www2.fabricaethica.it/documenti/352.Consumo_responsabile.pdf;
- Michelacci C. & F. Schivardi** (2011), Does Idiosyncratic Business Risk Matter for Growth?, *Journal of the European Economic Association*, June; http://www.eief.it/files/2011/06/schivardi_michelacci_jeea_2011.pdf;
- OECD** (2011). *Education at a Glance, Country Note*, available at: <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2011-en>
- Porter M. and M.R. Kramer** (2006). Strategy and society: the link between competitive advantage and corporate social responsibility, in *Harvard Business Review*, December 2006;
- Porter, M. & Kramer. M.R.** (2011). The Big Idea: Creating Shared Value, *Harvard Law Review and Dees, J. G.* (1998), Enterprising Nonprofits, *Harvard Law Review*, 76;
- Quinn, J.B.** (1971). Next Big Industry: Environmental Improvement, *Harvard Business Review*, Sept- Oct, 3;

Sacco P. L. & S. Zamagni (eds) (2001). *Complessità Relazionale e Comportamento Economico. Materiali per un Nuovo Paradigma di Razionalità*, Il Mulino, Bologna;
Sacco P. L. & S. Zamagni (2001). Civil Economy, Cultural Evolution and Participatory Development: a Theoretical Enquiry, in G. Mwabu, C. Ugaz & G. White (eds) *Social Provision in Low Income Country*, Oxford University Press, Oxford;

Saccomanni F. (2011). La Generazione Esclusa: il Contributo dei Giovani alla Crescita Economica, intervento del Direttore Generale della Banca d'Italia, XLI Convegno Confindustria – Giovani Imprenditori, www.bancaditalia.it/interventi/intaltri_mdir/Saccomanni_110611.pdf

Global Innovation Index, <http://www.globalinnovationindex.org/>

UNEP United Nation Environment Programme (2011). *Towards a Green Economy: Pathways to Sustainable Development and Poverty Eradication*, <http://www.unep.org/greeneconomy/GreenEconomyReport/tabid/29846/Default.aspx>

Unioncamere & Fondazione Symbola, (2010) *GreenItaly, Un'idea di futuro per affrontare la crisi* – July, www.symbola.net › [Home](#) › [DOCUMENTI](#) › [Pubblicazioni](#) › [2010](#)

Val Praag C.M. and Cramer J.S. (2001), The Roots of Entrepreneurial and Labour Demand: Individual Ability and Low Risk Aversion, *Economica*, February;

World Bank (2008). *Doing Business 2009*, World Bank, Washington DC, <http://www.doingbusiness.org/~media/fpdkm/doing%20business/documents/annual-reports/english/db11-fullreport.pdf>

Sitography

Alice Nero www.alcenero.it

Associazione Italiana per L'Agricoltura Biologica www.aiab.it

Be Natural <http://www.be-natural.it/index.html>

Biobank <http://www.biobank.it/en/indexBIO.asp>

Cardato Regenerated <http://www.cardato.it/it/index.asp>

Carretta Caretta www.carrettacaretta.com

Ceramica Italiana <http://www.laceramicaitaliana.it>

China Weekly http://news.xinhuanet.com/english2010/indepth/2010-07/19/c_13405103.htm

Città dell'Arte <http://www.cittadellarte.it/eventi.php?even=7>

Comune di Castelbuono www.comune.castelbuono.pa.it

Consorzio Remedia <http://www.consorzioremedia.it/en/>

Cordis <http://cordis.europa.eu/erawatch/index.cfm?fuseaction=reports.home>

Critical Fashion <http://www.criticalfashion.it/englisg>

Distretto del Mobile Livenza <http://www.distrettodelmobilelivenza.it/politiche-integrate-distetto-mobile.php>

ENEL http://www.enel.com/en-GB/media/news/fusina_rossi/index.aspx

Eurisko Assocomunicazione Upa Italiani Green - www.slideshare.net/guest456c3f/ricerca-eurisko-

Europa. Summary of EU Legislation

http://europa.eu/legislation_summaries/energy/renewable_energy/l27035_en.htm associazionecomunicazione-upa-italiani-green

European Commission Environment Ecolabel www.ec.europa.eu/environment/ecolabel

Eurostat <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/eurostat/home/>

FAAM <http://www.faam.com/>

Habitech Distretto Tecnologico Trentino per l'Ambiente <http://www.dttn.it/>

IBIS <http://www.ecrn.net/eventsandactivities/ibisnovara.php>

International Labour Office www.ilo.org

IREX, Italian Renewable Index Data 01/09/2011 www.althesys.com/evidence.cfm?evento=81
www.esteri.it/MAE/IT/Ministero/Servizi/Imprese/DiplomaziaEconomica/Investing_in_Italy.htm

ISTAT <http://dati.istat.it/>

Fondazione Metes www.fondazionemetes.it/ShowNews.aspx?NewsID=1499

Green Blue <http://www.greenblue.org/2011/10/breaking-up-the-green-party-for-a-revolution/>

Landi www.landi.it

Legambiente <http://www.premioinnovazione.legambiente.org/section.php?p=edizioni>

Manifattura <http://manifattura.wordpress.com/il-progetto/>

Momaboma <http://www.momaboma.it/>

Organic Cotton Directory www.organiccottondirectory.net, www.ec.europa.eu/environment/ecolabel

Osservatorio sui Distretti Italiani, www.osservatoriodistretti.org/rapporto-osservatorio

Gestore Servizi Energetici

<http://www.gse.it/media/ConvegniEventi/Presentazioni%20e%20Interventi/ProspettiveSvilupoTecnologieRinnovabiliEnergiaE.pdf>

Permasteelisa Group www.permasteelisagroup.com

Rete per l'Innovazione Industriale <http://www.riditt.it/>

Rete Nazionale di Collegamento dei Gruppi di Acquisto Solidale

<http://www.retegas.org/index.php?module=pagesetter&func=viewpub&tid=2&pid=10>

Salone del Gusto <http://www.salonedelgusto.it/>, <http://www.slowfood.it/>,

Sustainable Cotton www.sustainablecotton.org,

Tecnotessile <http://www.tecnotessile.it>

Terramadre <http://www.terramadre.info/>

Tessile e Sostenibilità <http://www.tessilesostenibilita.it/>

Wikipedia

<http://www.globalinnovationindex.org/>

http://it.wikipedia.org/wiki/Mozzarella_di_bufala_campana#Allarme_diossina_e_blocco_delle_importazioni



**Centre d'activités régionales
pour la production propre (CAR/PP)**

Dr. Roux, 80 - 08017 Barcelona (Espagne)
Tél. : +34 93 553 87 90 - Fax : +34 93 553 87 95
Courriel : cleanpro@cprac.org
<http://www.cprac.org>



Printed on 100% recycled, chlorine free paper



**Centre d'activités régionales
pour la production propre (CAR/PP)**

Dr. Roux, 80 - 08017 Barcelona (Espagne)
Tél. : +34 93 553 87 90 - Fax : +34 93 553 87 95
Courriel : cleanpro@cprac.org
<http://www.cprac.org>



Printed on 100% recycled, chlorine free paper